ALBERT LEFAIVRE

LES MAGYARS

Pendant la domination ottomane

EN HONGRIE (1526-1722)

TOME SECOND

Librairie académique PERRIN *et* Cie.

LES MAGYARS

PENDANT LA DOMINATION OTTOMANE

EN HONGRIE

(1526-1722)

TOME DEUXIÈME

ALBERT LEFAIVRE

LES MAGYARS

PENDANT LA DOMINATION OTTOMANE

EN HONGRIE

(1526-1722)

TOME DEUXIÈME

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1902



LES MAGYARS

PENDANT LA DOMINATION OTTOMANE EN HONGRIE

(1526-1722)

CHAPITRE IV

SAINT-GOTHARD. — VASVAR

Avènement de Léopold Ier. — Son caractère. — Expédition désastreuse de Georges II. Rakoczy en Pologne. — Irritation du grand vizir contre lui ; sa déposition ; François Rhédey nommé à sa place. — Efforts de Rakoczy pour reconquérir sa couronne. — Il force Rhédey à l'abdication. — Invasion des Turcs en Transylvanie ; fuite de Rakoczy. — Nomination de Franz Barcsay. — Second retour de Georges II. — Sa rentrée triomphale à Wissembourg. — Ecrasement de la ligue par les Turcs. — Défaite de Rakoczy à Kapus. — Sa mort. — Prise de Grosswardein par Ali-Pacha. — Tentative de Jean Keményi pour arracher la principauté au joug turc avec le concours de l'Autriche. — Son élection. — Assassinat de Barcsay. — Expédition stérile de Montécuculi en Transylvanie. — Nouvelle invasion des Turcs. — Nomination d'Apaffy. — Défaite et mort de J. Keményi. — Projets d'Achmet-Kiuperli, grand vizir. — Ses préparatifs pour une nouvelle invasion en Hongrie. — Diète de Presbourg en 1663. — Attitude antinationale des protestants dans cette session. — Invasion de l'armée ottomane par Mohacs. — Prise de Neuhaeusel. — Succès et revers de Nicolas Zrinyi, ban de Croatie. — Prise de Zerinvar. — Victoires de Montécuculi à Saint-Gothard, de de Souches à Parkany. — Paix de Vasvar (1664). — Irritation en Hongrie contre ce traité.

I

Léopold Ier, né en 1640, n'avait pas encore dix-sept ans lorsqu'il monta sur le trône. Fils cadet de Ferdinand III, il avait été destiné d'abord à l'Église : La mort de son frère aîné, Ferdinand (1654), lui conféra le rang de prince-héritier. L'année suivante (27 juin 1655), acclamé par la diète de Presbourg, il avait été cou-

ronné roi de Hongrie, un an plus tard, roi de Bohême. Ferdinand était mort sans avoir assuré son élection à l'empire et, durant plus d'une année, tous les efforts de la diplomatie autrichienne durent être mis en jeu pour lui conférer cette couronne. Depuis la paix de Westphalie, les électeurs de Cologne, de Trèves et de Mayence étaient inféodés à la France. Les émissaires de Mazarin, les comtes de Gramont et de Lionne, extrêmement actifs et habiles, mettaient en jeu tous les ressorts de l'action française pour obtenir l'élection de leur maître Louis XIV, ou tout au moins pour empêcher celle d'un prince autrichien. Heureusement pour la candidature de Léopold, l'électeur de Brandebourg, brouillé avec la Suède, s'était rejeté vers l'Autriche. Son influence jointe à celle de Jean-Georges II, électeur de Saxe, fit triompher encore une fois la cause des Habsbourg. Léopold Ier fut élu, le 18 juillet 1658, à Francfort-sur-le-Mein. Son couronnement eut lieu quelques jours après (1er août). Les envoyés français, on le sait, prirent leur revanche en faisant conclure aux princes de l'Allemagne occidentale cette fameuse « Ligue du Rhin », qui mettait la moitié de l'empire sous la tutelle de la France.

Moins heureusement doué par la nature que son père, Léopold Ier était peu séduisant d'aspect : son corps ramassé, étroit aux épaules, et les traits de sa physionomie sans finesse, formaient un ensemble vulgaire; son esprit, d'une culture médiocre et dénué de goûts artistiques, n'avait nul éclat dans les réunions mondaines ou dans les conseils; mais son jugement était d'une justesse remarquable; souvent des mots heureux, expressifs, attestaient sa pénétration et son caractère réfléchi. Comme son père, il fut droit et consciencieux, aima la justice, l'ordre, l'économie et la simplicité de sa cour offrit un piquant contraste avec celle du fas-

tueux Louis XIV. Enfin, mérite plus grand chez un souverain, il donna pendant toute sa vie l'exemple des vertus domestiques et chercha son intime félicité dans les joies de famille. Profondément religieux, il aima toujours les Jésuites, ses éducateurs ; on assura même qu'il était secrètement affilié à cet ordre[1]. Plusieurs jésuites furent ses conseillers de prédilection. Cette déférence lui fut amèrement reprochée par les protestants magyars, comme une marque d'étroite bigoterie. Mais cette accusation, destinée sans doute à justifier la conduite des protestants hongrois sous son règne, ne saurait être acceptée par l'histoire, car, malgré les convictions personnelles de Léopold et ses préférences bien naturelles pour l'Eglise romaine, jamais, par son fait, les sectes dissidentes ne furent inquiétées dans l'exercice des droits que leur conféraient les traités.

Investi du pouvoir, au sein de l'adolescence, il n'osa pendant longtemps régner par lui-même. Son oncle, Léopold-Guillaume, évêque de Passau et d'Olmütz, se chargea de l'initier aux affaires, en dirigeant ses débuts. Le premier soin du nouveau régent fut de continuer la politique de Ferdinand III en Pologne et d'envoyer au secours de Jean-Casimir contre Rakoczy 16.000 hommes de bonnes troupes, commandées par

1. Voir la discussion de cette legende dans l'ouvrage de son principal historien, François Wagner, jesuite lui-même, qui démontre l'impossibilité de cette affiliation. (Wagner, *Historia Leopoldi Magni*, vol. I, p. 5, Vienne, 1719.)

N. Wagner avait vécu de nombreuses années, sous Leopold. Son histoire est écrite dans un latin élégant, avec une conscience, une impartialite qui n'ont jamais éte contestées par personne. Tous ses récits, puisés aux sources les plus sûres (certissimis, luculentissimisque monumentis capta), peuvent être verifiés dans les documents de l'epoque. La plupart ont servi de canevas aux historiens ultérieurs. Il est fâcheux qu'un ouvrage de cette importance n'ait jamais été traduit dans une langue moderne. Sa divulgation redresserait bien des erreurs accréditées par les ennemis de l'Autriche.

Il écrivit aussi en latin l'*Histoire de Joseph Ier*, ainsi que divers ouvrages de philosophie et de polemique religieuse. Il mourut en 1748.

le feld-maréchal de Hatzfeldt. Par un étrange hasard, l'Autriche se trouvait alors en communauté d'action avec la Porte qui, profondément irritée contre le prince de Transylvanie, déployait une ardeur extraordinaire à contrarier ses desseins. Le grand vizir était Mohamed-Kiuperli, jadis garçon-cuisinier du sérail, qu'une ambition habile et persévérante avait élevé aux suprêmes honneurs et qui se flattait de rendre aux sultans leur ancienne prépondérance en Europe. Offusqué par l'insoumission de Rakoczy et par ses airs de souverain autonome, il affecta de le traiter en simple vassal, et lui intima l'ordre impératif de retourner dans ses Etats sans délai. Rakoczy, persuadé qu'une bonne victoire arrangerait tout, ne tint aucun compte de cette injonction et continua sa marche en avant. Le 28 mars, il faisait son entrée à Cracovie, et, quelques jours après, effectuait sa jonction avec Charles-Gustave, roi de Suède. Les deux princes passèrent ensemble la Vistule et se préparaient à assiéger Varsovie, quand le Suédois dut subitement partir pour la Poméranie, qu'attaquait le roi de Danemark[1]. Rakoczy, resté seul, s'obstina dans ses visées ambitieuses et marcha sur Varsovie sans défense, qu'il occupa facilement. Enorgueilli de ce succès apparent, il se voyait déjà roi de Pologne. Mais bientôt il fut entouré d'ennemis. La Pologne presque entière s'était soulevée contre lui; les Impériaux, sous Hazfeldt, le menaçaient dans la Zips; à l'est,

1. Jean-Casimir s'était réfugié en Silésie. Ce sont ces événements auxquels Bossuet fait allusion dans son oraison funèbre d'Anne de Gonzague : « Charles-Gustave, dit-il, parut, à la Pologne surprise et trahie, comme un lion qui tient sa proie dans ses ongles, tout prêt à la mettre en pièces. En même temps la Pologne se voit ravagée par le rebelle Cosaque, par le Moscovite infidèle, et plus encore par le Tartare qu'elle appelle dans son désespoir... Dieu tonne du haut des cieux, etc... » Il est singulier que, dans son énumération, l'orateur ait oublié de mentionner le prince de Transylvanie. Mais l'éloquence n'est pas tenue à l'exactitude. L'à-peu-près suffit.

10.000 Tartares réquisitionnés par les Turcs s'apprêtaient à lui couper la retraite. Enserré par cet étau formidable, il lui fallut fuir au plus vite en abandonnant sur la rive droite de la Vistule une partie de son armée et tous ses bagages. Ses troupes se débandèrent : les Cosaques pour retourner dans leurs steppes, les Szeklers pour défendre la vallée de la Teiss, envahie par les Autrichiens.

Il ne lui restait plus qu'une poignée d'hommes lorsqu'il fut rencontré à Czarnastroy par un corps d'armée polonais. Pour obtenir son libre passage, il dut signer l'engagement de rompre son alliance avec le roi de Suède, d'implorer par un ambassadeur spécial le pardon de Jean-Casimir, de restituer sans délai toutes les forteresses encore occupées par ses troupes, enfin de payer une indemnité de guerre de 1.200.000 florins. C'étaient de véritables Fourches Caudines. Mais, sans attendre l'exécution du contrat, les Polonais s'acharnèrent sans merci sur les débris des troupes transylvaniennes, éparses sur leur territoire. Bétlem, gouverneur de Cracovie pour Georges II, fut fait prisonnier. Kéményi, généralissime, dut s'enfuir sous un déguisement, pendant que ses derniers soldats étaient égorgés ou traînés captifs en Crimée. Telle fut l'issue déplorable de cette expédition insensée (août 1657)[1].

Rentré en fugitif, Georges II se trouvait en face de la Turquie courroucée. Pour apaiser son ressentiment, il recourut aux Etats de Transylvanie, et convoqua les Trois-Nations à Samos-Ujvar, leur demandant d'intercéder en sa faveur auprès du sultan. Telle était sa prostration morale qu'il n'osa paraître en personne devant la diète et s'y fit représenter par des délégués. Après des récriminations trop justifiées sur la folle campagne

1. Wagner, *Historia Leopoldi*, t. I, p. 19.

LES MAGYARS

PENDANT LA DOMINATION OTTOMANE

EN HONGRIE

(1526-1722)

TOME DEUXIÈME

de Pologne, l'Assemblée finit par s'apitoyer sur son prince et décida l'envoi d'une députation à Constantinople pour supplier le Grand-Seigneur de pardonner à son vassal repentant. Mais le grand vizir, inexorable, déclara que Rakoczy était destitué pour sa forfaiture et que les Etats avaient à élire, d'accord avec la Sublime Porte, un autre souverain[1]. Quelques jours après, Mohamed-Giraï, khan des Tartares en Crimée, signifiait aux Etats qu'il avait ordre d'envahir la Transylvanie, s'ils ne se soumettaient sans délai aux injonctions du vizir[2].

Devant cette mise en demeure, le patriciat magyar porta son choix sur François Rhédey, capitaine de Marmaros, membre important de la caste régnante, en lui imposant pour condition de se démettre, dans le cas où Rakoczy rentrerait en grâce auprès du sultan. Une nouvelle démarche de Rakoczy auprès du grand vizir ayant échoué, Rhédey se considéra comme délié de sa promesse et comme prince définitif. Sa nomination fut ratifiée par la Porte, et les insignes de sa nouvelle dignité lui furent solennellement conférés.

Mais Rakoczy ne se résignait pas à sa déchéance : ses partisans dans le pays étaient nombreux et puissants. Se posant désormais en libérateur, il adressa un manifeste aux Etats pour les avertir que les Turcs visaient à l'asservissement de la Transylvanie, qu'ils voulaient occuper les principales places fortes, Jénno, Lugos, Grosswardein, et qu'ils finiraient par réduire le pays en villayet et le diviser en Sandjaks, sous la domination d'un pacha. L'imputation ne manquait pas de fondement; mais pouvait-on prendre au sérieux le successeur des Zapolya, des Bathory, des Bétlem-Gabor dans ses déclamations contre les Turcs? Quant à la réduction de

1. Baron d'Hurmuzaki, vol. III, p. 236.
2. Baron d'Hurmuzaki, *ibid.*, p. 239.

la Transylvanie hongroise en pachalik, c'était une simple nuance pour l'oligarchie magyare, associée depuis cent trente ans à l'oppression musulmane. Mais Rakoczy s'inquiétait peu d'être conséquent. Il voulait reconquérir son trône à tout prix. A la tête de ses haiduques, il occupa Médiash où siégeait la diète, s'y fit reconnaître pour prince et contraignit Rhédey à l'abdication[1]. Réintégré au pouvoir, il écrivit au sultan, au grand vizir, les lettres les plus humbles pour implorer son pardon. En même temps il cherchait des protecteurs à la Cour de Vienne, et se faisait recommander au jeune empereur par l'archevêque Lippay, et, bien que protestant, sollicitait les bons offices des Jésuites. Enfin, il faisait promettre au khan de Crimée 40.000 thalers, pour qu'il s'abstînt d'envahir la Transylvanie.

Léopold consentit à se faire l'intercesseur de Georges II auprès du sultan; mais sa médiation n'eut aucun effet. Achmet-Kiuperli refusa toute transaction avec le vassal rebelle dont il avait décidé le renversement. Déjà sa vengeance s'était abattue avec une rigueur impitoyable sur Constantin Serban et sur Stéphan Gyorgey, voïvodes de Valachie et de Moldavie, coupables tous deux d'avoir fourni des troupes à Rakoczy pour son expédition de Pologne, et d'avoir ourdi avec lui l'ébauche d'une confédération danubienne. Par ses ordres, une nuée de Tartares fondit sur ces malheureuses principautés et, pour punir le crime de leurs souverains, y répandit la dévastation. Le Moldave fut chassé presque sans combat et remplacé par un vieux boyard, du nom de Ghika[2]. Serban fit une résistance plus sérieuse; mais, vaincu par les Turcs-Tartares avec une perte de 8.000 hommes, à Wallstatt, il

1. Wagner, vol. I, p. 74.
2. Hurmuzaki, vol. III, p. 242. — Dépêches de l'internonce Reninger à l'empereur Léopold (avril 1658).

se réfugia par les Carpathes en Transylvanie, pendant qu'un favori du vizir était installé à sa place. Cet intrus était un Grec fanariote nommé Gioan-Bey, qui, par son or, ses présents, s'était acquis la faveur des eunuques et des icoglans au sein du sérail. Il se rendit à Bucarest avec une nombreuse escorte de Turcs et surtout d'Israélites, qui, suivant les auteurs roumains, mirent la Valachie en coupe réglée, et consommèrent la ruine du pays par l'usure, amassant ainsi pour de longues années sur leur race la haine des populations (1658).

Ces deux évictions n'étaient, pour le vindicatif Kiuperli qu'un prélude. Pendant l'envahissement de la Valachie, 100.000 hommes de troupes fraîches étaient concentrés à Silistrie, tout prêts à franchir les passes de Törzbourg. Une autre armée partait de Temesvar pour remonter la Maros. Rakoczy, courant à l'ennemi le plus proche, se porta sur Jenno, dont les Turcs convoitaient la possession, et battit le pacha de Temesvar près de cette ville; mais, peu de temps après, la place fut livrée au grand vizir par le gouverneur Ujlaki[1]. Cette trahison ouvrait aux Turcs tout l'ouest de la principauté. Bientôt la Transylvanie fut envahie au sud et à l'est. Toutes les passes des Carpathes furent forcées et les hordes tartares s'abattirent sur les territoires Saxons, mettant le pays à feu et à sang. Kronstadt se racheta du pillage pour 16.000 thalers; Klausenbourg, après avoir vu brûler ses faubourgs, pour 100.000 thalers. La plupart des autres cités, Torda, Vasarhély, Wissembourg avec leurs églises, leurs bibliothèques, leurs collèges et les collections de Bétlem-Gabor, furent consumées par les flammes. Rakoczy et son armée étaient devenus invisibles. Poursuivant leurs ravages, les

1. Wagner, t. I, p. 75.

Turcs se portèrent vers l'ouest et voulurent forcer Grosswardein; mais ils ne purent s'emparer de cette place, défendue par une héroïque garnison. Ils se retirèrent, emmenant, suivant leur usage, plusieurs milliers de chrétiens en captivité.

Pour brusquer le dénouement d'une guerre qui le fatiguait, Kiuperli imagina d'imposer aux Transylvaniens un prince de son choix. Ses préférences se portèrent sur Franz Daniel Barcsay, que les Trois-Nations avaient député vers lui pour le fléchir et qui se morfondait en vains efforts pour émouvoir sa pitié. Le faisant venir dans sa tente, il lui notifia sa résolution, ajoutant que le tribut annuel de la Transylvanie était porté désormais à 40.000 ducats, et qu'il lui faudrait de plus payer aux Turcs une somme de 500.000 thalers, comme indemnité de guerre, en leur cédant les deux places de Lugos et de Karansèbes[1]. Telles étaient ses conditions pour le rétablissement de la paix. Toutes prières pour un changement ou pour un adoucissement de ces clauses seraient inutiles. Un délai de douze jours était accordé à la diète pour les adopter. Après cet ultimatum, Kiuperli partit pour Constantinople où l'appelaient de graves complications survenues à l'empire ottoman en Asie et dans l'Archipel. Les pachas de Bude et de Temesvar étaient chargés de veiller à l'accomplissement de ses volontés en Transylvanie.

Barcsay, promu malgré lui à la dignité souveraine, rendit compte de sa mission à la diète, qui, comprenant la portée des intimations vizirielles, se hâta de le proclamer prince, tout en réservant les droits éventuels de Rakoczy. Barcsay fut intronisé solennellement comme feudataire de la Porte par Mustapha, pacha de Temesvar, à Schœssbourg (4 octobre 1658).

1. Wagner, vol. I, p. 76.

Si dures que fussent les conditions du vizir, mieux valait encore, pour un pays épuisé, cette paix onéreuse que la continuation de la guerre contre des forces écrasantes. Mais Rakoczy voulait régner à toute force. Il s'entêtait à jouer le rôle de prince légitime, comme si la Transylvanie elle-même, en tant que principauté, était autre chose qu'une émanation de la faveur musulmane. Réfugié dans ses comitats de la Haute-Hongrie, il se refusait à toute transaction avec le Gouvernement de Barcsay : « Je combattrai, disait-il, jusqu'à la mort, pour *mon droit* et pour *mon honneur*, dussé-je faire de la Transylvanie un désert. Je retournerai dans *mes États*, dussé-je n'y régner que cinq ou six semaines. » Ajoutons, particularité remarquable, que, dans cette prétention opiniâtre, il avait l'appui de la haute noblesse. Toute cette oligarchie était de cœur avec lui, non par affection, par patriotisme ou dignité chrétienne, car, depuis cinq générations, elle supportait d'un cœur léger le patronage musulman, mais, par une intuition assez sûre du lien mystique qui solidarisait leur cause à celle de Georges II, tous sentaient que sa déchéance entraînerait à bref délai celle de leur caste, et qu'en remplaçant leur élu par sa créature, la Turquie abolissait en fait leur domination ; qu'elle mettait fin aux intrigues et complots dont ils s'étaient fait une douce habitude, en promenant l'agitation, suivant leurs convenances, en Hongrie, en Pologne, dans les principautés danubiennes ou dans les États héréditaires de l'Autriche. C'était la fin du régime illustré par les Bocskay, les Bétlem-Gabor, la ruine de toutes les spéculations fondées sur les discordes hongroises ou sur les embarras des Habsbourg. A ces perspectives désolantes, toute *la nation*, c'est-à-dire toute l'aristocratie magyare, frémit comme un seul homme dans ses fibres les plus intimes. Tous s'unirent pour secouer le joug de l'intrus.

Leur premier soin fut de le discréditer et de l'isoler comme « antinational » et d'entraver son action. Barcsay avait convoqué la diète à Bistritz (mai 1659) pour se procurer les fonds nécessaires à l'acquittement du tribut et des exactions ottomanes. Dans l'espérance de le brouiller avec le sultan, on lui suscita mille difficultés pour la rentrée des impôts. L'effet de ces chicanes fut la pénurie du trésor, et, par suite de son dénûment, Barcsay, sur la contribution de 500.000 thalers, n'en put payer que 5.000 à la Porte. Le grand vizir irrité fit enfermer les envoyés transylvaniens aux Sept-Tours, et les pachas furent chargés d'exprimer à Barcsay le mécontentement de leur maître.

Bien moins gêné que son rival au point de vue pécuniaire, Rakoczy puisait à pleines mains dans les coffres de Constantin Serban, voïvode dépossédé de la Valachie, qui, dans sa fuite, avait eu l'idée géniale d'emporter ses trésors et les mettait à la disposition de son compagnon d'infortune, dans l'espoir de remonter sur le trône. Grâce à ses libéralités, il put s'organiser pour l'attaque, enrôler force haiduques et faire appel aux concours hongrois. Protestants, hobereaux, affluaient sous ses drapeaux, et des voix puissantes s'élevaient à Presbourg, à Vienne, pour sommer le Gouvernement autrichien de le soutenir. Mais quel titre avait cet ambitieux opiniâtre à la protection de l'Autriche ? Que pouvait-elle espérer de sa gratitude en lui rendant sa principauté? Etait-il sage, pour un tel client, d'engager avec la Porte une guerre grosse de périls et de complications politiques? Une seule chose importait en ce moment, c'était de localiser le conflit et de soustraire la Hongrie royale aux attentats musulmans[1]. En conséquence, on résolut de renforcer sur la frontière les

1. Voir les hésitations et les discussions du Conseil aulique dans Wagner, vol. I, p. 77.

troupes autrichiennes. Des garnisons allemandes furent envoyées dans les places de Kallo et de Szatmar, sur les frontières de Transylvanie. Cette mesure était contraire aux traités de Vienne. Mais le Gouvernement de Presbourg laissa faire ; son impuissance à protéger le Gouvernement hongrois était par trop évidente[1].

Pour résister à Rakoczy, Barcsay réunit à Torda ses forces militaires et convoqua les Trois-Nations dans la même cité. Mais ce double appel lui réussit peu. L'armée, comme la diète, était complètement acquise à son adversaire. Entouré d'ennemis et menacé d'une défection générale, il prit le parti de se retirer spontanément, et le fit avec dignité, en rappelant aux Transylvaniens le danger qu'ils couraient par leur imprudence. Après cette démarche, il se rendit à Temesvar, puis à Constantinople, tandis que Georges II, escorté de nombreux magnats, acclamé par une foule inconsciente, rentrait à Wissembourg en triomphateur[2].

Ce triomphe était une folie criminelle ; car il ne pouvait se faire illusion sur l'issue prochaine de son équipée. Les Turcs n'étaient pas pris au dépourvu. Toutes les mesures avaient été soigneusement arrêtées par Achmet-Kiuperli pour écraser à son début cette nouvelle rébellion. Quinze régiments de janissaires étaient concentrés à Belgrade, attendant, l'arme au pied, l'ordre de passer le Danube. A l'Ouest, les pachas de

1. *Histoire des révolutions de Hongrie*, liv. III, p. 73. L'auteur anonyme de cette compilation accuse le cabinet impérial d'avoir manqué à ses obligations envers le prince de Transylvanie et de l'avoir laissé écraser, tout en profitant du conflit pour occuper certaines places du nord-est. La mauvaise foi de ces imputations est bien évidente, car, d'une part, Rakoczy s'était lancé dans l'aventure polonaise, malgré les avis et les objurgations de Ferdinand III ; d'autre part, laisser Kallo et Szatmar sans garnisons autrichiennes, c'était les livrer aux Turcs.

2. Il se trouvait prince pour la troisième fois. Rakoczius tertius princeps. Wagner, *ibid.*, p. 82.

Bude et d'Erlau avaient des forces suffisantes pour coopérer à l'attaque, tout en contenant la Hongrie. Enfin, au sud, une armée turque surveillait de Silistrie les principautés. Rakoczy, cerné dans le massif des Carpathes, essaya cependant d'entraîner encore une fois les Moldaves et les Valaques dans sa cause. La Valachie lui était acquise ; car, par un singulier tour de force, il avait gagné le nouveau voïvode, Gioan-Bey, surnommé Miché, tout en vivant aux dépens de Constantin, son compétiteur. Miché, mécontent d'Arslan, pacha de Silistrie, qui l'avait traité avec insolence, s'était insurgé contre les Turcs et leur avait tué 2.000 hommes. Il fut facile à Rakoczy de s'assurer son concours, en lui garantissant le maintien de sa souveraineté. Pour dédommager Constantin, il lui promit la Moldavie, s'engageant à chasser le voïvode Etienne Ghika, récalcitrant au programme de « Ligue danubienne ».

L'arrangement fut signé à Kronstadt entre les trois princes. Mais l'irruption des Turcs jeta au vent cette répartition. Une nuée de Tartares s'abattit sur la Valachie, sous les ordres de Gasi-Girai, qui s'intitulait sultan de Crimée et défit complètement les troupes de Miché. Ce dernier dut prendre la fuite pour échapper à la mort[1]. Constantin ne fut pas plus heureux en Moldavie. Son armée, dans laquelle 4.000 Hongrois des meilleures familles s'étaient enrôlés, fut mise en déroute par les Cosaques et dut se retirer en désordre en Transylvanie. Pendant ce temps, les pachas de Temesvar, de Bude et d'Erlau battaient Rakoczy à Maros-Vazarhély et prenaient leurs quartiers d'hiver au cœur du pays. Barcsay, ramené par les Turcs, s'installait à Hermannstadt. Rakoczy, s'acharnant sur son rival, essaya vainement de le forcer dans cette ville. Sa situation était désespérée, et, sans s'occu-

1. Hurmuzaki, *ibid.*, p. 248-252.

per de lui davantage, le serdar Ali-Pacha, commandant en chef l'armée de Belgrade, se dirigea sur Grosswardein, dont la conquête et l'annexion venaient d'être décidées par le grand vizir. Rakoczy n'avait plus avec lui que quelques milliers d'hommes. Il voulut tenter un dernier effort pour sauver cette place importante; mais, arrêté au passage entre Giula et Kapus par Achmet-Pacha, il fut écrasé par le nombre. Sa petite armée fut détruite (22 mai 1660), et lui-même, blessé dans le combat, fut porté mourant à Grosswardein où il expira[1] (6 juin). 3.000 chrétiens étaient tombés sur le champ de bataille. Les Turcs les décapitèrent, et leurs têtes, portées à Constantinople, furent promenées sur des piques, dans les rues de cette capitale, par des Arméniens et des Grecs, comme des trophées de victoire, puis déposées aux pieds du vizir, qui les fit jeter en pâture aux chiens du sérail[2].

Finis Transylvaniæ! C'en était fait de cette principauté, naguère si florissante, qui, par l'étendue et par l'importance, avait été presque l'égale d'un royaume.

1. Wagner, *ibid.*, p. 84. D'après cet historien, Rakoczy, avant de mourir, aurait abjuré le calvinisme pour se faire catholique : « Ejurasse animo calvinam, magno pietatis sensu orthodoxum obiisse. » Pendant tout son règne, il avait été ardent persécuteur du catholicisme.

2. Cette guerre des trois voïvodes contre la Turquie a passé presque inaperçue pour les historiens de l'époque. C'est à l'aide de documents fragmentaires et de chroniques locales (compilatæ constitutiones regni Transylvaniæ) qu'on en dégage péniblement les péripéties. On en trouve une relation très complète et très claire dans les dépêches de Reninger, représentant de l'empereur Léopold, à Constantinople. Voir aussi les *Mémoires de Betlem*, petit-neveu de Betlem-Gabor, qui résida quelques années en France où, très en faveur dans les salons aristocratiques, il écrivit ses aventures et ses souvenirs dans notre langue, avec un talent remarquable. Bien reçu à Chantilly par le grand Condé, il raconte que sa surprise fut grande de trouver ce prince très au courant des événements de Hongrie et de Transylvanie. Revenu dans sa patrie, il servit alternativement la cause des révoltés et celle de l'Empereur, et fut nommé par Léopold capitaine général de Transylvanie. Intarissable sur sa biographie personnelle, il écrivit sur la fin de sa vie une seconde série de *Mémoires* en Hongrois (Katona, XXXV, p. 892).

L'égoïsme et l'aveugle entêtement de son prince ou plutôt la démence magyare l'avaient précipitée dans l'abîme. Car, je l'ai démontré plus haut, c'était bien le Magyarisme qu'un esprit de vertige avait poussé contre les Turcs, ses protecteurs naturels, et qui, dans cette folle aventure, avait couru au-devant de son châtiment. Mais cette destruction ne devait guère profiter aux vainqueurs ! En s'acharnant sur leur auxiliaire le plus efficace, ils avaient éteint de leurs mains ce foyer des insurrections hongroises, fomentées habituellement par la Porte et toujours si fructueuses pour sa politique. De ce conflit singulier tout le profit était pour la maison d'Autriche. En se portant l'un à l'autre des coups si funestes, ses ennemis avaient travaillé pour son compte.

II

La mort de Rakoczy laissait la place libre à Barcsay, qui se hâta de notifier aux Etats sa réintégration[1]. Mais cette souveraineté n'était plus qu'un nom dérisoire. Il lui fallut suivre les chefs musulmans, captif et respectueux spectateur de leurs exactions. Le serdar exigea qu'il notifiât lui-même au gouverneur de Grosswardein l'ordre de livrer la place aux troupes ottomanes. Barcsay voulut refuser. Achmet, pour l'intimider, fit charger de chaînes devant lui l'ancien gouverneur de la place, Haller, qui s'associait au déclinatoire de son prince, alléguant ses devoirs envers la Transylvanie. Le malheureux feudataire essaya de faire appel au vizir. Il s'attira d'Achmet-Kiuperli cette réponse : « Tu m'écris que les pachas t'ont manqué d'égards. Qu'importe? Si je doutais de ta fidélité, je n'hésiterais pas à te chasser immédiatement. La volonté de notre puissant maître est de prendre et de garder Grosswardein pour lui-même. A qui donc appartient cette ville? A la Transylvanie, dites-vous? Soit. Mais la Transylvanie elle-même n'est-elle pas la propriété du sultan? Ton devoir est de faire passer Grosswardein immédiatement dans nos mains. »

Ce raisonnement péchait par ses prémisses : Grosswardein ne faisait pas partie de la Transylvanie, mais

1. Il est difficile de se faire une opinion sur ce personnage. Niklos Bétlem, qui l'avait servi comme secrétaire ou comme chambellan, et qui professait un amour respectueux pour sa femme, le dépeint dans ses *Mémoires* comme un fort honnête homme, dont le seul tort était un excès de passion pour « sa chère princesse » (p. 185) ; Wagner le représente comme un ambitieux incapable et comme un tyran astucieux, avide et vindicatif (Wagner, vol. I, p. 84-91).

des comitats hongrois concédés temporairement à Rakoczy I[er] par le traité de Szon, à la suite d'une insurrection hongroise dont il avait été le fauteur. C'étaient donc encore les Magyars dont l'imprévoyance avait livré aux Turcs ce boulevard de la chrétienté. La place se défendit avec vigueur sous le commandement de trois chefs intrépides, Matthieu Balog, Jean Racz et Jean Szalardy (ce dernier fut plus tard historien d'un certain renom). Mais, attaquée par 50.000 janissaires, elle n'avait que 850 hommes de garnison pour la défense d'une enceinte très étendue. Aucun secours ne pouvait être espéré de la Transylvanie écrasée. De nouvelles et pressantes démarches furent faites auprès de Léopold, le suppliant de sauver à tout prix ce bastion avancé du royaume. Mais les forces des Turcs sur le Danube et sur la Teiss étaient redevenues formidables, et l'Autriche n'était pas prête à les affronter. Un Français, le général de Souches, qui commandait pour l'empereur à Kaschau, n'avait sous la main que 4.000 hommes. Le reste de ses troupes était dispersé dans différentes places. Tout ce qu'il put faire fut de placer des garnisons autrichiennes à Kallo, à Rakamas et à Tokay dont les habitants étaient terrorisés par l'approche des Turcs [1].

Pendant ce temps, Grosswardein succombait après quarante-quatre jours de résistance héroïque. Les femmes elles-mêmes avaient combattu sur les murailles en jetant des pierres et des matières embrasées sur les assaillants. La garnison, réduite à 350 hommes, obtint libre passage pour elle et ceux des habitants qui voudraient la suivre, respect des personnes et des proprié-

1. Voir dans Wagner le conflit de de Souches avec le palatin Vesselenyi, au sujet de ces places dont le Gouvernement de Presbourg réclamait obstinément l'occupation exclusive par des garnisons hongroises. Or ce personnel était imaginaire (e peditatu ungaro ne hominem esse conspectum) (Wagner, t. I, p. 88).

tés pour les autres. Contre les procédés ordinaires des Turcs, la capitulation fut, paraît-il, fidèlement observée par Ali Pacha (27 août 1660).

Après cette catastrophe, la Transylvanie, dévastée et mise au pillage, dut encore s'infliger un surcroît accablant d'impôts pour payer la rançon de son prince et compléter le tribut. Nobles et bourgeois plus ou moins aisés durent abandonner leur argenterie et les bijoux de leurs femmes, les paysans vendre leur dernier bétail pour satisfaire la rapacité musulmane. Au sein de la misère générale, des soulèvements éclatèrent et Barcsay, n'ayant ni l'énergie, ni l'ascendant nécessaire pour les réprimer, la faction des burgraves tenta encore une fois de le détrôner et de restaurer « l'indépendance nationale », en renouant une alliance avec les Moldo-Valaques.

Ce plan et ces combinaisons étaient chimériques, l'impuissance des trois principautés, même réunies en confédération contre le colosse turc, étant un fait démontré. Mieux avisé que les autres, un membre de ce patriciat, Keményi, eut alors l'idée ingénieuse de relever le principat transylvanien avec le concours de l'Autriche. Ancien général de Rakoczy, il avait été prisonnier des Tartares et plus tard proposé par Barcsay aux Etats comme candidat à la voïvodie ; mais il avait refusé, ne se croyant pas encore mûr pour le trône. Par mariage, il s'était apparenté, l'année précédente [1], avec le nouveau palatin de Hongrie, Vessélényi, et comptait à Presbourg de nombreux amis dans la haute noblesse [2].

1. Par son mariage avec Anna Lonyay, veuve d'Etienne Vessélényi.

2. C'était un homme d'une taille avantageuse, d'un regard fier et farouche; il était éloquent naturellement : il parlait avec beaucoup de hardiesse et d'autorité, aimant mieux être obéi par crainte que par douceur... Ses manières étaient hautes et présomptueuses, et il n'avait pour amis que ceux qui étaient de la même humeur (*Mémoires du comte Betlem-Niklos*, p. 173).

Après s'être organisé pendant plusieurs mois dans son domaine d'Aranos-Medjés, près de Szatmar, il fit subitement irruption en Transylvanie, à la tête de 1.000 cavaliers, s'annonçant dans de véhéments manifestes comme le libérateur du pays.

De nombreux mécontents, la plupart Szeklers, se joignirent à lui. Barcsay, pris au dépourvu, se retira dans son château de Gœrgeny. Son frère Gaspar, voulant s'opposer par la force à l'envahisseur fut vaincu et tué près d'Ormenyes. Barcsay, voyant l'inutilité de toute résistance, abdiqua pour la seconde fois devant les Trois-Nations assemblées (24 décembre 1660), et reçut en échange de la dignité princière un beau douaire personnel. Il partit en philosophe, ayant l'air d'accepter sa déposition comme une délivrance. Malheureusement pour lui, la manie des grandeurs devait bientôt le reprendre.

La noblesse magyare voyait ce changement avec défiance. Néanmoins Kéményi fut proclamé par les Etats, à Bistritz, le 1[er] janvier 1661. Dans l'acte constitutif de son avènement, il eut soin de faire insérer les griefs de la Transylvanie contre les procédés de la Porte, à savoir : la nomination autoritaire de l'ex-prince par le grand vizir, la dévastation du pays, la confiscation de Jenno, de Karansébès et de Grosswardein. Il fit ajouter que le ressentiment de ces injustices avait conduit « les patriotes » à surmonter leurs répulsions traditionnelles pour rechercher l'alliance de l'empereur, du roi de Hongrie. Quelques jours après, pour augmenter l'irritation de la diète contre la Porte ottomane, il lui communiquait la sommation adressée à Barcsay par le pacha de Bude pour la livraison immédiate de trois comitats, Krazna, Bihar et Szolnock. Comme contraste avec cette sommation injurieuse, il donna lecture de deux lettres, l'une du palatin Vessélényi, l'autre de

l'archevêque Lippay, lui promettant, à lui, Keményi, l'assistance gratuite de l'empereur Léopold. Après ces communications, la diète n'avait évidemment qu'un parti à prendre, c'était de se jeter dans les bras de l'Autriche. Un magnat, Denys Banffy, accompagné du père jésuite, Carolyi, fut envoyé à Vienne pour implorer le secours prochain d'une armée royale. En attendant la décision du Conseil aulique, Keményi s'efforça de donner le change aux pachas de Bude et de Grosswardein sur le sens de son élévation, en se déclarant fidèle serviteur du sultan.

Les Turcs ne furent nullement dupes de ces assurances ; mais, soupçonnant la complicité de l'Autriche et n'osant rien engager de leur chef, ils répondirent à Keményi sur un ton conciliant, et l'engagèrent à payer le tribut, la contribution de guerre, à envoyer son fils comme otage à Constantinople, enfin à se rendre lui-même à Temesvar, auprès d'Ali-Pacha, pour y recevoir l'investiture et les insignes de sa dignité. Keményi, flairant le piège, se garda bien d'obéir. Sur ces entrefaites, son envoyé Banffy revint de Vienne avec des encouragements et des promesses de concours[1].

Léopold et ses conseillers n'avaient pas encore surmonté leurs hésitations. Mais les événements faisaient violence à leur politique. La prise de Grosswardein et l'augmentation des forces ottomanes dans le bassin de la Teiss ouvrait aux Turcs l'accès de la Haute-Hongrie. Partout, sous l'impulsion d'Achmet Kiuperli, les pachas prenaient une attitude de plus en plus provocante, et les dépêches de Reninger, internonce de l'empereur à Constantinople, relatant jour par jour ses relations avec le divan, étaient pleines d'indications alarmantes. Il devenait évident que la Turquie, sortant

1. Wagner, t. I, p. 93.

d'une longue apathie, reprenait vers l'Ouest un mouvement offensif, qu'elle avait confiance dans la supériorité de ses forces, et que l'Autriche, en face d'une agression imminente, devait se préparer à la guerre.

Pesant ces diverses considérations, le cabinet de Vienne était tout disposé à soutenir le nouveau prince de Transylvanie. Mais il n'était pas encore prêt et se réservait de choisir son moment. Or Kéményi, sous l'étreinte des pachas, avait besoin d'une assistance immédiate. Déjà Barcsay, sur leurs instigations, avait quitté son rôle de sage bucolique, et préparait sa rentrée en scène en recrutant partout des haiduques. Pour couper court à ces menées, Kéményi le fit accuser devant la diète d'avoir détourné pour son propre usage 150.000 thalers destinés au tribut de la Porte. Barcsay fut condamné comme concussionnaire et gardé à vue dans sa résidence. Son frère André entretenait une correspondance secrète avec le voïvode valaque. Ses lettres furent interceptées. André, condamné à mort pour crime de haute trahison, fut pendu sur la place de Gœrgenyi[1]. Quelques semaines après, Barcsay lui-même était saisi dans son château, garrotté, jeté dans une voiture qui devait le conduire à Kövar ; il fut massacré dans un endroit désert, près du village de Repa. Ses assassins, soudoyés sans doute par son rival, s'enfuirent en Hongrie et ne furent jamais découverts[2].

Les affaires de Kéményi profitèrent peu de ce double meurtre. Déjà le serdar avait mis les Trois-Nations en demeure d'annuler son élection sous peine d'encourir toute la colère du sultan. Sur leur refus, le pacha de Bude, Ismaïl, se mit immédiatement en campagne

1. Katona. XXXIII. p. 237.
2. Wagner, vol. I, p. 92. — Principem eductum in itinere occidunt in pagoque Repa per rusticos humili funere tumulatur. Katona, *ibid.*, p. 240.

pour envahir la Transylvanie. Ali-Pacha le suivit de près avec le gros de l'armée ottomane. Tartares et Cosaques pénétrèrent à l'est par la Moldavie, semant partout la désolation. A cette triple irruption, Kéményi ne pouvait opposer que quelques milliers de combattants. Il avait espéré d'abord que les Hongrois accourraient en foule pour le secourir. Le palatin et le primat lui avaient promis 10.000 volontaires. Mais la Hongrie était restée froide et même hostile à sa cause, *parce qu'il était le protégé de l'Autriche*[1]. Refugié dans des montagnes presque inaccessibles, à Szamos-Ujvaros, il attendait avec une fiévreuse impatience l'arrivée, hélas! tardive des troupes autrichiennes.

La cour de Vienne eût bien voulu différer encore son intervention. Mais il lui fallait abandonner complètement aux Turcs la Transylvanie, ou la leur disputer les armes à la main. Sentant cette mise en demeure, elle donna l'ordre à ses capitaines d'occuper toutes les places transylvaniennes situées sur la rive gauche de la Teiss, principalement Huszt et Szekelyid. Pendant ce temps, 15.000 hommes sous les ordres du fameux Montecuculi partaient de Moravie pour renforcer Kéményi. La jonction des deux armées s'accomplit heureusement sur les frontières de la Galicie; mais les forces transylvaniennes se réduisaient à 3.000 Szeklers, et le général autrichien avec ce faible appoint, ne se crut pas assez fort pour affronter les Turcs en bataille rangée[2]. Il se contenta d'occuper Klausenbourg, « la clef du pays », Bétlem et Kövar, en s'appuyant sur les places

1. Le palatin avait promis à l'empereur d'envoyer 15.000 hommes en Transylvanie. Comme contingent « national », le comte Homonnay vint gravement amener à Montecuculi une compagnie de 150 hommes (centum quinquagenta hominum manipulus fuit ab Homonayo submissus) (Wagner, t. I, p. 95).

2. Hostium numerus quadruplo germanos superabat (Wagner, *ibid.*, p. 97).

du Nord. Puis, voyant les mauvaises dispositions de la noblesse, des Saxons et craignant d'être écrasé par les forces très supérieures des pachas, il évacua le pays. Cette retraite lui fut plus tard très vivement reprochée en Hongrie. Kéményi, désespéré de cet abandon, prit ses quartiers d'hiver dans des défilés presque inaccessibles, à Erdœdad, sans communications avec le reste de la principauté.

Pendant ces marches et contremarches décousues, le serdar avait convoqué la diète transylvanienne, à Bistritz, sous les mousquets de ses janissaires, pour lui faire élire un prince de son choix. Nicolas Bétlem, dans ses *Mémoires*, assure que, faute de candidat aristocratique sous la main, il proposa la dignité princière à un corroyeur, « homme d'une assez belle prestance », qui refusa cet honneur, alléguant « que, n'étant pas du corps de la noblesse, il ne pourrait jamais être agréable, ni reconnu par les grands ». Le corroyeur lui désigna Michel Apaffy, « homme de grande qualité, qui, depuis « peu de temps s'était racheté de la captivité des Tar- « tares, ayant été un de ceux qui avaient suivi le « prince Rakoczy en Pologne, où il avait été prison- « nier[1] ». Aussitôt le serdar envoya chercher Apaffy dans son château d'Ebesfalva par un détachement de Tartares. Quelques jours après, il le faisait proclamer prince par la diète terrifiée (14 septembre 1661). L'inaction des Autrichiens rendait toute résistance impossible. La noblesse et les villes saxonnes (Kronstadt excepté) reconnurent le nouvel élu du sultan. Pour les récompenser de leur déférence, Ali-Pacha daigna, comme don gracieux, au nom de son maitre, réduire à 250.000 thalers la contribution de guerre imposée au

1. *Mémoires du comte Bétlem Niklos*, édition de 1739, p. 201. Nimiæ lenitatis à plerisque insimulabatur. On lui reprochait généralement une trop grande douceur (Katona, XXXIII, p. 260).

pays, l'année précédente, après la mort de Georges II.

Cette nouvelle révolution s'était accomplie avec la connivence des magnats ; car cette oligarchie sans scrupules préférait l'aggravation du joug turc au protectorat de l'Autriche[1]. Son premier soin, dans un tel moment, fut de faire signer au nouveau prince une charte en vingt et un articles garantissant à la noblesse le maintien de ses privilèges. Par un surcroît bien superflu de bassesse, elle supplia le serdar de laisser en Transylvanie 10.000 janissaires « pour la protection du pays ». Enfin, elle envoya des députations aux commandants autrichiens pour les sommer d'évacuer les places transylvaniennes, indûment occupées par leurs garnisons. Comme couronnement de ces félonies, une instante prière fut adressée à Keményi, l'adjurant de renoncer à son titre de prince, *pour épargner de nouvelles calamités au pays*. Keményi n'en tint aucun compte[2] et, dans les premiers jours de 1662, se porta sur Schœssbourg, avec 6.000 hommes, en grande partie allemands, mis à sa disposition par le commandant de Szatmar. Devant cette attaque, Apaffy fit en toute hâte appel à ses protecteurs. Les Turcs accoururent avec des forces écrasantes, joignirent la petite armée de Keményi près de Nagy-Szœllœ, la défirent et l'obligèrent à se disperser. Le malheureux Keményi fut tué dans l'action. Son corps, « foulé aux pieds des chevaux[3] », ne put jamais être retrouvé[4] (22 janvier 1662).

1. Un proverbe magyar de l'époque était : *Plutôt Allah que wer da !* (*wer da*, en allemand : qui vive !) Quant aux protestants, leur devise était : Poursuivre les papistes par tous les moyens, même avec l'aide des Mahométans (vel præ Mahometanis persequendos papistas) (Wagner, I, p. 101).

2. Keminium dira recuperandi principatûs libido tenebat et palam proditebatur (Wagner, I, p. 101).

3. Nicolas Betlem, *ibid.*, p. 202.

4. Après sa mort, Apaffy et ses protecteurs voulurent contraindre les Autrichiens à évacuer toutes les places qu'ils occupaient en Transylvanie. Sur le refus des gouverneurs allemands, des hostilités s'enga-

Ce Kéményi n'était sans doute qu'un homme très médiocre, guidé par une ambition vulgaire; sa tentative n'en était pas moins le pressentiment de la seule politique qui pût tirer la Transylvanie d'un dégradant vasselage en la plaçant sous le protectorat des Habsbourg. Si des attardés pouvaient rêver encore le relèvement du Magyarisme par des trames insurrectionnelles, l'écrasement des principautés danubiennes par la Turquie avait relégué ces espérances dans le domaine des chimères. Toutes les vélléités hongroises avaient échoué dans de sanglantes convulsions. Pour échapper aux étreintes du minotaure ottoman, il ne lui restait qu'une ressource : unir étroitement sa cause avec la maison d'Autriche dans la lutte qu'elle allait engager avec l'islamisme.

gèrent entre eux et les Turcs. Kutschuk-Pacha fit le siège de Klausenbourg, qui fut défendu pendant plusieurs mois par le général Redan. L'arrivée de Schneidau, capitaine de Nagy-Banya, avec un corps de secours, dégagea la place (Wagner, t. I, p. 105).

III

Ce conflit allait éclater : Achmet-Kiuperli, par son humeur belliqueuse, en avait hâté l'éclosion, et l'Autriche, par son intervention en Transylvanie, avait perdu le pouvoir de le différer.

A cette époque, les Turcs détenaient en Hongrie 80 places contre la teneur des traités. Mais leur tactique était toujours d'accuser avec véhémence la cour de Vienne, dès qu'elle sortait de son attitude passive, et de crier à la violation de la foi jurée. En apprenant l'entrée de Montécuculi à Klausenbourg, le vizir, déjà mourant, fit appeler Reninger et lui adressa d'amers reproches sur les procédés de son maître, en ajoutant que la vengeance du sultan allait s'appesantir sur l'Autriche, si satisfaction immédiate n'était pas donnée aux plaintes de la Porte.

Parmi ces griefs, figurait au premier plan la construction d'une forteresse en face de Kanizsa (frontière de Styrie) par Nicolas Zrinyi, ban de Croatie[1]. De cette place, nommée par lui Zerinvar, les Impériaux faisaient de fréquentes incursions sur le territoire ottoman et retournaient contre les Turcs leurs déprédations en pleine paix. Quelques jours après cet entretien, Achmet-Kiuperli mourut (10 novembre 1661), laissant le sceau impérial, signe de la dignité suprême, à son fils, âgé de vingt-six ans et porteur du même nom. Le nouveau vizir était animé d'une ambition aussi ardente que celle de son père.

Son premier acte fut de déclarer la Transylvanie

1. Wagner, I, p. 107.

incorporée à l'Empire ottoman. Puis il lança son homme de confiance, Kutschuk-Mohamed-Pacha, sur les territoires de Szabolcs, Szatmar et Krazna, qui furent annexés aux territoires turcs, à l'exception des places fortes, sans même consulter le nouveau prince, Apaffy. Ce dernier se plaignit, demanda la restitution de ses territoires, en même temps que la diminution du tribut. On ne daigna même pas répondre à ses réclamations, bien qu'elles fussent appuyées à Constantinople par l'ambassadeur d'Angleterre, lord Winchelsea[1].

La cour de Vienne, pour gagner du temps, affectait d'ignorer ces brutalités et donnait à Reninger le mandat d'obtenir à tout prix un renouvellement de la paix. Vains subterfuges! toutes ses propositions étaient rejetées avec un insultant dédain. Déjà des forces considérables étaient dirigées sur Andrinople. Des multitudes de spahis arrivaient d'Anatolie par le Bosphore, l'Asie et l'Afrique, renforcées de tribus tartares, et déversaient de nouveau sur l'Europe, comme au temps de Soliman Ier, les flots de leur barbarie. Le 8 juillet 1663, une armée de 120.000 hommes était concentrée à Belgrade, sous le commandement personnel d'Achmet-Kiuperli.

En face d'un danger aussi formidable, se grouper autour de la royauté, dans un élan patriotique, était pour les Hongrois le plus pressant des devoirs. Mais il s'en fallait de beaucoup que la Hongrie offrît à l'Europe un pareil spectacle. Le grand obstacle à cette union était l'attitude factieuse des protestants, uniquement soucieux d'arracher au clergé romain les églises, presbytères, prébendes et domaines usurpés dans le siècle

1. Cette tentative de lord Winchelsea marque le début de l'intervention anglaise dans les affaires Danubiennes. Nous la verrons bientôt se développer et devenir toute-puissante à Vienne et même à Constantinople.

précédent par les réformés, et reconquis plus tard par les catholiques. Toute la session de 1659 avait retenti de leurs doléances, appuyées par d'énormes dossiers, que leurs représentants avaient apportés à la diète. Dans des factums, rédigés avec une extrême virulence, ils dénonçaient les ordres monastiques, l'influence des Jésuites et les progrès du catholicisme, en général, comme des attentats à leurs libertés.

Ils reprirent cette tactique en 1662, se posant en défenseurs de leur foi persécutée et parfaitement résolus à tirer parti du péril national au profit de leurs revendications. Leur espoir se fondait principalement sur la majorité dont ils disposaient encore à la Chambre basse. Léopold était venu en personne pour demander le concours des Etats aux mesures que réclamait la défense du sol. Les catholiques voulaient acclamer sans débats les demandes du Gouvernement ; mais les protestants arrêtèrent l'adoption de ce vote. Leur principal chef, Martin Szuhay, député d'Abauj (Kaschau), ancien général de Rakoczy déclara, que *la liberté des âmes était plus précieuse que celle des corps*, et qu'en conséquence les protestants n'accepteraient aucune motion concernant la défense ou la sûreté du royaume, tant que les griefs des communautés évangéliques, comprenant 26 *gespanschaften* (préfectures) et 24 villes royales, n'auraient pas reçu satisfaction, conformément au traité de Linz[1]. A cette scandaleuse mise en demeure, un cri d'indignation s'éleva chez les catholiques. Jamais la connivence des protestants avec l'islamisme ne s'était affichée avec autant d'impudeur : « Vous faites appel, dirent les premiers, aux traités de Vienne, de Nikolsbourg, etc.; mais ce sont des

1. Negabant ultra de re se consulturos priusquam erepta ab anno 1509 templa ad unum omnia restituerentur (Wagner, *Hist. Leop.*, t. I, p. 106. Katona, XXXIII, p. 316 et suivantes).

chartes sans valeur : toutes ont été imposées à l'autorité légitime par l'insurrection avec l'appui de la Porte. Vos autorités sont Bocskay, Bétlem-Gabor, Rakoczy Ier, tous fauteurs de guerres civiles et protégés des pachas! que sont-ils devenus? que reste-t-il de leur œuvre? l'asservissement de la Transylvanie et l'imminence d'une nouvelle invasion turque, sur notre territoire. » A ces répliques trop justifiées, les protestants répondaient avec componction qu'ils avaient placé leur confiance non dans les hommes, mais dans l'appui du Dieu tout-puissant qui leur avait suscité des défenseurs, comme jadis Gédéon et David au peuple d'Ismaël contre les Amalécites. Contre tous les reproches de lèse-patrie, ils se maintenaient inexpugnables dans ces citations bibliques[1].

Quatre mois se passèrent dans ces débats aussi tumultueux que stériles. A la fin, les protestants s'adressèrent au roi par l'organe de Martin Szuhay et de Georges Draskoczi. Mais Léopold leur fit déclarer par son chancelier Portia qu'il était mécontent de leur attitude : « Ce n'est pas le moment, leur dit l'interprète du monarque, d'articuler et d'imposer vos griefs, quand l'ennemi est aux portes. Le seul devoir des deux Chambres dans un moment si critique est de se consacrer exclusivement à la défense du pays. Du reste l'étude de ces questions appartient non à la diète, mais aux comitats. Enfin, concluait le roi, les atteintes portées par des fonctionnaires ou par des autorités publiques à la liberté des cultes ne sont pas parvenues à ma connaissance. »

Sans accepter la leçon et sans être déconcertés par cette rebuffade, les protestants continuèrent leur agitation, prenant le titre d'Etats évangéliques, comme s'ils étaient, de par eux-mêmes, les représentants qua-

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 303. *Corpus juris Hungarici*, II, 6.

liliés d'une nation. Pour gagner le chauvinisme magyar à leur cause, ils avaient joint à leurs requêtes confessionnelles le renouvellement des anciens griefs (*gravamina*) sur l'occupation des forteresses hongroises par les troupes allemandes, plainte aussi ridicule qu'inconvenante en face du péril ottoman. Trois fois ils renouvelèrent leur démarche auprès du monarque, toujours éconduits par Portia, qui les adjurait, au nom du prince, de remettre à des temps meilleurs leurs réclamations. Le Palatin Vessélenyi flétrissant ces honteux marchandages, au nom de l'honneur national, disait : « Je voudrais que le glas funèbre eût sonné pour moi, avant que les « évangéliques » eussent déshonoré la diète par leur pétition. » « Si nous différons de croyance, disait encore Portia, nous sommes pourtant tous chrétiens. Eh bien! dans cette communauté d'intérêts, il faut ou faire la paix avec les Turcs, tous ensemble, si nous ne pouvons les combattre, ou nous unir pour lutter contre eux loyalement et vaillamment en enfants du Christ. » — Mais ce noble langage, les protestants ne voulaient pas le comprendre; car ils spéculaient justement sur le péril de la Chrétienté pour récupérer leurs usurpations.

Déçus dans leur prétention de forcer la main au monarque, ils prirent un parti qui mettait en lumière leur manque absolu de patriotisme. Ils quittèrent Presbourg, espérant que leur départ entraînerait la dislocation de la diète ; mais cette manœuvre fut déjouée comme les précédentes. Le groupe catholique, devenu maître du terrain dans la deuxième Chambre, continua de siéger pendant dix-sept jours et, d'accord avec les magnats, ajourna la discussion des griefs protestants à la session suivante. Puis les deux « Tables » votèrent avec ensemble tous les projets présentés par le Gouvernement pour la défense du royaume, notamment

« l'insurrection de la noblesse », c'est-à-dire la prestation du service militaire par tous les seigneurs, à la tête de leurs vassaux et hommes-liges. Ce vote était plutôt une manifestation qu'une mesure de guerre; car nous avons constaté plus d'une fois l'inefficacité de ces cohues féodales : à côté des armées régulières, ce n'était plus qu'une masse encombrante.

Si démodé que fût ce système gothique, de chauds partisans et de hautes influences le soutenaient encore dans l'opinion populaire, comme une tradition intangible. A la tête de ces nationalistes, était Nicolas Zrinyi, vaillant capitaine, poète, pamphlétaire, mais surtout zélateur de magyarisme et d'autonomie antiautrichienne. Précurseur du *fara da se* italien, son idée fixe était de susciter en Hongrie un mouvement susceptible de l'affranchir et de chasser les Turcs sans le secours d'aucune puissance étrangère, c'est-à-dire en se passant de l'Autriche. Il croyait au soulèvement irrésistible d'un peuple enflammé de patriotisme et se flattait d'éclipser la stratégie, les lourdes méthodes des généraux allemands par des charges impétueuses ou de brillantes chevauchées. A l'appui de sa thèse, il critiquait avec virulence Montécuculi, récemment promu au maréchalat par l'empereur, et l'accusait d'avoir perdu la Transylvanie dans sa dernière campagne, après la prise de Klausenbourg, en abandonnant Kéményi. Blessé au vif, Montécuculi se défendit dans un mémoire véhément. Mais Zrinyi redoubla ses attaques dans une série d'opuscules que son parti accueillit avec grande faveur[1]. Peu de temps après, Zrinyi publiait une autre brochure intitulée *Remède contre l'opium turc*. Ce remède, on le devine facilement, n'était autre que le

1. Katona, XXXIII, 314. Les vers et les pamphlets de Nicolas Zrinyi sont tombés depuis plus de deux siècles dans l'oubli le plus complet. Neanmoins le Magyarisme actuel affecte de le célébrer comme poète

vieux Magyarisme et la reconstitution par des mains hongroises de l'ancien royaume. Le succès de cette rapsodie fut considérable. Dans les misères de l'oppression musulmane, le suprême réconfort pour les Hongrois était de se figurer *qu'ils n'avaient pas besoin de l'Autriche !* Aujourd'hui que, grâce au Dualisme, ils ont pu reprendre leur attitude de conquérants à la face du monde, la théorie de Zrinyi, commentée par leurs doctrinaires, leur permet de refaire l'histoire en popularisant cette légende : *qu'ils ne doivent rien à l'Autriche.*

Heureusement pour la Hongrie, Zrinyi n'avait pas à craindre d'être pris au mot dans ses gasconnades. Comme composition, valeur, discipline, les troupes autrichiennes étaient excellentes et, dans la main d'un chef comme Montécuculi, pouvaient réaliser des prodiges. Elles auraient suffi certainement à repousser l'invasion ottomane, si l'épuisement du pays et le délabrement des finances avaient permis d'augmenter leur force numérique. Pour grossir leurs cadres, Léopold était allé en personne à Ratisbonne implorer le secours de la diète allemande. Mais depuis le traité de Westphalie, toute cohésion, tout sentiment de solidarité s'étaient retirés de cette assemblée, et ses décisions n'avaient plus aucun pouvoir sur les princes. Néanmoins, sur les instances de l'empereur, le vote d'un contingent militaire fut obtenu et partiellement obéi. 8.000 Allemands, sous les ordres du prince de Bade, Léopold-Guillaume, vinrent rejoindre Montécuculi en février 1664. Les rois de Danemark et de Pologne envoyèrent également des renforts; Venise, le pape et l'Espagne fournirent des subsides. Enfin le roi Louis XIV,

et comme prosateur et de lui déférer dans la littérature hongroise une place éminente. Je n'ai pas qualité pour examiner ses titres à cette glorification posthume. Rien de plus fréquent, à notre époque, que cet engouement et ces promotions rétrospectives chez toutes les nations.

dont l'ambition prenait son essor et qui, pour dominer l'Europe, voulait acquérir des droits à sa gratitude, offrit à l'empereur une armée de 30.000 hommes. La Ligue du Rhin en eût fourni l'appoint principal ; des généraux francais en auraient eu le commandement. Mais Léopold refusa de mettre en relief sous cette forme la prépondérance déjà trop accentuée de son jeune rival. Il n'accepta de la Ligue du Rhin qu'un secours de 6.500 hommes. 6.000 Français, commandés par le comte de Coligny-Saligny, vétéran de la Fronde, vinrent, quelques mois après, compléter l'effectif de l'armée chrétienne. La réunion de tous ces éléments hétérogènes ne dépassait pas 63.000 hommes.

IV

Le bouillant vizir avait quitté Belgrade le 20 juillet 1663, à la tête de 120.000 Turcs, traînant à sa suite l'internonce Reninger avec ses acolytes Geetz et Béris, envoyés extraordinaires de l'empereur, qui se morfondaient dans son escorte, et s'efforçaient vainement, dans leurs rares entrevues, de le ramener à la paix. 100.000 Tartares et 16.000 Cosaques avaient reçu l'ordre de rejoindre, dans les plaines hongroises, les forces ottomanes. Enfin Apaffy, misérable vassal du sultan, devait également figurer comme auxiliaire dans l'armée de son suzerain. Comprenant, dans son abaissement, l'ignominie de ce rôle, il avait voulu s'en dispenser par des faux-fuyants. Force lui fut d'étaler, en face de l'Europe chrétienne, son étroite union avec l'islamisme. Ce ne fut pas tout : Kiuperli, comptant sur les protestants de Hongrie comme sur ses alliés naturels, voulut se servir d'Apaffy pour s'assurer leur concours. Il lui fit rédiger et promulguer, sur commande, des manifestes calqués sur ceux des Bocskay, des Bétlem-Gabor et des Rakoczy, pour convier « tous les Hongrois à mériter par leur vaillance les bonnes grâces de Sa Hautesse ». La liberté serait leur sûre récompense. Mais le fiasco de ces grotesques plagiats fut complet. Les protestants, intimidés sans doute par leur échec de Presbourg et par la réprobation générale, *se tinrent enfermés chez eux*, tandis que les catholiques couraient s'enrôler en foule dans l'armée royale. Vessélényi, dans une vigoureuse réplique, se chargea de répondre à l'impudente rhétorique d'Apaffy. « Nous promettre la liberté! dit-il, c'est

nous croire en vérité trop naïfs ! Quelle liberté peuvent nous apporter les Transylvaniens, quand les caprices du grand vizir les ont forcés à changer sept fois de maître en moins de trois ans ? Si M. Apaffy, s'intitulant prince de Transylvanie, veut réellement mériter cette appellation, qu'il affranchisse son pays du joug turc, au lieu de l'importer chez nous, en tenant la plume sous la dictée du païen, son maître[1]. »

Les Turcs, suivant leur route traditionnelle, avaient remonté le Danube par Mohacs, établi à Bude leur quartier général et de là s'étaient dirigés sur Neuhæusel, place importante qui défendait la vallée de la Neitra, et dont les Turcs disputaient avec acharnement la possession à l'Autriche depuis plus d'un siècle. Ils passèrent le Danube à Gran sur un pont de bateaux. Forgacs, gouverneur de Neuhæusel, s'était porté au-devant d'eux avec des milices hongroises, quelques escadrons de hussards et l'élite de la garnison. Mais il fut défait, près de Parkany, dans un combat sanglant, où les chrétiens perdirent plus de 2.000 hommes. 1.900 prisonniers emmenés à Bude y furent égorgés avec les raffinements d'une cruauté révoltante. Devant cet échec de mauvais augure, les impatients accusaient l'attitude expectante du généralissime, lui reprochant de perdre son temps en conseils de guerre au lieu de courir à l'ennemi. Mais Montécuculi était trop prudent pour risquer le sort de la guerre dans une bataille décisive avant d'avoir dans sa main l'ensemble de ses forces. Les contingents hongrois se concentraient lentement sous le Palatin, dans les comitats du Nord-Est. Les renforts d'Allemagne et de France n'étaient pas encore arrivés. En les attendant il se renfermait dans l'île de Schütt, comme dans une citadelle, avec Comorn pour

1. Fessler-Klein. t. IV, p. 311. Katona, XXX, p. 457-462.

bastion avancé, abandonnant aux Turcs le pays slovaque. Secourir Neuhæusel était impossible. Forgacs s'y défendit pendant six semaines avec héroïsme, battu en brèche par 175 canons, dont 25 du plus gros calibre, et repoussant chaque jour de nouveaux assauts. Enfin, sur les instances de la garnison épuisée, il consentit à capituler et sortit de la place, musique en tête, avec tous les honneurs de la guerre. Il fut néanmoins mis en prison, dès son arrivée à Comorn, et n'en sortit qu'après une année entière, quand son innocence eut été proclamée par une cour martiale[1].

En prenant possession de Neuhæusel, les Turcs y construisirent deux mosquées, comme pour bien marquer leur ferme dessein de s'y établir à perpétuité. La prise de cette ville entraîna celles de Neitra, de Néograd et de six autres places au nord du Danube. Toute cette région des Hauts-Carpathes tomba sous la domination musulmane. Les avant-postes d'Achmet furent poussés jusqu'à la Waag. Bientôt même les escadrons tartares franchirent cette rivière et portèrent la terreur jusqu'aux environs de Presbourg. Ces hordes allèrent ensuite infester les comitats du Nord-Est. Aux prises avec ces déprédations, les villes protestantes, Epériès, Kaschau, Bartfeld, délibéraient gravement sur les moyens de protéger leur indépendance, s'abstenant d'aider le Gouvernement, *dont les mesures militaires n'avaient pas été légalement sanctionnées par la diète.*

Après la vallée de la Zips, la Moravie fut à son tour la proie de ces ravageurs. Saint-Georges, Bœsing, Modern furent incendiées par leurs mains. Des milliers de captifs, liés deux à deux, furent traînés dans les pays turcs. Débordé par cette irruption, Montécuculi se retira sur Presbourg pour ne pas être obligé de

1. Wagner, t. I, p. 134.

combattre en rase campagne, avant d'avoir terminé sa concentration. Mais Achmet-Kiuperli ne poussa pas plus loin son attaque. Satisfait d'avoir établi la domination ottomane au nord du Danube, il repartit pour Belgrade en octobre, remettant la poursuite de ses succès au printemps de l'année suivante. En se retirant, il laissa de fortes garnisons dans les places nouvellement conquises, pendant que les Tartares allaient hiverner, répartis en divers campements, dans la Basse-Hongrie. Avec une jactance orientale, croyant sans doute porter la terreur des Chrétiens à son comble, il envoya Geetz à Léopold, en le chargeant d'annoncer à son maître que le grand vizir irait incessamment lui rendre visite à Vienne avec 100.000 hommes. Cette fanfaronnade n'eut d'autre effet que d'augmenter l'ardeur des Autrichiens à se bien défendre.

Au milieu de ces calamités et de ces angoisses, Zrinyi avait beau jeu à railler la tactique du feld-maréchal. Déjà, dans des écrits anonymes, il l'avait criblé de sarcasmes plus ou moins spirituels, l'appelant « méchant coucou » (*cucoli*), ou ganache viennoise, et l'accusant d'enchaîner, de museler la valeur magyare par ses méthodes pédantesques. Cette fois, ses critiques étaient d'autant plus violentes qu'il s'offrait modestement comme contraste, ayant guerroyé lui-même et remporté quelques avantages dans des escarmouches que ses partisans affectaient d'exalter comme de grandes victoires [1]. Comme confirmation de ses théories, il entreprit, pendant l'hiver, le siège de Szigethvar et parvint à détruire partiellement le pont construit par Soliman Ier sur la Drave, en 1566 [2]. Mais, manquant de grosse artillerie, il dut renoncer à la capture de cette

1. Ardens animi Zrinius, qui immensâ gloriâ cupiditate quodvis otium, pro ignavia haberet (Wagner, vol. I, p. 142).
2. Ce pont était long de 8.565 pas, large de 17.

forteresse et se retirer. Après avoir vécu, plusieurs semaines, de déprédations sur les habitants, il essaya d'enlever Fünfkirchen par surprise, avec l'aide de Hohenlohe et de Strozzi, généraux allemands. Mais il fut repoussé avec perte. Il échoua quelque temps après devant Kanizsa[1]. Montécuculi n'avait pas été consulté pour ces entreprises. Il put sans peine en démontrer la légèreté, l'inconsistance et retourner leurs railleries à ses adversaires. Cette censure dûment motivée se trouve tout au long dans les mémoires qu'il publia plus tard sur sa longue carrière[2]. Ses arguments, au point de vue militaire, sont irréfutables. Zrinyi n'en est pas moins resté, pour les écrivains hongrois et leurs scoliastes, un génie hors ligne, très supérieur, par la hardiesse de ses conceptions, aux routiniers de l'école allemande.

L'ouverture de la campagne suivante lui réservait une déception encore plus cruelle. Les béglers pachas de Bosnie et de Sirmie avaient fait rétablir en trois mois le pont de la Drave, à Essek. Kiuperli le traversa, vers le milieu de mai 1664, à la tête de 100.000 hommes et de 100 canons. Il s'établit ensuite à Szigethvar. Zrinyi, n'ayant que 20.000 combattants, se réfugia sous les murs de Zerinvar, forteresse qu'il avait construite et pour laquelle il professait une tendresse de père. Strozzi s'efforça d'empêcher avec quelques canons les Turcs de passer la Mühr. Mais il fut défait et tué. Cette série de revers inquiéta la Cour de Vienne qui, sentant l'urgence de restaurer l'unité dans le commandement, rétablit Montécuculi dans la charge de généralissime. Son premier acte fut de retirer à Zerinvar sa garnison

1. Cette campagne fut funeste à l'Empereur et à la cause chrétienne par les pertes d'hommes, d'argent, et la mauvaise impression qu'elle causa. Les dépenses en furent, dit-on, d'un million de florins (Wagner, t. I, p. 137).

2. Katona, XXX, p. 493-500.

croate et de la remplacer par un corps allemand de 1.900 hommes, sous le commandement d'un baron français, nommé d'Avaucourt[1]. Les Turcs continuant leur marche en avant, un Conseil de guerre fut tenu sur la question de marcher au secours de cette place. On annonçait l'arrivée des Allemands sous le prince de Bade, celle des Français sous Coligny et la Feuillade, et la ferme résolution de Montécuculi était d'opérer sa jonction avec ces deux corps avant d'engager une bataille. Tout projet de diversion pour sauver Zerinvar fut donc écarté. Le 29 mai, les Turcs l'emportèrent d'assaut. La garnison fut massacrée ou périt dans le fleuve. Zrinyi exaspéré écrivait le jour même aux Etats de Styrie : « Je vous annonce une énormité dont on chercherait en vain le précédent dans l'histoire. L'ennemi, ce matin, a pris d'assaut Zerinvar dont les murs étaient en parfait état. Il l'a prise sous les yeux de notre armée entière, restée immobile. M. Montécuculi n'a pas daigné tirer l'épée pour la défendre[2]. »

Cette colère était certainement excusable ; mais le plan de Montécuculi allait bientôt recevoir une justification éclatante. Après la prise de Zerinvar, Kiuperli s'était porté sur les bords du lac Balaton. Chaque jour de nouveaux renforts venaient assurer sa marche offensive. Bientôt son mouvement s'accentua vers l'ouest, avec le dessein visible de tourner par la Styrie les défenses de Vienne. Après avoir pris et brûlé sur son passage Kapornak, Egerseck, Egervar, Peleske, il arriva, le 26 juillet, à Kormond, sur la rive droite de la Raab ; ce fut là qu'il prit contact avec l'armée impé-

1. Bellicorum operum peritissimus. Wagner, p. 135.

2. Suivant Montécuculi, Zerinvar n'avait jamais été qu'une bicoque intenable, bonne seulement à servir aux Turcs de souricière pour attirer et détruire en détail des régiments et des brigades autrichiennes (V. ses *Mémoires*, t. II, p. 57).

Imperite munitum et loco situm incommodo (Wagner, I. p. 154).

riale, grossie par les auxiliaires allemands et français. Après quelques escarmouches d'avant-garde, il fit un détour vers le sud et s'établit dans une forte position près de Saint-Gothard. C'était là que devait avoir lieu le choc décisif. L'avant-veille du combat, il fit rappeler Reninger qui continuait à l'accompagner et, devant ses principaux officiers, lui demanda d'énoncer les clauses de la paix offerte par son maître. La réponse de l'ambassadeur fut accueillie avec des huées et des rires insultants par tout cet état-major. Alors Kiuperli, remettant à Reninger un contre-projet inspiré par la certitude du succès et plein d'arrogance, le chargea de le communiquer à son maître. Reninger partit pour Vienne, dépositaire de cet ultimatum[1]. La face des choses et la situation respective des parties allaient changer complètement pendant son voyage.

L'armée chrétienne, pour arrêter la marche des Turcs, s'était placée en fer à cheval, sur la rive gauche de la Raab. Les Allemands formaient l'aile droite; les Autrichiens unis aux Hongrois, le centre, et les Français, l'aile gauche. La rivière séparait les deux armées. Dans la matinée du 1er août, Kiuperli, prenant l'offensive, lança 3.000 spahis dans le courant très aminci par la sécheresse, pour occuper la rive gauche. Chaque cavalier portait en croupe un janissaire, tandis qu'une artillerie formidable balayait la plaine opposée. Le reste de l'armée devait passer sur des pontons préparés.

La traversée des spahis et le débarquement des janissaires réussirent. Ces derniers, se formant immédiatement en colonnes, enfoncèrent les premiers bataillons du centre chrétien. Montécuculi fit alors donner l'infanterie allemande pour prendre les Ottomans à revers. En même temps, il envoyait à la cavalerie française l'ordre de charger. On raconte qu'à la vue de ces jeunes

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 316. Wagner, vol. I, p. 158 et suivantes.

gens à perruques poudrées, Kiuperli demanda quelles étaient ces jeunes filles. Par l'impétuosité de leur charge, les « jeunes filles » refoulèrent et désorganisèrent complètement l'armée turque, dans son passage des pontons. Kiuperli s'efforça vainement de la reformer en lançant trois colonnes de cavalerie, sur les ailes. La charge des Français avait dégagé les Impériaux et les Hongrois qui, reprenant leur aplomb, firent reculer les Turcs et les rejetèrent dans le fleuve. Jamais, depuis le règne de Mathias Corvin, les Chrétiens n'avaient remporté dans la vallée du Danube une pareille victoire! Suivant les rapports de l'ambassadeur vénitien et les lettres mêmes de Montécuculi, c'est à la vaillance des Français que revenait la plus grande partie de cette gloire. 10.000 Turcs gisaient sur le champ de bataille. 40 drapeaux, 15 canons tombèrent entre les mains des vainqueurs (1er août 1664).

Des succès presque égaux, sinon par l'éclat, du moins par l'importance, avaient été remportés quelques semaines auparavant par de Souches. Dans le cours du printemps, il avait repris Neitra et Léva, sur Kustschuk-Mohamed[1] chassant devant lui les infidèles sur la rive gauche du Danube. Le 19 juillet, il couronna sa campagne par la victoire de Szant-Benedek qu'il remporta sur Ali, pacha de Neuhæusel. 6.000 Turcs et le pacha lui-même périrent dans le combat. Le camp et l'artillerie ennemie furent capturés par les Impériaux. Descendant ensuite la rivière Gran, ils s'emparèrent de Parkany et brûlèrent le pont établi par les Turcs pour s'assurer la domination des deux rives. La conséquence de cette heureuse campagne fut le rétablissement des communications avec la Hongrie du Nord[2].

1. Suivant Wagner, ce pacha avait été voleur de grand chemin en Asie Mineure (famoso olim in Asiâ latrone). Wagner, p. 102.
2. Wagner, vol. I, p. 152.

La bataille de Saint-Gothard avait brisé le mouvement offensif des Ottomans sur la Styrie et sur Vienne. Mais des pluies diluviennes et la crue de la Raab empêchèrent Montécuculi de les poursuivre sur la rive droite de ce fleuve. Les bandes fuyardes s'étaient reformées à Cormond. Kiuperli lui-même, établissant son quartier général à Vasvar, se protégeait par Bude et Stuhlweissembourg, dont les garnisons conservaient une attitude menaçante. Montécuculi, malgré sa victoire, repassa le Danube et concentra ses troupes au camp de Galgocz, aux environs de Neitra. Les Français l'avaient quitté, suivant les ordres de Louis XIV[1]. Mais les contingents allemands étaient restés sous ses drapeaux. Confiant dans son armée et dans son étoile, il allait ouvrir une nouvelle campagne, quand il apprit que la paix avait été signée à Vasvar (en allemand Eisembourg) entre Reninger et le grand vizir (29 septembre 1664).

« Cette paix, dit l'historien Fessler, n'aurait pu être pire ni plus humiliante si les Turcs, ayant gagné la bataille de Saint-Gothard, avaient imposé leurs conditions à l'Autriche[2]. » Les Impériaux évacuaient les places par eux occupées en Transylvanie. Apaffy était reconnu par Léopold comme titulaire de cette principauté. Les Trois-Nations, à sa mort, seraient libres de choisir un nouveau souverain, à leur choix. L'Autriche conservait Szatmar et Szabolcs, dans la vallée supérieure de la Teiss; mais les Turcs étaient confirmés dans les possessions autrement importantes de Grosswardein, Néograd et même dans celle de Neuhæusel. Zerinvar restait démantelé, à la grande désolation de son fondateur.

1. Ils hivernèrent d'abord en Silésie et en Moravie, comme pour se tenir à portée de la Pologne et de la Hongrie, ce qui causa certaines inquiétudes à la Cour de Vienne (Wagner, t. I, p. 172).
2. Fessler-Klein, vol. IV, p. 316.

Enfin l'empereur promettait au sultan un *cadeau* de 200.000 florins, véritable tribut, hypocritement déguisé sous la promesse dérisoire d'un don réciproque. En dehors de ces stipulations, toutes les clauses des traités de Zsivatorok, de Szont et de Constantinople étaient confirmées. La paix était renouvelée pour vingt ans.

A la nouvelle de cette conclusion, le Palatin et les membres de son cabinet, le parlement et toute l'aristocratie hongroise manifestèrent une véritable indignation, déclarant que la Constitution était violée, le roi n'ayant pas le droit de faire la paix ni la guerre sans le concours de la diète. Ce reproche était évidemment sans valeur, car comment la Constitution hongroise pouvait-elle obliger l'empereur et ses alliés à continuer la guerre contre les Turcs? Autant dire que le droit magyar, *jus magyaricum*, mettait l'Autriche, l'Allemagne et l'Europe entière dans la dépendance du peuple hongrois et les obligeait de guerroyer ou de cesser les hostilités, suivant son intérêt ou ses convenances.

Plus sérieuses étaient les critiques élevées en fait par les politiques de Presbourg contre la teneur du traité. Il est certain qu'après les victoires de Saint-Gothard et de Parkany, une paix basée sur l'*Uti-possidetis* était un résultat assez maigre. Mais, pour se disculper, la Cour de Vienne pouvait alléguer l'épuisement de ses provinces, le délabrement des finances et surtout les intelligences du protestantisme hongrois avec la Turquie. Ces trames étaient chaque jour plus menaçantes et n'attendaient qu'un revers des Austro-Allemands pour se changer en révolte ouverte. Le comte Lobkowitz, ministre d'Etat et principal conseiller de Léopold, fit venir à Vienne des magnats, des conseillers et différentes notabilités du royaume pour leur exposer ces raisons. Mais l'exclusivisme magyar, peu soucieux de

ses inconséquences, ne se laissa pas persuader. Et les malveillants, les ennemis systématiques de l'Autriche, accréditèrent facilement cette légende que la patrie hongroise avait été trahie et vendue par *les ministres allemands*, indifférents à la délivrance nationale.

CHAPITRE V

LES KURUCZ : TŒKŒLI

Agitation séparatiste sous les auspices des Zrinyi. — Mort de Nicolas Zrinyi. — Conspiration de Pierre Zrinyi, Nadasdy, Frangipani, Franz Rakoczy et autres magnats contre la domination autrichienne. — Participation du palatin Vessélényi au complot. — Intelligences des conjurés avec l'ambassadeur français, Grémonville. — Leurs cabales avec Apaffy et la Porte. — Explosion insurrectionnelle dans la Haute-Hongrie. — Avortement de la révolte en Croatie. — Fuite de Zrinyi et de Frangipani. — Leur arrestation à Vienne. — Echec du mouvement à Munkacs. — Soumission de Franz Rakoczy. — Procès, condamnation et supplices de Zrinyi, Frangipani, Nadasdy, Tattenbach. — Commissions prévôtales en Hongrie. — Intrigues des magnats fugitifs en Transylvanie. — Insurrection des Kurucz. — Téléki proclamé généralissime. — Assistance donnée par Louis XIV et Jean Sobieski aux rebelles. — Traité de Fogaras (1675). — Mollesse et revers de Téléky. — Sa destitution et son remplacement par Emmerick Tœkœli (1678). — Paix de Nimègue. — Reprise de l'offensive musulmane sur le Danube. — Encouragements donnés à Tœkœli par la Porte. — Préparatifs des Turcs derrière les Balkans. — Situation critique de l'Autriche. — Nouvel essai de politique conciliatrice avec les Hongrois. — Diète d'Œdenbourg. — Stériles discussions des protestants et des catholiques. — Rescrits royaux du 9 novembre et du 30 décembre 1681. — Clôture de la diète.

I

L'irritation causée en Hongrie par la paix de Vasvar était une précieuse aubaine pour les artisans de complots. A la tête des protestataires, se distinguait naturellement le ban de Croatie, Nicolas Zrinyi, qui, confondant dans une même rancune Montécuculi, les ministres autrichiens et la Cour de Vienne, rouvrit contre eux une polémique furibonde. Soldat, poète et pamphlétaire, il savait jouer habilement tous les rôles et se draper

théâtralement dans tous les costumes. Catholique, il avait la confiance des protestants ; haut fonctionnaire, il groupait autour de lui tous les fauteurs de désordre. Bientôt la vanité, les flatteries et les cabales de toute sorte le poussèrent dans la voie des conspirations. Les seigneurs de Venise, en lutte avec l'Autriche pour la possession du Frioul, lui proposèrent un secours de 6.000 hommes, pour soulever la Croatie. D'un autre côté, l'ambassadeur de Louis XIV, Grémonville, lui faisait cadeau de 10.000 thalers, au nom de son maître, soi-disant « pour l'indemniser de ses pertes pendant la guerre », et lui conférait le titre de duc et pair français, tout en le faisant sonder pour un soulèvement éventuel en Hongrie. Zrinyi, trompé par ces cajoleries et ces propositions fallacieuses, se croyait un politique de haute envergure, et se préparait à jouer le rôle d'un Gustave Wasa ou d'un Jean de Bragance. La mort le surprit dans ces intrigues tortueuses et ces visées chimériques. Il périt dans un accident de chasse, tué par un sanglier[1] (18 novembre 1664).

Sa disparition délivrait la Cour d'un agitateur bruyant, importun, mais sans grande portée. Il laissait un fils en bas âge. Son frère, Pierre Zrinyi, lui succéda comme ban de Croatie. Moins brillant, mais plus résolu, plus

1. Voici comment cette mort est racontée par Betlem : « A peine y avait-il une demi-heure qu'il était dans la forêt qu'il entendit crier que la bête n'était pas loin. Mais comme il est impossible de fuir sa destinée, il sauta de son carrosse en bas et prenant une carabine, il s'enfonça dans le bois environ deux cents pas. Ses domestiques, qui étaient restés autour du carrosse, ayant entendu tirer un coup peu de temps après, y coururent sur-le-champ; mais ils trouvèrent leur maître étendu par terre et sans mouvement ; ils le tournèrent de tous les côtés et ne lui trouvèrent aucune blessure, mais seulement qu'il était froissé à la tempe gauche. Ils le portèrent dans son carrosse et le ramenèrent au château, sans qu'il donnât depuis aucun sentiment de vie. » D'après ce récit, la mort de Nicolas Zrinyi aurait été le résultat non d'une blessure, mais d'une congestion. Wagner prétend qu'il tomba de cheval et fut blessé mortellement dans le bas-ventre par la bête qu'il avait blessée d'un coup de feu. Wagner, t. I, p. 177.

tenace que Nicolas, il prit en main la direction des factieux. Les principaux étaient encore réunis à Vienne en délégation extraordinaire pour conférer avec le comte Lobkowitz. Aiguillonnés par leur nouveau chef, ils accentuèrent leurs griefs, se plaignirent de la tyrannie, des empiétements administratifs et réclamèrent l'éloignement des garnisons allemandes, comme si la solidité de ces troupes n'était pas la plus sûre défense du pays contre les incursions des pachas. Ajoutons qu'elles étaient en grande partie à la charge de l'Autriche allemande qui payait 300.000 florins pour leur entretien. Mais les conspirateurs s'inquiétaient peu de défendre contre les Turcs le territoire national! Des émissaires furent envoyés par Zrinyi et ses adhérents à Constantinople pour faire savoir au grand vizir qu'ils échangeraient volontiers la domination de l'empereur contre celle du sultan. Comme gage de leur «loyauté», ils proposaient de livrer aux pachas des places fortes; plusieurs offrirent même en gage leurs châteaux et leurs propres fils. En Pologne, ils avaient des affidés qui, sous les auspices du résident français, s'efforçaient d'entraîner le roi Jean-Casimir dans une action contre Léopold ; mais ces intrigues furent déjouées par l'anarchie qui paralysait cet état et le livrait aux machinations d'un ennemi déjà formidable, le grand-duc de Moscou.

La Cour de Vienne rejeta les demandes de la délégation hongroise et, dans la crainte d'une explosion séditieuse, renforça la garnison de Kaschau. De cette mesure très inoffensive, les conjurés tirèrent un nouveau grief, et, grâce au concours des villes réformées, répandirent l'agitation dans toute la Hongrie du Nord. Vainement Léopold, convoquant à Presbourg une nouvelle réunion de délégués, leur promit l'évacuation de Leva, de Neitra, Tokay, Szathmar, Kallo et Onod par les troupes allemandes. Treize comitats, réunis à

Kaschau en assemblée plénière, protestèrent solennellement contre la paix de Vasvar, « conclue illégalement sans l'assentiment de la diète ». Notons bien qu'en reprochant au Gouvernement royal d'avoir cessé la guerre turque à leur préjudice, les factieux se morfondaient en instantes prières auprès du vizir, et s'offraient à la suzeraineté du sultan. Telle était la bonne foi de leurs récriminations.

Cette conspiration est un des épisodes les plus singuliers de l'histoire hongroise; car elle couva pendant cinq années et fut, dans ses différentes péripéties, le fait dominant de toute cette période, sans invoquer jamais aucun grief soutenable, sans viser aucun intérêt sérieux, en un mot sans représenter autre chose que l'ambition de quelques magnats et les rancunes protestantes. Autour de Pierre Zrinyi, chef de l'entreprise, s'étaient groupés son beau-frère Frangipani, Italien d'origine, Franz Rakoczy, son gendre (fils de Georges II, Rakoczy), Franz Nadasdy, particulièrement aimé par le roi, Stéphan Zékély, Lippay, archevêque de Gran, tous possesseurs de domaines immenses, grisés par leur rang, leur puissance et ne poursuivant d'autre but que l'éternel idéal des Magyars, à savoir la création d'une Hongrie émancipée, dont ils seraient les vrais souverains.

Englobé dans cette franc-maçonnerie patricienne, le Palatin lui-même, Vesselényi, entra graduellement dans leurs vues et se laissa gagner à leur cause. Initié de bonne heure à tous leurs projets, au lieu de les entraver, comme c'était son devoir, il les couvrit de son autorité, dissimula leurs machinations et les seconda de tout son pouvoir, tout en prodiguant au monarque les assurances de son dévouement. Par cette trahison sans excuse, il ternit la fin d'une noble carrière et, par un étrange oubli de sa dignité, devint le conseiller habi-

tuel des conspirateurs, le dépositaire de tous leurs secrets, discutant avec bonhomie leurs plans de révolte et de guerre civile[1]. Un d'eux, Vitnyédy, avait conçu l'idée d'un coup de main à perpétrer sur la personne même de Léopold, proposant de le saisir, de le faire prisonnier dans le courant du voyage, et de le contraindre, une fois captif, à signer une renonciation à la couronne de Hongrie pour lui-même et sa dynastie[2]. Vessélényi blâma paternellement le programme de cette équipée par trop fantaisiste; en revanche, il ne se fit aucun scrupule d'entrer en négociations avec Grémonville et de régler avec lui, point par point, toutes les conditions d'une alliance entre le roi très chrétien et la Hongrie autonome. Il rédigea de sa main un mémoire pour édifier le roi de France sur l'indépendance traditionnelle des Hongrois et sur le droit que leur conférait la bulle d'or de déposer les souverains, violateurs

1. Vesselenius prorex, turbarum quæ postea secutæ sunt omnium, præcipus, architectus fuit (Wagner, t. I, p. 187).

Suivant cet auteur, ce fut aux eaux minérales de Trencsin que Vesselenyi décida Zrinyi, la veuve de Rakoczy, Franz Rakoczy et d'autres magnats à ourdir un soulèvement contre « la domination allemande ».

2. Suivant Bétlem, Nadasdy conçut et même tenta d'accomplir un crime encore plus odieux : « L'empereur Leopold, dit-il, ayant fait un « voyage en Hongrie et résidant pour quelque temps dans la ville de « Presbourg, fit une partie de chasse aux environs, où le comte avait « un chateau, dans lequel il avait invité l'empereur à un festin qu'il « voulait lui donner au retour de la chasse, et, sachant que ce prince « aimait beaucoup la patisserie, il ordonna à son cuisinier de faire une « tourte dans laquelle il fit mettre du poison. Mais la comtesse Nadasdy « en fut informée et eut tant d'horreur d'un si noir attentat, qu'elle « courut elle-même dans la cuisine et jeta par terre cette fatale tourte, « dans le moment qu'on l'allait servir à ce prince ; mais elle ne porta « pas loin le chatiment d'une action si genereuse et fut elle-même « empoisonnée peu de temps après, par les ordres de son cruel mari. » (*Mémoires* de Betlem-Niklos, *ibid.*, p. 211.) Ce recit est confirmé dans l'*Histoire des Revolutions de Hongrie*. « Nadasdy, est-il dit, invita, le 5 avril de la même année, l'empereur dans son chateau de Pattendorf, à 4 lieues de Vienne, où il voulut l'empoisonner. (*Histoire des Revolutions de Hongrie*, liv. III, p. 79.) L'auteur est cependant bien Magyar de cœur. En revanche Katona, bien que jesuite et très royaliste, combat ces imputations (Katona, XXXIII, p. 670).

de leurs privilèges[1]. On peut douter que cette communication faite au Roi-Soleil, dans l'enivrement de sa toute-puissance, ait eu le don de lui plaire. Il est même permis d'y voir la cause principale du refroidissement que les Magyars purent constater, quelque temps après, dans ses sympathies.

De tous les diplomates formés à la grande école de Richelieu et de Mazarin, le chevalier de Grémonville, ambassadeur de France auprès de l'empereur Léopold, était peut-être le type le plus accompli : pénétrant, subtil, persuasif, de manières séduisantes, il excellait à manier les esprits, à mettre en jeu les intérêts et les passions les plus opposées pour les associer ou les assujettir à la politique de son maître. Dès son arrivée à Vienne, il avait saisi tous les côtés vulnérables de la puissance autrichienne, et, flattant la vanité des Hongrois, les comblant de gracieusetés et de dons pécuniaires, il avait conquis sur eux une haute influence. Avec un art machiavélique, il avivait leur soif d'autonomie, leurs espérances d'émancipation, leur irritation contre l'Autriche et faisait miroiter à leurs yeux le rétablissement de l'ancienne Hongrie, sous les auspices de la France. En somme, il était le chef virtuel de la conspiration qui se tramait au sein de l'aristocratie magyare contre les Habsbourg ; il en tenait tous les fils, et c'était de lui que les principaux conjurés, Vessélényi tout le premier, recevaient le mot d'ordre, attendant avec une fiévreuse impatience que le signal décisif tombât de ses lèvres, pour s'élancer à la conquête de l'indépendance, c'est-à-dire au renversement de la dynastie[2].

1. Dans ce même factum, Vessélenyi proposait au roi de faire entrer le royaume de Hongrie dans l'Empire germanique, accession qui eût augmenté sans doute l'ascendant de la France en Allemagne. Il lui offrait enfin de faire élire son fils, le dauphin, pour roi de Hongrie (Fessler-Klein, vol. IV, p. 324).

2. Wagner, *Histoire de Léopold Ier*, I, p. 217 et 235. Suivant cet his-

Par ses artifices, Grémonville contribua pour une très grande part à l'affermissement de la suprématie française en Europe, et c'est avec raison que nos historiens, Mignet en tête, vantent son habileté. Car, grâce à lui, l'action autrichienne, maintenue sur le qui-vive en Hongrie, fut nullifiée en Allemagne, de 1665 à 1673, et Louis XIV put sans opposition sérieuse s'établir solidement sur le Rhin, conquérir une grande partie de la Flandre et se saisir de la Franche-Comté. Mais l'importance des résultats obtenus ne saurait disculper l'immoralité des moyens. Violation flagrante du droit international, la conduite de Grémonville entachait gravement, vis-à-vis des rois et des peuples, l'honneur de son souverain. Il est même surprenant qu'elle n'ait pas provoqué son renvoi, suivi d'une rupture entre les deux cours. Mais le Gouvernement de Vienne fut longtemps sans voir clair dans ces menées ténébreuses. Il sentait, touchait du doigt la conspiration, sans en démêler les auteurs. Comment eût-il pu les reconnaître? Vessélényi, Zrinyi et leurs affidés, hauts dignitaires de la monarchie[1], étaient aux aguets pour intercepter au passage toutes les révélations et pour tenir leur maître dans l'ignorance des trahisons ourdies pour sa perte. Ajoutons qu'à cette même époque, Grémonville, dont l'ascendant était considérable auprès de l'empereur et de ses ministres, les occupait habilement par la négociation d'un traité pour le futur partage de l'Espagne.

Vessélényi mourut en mars 1667, tourmenté de remords, disent quelques historiens, et se repen-

torien, la police autrichienne intercepta les lettres envoyées par Grémonville à son collègue de Pologne, pour le mettre au courant des trames nouées par Nadasdy et Frangipani contre l'empereur. Ces dépêches révélaient les noms des conspirateurs.

1. Y compris le primat Szelepcsenyi, nouvellement promu par Léopold à l'archevêché de Gran (Katona, XXXIII, p. 685).

tant tardivement de sa félonie. Sans s'émouvoir de cette perte, Zrinyi continua le cours de ses cabales, recrutant partout des complices ou des auxiliaires et s'efforçant toujours de soutirer à Grémonville de nouveaux subsides, en se plaçant, lui et ses associés, sous le patronage du roi de France.

II

Un point important pour les conjurés était de gagner Apaffy, prince de Transylvanie, à leur cause. Apaffy entra volontiers dans leurs vues, ayant comme eux, au cœur, la haine de l'Autriche[1]; mais, étroitement surveillé par les pachas, il lui fallait, pour agir, l'assentiment de la Porte. Il chargea son agent à Constantinople, Ballo, de demander cette autorisation en son nom, affirmant que la Hongrie et la Croatie n'attendaient qu'un signe du grand vizir pour soulever « le joug autrichien » et reconnaître la suzeraineté du sultan. Contre toute attente, ces brillants mirages furent accueillis froidement par Achmet-Kiuperli. Engagé dans une guerre maritime avec la république de Venise, il venait d'entreprendre le siège de Candie et ne se souciait pas de compliquer ses embarras par une lutte continentale avec l'empereur. Il répondit à Ballo que le Grand Seigneur voulait observer fidèlement la paix de Vasvar et qu'il interdisait à son vassal transylvanien toute immixtion dans les affaires de la Hongrie. Apaffy se le tint pour le dit, et le complot dut se passer de son assistance. Zrinyi, mécontent de son attitude, noua par-dessus sa tête des intelligences avec les principaux magnats de Transylvanie, Bocskay, Kendy, Giulay, fit des démarches auprès des pachas de Kanizsa et de Bosnie, enfin envoya des émissaires

1. Ses intelligences avec le palatin Vesselényi furent nombreuses. En mai 1666, il lui avait envoyé son chancelier, Nicolas Betlem, et Michel Téléky, capitaine de Kovar, pour discuter et regler avec lui, dans le plus grand secret, le programme d'un soulèvement général contre les Habsbourg « pour le salut du pays » (Fessler-Klein, *ibid.*, p. 325).

à Constantinople pour demander l'érection de la Croatie et de la Transylvanie occidentale en principauté, à son bénéfice. En échange, il promettait d'ouvrir aux Turcs différentes forteresses de Hongrie. Ces propositions, aussi traîtresses qu'extravagantes, furent écartées avec un suprême dédain par le grand vizir[1].

Déçu dans ses calculs sur Apaffy et la Porte, Zrinyi se rejeta désespérément vers la France, arracha de vive force 6.000 thalers à Grémonville[2], puis, impatienté de ses atermoiements, s'entendit avec Rakoczy pour adresser un message direct au roi Louis XIV, l'adjurant de donner, le plus tôt possible, l'assistance promise aux Hongrois, car le péril pressait, et la Hongrie était menacée d'un écrasement. Mais cette mise en demeure tomba fort mal à propos. Louis XIV avait réfléchi ; peut-être désapprouvait-il le zèle excessif de son ambassadeur et craignait-il de s'être engagé témérairement, sur ses suggestions, dans cette aventure. D'ailleurs, il venait de conclure avec l'Espagne le traité d'Aix-la-Chapelle (1669) et n'avait plus besoin des Hongrois. Sa réponse fut sèche et catégorique : « Rentrez, leur fit-il répondre, dans l'obéissance à l'égard de votre souverain, et cherchez le remède à vos souffrances dans votre soumission et dans sa justice, au lieu de provoquer contre vous la colère du ciel par des entreprises séditieuses, dont tout le profit sera pour les ennemis de la Chrétienté. » Par ces paroles vraiment royales, Louis XIV rompait les trames d'une diplomatie tortueuse et se dégageait devant l'histoire d'une lourde responsabilité[3].

Les conspirateurs ne comprirent pas la leçon : leurs âmes profondément perverties étaient fermées à toute

1. Kiuperli avertit même secrètement l'internonce des menées qui se tramaient en Hongrie et en Transylvanie contre l'empereur, mais sans lui citer les noms des conspirateurs (Fessler-Klein, *ibid.*, p. 328).

2. Wagner, t. I, p. 237.

3. Voir les *Œuvres de Louis XIV*, t. II.

récipiscence. Découragés néanmoins par tant de mécomptes et de rebuffades, ils se tournèrent vers Léopold, non pour lui faire la loyale confession de leur crime, mais pour lui donner le change et l'abuser par de nouvelles fourberies. La discorde s'était mise entre les deux chefs du complot. Zrinyi et Nadasdy se dénonçaient l'un l'autre et donnaient à la cour le répugnant spectacle de leurs mutuelles délations. Zrinyi prit les devants et, courant à Vienne, accusa Nadasdy de machiner avec les comitats du Nord une insurrection. Nadasdy, averti par le jésuite Donellan, confesseur de Léopold, riposta par un mémoire adressé personnellement à l'empereur, dans lequel il déclarait n'être entré dans le complot que pour révéler à son bien-aimé maître le plan et les détails de ces criminelles manœuvres. Introduit auprès du monarque, il se jeta à ses pieds, en implorant sa clémence. Léopold lui pardonna, lui promit le maintien de ses bonnes grâces et la survivance de ses dignités pour son fils.

Mais, derrière ces soumissions, ces aveux et ces accusations réciproques, les deux maîtres-fourbes dissimulaient de nouvelles traîtrises. Chacun d'eux continuait à conspirer pour son compte; chacun préparait une prise d'armes dont il se réservait le profit exclusif. Zrinyi pressait le soulèvement des treize comitats qui, depuis cinq ans, se démenaient en conciliabules, incriminant le despotisme autrichien et l'oppression de leur culte dans d'insipides rabâchages. Mais l'occasion d'agir était passée sans retour. Le Gouvernement avait pris ses mesures pour étouffer à son début toute tentative insurrectionnelle. Rakoczy, qui travaillait pour Zrinyi crut déterminer l'explosion en convoquant dans Kaschau, principal foyer du protestantisme, un groupe d'énergumènes qui, sous le nom d'Etats évangéliques, entonnèrent l'éternelle antienne des griefs hongrois.

Leur intention était de proclamer la guerre sainte. Soudain le comte de Rottal, gouverneur de Kaschau, vint interrompre la fête en apparaissant dans la salle : « Que faites-vous ici, dit-il aux conspirateurs et de quel droit osez-vous, sans convocation royale, siéger et délibérer sur la chose publique? — Nous discutons, répondirent-ils, sur les remèdes applicables aux fléaux qui nous accablent et sur l'insurrection qui doit nous défendre contre les Turcs; nous sommes dans l'accomplissement de notre devoir. — Laissez ce soin, répondit le gouverneur, aux généraux et aux troupes de Sa Majesté. En son nom je vous ordonne de vous séparer. » Des huées, des cris furieux répondirent à cette injonction et Rottal se retira devant la tempête. Mais l'effet de son intervention se produisit après son départ. L'ardeur belliqueuse de l'Assemblée se calma. Au lieu de décréter une prise d'armes, elle vota la convocation d'une nouvelle Assemblée à Neusohl, et les espérances que formaient les conjurés sur la Haute-Hongrie se trouvèrent encore une fois déjouées[1].

Plus cruelles encore furent leurs déceptions dans le Sud. Zrinyi, ban de Croatie, comptait absolument sur cette province, inféodée à sa famille depuis de longues années. Il s'en croyait le maître absolu. Il se trompait. Les Croates s'élevaient à l'intuition de leurs intérêts, comme Slaves, et devenaient de plus en plus récalcitrants aux impulsions des Magyars. L'oligarchie hongroise n'avait pas jeté chez eux de racines vivaces et s'y perdait au milieu d'une population profondément dévouée à la dynastie[1]. Non moins ardents dans leurs

1. Acta et statuta comitatum superioris Hungariæ in conventibus eorum. A. 1670. S. 1-32. D'interessants documents sur cette conspiration et sur la longue guerre intestine qui suivit se trouvent dans les *Archives municipales de Kaschau*.

2. « Aucun Croate ne se joignit aux rebelles, et ce qui fait le plus « grand honneur (per honorificum) à cette nation, à partir du jour où

croyances catholiques, les Croates abhorraient l'esprit factieux des sectes protestantes. Zrinyi, dans son infatuation de grand seigneur, de potentat presque héréditaire, ignorait ces dispositions et croyait tenir tout le pays dans sa main. Assisté de Frangipani, son beau-frère et d'un comte styrien, Tattenbach, propriétaire d'immenses domaines en Carniole, il convoqua les États croates à Agram et, comme s'il eût été leur souverain par la grâce de Dieu, leur fit réclamer, par Frangipani, serment personnel de fidélité, à lui, Zrinyi, ban de Croatie. Etonnés de cette désinvolture toute princière, les états refusèrent et signalèrent cette étrange prétention à la cour de Vienne. L'évêque d'Agram, Martin Boskowitz, accompagné d'un magnat, Nicolas Erdœdi, partit en toute hâte pour la capitale, afin de conférer avec les ministres sur les mesures réclamées par les circonstances. Lobkowitz, Montécuculi, le chancelier Hocher se réunirent en toute hâte et décidèrent de s'emparer des rebelles. Cinq régiments furent dirigés immédiatement sur la Croatie, sous le commandement du général Spankau. L'empereur donna l'ordre à la chancellerie hongroise de destituer Zrinyi comme ban de Croatie et de le remplacer momentanément par Boskowitz pour l'administration des affaires civiles. Erdœdi fut préposé au commandement des places fortes.

Léopold, débonnaire par nature et portant l'oubli des injures jusqu'à la faiblesse, fit encore offrir à Zrinyi son pardon et la conservation de ses dignités avec une pension ou la capitainerie de Varasdin, à son choix, s'il voulait rentrer dans le devoir et donner son fils en otage, comme marque de sa soumission. Mais Zrinyi, ivre d'orgueil, répondit par les propositions les plus

« l'empereur la gouverna directement, elle garda une fidélité inviolable. » (Wagner, t. I, p. 243.)

insolentes, en se prévalant des secours qu'il attendait des pachas. Il venait d'enrôler 8.000 Morlaques et Uscoques en Esclavonie et comptait avec cette force non seulement mettre à la raison les Croates, mais s'établir victorieusement en Styrie, opération que lui faciliterait son allié Tattenbach. Ce dernier, assez faible d'esprit, mais plein d'ambition, devait, comme prix de son concours et de ses dépenses (les enrôlements avaient été faits à ses frais), recevoir en fief la Carniole. L'arrivée des régiments impériaux vint les surprendre au milieu de ces rêves insensés.

Spankau agit avec vigueur et décision. Son premier soin fut de soustraire la Styrie aux menées des conspirateurs, en faisant arrêter Tattenbach. Cette précaution effectuée, il s'avança vers la Croatie; mais la seule approche des troupes régulières dispersa les milices rebelles. Zrinyi et Frangipani, dénués de force défensive, se jetèrent d'abord dans une petite place appelée Tchartornia ou Tchakathurm, puis, se voyant cernés, sentant toute évasion impossible, ils prirent le parti de se rendre à Vienne, pour essayer de se justifier auprès de l'empereur, ou plutôt pour implorer sa clémence, car quels arguments pouvaient justifier une révolte ouverte?

La police autrichienne les suivait dans toutes leurs étapes. En arrivant à Vienne, ils descendirent dans le couvent des Augustins, où le comte Lobkowitz vint, le soir même, leur rendre visite et s'entretenir amicalement avec eux, sans doute pour obtenir de leur bouche des révélations sur leur plan. Dès le lendemain, ils furent arrêtés, gardés à vue, puis transférés à Wiener-Neustadt; leur procès fut instruit par une Commission (6 avril 1670).

Pendant ce misérable avortement de l'affaire croate, Rakoczy s'était mis en campagne dans le nord, à la tête de 8 ou 10.000 aventuriers, recrutés parmi tous les

rôdeurs du pays. Les villes de la Zips, les protestants eux-mêmes, comprenaient l'inanité du mouvement. Il s'efforça vainement de les entraîner dans sa cause. Il se présenta devant Munkacs, possession héréditaire de sa famille. Mais sa mère, Sophie Bathory, zélée catholique[1] lui ferma les portes de cette place. Se portant alors à l'ouest, puis au sud, il s'empara traîtreusement de Tokay, puis d'Arad. Mais, à ce moment, il dut battre en retraite devant les généraux Spork et Heister, envoyés par la cour de Vienne pour réprimer la rébellion[1]. Quelques jours après, sa retraite se convertit en déroute. Ses principaux lieutenants se concertèrent à Talya (comitat de Zemplin), pour envoyer une adresse de soumission à l'empereur. Son armée s'était dispersée. Lui-même, traqué par les royaux, se réfugia près de sa mère, dans cette ville de Munkacs, dont il avait tenté vainement la capture. Heureusement pour lui, la veuve de Georges II avait, grâce à son dévouement aux œuvres catholiques[2], conquis sur Léopold une grande influence. L'intercession de cette femme vénérable sauva la vie de son fils ; mais Rakoczy dut ouvrir aux généraux autrichiens tous ses châteaux, renoncer à ses dignités et payer une amende de 35.000 florins. Interné à Munkacs et soumis à la plus étroite surveillance, il y mourut en 1676. Son fils fut élevé à Vienne, sous les yeux même de l'empereur, qui fit preuve, à son égard, d'une sollicitude vraiment paternelle. Nous verrons plus tard comment cette générosité fut récompensée.

Quelques jours auparavant, la veuve du palatin de Vessélényi, rebelle endurcie, avait été faite prison-

1. Fessler-Klein, t. IV, p. 334.
2. Elle s'était convertie au catholicisme après la mort de son mari, Georges II, et s'était depuis lors presque exclusivement consacrée aux œuvres religieuses. Tous les collèges et instituts communautaires de ses vastes domaines avaient été restitués par ses soins au catholicisme (Fessler-Klein, IV, p. 323. *Mémoires de Betlem*, p. 220).

nière dans son château de Mucrany, et cette reddition avait fait tomber entre les mains du Gouvernement la correspondance et les archives des conspirateurs[1]. A cette nouvelle, la plupart d'entre eux, Bocskay, Pétroczy, Michel Vay, Melchior Keczer, les Kend, Forgacs, Szubay, Anna Lonyay, veuve de Kéményi, et d'autres encore, s'enfuirent en Transylvanie. Seul, Nadasdy, confiant dans ses palinodies, ses conversions hypocrites et dans la protection du jésuite Donellan, se flattait d'échapper à la justice vengeresse, se réservant pour des temps meilleurs, et continuant à entretenir des intelligences équivoques avec les treize comitats. Un détachement de 200 dragons vint l'arrêter, le 3 septembre, dans son château de Pottendorf. Transféré immédiatement à Wiener-Neustadt, son procès fut joint à celui de Zrinyi et de Frangipani. Onze membres du Conseil d'Etat, sous la présidence de Hocher, furent préposés à ce jugement[2].

Dans les débats, Zrinyi et Nadasdy montrèrent tous deux la plus grande faiblesse, rejetant l'un sur l'autre ou sur des tiers la responsabilité de leur crime. Suivant Nadasdy, la veuve du palatin Vessélényi avait été l'instigatrice et l'âme du complot. Les rebelles avaient tous suivi ses inspirations. Lui-même n'avait eu aucun mauvais dessein contre l'empereur. Puis, devant ses lettres,

1. *Histoire des Revolutions de Hongrie*, liv. III, p. 81. Cette femme énergique semble avoir été l'âme de toute la conspiration. C'est probablement sous son influence que Vesselenyi s'était jeté dans la trahison.

2. La composition de ce tribunal a toujours été pour les Hongrois un sujet d'amères récriminations contre la Cour impériale. Leur doctrine est qu'il n'est pas permis au roi de condamner « un gentilhomme » pour crime d'infidélité, sans la participation des Etats (art. 13 du 1er decret de Ladislas). D'après cette théorie, toutes les trahisons, toutes les tentatives d'assassinat de Zrinyi et de Nadasdy contre l'empereur n'auraient pu être jugées que par les complices des coupables. Un fait indiscutable, c'est que le Gouvernement de Presbourg et toute la haute noblesse participaient au complot.

qui démontraient ses trames et ses correspondances criminelles avec les pachas, il fondit en larmes et déclara s'en remettre à la clémence du monarque [1]. Zrinyi confessa n'avoir eu aucun grief plausible contre le Gouvernement de Sa Majesté, ajoutant que le monarque avait certainement montré plus d'égards envers les Hongrois qu'envers ses autres sujets. Il prétendit n'avoir jamais conclu d'alliance avec les Turcs et n'avoir jamais eu d'autres visées que la faveur du souverain ou celle de la diète pour l'obtention de places et de dignités. Comme Nadasdy, il s'en référait à la clémence de son maître, rappelant que ses ancêtres avaient versé leur sang sur maint champ de bataille pour le service de la dynastie. La défense de Frangipani ne paraît pas avoir été recueillie par l'histoire.

L'issue du procès ne pouvait être douteuse. Condamnés à mort pour haute trahison, Zrinyi et Frangipani furent décapités à Wiener-Neustadt, Nadasdy dans une salle de l'Hôtel de Ville, à Vienne, le 30 avril 1672. Ils moururent avec courage : Nadasdy et Zrinyi se relevèrent, par leur mâle attitude, de la faiblesse qu'ils avaient montrée pendant les débats. L'empereur aurait voulu sauver Tattenbach qui, dans toutes ces cabales, n'avait été qu'un comparse. Mais on craignit de fournir un prétexte aux déclamations hongroises, en graciant un Allemand [2]. Tattenbach fut décapité, le 1er décembre 1672.

Telle fut la fin tragique de cette aventure où le Magyarisme, avec une fureur vraiment démoniaque, avait accumulé toutes les trahisons et tous les crimes, pour renverser ses princes légitimes et reconstituer, sous le protectorat turc, son autonomie. Dans cette série d'attentats, son principal auxiliaire avait été

1. Wagner, t. I, p. 252.
2. Comte Mailath, *Histoire des Magyars*, vol. III, p. 321.

la Constitution hongroise, qui conférait au palatin et aux pouvoirs publics toute espèce de facilités pour la forfaiture : constitution insensée ou plutôt cynique d'immoralité ! car toutes ses dispositions, conçues pour le profit exclusif d'une race dominante, sanctionnaient, sous le nom de libertés nationales, tous les maléfices, toutes les perfidies et toutes les iniquités commises, soit dans le sens révolutionnaire, soit dans le sens tyrannique envers les races asservies. Cette falsification du droit légal déroute encore aujourd'hui la critique moderne. Elle trouve des intrigants vulgaires, des ambitieux sans scrupule, comme Zrinyi, Nadasdy, installés dans le panthéon libéral et transfigurés en martyrs du patriotisme. Il lui faut de patientes recherches et certain courage pour secouer le joug de ces impostures et renverser ces idoles !

III

Dans un pays où la révolte était pour ainsi dire l'état normal de la vie publique, le rétablissement de l'ordre exigeait des répressions exemplaires: une Commission de douze membres fut instituée à Leutschau, sous la présidence du comte de Rottal, pour rechercher et châtier les complices de l'insurrection. Ce tribunal, composé de magistrats et de hauts dignitaires hongrois, instruisit un certain nombre d'affaires et prononça divers jugements, empreints d'une modération remarquable. Parmi les sentences, les plus rigoureuses furent presque toutes adoucies par la clémence impériale. La peine de mort ne frappa que deux inculpés, dont l'un était André Nagy, ancien secrétaire de Vessélényi, actif auxiliaire de cette trahison sans exemple. Mais la principale victime de cette justice rétrospective fut la mémoire de ce grand prévaricateur qui, par ses trames et sa perfidie, avait déshonoré la dignité la plus haute. Un arrêt posthume le flétrit solennellement; ses biens furent adjugés au fisc. Plusieurs de ses complices, morts comme lui avant la découverte du complot, Franz Czaky, capitaine de la Haute-Hongrie, Etienne Tœkœli, Bory, Vitnyady, etc., furent l'objet de condamnations analogues.

Ces arrêts, ces sévérités étaient les procédés constitutifs de toute société regulière, et la Hongrie ne pouvait imputer qu'à elle-même l'application de pareils remèdes. La Commission de Leutschau n'en a pas moins été stigmatisée par ses annalistes comme l'instrument d'un despotisme exécrable, et comme un de

ces souvenirs néfastes, à l'évocation desquels les patriotes sont tenus de se voiler la face. Un tribunal de fonctionnaires, désignés par le Gouvernement, des sentences au criminel prononcées par des commissaires spéciaux en face *des tribunaux réguliers!* Quelle violation de la loi! Quelle insulte aux institutions magyares, palladium de la liberté[1]! Mais puisque ces lois, ces tribunaux réguliers étaient les complices avoués, permanents, de l'insurrection, puisque l'anarchie et l'invasion turque en étaient, depuis cent cinquante ans, les effets chroniques, infaillibles, par quels moyens l'autorité souveraine pouvait-elle arracher ce malheureux royaume à tant de fléaux, sinon par la dictature? Il est vraiment regrettable que les réquisitoires hongrois, si subtils, si diserts contre la tyrannie autrichienne, se soient toujours prudemment dérobés à cette dialectique.

En fait, depuis la mort de Vessélényi, la constitution hongroise était forcément suspendue. Ce palatin n'avait pas eu de successeur. A sa place, Léopold avait préposé l'archevêque de Gran, Szélepcényi, à la lieutenance générale du royaume; depuis l'arrestation de Zrinyi, la dignité de ban était également vacante; la Croatie était gouvernée par un administrateur spécial. Il en était de même pour les treize comitats du Nord, où tous les ober et vice-gespans avaient été destitués d'office, comme complices de l'insurrection. *Inter arma silent leges*, surtout quand les lois sont par excellence les instruments de la rébellion. Cette période autoritaire, stigmatisée comme une ère de despotisme par les écrivains magyars, fut pourtant étrangère à tout esprit de vindicte et de proscription. Sur la demande du primat, l'empereur, dès le mois de mai 1672, promulgua, pour les différentes catégories de coupables, une amnistie que son

1. Voir l'*Histoire des Révolutions de Hongrie* (liv. III, p. 91 et suiv.), officine primordiale de toutes ces déclamations.

intention était de généraliser. Par malheur, ces libérales dispositions rencontrèrent un obstacle irréductible dans l'opiniâtreté des factieux[1].

Nous avons vu tout à l'heure que, parmi les complices de Zrinyi et de Nadasdy, les plus importants s'étaient réfugiés en Transylvanie. Avant de leur accorder un asile, Apaffy, timoré, demanda l'avis de la Porte. Cette autorisation lui fut d'abord refusée. Mais les fugitifs avaient eu soin d'envoyer deux des leurs, Petroczy et Szepesy, à Constantinople, pour plaider leur cause auprès du divan et faire ressortir l'intérêt qu'avait le sultan à les protéger, pour arrêter la force expansive de l'Autriche[2]. Sur ces suggestions, Kiuperli rectifia son premier message et, par l'organe d'un tchaouck, autorisa verbalement le séjour de « nobles et magnats hongrois, sur la terre de Transylvanie, domaine du sultan ».

A partir de ce moment, la cour d'Apaffy devint le foyer de nouvelles intrigues contre la domination autrichienne. Les fauteurs de désordre reçurent des encouragements; des haiduques furent recrutés pour le renouvellement de la guerre civile. Michel Téléky, beau-frère du prince et commandant la place de Kövar, avait pris la tête du mouvement, se préparant à jouer les Bocskay et les Bétlem-Gabor. Autour de lui se groupèrent Paul Vessélényi, fils du palatin, Petroczy, Szuhay, Gabriel Kende, Ispany, Nicolas Forgacs, tous membres de la haute noblesse, animés contre les Habsbourg d'une haine implacable.

Vers le milieu d'août 1672, les conjurés étaient prêts. A la tête de 800 cavaliers, ils franchirent la frontière de Transylvanie, se dirigeant vers la Teiss. Le pacha de Grosswardein avait des ordres, pour les ap-

1. Sententiam ab judicibus minimè suspectis multum lenivit Cæsaris clementia (Wagner, t. I, p. 337).

2. *Mémoires* du comte Betlem-Niklos, p. 222.

puyer. Il leur adjoignit 500 Turcs; des haiduques, des pandours vinrent les renforcer. Mais leur principal appoint fut formé par des luthériens et des calvinistes. Les protestants du Nord et spécialement ceux des villes royales étaient toujours ulcérés des confiscations d'églises et de domaines effectuées sur eux par les catholiques; ils se déclaraient persécutés dans leur foi, tout prêts à se jeter tête baissée dans la guerre civile. Ils se repentaient de n'avoir pas suivi Rakoczy, et voulaient réparer cette faute au plus tôt. Grâce à ces divers contingents, Téléky réunit sous ses drapeaux près de 15.000 hommes[1].

Cette prise d'armes était inattendue pour la cour de Vienne. Spankau, rassemblant à la hâte les garnisons du Nord, marcha contre les rebelles qui venaient de franchir la Teiss; mais, battu dans une première rencontre et n'étant pas en état de tenir la campagne, il se replia sur Kaschau.

Encouragés par ce début, les insurgés s'avancèrent en Hongrie, lançant partout des manifestes rédigés en latin[2], dans lesquels ils invitaient toute la nation hongroise à se soulever sous leur direction, pour « secouer le joug étranger et faire renaître l'âge d'or de la liberté nationale ». Ces radieuses perspectives étaient complétées par la peine de mort, pour quiconque refuserait de se joindre à eux. Tokay, Patak, Szendro tombèrent entre leurs mains; mais ils cherchèrent vainement à s'emparer de Regecs, où Franz Rakoczy était enfermé. Dégoûté de ces stériles déchirements, il refusa de participer à la nouvelle rébellion. Szuhay fit une tentative sur

1. Quoiqu'elle ne fût pas en état de combattre et de livrer bataille à celle de l'empereur, cette petite armée ne laissait pas, par intervalles, de défaire et de tailler en pièces des partis considérables. Elle était d'ailleurs soutenue des peuples du pays... et se retirait en Transylvanie, d'abord parce qu'elle ne pouvait plus tenir la campagne (Betlem, *ibid.*, p. 223).

2. On sait que le latin a été la langue officielle du Gouvernement et des diètes hongroises jusque dans les premières années du XIX[e] siècle.

Kaschau, mais fut repoussé avec perte. Téléky essuya devant Szatmar une déroute complète. Apaffy, terrifié par ces deux échecs, voulut se retirer des hostilités et députa secrètement un messager vers Léopold, pour solliciter son pardon; mais, depuis la notification du tchaouk, ce prince faible et pusillanime n'était plus maître chez lui. Les réfugiés hongrois disposaient de ses finances, de ses troupes, de ses forteresses, et le véritable souverain du pays était Téléky.

La guerre ou plutôt la guérilla se continua pendant les années suivantes avec des alternatives de succès et de revers pour les parties belligérantes, consistant moins en hostilités qu'en destructions et ravages réciproques, portant la désolation dans les villes et dans les campagnes. Les insurgés avaient pris le nom de Kurucz ou de Croisés[1] et donnaient à leurs adversaires celui de Labancz (valets de pied). Les deux factions divisèrent la Hongrie à la fin du XVIIe siècle comme les Armagnacs et les Bourguignons, au XVe siècle, avaient divisé la France. Dans ce chaos de violences mutuelles, les autorités régulières furent presque partout annulées et remplacées par des chefs de bandes. Les troupes vécurent de rapines et de brigandages. L'anarchie s'installa victorieusement sur les débris de l'ordre légal. Telle était l'œuvre de cette insurrection, entreprise et poursuivie par quelques magnats avec un véritable cynisme, sans le moindre égard pour les populations qu'ils rançonnaient et livraient aux sauvages excès de leurs hordes : *perfidissima rebellione*, dit l'ambassadeur vénitien Marino Giorgi, en mentionnant dans ses dépêches cette conflagration. Son successeur Morosini la

1. Wagner, t. I, p. 550.
Cette appellation avait été prise pour la première fois, en 1514, par les compagnons de Dosza, qui prétendaient avoir été autorisés par le Saint-Siège à se soulever pour la rénovation de la Chrétienté.

décrit comme le fruit naturel d'une *constitution anarchique* (*sic*), ajoutant que le seul remède à tant de calamités serait la fusion de la Hongrie avec les Etats héréditaires de l'Autriche (1674)[1]. Tel était le jugement de diplomates clairvoyant et désintéressés, sur ce soulèvement, glorifié plus tard, par certaine école, comme une lutte glorieuse des patriotes hongrois contre l'oppression religieuse et le despotisme.

Au milieu de ces convulsions, convoquer la diète était impossible. Ces débats n'eussent fait qu'envenimer les discordes. Par un rescrit du 27 février 1673, Léopold constitua l'intendance générale de Hongrie en fonction permanente, désignant pour cette charge Gaspard Ambringen, grand maître de l'ordre allemand en Autriche, et mettant sous ses ordres tous les fonctionnaires civils, religieux, politiques et militaires du royaume. Ambringen, né en Hongrie, avait combattu non sans distinction contre les Turcs, notamment à Candie et dans l'île de Malte. Pour assesseurs principaux, la patente royale lui donnait Szélepcsenyi, primat de Hongrie, Forgacs, *judex curiæ*, l'évêque Kollonitz, les docteurs en droit Ehrard et Hoffmann, enfin le général Spankau. Différents magnats et délégués des comitats devaient donner l'assistance de leurs avis à cette commission, remplaçant ainsi la diète par un conseil de notables. Dans la pensée de ses promoteurs, cette création n'était évidemment qu'un expédient temporaire, nécessité par les circonstances, pour assurer l'ordre et la justice pendant une période de troubles et de guerres civiles. Les mécontents affectèrent d'y voir l'abrogation définitive de la constitution nationale et prétendirent que la cour de Vienne traitait la Hongrie en pays conquis[2].

1. Dépêches des ambassadeurs vénitiens (1764). Citées par Onno Klopp, p. 84.
2. Fessler-Klein, vol. IV, p. 349 et 350.

IV

Très supérieure par l'organisation et la discipline aux bandes insurgées, l'armée royale remporta sur elles une victoire signalée à Nyirbeltek, et ce succès eût peut-être fini la campagne, sans le secours que les rebelles reçurent, à ce moment, des pachas. Après de longues hésitations, la Porte se résolvait à reprendre sur le Danube une politique conquérante, et, comme prélude à cette offensive, adoptait pour programme l'entretien de la guerre civile en Hongrie. Un envoyé magyar, Paul Szépézy, reçut du grand vizir, à Andrinople, le meilleur accueil, et Kiuperli dans une entrevue confidentielle, ne craignit pas de lui dévoiler les arrière-pensées du divan : « L'an dernier, lui dit-il, je t'adres-« sais au pacha de Bude. Il a fait pour vous peu de « chose, entravé comme il l'était par les embarras de « notre situation (la Turquie était depuis 1672 en « guerre avec la Pologne). Mais si le Dieu tout-puissant « favorise nos armes, nous pourrons oser davantage. « Pour le moment, nous voulons conserver en appa-« rence la paix avec les Allemands, jusqu'à ce que nos « armements soient terminés et que nous puissions les « attaquer à l'improviste, avec certitude de les écraser. « Vois! je t'ai confié un mystère que tu ne dois même « pas dévoiler à Apaffy, ton ami le plus intime, parce « qu'il ne sait pas garder un secret. Si tu le divulguais « toi-même avant le temps, prends garde à toi. Tu sais « que le sultan a la main longue. Ne sois donc pas « inquiet, s'il est défendu publiquement à Apaffy et « aux pachas de te secourir. Les ordres secrets sont

« tout différents. » Szépézy assura le vizir que la Hongrie entière n'attendait qu'un signal pour se jeter entre les bras du sultan. « Mais, lui répliqua Kiuperli, « tes amis Esterhasy, Bathyani, Forgacs, Erdœdi « se déclareront-ils pour nous, quand nous ferons « la guerre? — Sans aucun doute, répondit Szé- « pézy. *Seules les garnisons allemandes, réparties sur « les frontières, les empêchent en ce moment de se « déclarer*[1]. »

Cette conversation, rapportée tout au long par Szépézy lui-même, peut se passer de tout commentaire. Toutes les complicités contenues dans les conspirations magyares pendant deux siècles s'y trouvent exprimées avec une adorable candeur. Nous recommandons à leurs admirateurs de la méditer.

Un autre allié plus puissant et bien plus actif que le sultan Mohamed travaillait alors pour les insurgés hongrois : c'était le roi Louis XIV. En guerre depuis 1672 avec la république de Hollande, ce prince avait vu l'Espagne et l'empire germanique se joindre à ses adversaires. Aux prises avec une coalition formidable, sa grande préoccupation était de susciter à Léopold des ennemis dans les Carpathes et sur le Danube pour détenir les forces autrichiennes loin des Pays-Bas, du Rhin et de la Franche-Comté. Sa diplomatie, merveilleusement habile et de moins en moins scrupuleuse, excellait à capter simultanément rois, ministres, conspirateurs et variant à l'infini ses incantations, semblait armée partout d'un pouvoir magique pour déchaîner les tempêtes.

Au commencement de l'année 1674, le foyer de cette action était Varsovie, où deux ambassadeurs français, Forbin-Janson, évêque de Marseille, et le comte de Bé-

1. Fessler-Klein, t. IV, p. 350, d'après Kazy, liv. X.

thune, poursuivaient un double but : 1° réconcilier la Pologne et la Turquie, qui guerroyaient depuis deux ans en Podolie; 2° faire nommer pour successeur du roi Michel Koribut, le grand maréchal de l'armée, Jean Sobieski, qui promettait à la France un énergique concours en Silésie et dans les Carpathes. Sobieski était époux de Marie d'Arquien, belle-sœur du comte de Béthune, femme ambitieuse et profondément versée dans l'intrigue. Par elle, le cabinet de Saint-Germain se flattait de tenir la Pologne entière dans sa dépendance. Grâce à l'or versé à profusion par Béthune, Jean Sobieski fut élu (20 mai 1674). Le nouveau roi s'était illustré sur de nombreux champs de bataille et possédait au plus haut degré le génie de la guerre. Sa renommée, sa désignation au trône, il les devait aux éclatantes victoires qu'il avait remportées sur les Ottomans. L'arracher au théâtre habituel de sa gloire n'était pas chose facile. De leur côté, les Turcs, escomptant depuis longtemps les dissensions de ce royaume électif, continuaient avec acharnement les hostilités, qui, d'après leurs calculs, devaient précipiter sa ruine.

Pendant deux ans encore, la guerre se prolongea, cruelle et meurtrière, sur les bords du Dnieper et du Borysthène, entre le héros polonais et Cara-Méhémed-Pacha, généralissime du sultan. Enfin la persévérance de Forbin-Janson et de Béthune, secondée par l'influence du marquis de Nointel, ambassadeur de France auprès de la Porte, triompha de ces mutuelles animosités, et le traité de Zarowno (20 octobre 1676) rendit à Sobieski le pouvoir de tenir ses promesses envers Louis XIV, à la Turquie la disposition de ses forces contre la puissance autrichienne[1].

1. Onno Klopp, *Histoire du siège de Vienne*, p. 47-52. — Salvandy, *Histoire de J. Sobieski*, vol. II, p. 63.

Pendant ces péripéties, la diplomatie française n'était pas restée inactive en Transylvanie. Dès le mois de septembre 1674, un comte de Beaumont, secrétaire de Béthune, s'était rendu auprès d'Apaffy pour vaincre ses hésitations et lui faire embrasser ouvertement la cause des Kurucz. Deux partis divisaient alors la cour d'Apaffy : l'un, celui des magnats, affiliés aux rebelles hongrois ; l'autre, celui de la paix, poursuivant le maintien de bonnes relations avec l'empereur. A la tête de ce dernier était Denis Banffy, beau-frère du prince, qui, riche, puissant, se fiant sur sa parenté avec le voïvode, entretenait d'actives relations avec Vienne. La faction hongroise en profita pour le noircir auprès d'Apaffy et l'accuser de viser au trône, sous la protection de l'Autriche. Tombé en disgrâce, il fut traduit pour trahison devant le Conseil d'Etat, condamné à mort et décapité à Bétlem. L'histoire ne dit pas quelle fut la participation de Beaumont à ce drame, perpétré par Téléki et ses affidés. Mais la politique française en recueillit tous les fruits. Quelques jours après, Apaffy prenait l'engagement de fournir aux rebelles hongrois une aide immédiate, et l'envoyé français partait pour Constantinople, afin d'obtenir l'assentiment de la Porte à cette décision.

L'année suivante (1675), un nouvel agent, Roger Akakia[1], résident ou consul de France à Dantzig, était

1. Originaire de Champagne, son vrai nom était *Sans-Malice*, dont Akakia était la traduction grecque. Il avait été précédé en Transylvanie par un abbé très fin et très remuant, l'abbé Revérend. Akakia était un diplomate employé depuis plus de trente ans par la France dans toutes ses négociations. Il avait été secrétaire du comte d'Avaux, aux conférences de Munster, ensuite envoyé en Pologne, pour travailler à la paix d'Oliva ; depuis cette époque, il était résident à Dantzig (V. les *Mémoires* de Niklos-Betlem, p. 247). Sa correspondance existe en entier au ministère des Affaires étrangères. Mais la lecture en est très pénible, parce qu'elle est en chiffres et que la traduction est en caractères souvent illisibles.

envoyé par Béthune à Wissembourg pour convertir les promesses d'Apaffy en traité formel, et lui faire préciser son concours. Dès son arrivée, Akakia prit en main la conduite de toutes ces négociations. Apaffy et les rebelles hongrois l'acceptèrent docilement pour inspirateur. Par une convention signée à Fogaras, le 1er avril, Apaffy et les magnats rebelles promirent de mettre sur pied et d'entretenir 12.000 hommes destinés à faire la guerre en Hongrie. En échange, la France devait leur fournir une mensualité de 15.000 thalers, plus un renfort de 6.000 hommes, recrutés en Pologne avec la permission du nouveau roi, Jean Sobieski. La Diète transylvanienne, convoquée à Fogaras même, s'empressa de ratifier ces dispositions. Sobieski ferma les yeux sur les enrôlements soudoyés en Pologne par l'argent français. Enfin la Porte sanctionna ses arrangements, tout en faisant défense à son vassal Apaffy d'entrer en guerre ouverte avec l'empereur.

En contractant cette alliance avec les ennemis jurés de l'Autriche, que pouvaient se proposer les insurgés hongrois, sinon le renversement de la dynastie régnante? Eux-mêmes proclamaient hautement que la liberté magyare était inconciliable avec le maintien des Habsbourg. Tel était depuis dix ans le thème de leurs manifestes, et tous leurs actes étaient en rapport avec ce langage. Et, dans cet état de révolte ouverte, ils continuaient à dénoncer toutes les mesures offensives du Gouvernement comme des attentats envers la constitution hongroise, affichant toujours cette éternelle prétention de cumuler les bénéfices de complots subversifs avec le maintien de l'état légal !

Un de leurs principaux griefs était la police sévère exercée par les gouverneurs royaux dans les villes protestantes dont la connivence avec les rebelles était manifeste. Des pasteurs luthériens, calvinistes, furent

poursuivis pour ces intelligences; plusieurs furent enfermés dans des forteresses, d'autres furent exilés à l'étranger. La plupart échappèrent à ces pénalités en signant un *revers*, c'est-à-dire la répudiation de leurs menées avec la promesse, pour l'avenir, d'une meilleure conduite. Certains récidivistes furent privés de leurs biens. Aucun ne fut puni de mort. Un tel régime, avec son appareil de délations, d'enquêtes, de brutalités soldatesques, constituait évidemment pour le pays une cruelle épreuve. Mais quels en étaient les véritables auteurs, sinon les meneurs et les complices de l'insurrection? Dans leur lutte avec les principes constitutifs de l'ordre social, n'était-il pas absurde aux Magyars d'accuser la camarilla impériale, l'ordre des Jésuites, l'intolérance catholique et de se poser en défenseurs de la liberté religieuse? Telle est pourtant l'attitude qu'ils ont prise devant l'histoire, et cet artifice leur a pleinement réussi.

Le comte Kinsberg, internonce de l'empereur à Constantinople, eut bientôt connaissance du traité et parvint à s'en procurer une copie, qu'il envoya de suite à la cour de Vienne. En la recevant, Léopold sentit l'urgence de faire ressortir l'inanité des griefs articulés par les rebelles et de placer en dehors du débat le principe de la liberté religieuse. Plusieurs édits assurèrent aux protestants la protection du pouvoir royal pour l'exercice de leur culte (1675); mais le Gouvernement commit la faute de limiter dans les comitats du Nord le nombre des pasteurs évangéliques, restriction justifiée, on doit le reconnaître, par l'hostilité systématique que lui témoignaient ces prédicateurs. Les protestants affectèrent d'y voir le prélude de mesures coercitives et d'une pression tyrannique de leurs consciences. Quelque

1. Deux cent trente-six pasteurs protestants signèrent ce revers. *Archives de Presbourg* citées par Wagner. t. I. p. 337.

temps après, Léopold, fidèle à son procédé de consultation amiable, réunit à Presbourg un conciliabule de magnats et d'évêques royalistes, en les chargeant de délibérer sur les remèdes réclamés par la perturbation du royaume : — « Convocation de la Diète, éloignement des troupes étrangères, élection d'un palatin, occupation de tous les emplois par des régnicoles et surtout rétablissement de la constitution dans sa plénitude ; ces moyens seuls peuvent pacifier le pays. » Telle fut la réponse de ces conseillers magyars, irréductibles en dépit de leur loyalisme : « Votre conseil, répondirent fort sensément les ministres, équivaut à déchaîner les tempêtes pour éviter le naufrage[1]. » Léopold congédia l'assemblée en disant que c'était aux Hongrois de mériter préalablement, par leur soumission, le rétablissement du régime constitutionnel. Une autre réunion de notables, tenue l'année suivante sous la présidence du chancelier Hocher, se termina par des échanges d'aigres récriminations et même d'invectives. En témoignage de son bon vouloir, Léopold promulgua spontanément une nouvelle promesse d'amnistie pour tous les rebelles qui viendraient certifier aux autorités royales leur résipiscence.

La convention de Fogaras avait institué Téléky chef suprême des forces insurrectionnelles. Mais, dépourvu de talents militaires, incapable de concevoir et de poursuivre un plan de campagne, il fut repoussé sur tous les points par les généraux allemands[2]. Son lieutenant Vessélényi, qui, malgré ses ordres, avait entrepris le siège de Szatmar, fut également contraint à la retraite, et Strassoldo, commandant de cette place, refoula les Turcs,

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 359.

2. Tous ses mouvements étaient, du reste, entravés par un conseil de douze burgraves, que l'oligarchie dirigeante des « exulants » lui avait imposé (M. Betlem, p. 23).

alliés des rebelles, jusque sous les murs d'Erlau. Poursuivant sa marche victorieuse, Strassoldo allait occuper Debrecsin; mais cette ville faisait partie des possessions turques et le pacha de Bude, ayant adressé des réclamations au cabinet de Vienne, les troupes royales reçurent immédiatement l'ordre de rebrousser chemin. Ainsi les Turcs pouvaient impunément prendre partout l'offensive, sous le couvert des insurgés hongrois, et, quand l'attaque se retournait contre eux, ils invoquaient le bénéfice de la paix et se dérobaient par ce déclinatoire aux armées chrétiennes[1]. Tel était le régime dont les insurgés magyars avaient doté leur pays pour la « revendication de leurs libertés »!...

Spankau était mort en 1675. Strassoldo, nommé général en chef à sa place, s'efforça vainement d'inaugurer un régime de conciliation en promettant aux Kurucz la clémence du monarque et la restitution de leurs biens, pour prix de leur repentir. Vainement il essaya d'engager des pourparlers avec eux par l'intermédiaire de prisonniers qu'il leur envoyait comme négociateurs. Leur parti était pris; leur obstination inflexible. Mieux valait cent fois, à leurs yeux, le joug ottoman que le pardon de leur souverain. Ils s'étaient habitués à cette existence de vagabondage, entremêlée de fructueuses razzias, et, peu soucieux des misères qu'ils causaient aux populations, la considéraient comme le signe distinctif de leur noblesse et de leur vaillance. D'ordinaire, ils guerroyaient dans les montagnes par groupes de 5 ou 600 hommes, et, bien que vaincus dans la plupart des rencontres, ils n'en conservaient pas moins le ferme espoir d'un succès final, grâce aux nouvelles qu'ils recevaient, par leurs communications avec Varsovie, des victoires remportées sur le Rhin

1. Dépêche de l'ambassadeur vénitien Michiele (V. Onno Klopp, p. 84).

et sur la Moselle par les armées de la France[1].

Si l'Autriche avait eu la libre disposition de ses forces, bien facilement elle aurait eu raison de cette chouannerie. Mais les exigences de la dignité impériale et de son rôle en Europe obligeaient Léopold d'entretenir en Allemagne 40.000 hommes, l'élite de ses troupes, sous la conduite de ses meilleurs généraux, pour combattre pied à pied l'ambition et les progrès incessants du roi Louis XIV. Ses familiers, ses meilleurs amis, comme le margrave de Bade, l'électeur de Saxe, l'adjuraient de sacrifier la Hongrie à ses devoirs envers l'empire germanique. « Qu'importait, disaient-ils, l'insoumission, voire même la perte de quelques comitats, auprès de la partie qui se jouait dans l'Europe contre les envahissements de la France et de l'intérêt représenté dans cette lutte par la maison de Habsbourg[2] ? » Ces exhortations étaient appuyées par la plupart des conseillers auliques, Allemands de cœur, que les difficultés hongroises excédaient et qui considéraient les Hongrois comme ingouvernables. C'était avec un regret ostensible qu'ils laissaient 9 ou 10.000 hommes de troupes régulières dans le gouvernement de Kaschau pour échanger des coups de feu avec les rebelles. Obtenir des résultats décisifs avec des forces aussi réduites était impossible.

L'Autriche s'accommodait de cette stagnation ; mais son plan fut bien vite deviné et déjoué par la France. Louis XVI suivait attentivement ces opérations et ne trouvait pas son compte à cette série d'insignifiantes escarmouches. Il prétendait que ses alliés

1. Leur quartier général et le théâtre habituel de leurs opérations était le massif montagneux de la Zips, dont les mines d'or et d'argent leur fournissaient d'abondantes ressources et dont ils rançonnaient à plaisir les villes et les campagnes (Voir les *Mémoires* de N. Betlem, dont tous les oncles et cousins étaient ainsi que lui-même dans l'insurrection, p. 241).

2. Dépêche de l'ambassadeur Kœnigsegg (Onno Klopp, p. 122).

prissent hardiment l'offensive, à l'instar de Bétlem-Gabor, et forçassent Léopold à retirer ses troupes d'Allemagne pour protéger la Moravie ou Presbourg. Des instructions furent données à Béthune pour tirer les Kurucz de leur nonchalance et rendre leur coopération plus sérieuse. Conformément à cet ordre, de nouvelles négociations furent engagées par ce diplomate avec les chefs de l'insurrection et le prince de Transylvanie. Plusieurs magnats se rendirent en personne à Varsovie et à Cracovie pour conférer avec l'envoyé français, sous l'œil complaisant du roi de Pologne[1], et le traité de Fogaras fut refondu sur les bases suivantes : 1° le roi de France devait verser aux « insurgents hongrois » une somme de 100.000 thalers, payables par quart à chaque trimestre[2]; 2° il s'engageait à leur fournir un contingent de troupes polonaises, sous la direction d'officiers français. 3° Les Hongrois s'interdisaient de faire la paix avec l'empereur, sans l'assentiment de Sa Majesté très Chrétienne, et la France, de son côté, s'engageait à les mentionner dans la paix qu'elle se réservait de conclure avec l'empire d'Allemagne[3].

Fiers de cette illustre alliance, les magnats s'empressèrent de la notifier aux populations dans leurs manifestes : « Un puissant monarque, disaient-ils, ému par les souffrances de la nation hongroise, avait pris à cœur sa détresse, et voulait y porter remède avec le zèle, le sentiment paternel qu'il éprouvait pour ses propres peuples. Il voulait délivrer la Hongrie de sa servitude, etc., etc. » Quelque temps après, 2.000 Polonais arri-

1. Sobieski avait, peu de temps auparavant, conclu avec l'empereur un traité qui l'obligeait à prohiber chez lui ces manœuvres; mais il laissa faire.

2. D'après la correspondance de Béthune, les paiements faits par la France aux chefs de l'insurrection hongroise s'élevèrent au double de la somme promise.

3. Onno Klopp, das Jahr 1683, und der folgende, grosse Turkenkrieg, 1882, p. 54.

vèrent en Hongrie, commandés par le marquis de Boham [1]. Apaffy fournit un nombre égal de Szeklers, et ces deux forces, réunies à 1.500 Kurnez, remportèrent quelques succès sur les Impériaux dans les environs de Szatmar. Mais Téléky ne sut pas en tirer parti. Plus politicien et conspirateur que soldat, sa grande préoccupation était de se défendre à Wissembourg, à Constantinople, à Varsovie contre les cabales ourdies de tous côtés pour mettre fin à sa dictature. Partout on l'accusait, et trop justement, d'incapacité. Un magnat transylvanien, Beldy, avait formé le projet d'un coup d'Etat en Transylvanie, pour obliger le prince à destituer Téléky du généralat. Le complot ayant été déjoué, Beldy s'enfuit à Constantinople. Pour rester maître de la situation en Hongrie, Téléky fit arrêter à la frontière les renforts franco-polonais que Béthune envoyait aux insurgés par la Galicie. Enfin, au lieu de tenir sur pied 30.000 hommes, suivant ses promesses, il n'en avait que 10 ou 12.000 sous les armes, aimant mieux sans doute empocher les subsides français et continuer tranquillement sa petite guerre de montagnes. Soignant avant tout sa popularité personnelle, il lançait des proclamations, dans lesquelles il s'institulait protecteur des libertés nationales, ainsi que des privilèges nobiliaires, et, champion du protestantisme, captait la confiance des catholiques en leur promettant une large tolérance. Au milieu de ces homélies, qui promettaient le bonheur à tout le monde, les généraux autrichiens Wrbna, Leslie et Dünewald effectuèrent leur jonction, coupèrent les communications des Kurucz et les forcèrent à battre en retraite. Téléky dut se replier sur Kövar avec ses bandes démoralisées (12 août 1678).

1. Boham avait aussi sous ses ordres un certain nombre d'officiers français, enrôlés par les soins du comte de Bethune (V. Betlem-Niklos, p. 244 et suivantes) (Wagner, t. I, p. 363).

A la nouvelle de ce revers, une clameur universelle s'éleva parmi les chefs de l'insurrection contre lui. Un conseil de magnats s'assembla d'urgence, et, suivant la tradition magyare, décréta sa déposition[1]. Pour le remplacer, leur confiance se porta sur le comte Emerick Tœkœli, de noblesse médiocre, mais de talents remarquables et d'une énergie hors ligne. Sa famille s'était élevée pendant le XVI[e] siècle à la richesse et à la puissance. Son bisaïeul, Sébastien Tœkœli, ayant gagné de grosses sommes dans le commerce des chevaux, s'était allié par un brillant mariage aux Forgacs, aux Bathyany, et, s'étant distingué à la reprise de Raab, avait été fait baron et magnat par Rodolphe. Son père, mêlé à la conspiration de Zrinyi, était mort dans le cours de la guerre civile. Lui-même, à l'âge de douze ans, s'était enfui en Transylvanie et, malgré son extrême jeunesse, s'était acquis un grand renom parmi les rebelles par sa valeur et par son audace. Il avait à peine vingt et un ans quand le choix des magnats, ses collègues, le nomma chef suprême de leur entreprise (août 1678). Mais déjà la force de son caractère était à la hauteur de ce rôle et, saisissant d'une main ferme le commandement suprême, il en remplit avec une aisance et un aplomb impertubables les attributions.

1. « A peine eut-il fait sa retraite que notre armée prit une nouvelle forme et toute une autre vigueur. Le jeune comte de Tékély fut reconnu chef de la noblesse et même général de toutes les troupes des Mécontents. » (Betlem-Niklos, p. 236. Wagner, t. I, p. 555.)

V

Tout d'abord, par des proclamations enflammées, il réveilla l'ardeur militante des treize comitats. Bientôt ses effectifs se relevèrent jusqu'à 20.000 hommes, à la tête desquels il se porta contre Wrbna, général des troupes royales, et le battit près de Murani. Peu de temps après, Altsohl, Chemnitz, Kremnitz et Léva tombèrent en son pouvoir. Par cette marche victorieuse, il menaçait à la fois la Moravie et Presbourg. Ses lieutenants promenèrent la dévastation dans cette région florissante. Dans le butin qu'ils récoltèrent, se trouvaient 180.000 ducats avec une énorme quantité d'argenterie, de très grande valeur. Tœkœli, s'appropriant ces précieuses dépouilles, fit fondre une partie de l'argenterie en monnaie courante avec ces deux effigies, d'une part : *Tœkœli princeps, partium Hungariæ dominus*; de l'autre : *Ludovicus Galliæ rex, defensor Hungariæ*[1]. Ainsi, pour son début, le nouveau dictateur se substituait officiellement au roi Léopold et plaçait son usurpation sous le protectorat de la France. Malheureusement pour lui, cette protection s'éclipsait à son horizon. D'actifs pourparlers étaient engagés à Nimègue, entre la France et l'Empire, pour la cessation des hostilités, et la paix continentale semblait imminente. Dans l'intervalle, Wrbna, ayant reçu des renforts, battit les insurgés près d'Heiligenkreuz, en leur tuant près de 1.500 hommes. Très affaibli par cet échec, Tœkœli dut évacuer ses conquêtes du Nord et considérer comme

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 366. Bétlem-Niklos, p. 238. Wagner, t. I, p. 557.

une bonne fortune l'obtention d'un armistice pour la durée de l'hiver.

Dans la paix de Nimègue, qui fut signée au printemps de l'année suivante (5 février 1679), Louis XIV fit inclure une garantie pour le prince de Transylvanie; mais, se jugeant sans doute dégagé de toutes ses promesses par cette insertion, il oublia ou refusa de rien stipuler pour les insurgés de Hongrie. Tœkœli resta donc momentanément privé de tout appui extérieur ; mais, quelques semaines après, des encouragements secrets, inespérés et prestigieux lui parvinrent de Constantinople, avec les assurances les plus positives d'un prochain concours.

Après trois ans de nouvelles tergiversations, la Porte s'était décidée à recommencer la grande guerre sur le Danube et rassemblait toutes ses forces pour porter un coup mortel à l'Autriche. En attendant cette concentration, il importait pour elle d'entretenir en Hongrie le feu de la guerre civile, pour fatiguer son adversaire, user ses ressources et fortifier par de nouveaux empiètements les positions stratégiques des pachas. Il lui fallait surtout un allié, un compère pour représenter son protectorat et frayer les voies à son agression. Tœkœli accepta ce rôle avec empressement. Déjà son ambition s'exaltait et, comme acheminement aux grandeurs, recherchait l'alliance des maisons princières. Son choix s'était fixé sur Hélène Zrinyi, veuve de Franz Rakoczy, mort en 1676, et, pour obtenir la main de cette douairière encore jeune et belle, il ne craignit pas de faire des démarches auprès de Léopold, mettant sa soumission au prix du consentement impérial à ce mariage. Léopold refusa, redoutant, non sans raison, le surcroît de puissance que le nom et les grands biens d'une patricienne aussi qualifiée donneraient au chef des Kurucz. Tœkœli passa outre, se fit

agréer par les deux familles, ainsi que par la princesse, l'épousa solennellement et conquit par cette union un grand ascendant sur toute la noblesse hongroise. Peu de temps après, il rouvrit les hostilités, et, visant toujours à se constituer en domaine personnel les treize comitats du Nord, entreprit toute une série de coups de main, sur les villes royales, Torna, Chemnitz, Bartfeld, Leutschau, Szeben, etc. Mais les Autrichiens étaient sur leurs gardes, et toutes ses entreprises furent déjouées par Strassoldo ou par ses collègues. Une victoire qu'il remporta près de Dobsa sur le général Laborde rétablit momentanément ses affaires[1].

Sur ces entrefaites, une épidémie terrible s'abattit sur la Transylvanie et sur la Hongrie. Emanée des principautés et remontant le Danube jusqu'à la Waag, la contagion ravagea de vastes territoires en faisant d'innombrables victimes. Bientôt l'infection s'étendit par la Moravie, à la Bohême et à la Basse-Autriche. Vienne fut atteinte et perdit par l'épidémie plus de 12.000 âmes[2]. La cour terrifiée se réfugia d'abord à Prague, puis à Linz; c'était la répétition du fléau qui, pendant les guerres de Bétlem-Gabor, avait désolé ces contrées, comme si, pour ces malheureuses populations, la peste marchait nécessairement à la suite de la guerre civile. Les ravages du mal suspendirent pendant quelque temps les hostilités.

Malgré les efforts de Tœkœli pour dissimuler ses rapports avec le divan, la cour de Vienne en avait reçu différentes notifications par ses agents à Constantinople. Elle savait, à n'en pouvoir douter que la Turquie pré-

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 369.

2. Voir dans Wagner les symptômes étranges de cette contagion (Wagner, t. I, p. 499 et suiv.). La noblesse et tous les étrangers avaient émigré. La population campait hors des murs sous des tentes, *ut magnorum castrorum species esset.*

parait derrière les Balkans une expédition formidable et que les Kurucz étaient dans son jeu. Contre ce péril imminent, la sagesse prescrivait de se prémunir par des dispositions militaires; mais le parti magyar, toujours influent et puissant à la burg, affirmait partout que l'unique moyen d'arrêter les Turcs était de pacifier la Hongrie. Après de longues délibérations, le conseil résolut de faire une tentative dans ce sens et, le 28 mars 1680, des conférences furent ouvertes à Tyrnau, sous la présidence d'Adam Forgacs et de Paul Esterhazy, pour esquisser un projet de conciliation entre l'autorité royale et les opposants. Le résultat naturel de ces colloques fut l'adoption à peu près unanime de la thèse hongroise, à savoir que la seule solution possible était l'abrogation du régime autoritaire, la nomination d'un palatin et la remise en vigueur des lois constitutionnelles. En sus de ce programme, les protestants réclamèrent des garanties pour leurs libertés religieuses avec la restitution de leurs églises, presbytères et domaines ecclésiastiques[1].

Sans admettre entièrement ces principes, le Gouvernement consentit à les discuter, et Caprara, commandant de Tyrnau, reçut pour instruction de convier au débat les chefs de l'insurrection. Mais Tœkœli rejeta cette offre avec dédain, déclarant qu'aucune confiance ne pouvait être accordée au ministère autrichien et, pour couper court à toute négociation, il reprit le cours de ses attaques sur la Moravie et les villes du Nord, au milieu des ravages causés par la peste. Ces incursions de bandes indisciplinées n'avaient aucune chance de

1. *Histoire des Révolutions de Hongrie*, p. 94. Wagner, Historia Leopoldi. Conventus Tyrnaviensis irritus, vol. I, p. 562. Nihil dictum actumve fuit a superiorum conventiculorum ratione diversum. Mêmes stériles récriminations, mêmes discordes. Un seul point les réunissait, l'antipathie contre les Allemands : In germanis vero ejiciendis, omnes conspirabant.

succès final ; presque toutes se réduisant à d'ignobles pillages sur des villages ou bourgs désarmés, échouaient devant la solidité des troupes impériales ; mais elles avaient pour leur promoteur le grand avantage d'entretenir le désordre et d'empêcher le rétablissement de l'autorité régulière. Leurs razzias effectuées, les malfaiteurs se retiraient sur le territoire ottoman et s'y renforçaient de Tartares ou de janissaires.

Sans tenir compte de ces méfaits, le cabinet persistait dans le système des « concessions libérales », se flattant toujours de regagner les cœurs magyars par « l'aplanissement des griefs » et la noblesse de ses procédés. La guerre des Kurucz l'excédait. En se débarrassant à tout prix des litiges hongrois, il s'imaginait conjurer le péril d'une rupture avec le sultan et reprendre sa liberté d'action vis-à-vis de la France, dont les agrandissements, continués en pleine paix, grâce aux fameuses Chambres de réunion, soulevaient des protestations violentes en Allemagne, en Suède, en Espagne et dans toute l'Europe.

VI

Dans l'espérance bien chimérique de pacifier la rébellion par les voies légales, Léopold réunit la diète hongroise à Œdenbourg, auprès du lac de Neusiedel, sur les frontières de Styrie. Plusieurs magnats insurgés et Tœkœli lui-même avaient reçu des convocations avec la promesse de saufs-conduits; mais ils s'abstinrent de paraître, aimant mieux poursuivre leurs sinistres projets à distance.

Le roi ouvrit lui-même la session par un discours si touchant, si pénétrant que beaucoup d'auditeurs ne purent retenir leurs larmes[1]. Invitant les représentants du royaume à s'unir pour remédier à ses maux et conjurer l'invasion musulmane, il annonçait sa ferme volonté de remettre en vigueur les institutions nationales. Pour joindre les effets aux paroles, il invita les états à choisir de suite un Palatin. En tête de ses candidats, il avait proposé Paul Esterhazy, loyaliste fidèle, dont le père, Palatin lui-même, s'était illustré sous Ferdinand I[er] par ses éminents services. Cette désignation fut ratifiée à la presque unanimité par la diète. Grâce à l'abstention des comitats insurgés, catholiques et protestants se balançaient dans la Chambre basse. Les réformés comptaient 27 membres sur 60 pour les comitats, et 18 sur 33 pour les villes royales. L'arrivée d'un Croate, d'un Esclavon et l'appoint du clergé romain donnèrent aux catholiques la majorité. Dans la Chambre

1. Orationem ad eos habuit Latina lingua, pondere et facundia tanta ut homines minime teneri se ab lacrymis non continerent (Wagner, t. I, p. 565).

des magnats, un seul membre, le comte Vay, était protestant.

Tout en refusant de figurer à la diète, les rebelles ou, suivant l'appellation de l'époque, les exilés (*die exulanten*) n'en suivaient pas moins avec intérêt ses péripéties et prétendaient même exercer sur les délibérations une grande influence. Leur premier soin fut de lui faire parvenir un message collectif par l'intermédiaire d'un de leurs affidés, Martin Izdenazy. Ce factum exhortait l'assemblée à relever, toute affaire cessante, les libertés nationales sur la base des anciens *traités*, marquant bien, par l'emploi de ce terme, que, pour les nobles Magyars, le *droit* dérive de l'*insurrection*. Pour rehausser cette demande, le message engageait les députés à faire les derniers efforts pour se concilier *les bonnes grâces des Turcs*. Car, « après la « protection de Dieu, disait-il, la faveur du Sultan est « notre plus puissante sauvegarde pour le relèvement « et le repos du pays ».

Esterhazy fut chargé par les états de répondre à ce fatras hypocrite.

Il le fit en invitant les *exilés* à faire choix d'une délégation pour traiter de la paix avec le Gouvernement régulier. « Les débats sur la liberté religieuse, ajoutait- « il, ont été réglés dans les sessions précédentes, et ne « relèvent plus actuellement de la diète. Et, quant à la « faveur des Turcs, la convenance ordonnerait de n'en « point parler. »

A la réception de cette missive, Tœkœli feignit une violente colère et riposta par une diatribe datée de Palyi, son quartier général, accusant le parti gouvernemental de fouler aux pieds les traités, la liberté, les garanties religieuses, et de livrer à l'insolence autrichienne les vrais patriotes. Il protestait contre l'élection du nouveau palatin, accomplie sans

la participation des magnats absents, et déclarait tous ses actes entachés à l'avance d'illégalité. Puis, avec un surcroît d'effronterie, affichant sa connivence avec les Turcs, il affirmait que nulle transaction ne serait viable sans l'assentiment du sultan. Enfin il annonçait la reprise immédiate des hostilités, en rejetant sur l'Autriche et sur ses partisans la responsabilité de la guerre. Honteuse et ridicule comédie chez un perturbateur professionnel qui spéculait sur la guerre civile! Au moment même où sa main signait ces calomnies et ces impostures, il concertait tous ses actes avec les pachas de Bude, d'Erlau, de Grosswardein, et recevait d'importants subsides français, par l'intermédiaire du comte de Vernage-Boucauld, ambassadeur de Louis XIV en Pologne.

La situation devenait de jour en jour plus critique; car la Bosnie, la Serbie et le Banat se remplissaient de troupes musulmanes ; d'autre part, les envahissements de la France sur la Moselle et dans le Palatinat, irritaient profondément le corps germanique. Deux-Ponts et le Luxembourg étaient occupés par les armées du roi conquérant. Un coup de force se préparait sur Strasbourg. L'Allemagne en émoi s'opposait au départ des troupes autrichiennes et suppliait même l'empereur de les renforcer. Par suite de ces complications, la Hongrie restait presque dégarnie contre les Kurucz et contre l'imminence d'une invasion musulmane.

Pour conjurer ces périls, le Gouvernement adjurait la diète hongroise de faire trêve à ses divisions et d'aviser au salut commun : comme mesure propitiatoire, il accorda aux mécontents la suppression de la lieutenance générale, dont le titulaire, Ambringen, avait attiré sur lui de violentes colères[1]. Mais ces appels et

1. Ambringen fut remplacé provisoirement dans sa lieutenance par le comte Warben.

cette concession restèrent sans effet. Toutes les séances du Parlement étaient remplies par les mutuelles récriminations des catholiques et des protestants, dont l'antagonisme s'envenimait tous les jours. Ces derniers, perdant l'espoir de reconquérir la majorité, prirent le parti d'adresser directement au monarque un mémoire récapitulatif de tous leurs griefs. Depuis 1662, disaient-ils, « nous sommes les victimes de vexations et de « spoliations continues : nos églises, nos presbytères, « gymnases, hôpitaux, écoles, toutes nos fondations avec « leurs revenus, nous ont été soustraites, à peu d'exceptions près. Nos prédicateurs, nos instituteurs sont « maltraités ou chassés par des magnats, des chanoines, « des jésuites, des fonctionnaires ou par des soldats « étrangers. Plusieurs ont été mis en prison, envoyés « aux galères, d'autres sont morts en exil. Nos services « religieux sont interrompus, faute de pasteurs, dans « un grand nombre de communautés. Des paroisses « entières sont converties de force au catholicisme[1] »...

Le comte Nostiz, commissaire royal, fut chargé de notifier aux plaignants, qu'avant de répondre à leurs doléances, le roi voulait, pour s'éclairer, écouter la partie adverse. Les catholiques rédigèrent donc à leur tour un mémoire dans lequel ils réfutaient point par point les allégations protestantes : « Tous ces griefs, « disaient-ils, spécieux en apparence, s'évanouissent au « moindre examen. En se plaignant de violences subies, « les dissidents ont oublié sans doute que leur prétendue réforme s'est imposée presque partout, non « par la persuasion, mais par la force, en chassant les « catholiques de leurs basiliques, de leurs presbytères, « et en les dépouillant de donations séculaires, vouées « à l'Eglise par la piété des fidèles. Les protestants ne

1. Acta Soproniensia (Actes de la diète d'Œdimbourg), 1681, s. 8. — Wagner, t. I, p. 566 et 567. Katona, XXXIV, p. 447.

« pourraient donc invoquer en leur faveur que la pres-
« cription. Mais la prescription n'agit qu'à défaut de
« protestataires. Or, à toute époque, depuis Luther et
« Calvin, des voix courageuses se sont élevées dans le
« clergé hongrois contre ces rapines, pour conserver à
« l'ancien droit toute sa plénitude. Jamais un diplôme
« royal, jamais un acte juridique de quelque valeur n'a
« sanctionné ces usurpations. On parle de convocations
« imposées par les catholiques! mais ne sait-on pas
« qu'au xvie siècle les Thurzo, Illeshazy, Pérényi,
« Nadasdy, Bathyany, Rakoczy et d'autres membres du
« patriciat luthérien ou calviniste ont contraint leurs
« vassaux et arrière-vassaux à l'adoption de la nou-
« velle foi? Maintenant que la plupart de ces hautes
« familles sont retournées aux dogmes romains, on se
« plaint de l'ascendant qu'elles exercent! on le récuse
« après en avoir profité! Le Gouvernement n'a pas ici
« à intervenir. Quant aux pasteurs et prédicateurs
« frappés d'emprisonnement ou d'exil, ce n'est pas
« comme protestants, mais comme rebelles qu'ils ont été
« châtiés[1]. Dans tous les pays où domine actuellement
« l'hérésie, les catholiques subissent de véritables per-
« sécutions. Dans les comitats et dans les cités protes-
« tantes, on les exclut des emplois, on les chasse de
« leurs domaines et de leurs maisons. L'exercice de leur
« religion est traité de superstition et de paganisme.
« Les autels, les croix, les tableaux, les calices et même
« les saintes hosties sont l'objet de profanations sacri-
« lèges. Un grand nombre de paroisses sont fermées
« dans les comitats de Zips, Gomor, Torna, Zemplin,
« Ung, Bereg et dans tous ceux qui dépendent de la
« Transylvanie. Les griefs des catholiques sont donc
« infiniment plus sérieux, plus réels que ceux de leurs

1. Conjuratio nulla quarum participes vel auctores non fuissent (Wagner. I, p. 565).

« adversaires. Ainsi rétorquées, les plaintes des pro-
« testants ne sont autre chose que la démonstration
« vivante de leurs injustices, et Sa Majesté n'a pas à
« tenir compte de réclamations aussi mal fon-
« dées[1]. »

En proie à ces polémiques, l'Assemblée perdait entièrement le souci de l'invasion ottomane. Plusieurs mois se passèrent dans ces échanges de réquisitoires. Les protestants, dépités et désespérant de faire prévaloir leurs requêtes, menaçaient de quitter en masse le Parlement, comme ils l'avaient fait en 1664, toujours prêts, on le voit, à renforcer les rebelles et l'envahisseur musulman par leur sécession[2]. « Voilà l'aveu, « s'écrièrent les catholiques, voilà l'aveu des compli- « cités protestantes avec les factieux et les Turcs ! Com- « ment négocier sans duperie, avec un parti qui sans « cesse a la trahison pour arrière-pensée ? » Ainsi s'exprimaient les magnats et les évêques catholiques; justifiant leurs accusations par cent cinquante ans d'abaissement, de convulsions et de servitude infligés à la nation par les trames ou les complicités du protestantisme. Mais la résolution de Léopold était prise. L'entrée d'une armée française à Strasbourg avait surexcité ses rancunes contre Louis XIV, et, pour recommencer la guerre sur le Rhin, il voulait pacifier la Hongrie à tout prix. Il espérait encore conjurer une rupture avec la Turquie, en lui donnant satisfaction sur certains règlements de frontières que la diplomatie avait traînés en longueur et, pour faciliter cette solution, il avait envoyé le comte Caprara[3] à Constantinople, avec mission d'obtenir le renouvellement pour vingt ans du

1. Actes de la diète d'Œdenbourg, 1681, S. 10, 11, 12 et suivants.
2. Et omnino postridie ministris nuntiarunt ad sessiones se non parituros donec id quod peterent, concederetur (Katona, XXXIV, p. 450).
3. Frère du général de ce nom.

traité de Vasvar. « Plutôt faire des concessions aux « infidèles, répétait-il souvent, qu'à l'ambition et à « l'orgueil du roi de France. »

Dans ces dispositions, il promulgua, le 9 novembre 1681, un rescrit royal dans lequel il confirmait les principales clauses du traité de Vienne de 1606, reconnaissant aux non-catholiques le libre exercice de leur culte, avec maintien de toutes les possessions occupées ou détenues sans interruption depuis 1670, par les confessions respectives. Un certain nombre de villes, telles qu'Œdenbourg, Trencsin, Presbourg, Kremnitz, Neusohl à l'Ouest, Bartfeld, Leutschau, Kaschau, Nagy-Banya, et toutes les cités de la Zips, plus trente-neuf cités dans l'Est et dans la Haute-Hongrie recevaient le droit de bâtir des temples, chapelles, hôpitaux, collèges, ou lieux d'asiles protestants; même liberté dans les villes du centre Szolnok, Hévés, Pesth, Comorn, Raab et Szalad sur le Haut-Danube, enfin à Hont et dans dix autres centres de population au sud-ouest. Enfin égale protection était promise aux protestants comme aux catholiques, contre toutes les violences ou vexations dont ils seraient menacés par les zélateurs d'une confession différente[1].

Le décret, on le voit, assurait dans une très large mesure le libre exercice des cultes dissidents, et l'énonciation de ces diverses causes suffit pour justifier Léopold du reproche de bigoterie et d'intolérance. Néanmoins les réformés protestèrent contre les limites assignées aux prérogatives qu'ils prétendaient tenir des traités. Suivant eux, ces conventions leur avaient

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 381. Suivant Wagner, les catholiques incriminèrent très amèrement la condescendance de Léopold envers les protestants. « Reprehendebant catholici ea in re a majorum morem instituto discessisse Leopoldum. » (Wagner, t. I, p. 567.) On voit par ces accusations l'impartialité de ce prince, si souvent taxé de fanatisme par les protestants et les philosophes du XVIIᵉ siècle.

conféré des droits absolus, inaliénables, que la couronne ne pouvait restreindre ; ils n'admettaient pas qu'un rescrit royal se permît de confiner dans tel ou tel district leurs cérémonies et leurs prêches, comme si, dans une société si troublée et si divisée, l'impérieux devoir du Gouvernement n'était pas d'assurer l'ordre public contre les conflits, en circonscrivant les causes de discorde.

Dans l'espoir d'arriver à une entente définitive, Léopold leur accorda libéralement un surcroît d'églises et d'écoles, en promettant de leur restituer toutes celles que l'Etat ou les communes avaient affectées à des usages temporels. Rien ne put vaincre l'acharnement de ces ergoteurs. Ils présentèrent au souverain une *huitième* supplique, en y ajoutant comme sanction une nouvelle menace de départ. Cette fois, Léopold resta sourd à la sommation ; mais, comme dernière avance aux Magyars, par un rescrit final du 30 décembre 1681 : 1° il abolit, en sus de la lieutenance générale, tous les emplois susceptibles de limiter le pouvoir du Palatin ; 2° il s'engagea pour l'avenir à prendre l'avis du Conseil d'Etat « national » sur toutes les affaires ou questions relatives à la couronne de Hongrie ; 3° un ambassadeur hongrois devait être adjoint à l'internonce qui représentait l'empereur à Constantinople ; 4° les forteresses et places hongroises devraient être évacuées à bref délai par les troupes allemandes et restituées aux garnisons indigènes ; 5° toutes les lois contraires aux droits de la noblesse et des villes étaient abrogées ; 6° les impôts illégalement perçus devaient être remboursés par des commissaires spéciaux aux contribuables ; 7° les procès des conspirateurs et les jugements rendus par les cours prévôtales devaient être soumis à une revision, 8° enfin une amnistie pleine et entière était offerte à

ceux des rebelles qui se soumettraient dans le délai de deux mois[1].

Ces rescrits additionnels donnaient à la liberté des cultes toutes les garanties possibles; la Constitution hongroise était remise en vigueur, toutes les attaches avec l'Autriche étaient supprimées en dehors du lien dynastique. Les conspirateurs pouvaient se donner libre carrière et se concerter, comme jadis, avec Vessélényi, sous le patronage du nouveau Palatin, qui venait justement de se fiancer avec la sœur de Tœkœli, le chef des rebelles. Léopold leur avait tout abandonné, tout livré, sans se préoccuper de l'insurrection régnante et du péril turc, pour combattre le roi de France et s'assurer une complète liberté d'action sur les bords du Rhin. Vains efforts! Ses bienfaits, ses imprudentes libéralités, n'avaient semé en Hongrie que l'ingratitude, et la dernière séance de la diète (30 décembre) fut troublée par les clameurs furibondes des réformés contre l'édit royal. Avant de partir, ils eurent soin de signer un nouveau manifeste pour renouveler leurs protestations et pour placer leur éternel formulaire sous l'invocation des traités[2].

Ainsi se termina cette diète d'Œdenbourg, dans laquelle la cour impériale avait placé tant d'espoir et dont le seul résultat fut de mettre en lumière l'indifférence du Parlement national aux vrais intérêts du pays. Peu soucieux d'armer la Hongrie contre les Turcs et de fermer la plaie béante de la guerre civile, il s'était confiné dans d'infimes chicanes sur les presbytères, domaines, revenus et prébendes ecclésiastiques. A ces oiseuses plaidoiries s'étaient superposées les revendications nobiliaires, attestant la persistance de

1. Décrétales de Léopold I[er]. Décrétale III, de 1681, art. 25 et 26.
2. Hanc protestationem apud Palatinum et Personalem deposuerunt (Katona, XXXIV, p. 468).

l'orgueil magyar, son humeur tracassière, hostile à tout Gouvernement régulier et son absence complète de patriotisme.

Pour ces étranges parlementaires, l'insurrection et le péril turc donnaient deux notes indispensables dans le concert constitutionnel. La vie publique était suspendue, la liberté bâillonnée quand ces instruments faisaient défaut dans la partition. Unis de cœur avec Tœkœli, la plupart envisageaient avec une maligne sérénité la terrifiante agglomération de janissaires, de spahis et de Tartares qui se massaient dans les pachalics ultra-danubiens. Ces bons citoyens, ces sages politiques escomptaient de confiance les projets que l'autonomie hongroise allait encore retirer de cette invasion. Quel désespoir eût pris chez eux la place de cette allégresse, s'ils avaient pu lire dans l'avenir et prévoir que, pour la première fois depuis cent soixante ans, la lutte se dénouerait par la confusion de l'Islam, en glorifiant à jamais les armes de l'Autriche !

CHAPITRE VI

SIÈGE DE VIENNE

Départ de l'ambassadeur Caprara pour Constantinople. — Ses négociations infructueuses avec le grand vizir. — Traité du pacha de Bude avec Tœkœli. — Prises de Kaschau et de Fülek par ce dernier. — Armistice. — Obstination de la cour impériale à négocier avec les rebelles et la Porte. — Invasion du grand vizir Kara-Mustapha en Hongrie. — Traité de Léopold avec les électeurs de Saxe, de Bavière et le roi de Pologne, Jean Sobieski. — Activité d'Innocent XI pour la défense de l'Autriche. — Fuite de la famille impériale. — Investissement de Vienne par les Turcs. — Défense héroïque de cette ville par la garnison et les habitants. — Arrivée de Jean Sobieski. — Passage du Danube par l'armée chrétienne. — Bataille de Vienne et délivrance de cette capitale (12 septembre 1683). — Fuite de Kara-Mustapha. — Entrée triomphale de Jean III à Vienne. — Son entrevue avec Léopold. — Conséquences de ces événements.

I

Dans les premiers jours de janvier 1682, le nouvel internonce, Caprara, partit en grande cérémonie de Vienne, pour se rendre à Constantinople. Il était habillé en Turc, ainsi que son personnel de quatre-vingt-deux personnes, dont plusieurs moines et Jésuites. Le cortège descendit le Danube en felouque, et, dès son arrivée à Bude, put se rendre compte des forces colossales que la Turquie allait mettre en mouvement contre l'Autriche. Ibrahim, pacha de cette ville, venait d'être nommé serdar[1] et procédait à la formation de trois corps d'armée, simple avant-garde de l'expédition qui se préparait. A Belgrade, ils apprirent qu'un pont allait être jeté sur la Save pour activer les envois de troupes par l'Esclavonie; à Sofia, ils se croisèrent avec les envoyés de Tœkœli, qui venaient de s'entretenir

1. Général en chef.

avec le grand vizir sous les auspices de l'ambassadeur français, Guilleragues[1].

Tous ces indices respiraient la guerre, et Caprara, dès son arrivée à Constantinople, s'empressa de transmettre ses impressions pessimistes au cabinet de Vienne, en l'adjurant de renoncer à toute illusion sur la paix et d'abandonner ses projets de guerre contre Louis XIV pour garnir de troupes la Hongrie, en finir au plus tôt avec les Kurucz, et fortifier sa défensive sur les lignes de la Drave, de la Muhr et du Haut-Danube.

Les premières entrevues avec le grand vizir confirmèrent en les augmentant ses appréhensions. Successeur des Kiuperli depuis 1676, Kara-Mustapha avait hérité de leur humeur belliqueuse. Elevé de la condition la plus basse au pouvoir suprême, il voulait à tout prix affermir son ascendant auprès du sultan par des actions éclatantes et, pour réduire ses nombreux ennemis au silence, le plus sûr moyen, à ses yeux, était de couronner l'œuvre du grand Soliman, en achevant la conquête du royaume hongrois. Cette ambition était favorisée par les circonstances, car, si l'empire ottoman avait perdu sa force initiale, l'action successive de trois vizirs énergiques avait rendu certain ressort à son organisme. Malgré la nullité de Mahomed IV, plusieurs expéditions heureuses avaient rétabli le prestige de ses armées en Europe. En Pologne, il avait conquis Kaminiec et soumis les Cosaques de Kherson; par la prise de Candie, ses flottes étaient redevenues prépondérantes dans l'Archipel et la mer Ionienne. Enfin, grâce à la médiation de la France, il avait fait, avec le grand-duc de Moscou, Alexis Fedo-

1. Onno Klopp, p. 106 et suivantes. — Le comte de Lavergne de Guilleragues, président de la Cour des Aides à Bordeaux, ensuite secrétaire de la chambre et du cabinet du roi, puis ambassadeur à Constantinople. C'est à lui que Boileau a dédié son épître V.

rovitch, une paix honorable, lui conservant la Crimée avec l'embouchure du Don, et laissant aux Russes l'Ukraine et les Cosaques Zaporogues. Tranquille du côté de la Perse, il pouvait à son gré lancer vers le Danube ses hordes asiatiques. Avide d'informations, Kara-Mustapha se faisait renseigner jour par jour sur la puissance, les ressources des états européens et sur les événements qui modifiaient leurs forces respectives. Très frappé de la prédominance acquise par la France et de sa supériorité militaire sur les autres états, il était convaincu qu'avec son aide, la Turquie pouvait facilement écraser l'Autriche et pousser ses conquêtes jusqu'à Vienne. Sa confiance étant augmentée par le maintien (fort imprudent) des troupes impériales en Allemagne, il traitait l'internonce avec un mélange de hauteur et de condescendance, répondant par un sourire équivoque à tous ses plaidoyers pour le renouvellement de la paix. L'aga des janissaires assistait à ces conférences et se chargeait de désigner à Caprara les villes, villages et l'extension de frontières qui seraient exigés comme garanties par la Porte. Caprara objectant qu'il ne pouvait rien céder sans instructions spéciales de son Gouvernement : « Eh bien! lui dit l'aga avec une bru-
« talité soldatesque, nous entrerons dans votre terri-
« toire. Nous sommes venus de l'Est jusqu'au point
« où nous sommes aujourd'hui, le cimeterre au poing.
« La porte de la paix n'est ouverte à celui qui la
« demande que s'il nous donne satisfaction[1]. » Ces insolences, ces menaces ne pouvaient laisser à l'internonce aucun doute sur la prochaine explosion de la guerre. Bientôt Mustapha, laissant de côté tous ménagements, interdit aux courriers du diplomate autrichien le parcours du territoire ottoman, et Caprara, pour com-

1. Dépèches de Caprara du 23 juin 1682 et suivantes.

muniquer avec son Gouvernement, dut recourir aux bons offices de l'ambassadeur vénitien, Civrano, qui se chargea de faire secrètement parvenir ses dépêches par l'Istrie et le Frioul, à destination.

Les messages de Caprara mettaient Léopold en demeure de prendre un parti. « La meilleure défense contre les Turcs, disait fort sensément l'internonce, serait l'écrasement des rebelles. » La sagesse de cette suggestion était évidente; mais, quand elle parvint à Vienne, l'empereur s'était ôté à lui-même la faculté de la suivre. Le 10 juin 1682, par une convention signée à Luxembourg avec les princes de l'Empire, il avait pris l'engagement d'entretenir 30.000 hommes sur le Haut-Rhin, et 20.000 sur le Rhin moyen pour combattre les usurpations de la France et notamment pour récupérer la place de Strasbourg. Par suite de ces deux promesses, l'augmentation des troupes en Hongrie était impossible, et la cour, désespérant de réduire Tœkœli par les armes, s'efforçait de l'amener à une transaction; mais le seul résultat de ces avances fut de le rendre plus hautain et plus exigeant. Tout en parlant de conciliation, il élevait sans cesse ses demandes, et rejetait sur l'Autriche les difficultés de l'entente. Sa prétention, renouvelée de Bétlem-Gabor et de Rakoczy, était de traiter à la fois pour lui-même et pour les libertés hongroises, se posant ainsi en médiateur et démembrant le royaume à son bénéfice. A la nouvelle du rescrit royal d'Œdenbourg, il avait fait étalage d'indignation, déclarant qu'il saurait conquérir par la force les droits refusés à ses correligionnaires. Aussitôt il envoya de nouveaux émissaires, André Gecsy, Tunyogi et Radics (André) auprès du vizir pour presser l'arrivée des Turcs et l'ouverture de leurs opérations en Hongrie. Tels étaient les agents que Caprara, se rendant à Constantinople, avait rencontrés sur sa route.

La cour de Vienne, persistant dans sa mansuétude, lui députa deux nouveaux négociateurs, Saponara, gouverneur de Haute-Hongrie, et l'évêque Sébestyen, avec mission de lui proposer la ratification du roi pour son mariage avec Hélène Zrinyi, des dotations, des revenus considérables, enfin l'administration viagère des treize comitats. Mais déjà son ambition surexcitée voulait davantage. Ce qu'il lui fallait désormais, c'était une principauté héréditaire, sur le type de la Transylvanie, sous le patronage du sultan. Ses intrigues secrètes, ses correspondances avec le grand vizir, tendaient depuis plusieurs mois vers ce but. Simultanément, il attaquait Apaffy dans la faveur du vizir, l'accusant de mollesse, d'incapacité, de connivence avec les Allemands; mais Kara-Mustapha coupa court à ces insinuations en lui notifiant nettement que jamais la Porte ne consentirait à réunir dans une même main la Transylvanie et les treize comitats du Nord[1].

Pendant ces divers agissements, les hostilités étaient restées suspendues. Malgré les subsides français, les Kurucz n'étaient pas en force suffisante pour tenir campagne, et puis la division s'était mise dans leurs rangs depuis la rupture de Tœkœli avec Téléki. Ce dernier, furieux de son éviction, s'était rendu auprès d'Apaffi, avait combattu sa timidité, ses irrésolutions, en

1. Une dépêche de l'ambassadeur vénitien Civrano fait bien voir combien la politique de la Porte était décevante pour ses « protégés hongrois » et combien leur aveuglement était dupe de sa perfidie : « Toutes les circonstances, dit-il, semblent se réunir pour favoriser les « progrès des Turcs en Hongrie. S'ils l'envahissent, ce sera la ruine de « Tœkœli et de ses partisans : *l'assistance des barbares* les précipitera « dans l'abîme. En Transylvanie, le grand vizir agit par d'autres « moyens. Il caresse habilement les espérances d'Apaffy ; il l'écoute, « lui prête son appui, et soutient les mécontents du pays contre l'empe- « reur, mais il se réserve toujours de les écraser tous ; car il ne con- « naît d'autre loi de l'amitié et de la reconnaissance que son intérêt. »

Archives départementales de Venise. Dépêches de Civrano, ambassadeur à Constantinople, 1682.

l'informant des intrigues ourdies contre lui par Tœkœli à Constantinople et l'avait induit à rechercher encore une fois l'appui de l'Autriche. Pour contrecarrer ces menées, Tœkœli jeta le masque. Le 28 avril, il se rendit à Bude, résolu à concerter avec Ibrahim un plan de campagne vers le Haut-Danube et sur Vienne.

Ses ouvertures furent agréées par Ibrahim, que Mustapha, dans cette prévision, avait muni de tous les pouvoirs. Par un traité formel, authentique, la Porte s'engageait à revendiquer pour les treize comitats toutes les clauses énoncées en leur faveur dans le traité de Vasvar ; à protéger tous les Hongrois *dans la jouissance de leurs libertés, à céder* à *leur défenseur* tous les territoires qu'elle pourrait conquérir sur « les Allemands », à ne conclure avec l'empereur aucune paix sans les y comprendre, enfin à traiter leurs ambassadeurs (c'est-à-dire ceux de Tœkœli) sur le même pied que ceux des autres nations. En retour, le « prince de Hongrie » se déclarait vassal du sultan et devait lui payer un tribut annuel de 40.000 ducats.

La combinaison était ingénieuse et la trame habilement tissue. Pour détacher les Hongrois de l'Autriche et les river au protectorat ottoman, on réalisait leurs rêves, leur idéal le plus cher : le séparatisme. On les arrachait pour toujours au cauchemar de la sujétion autrichienne en plaçant leur autonomie sous la garantie de la Porte. Du même coup, Tœkœli devenait prince héréditaire, et, plus roi que le titulaire de la couronne royale, attirait dans son orbite tous les mécontents ou plutôt tous les « patriotes ». Jamais aventurier n'avait mieux joué sa partie. Sa carte maîtresse consistait en 200.000 Turcs, massés derrière les Balkans, pour assurer son succès. Déjà les commandements étaient distribués entre les pachas de Bude, de Bosnie, d'Erlau, de Grosswardein et de Temesvar ; 18 régiments de janissaires,

campés à Belgrade, attendaient, l'arme au pied, l'ordre de franchir la Save. Le prince de Transylvanie, incorporé comme un simple Begler beg, devait, de gré ou de force, marcher à la suite.

En revenant de Bude, Tœkœli convoqua ses principaux lieutenants et leur donna ses instructions pour l'ouverture immédiate des hostilités. Enorgueilli par son mariage, ses grandes alliances et les perspectives ouvertes à son ambition, il prenait des allures despotiques et s'irritait de toute résistance. Il traita fort brutalement les Etats des treize comitats qu'il avait réunis pour obtenir des subsides, et qui lui marchandaient leur concours[1].

Le 24 juin, ayant dénoncé l'armistice, il se dirigea sur Kaschau, clef de la Haute-Hongrie, dont la possession avait toujours joué dans ces guerres civiles un rôle décisif. La place était faiblement occupée par les Impériaux. Le commandant se défendit néanmoins avec énergie pendant quelques semaines, espérant être secouru par Strassoldo, qui se trouvait à Leutschau avec plusieurs milliers d'hommes. Mais l'arrivée d'un corps turc, sous Ibrahim en personne, détermina chez les habitants un soulèvement contre la garnison et la reddition de la ville (14 août). Strassoldo dut se replier vers Presbourg. Quelque temps après, Epériès, Leutschau, Tokay, Szadvar et toute la région de la Zips étaient au pouvoir des rebelles.

Mais la conquête la plus importante de Tœkœli pendant cette campagne fut la prise de Fillek ou Fülek,

1. L'arrogance de son langage vis-à-vis de cette Assemblée respirait le pur despotisme : « Voilà dix ans, leur disait-il, que je vis en exil, et qu'avez-vous fait *pour ma cause*? Quiconque me refusera son concours me paiera son mauvais vouloir non seulement de ses biens, mais de sa vie. Me prenez-vous pour un enfant? Je vous montrerai que je suis *le prince du pays.* » Quelles séduisantes perspectives pour la liberté renaissante! Les états, terrifiés, souscrivirent à toutes ses exactions en silence (Voir les *Archives municipales de Kaschau* (1681 et 1682), qui contiennent les comptes rendus de ce pseudo-parlement).

qui défendait les contreforts des Carpathes dans la zone minière. Ibrahim vint l'aider pour l'investissement de cette place. Apaffy et Téléki, sur l'ordre du vizir, durent également l'y rejoindre. A ces forces écrasantes le gouverneur Stéphan Kohary opposa, pendant deux semaines, une mâle résistance, mais la garnison insurgée livra la ville au pacha qui commandait en chef les forces assiégeantes. Kohary, livré par Ibrahim à Tœkœli, eut le courage de reprocher en face au rebelle sa forfaiture. Deux officiers kurucz s'efforcèrent vainement de le gagner à leur cause. Il aima mieux subir un dur emprisonnement dans le donjon de Regecz. Au bout de quelques mois, ses geôliers, émus par sa grandeur d'âme, brisèrent ses fers et s'évadèrent avec lui. Malheureusement, les trois fugitifs furent repris, et les infortunés geôliers expièrent leur généreux mouvement par le supplice du pal. Kohary fut de nouveau jeté dans un obscur cachot d'abord à Munkacs, puis à Patak où deux ans après, il fut délivré par les Autrichiens. Il vécut encore de longues années et put voir de ses yeux la disparition de l'oppresseur turc et la confusion des traitres, dignes clients du mahométisme [1].

Après la reddition de Fülek, et devant les remparts démolis de cette forteresse, en présence d'une diète de Haute-Hongrie, convoquée exprès pour la circonstance, Ibrahim-Pacha conféra solennellement à Tœkœli le firman impérial qui le nommait « roi »; oui, « roi de Hongrie » avec l'étendard et la massue, insignes attribués par la Porte à ses plus hauts feudataires. Tœkœli s'empressa de notifier cette promotion à son protecteur Louis XIV, en lui faisant observer qu'il s'abstiendrait par modestie de prendre le titre royal. En récompense de cette discrétion, il priait le monarque français de

1. Wagner, *Histoire de Leopold Ier*, 573. Onno Klopp, p. 124.

lui faire parvenir au plus tôt un secours d'argent pour compléter ses succès.

Après avoir attendu vainement des renforts, Strassoldo s'était retiré derrière la Waag, découvrant les frontières de la Moravie. Les insurgés, commandés par Pétroczy, oncle de Tœkœli, firent plusieurs incursions de ce côté, vers la fin d'octobre. A ce moment, la Haute-Hongrie tout entière était au pouvoir des Kurucz, ou plutôt de leur protecteur, le pacha de Bude. Comme aggravation de ces revers, les dépêches de Caprara devenaient de plus en plus alarmantes, annonçant comme imminent le départ du sultan pour Stuhlweissembourg. « Au prin- « temps prochain, disait-il [1], Votre Majesté sera, suivant « toute vraisemblance, attaquée par une armée formi- « dable. Je la supplie de ne pas perdre de temps et de « faire, dès à présent, tous ses préparatifs de défense. « Le plus sûr serait de prendre l'offensive. Nos lenteurs, « nos atermoiements seront interprétés par les Turcs « comme un aveu de faiblesse. Déjà l'infatuation du « vizir actuel dépasse celle de tous ses prédécesseurs. « Il se figure que rien ne lui est impossible, et les rêves « de son ambition ne connaissent plus de limites. » En effet, le projet d'assiéger Vienne, suggéré par Tœkœli au vizir, était devenu chez ce ministre une sorte d'idée fixe. Le plan de cette capitale avait été mis dans ses mains par les émissaires du chef hongrois, et Kara-Mustapha ne cessait de l'étudier et de l'annoter. Cette préoccupation constante commençait à transpirer dans les cercles diplomatiques de Constantinople, et Caprara la signalait avec un surcroît d'alarme à son maître ; mais Léopold et son conseil ne voulaient rien voir, rien entendre ; aveuglés par leur animosité contre Louis XIV, ils refusaient obstinément de prendre au

1. Onno Klopp, p. 126 et suivantes.

sérieux l'attaque musulmane[1] et se flattaient toujours de gagner Tœkœli par des concessions. Au milieu de novembre, les délégués autrichiens allèrent le trouver dans son camp pour lui proposer l'investiture de la Haute-Hongrie comme principauté, contre la rétrocession de Fülek.

Tœkœli rêvait déjà beaucoup plus; mais, ayant besoin de repos et de quartiers d'hiver pour ses bandes, il accepta momentanément un armistice, qui fut signé le 1er décembre, laissant aux rebelles toutes leurs conquêtes de l'automne.

Pour le dictateur des Kurucz, cette convention semblait un pas décisif vers l'obtention d'une souveraineté autonome. Devinant le désarroi de ses adversaires et croyant toucher à l'objet de ses vœux, il consentit à négocier pour un traité définitif avec le Conseiller Hoffmann et Saponara, qui revenaient à Kaschau, chargés de nouvelles propositions par le cabinet de Vienne. Pendant ces pourparlers éminemment fallacieux, Szirmay et Janoky, ses représentants, étaient comblés d'égards à la Burg, reçus en audience par Léopold et paradaient, le sabre au côté, dans les réceptions impériales. Or leur mission était de leurrer Léopold, en lui faisant espérer le renouvellement du traité de Vasvar, par l'entremise de leur maître[2].

Cette mystification était parfaitement connue à Constantinople, et Caprara, de plus en plus alarmiste, écrivait : « Tœkœli n'a qu'un but : tromper l'Autriche par « de feintes négociations, en attendant que les Turcs

1. L'Espagne, différents princes d'Allemagne, les Etats de Hollande et surtout le prince Guillaume d'Orange faisaient les derniers efforts pour entretenir ces illusions et pour attirer, toute affaire cessante, les forces de l'Autriche sur le Rhin (Onno-Klopp, p. 116 et suiv.).

2. Con ammirazione non mediocre che si fosse compiacinto che s'avvicinassero alla sua imperial persona i proprii Rebelli cor le loro armi, etc. (Dépêche de Contarini, ambassadeur de Venise à Vienne, du 26 novembre 1682).

« soient prêts pour l'attaque. Je sais de bonne source « que cette fourberie correspond aux instructions « qu'il a reçues du vizir. La réalité qu'il nous faut « envisager avec sang-froid est qu'il ne nous reste « aucune espérance de paix, et que nous n'avons « d'autre voie de salut que de nous armer au plus tôt « et d'attaquer les Turcs en Hongrie. » Et plus loin, il disait encore : « Toutes les propositions qu'on nous fait « ou qu'on affecte de discuter avec nous sont des « pièges, de captieux artifices. Nul procédé amiable de « notre part n'amènera les Turcs à résipiscence. Nous « n'avons de ressource que dans le feu et l'épée (*Feuer* « *und Schwert* »).

Un entretien qu'il eut, vers la fin de l'année, avec le grand vizir et l'aga des janissaires, le confirma encore dans cette conviction. Les Turcs insistaient pour l'obtention de trois points : 1° la destruction du fort de Léopoldstadt, construit par les Impériaux près de Neuhæusel ; 2° l'extension du territoire de Neuhæusel ; 3° l'abandon de plusieurs points fortifiés près de Palanka. En formulant cet ultimatum, l'aga des janissaires ajouta : « Quand même vous nous céderiez Vienne pour vous soustraire à ces exigences, nous ne vous accorderions pas la paix en échange. Au surplus, sachez que nous avons nommé Tœkœli roi de Haute-Hongrie et que notre intention est d'accroître encore son domaine : Eh bien ! qu'avez-vous à répondre ? » — Caprara répliqua : — « Je n'ai pas pouvoir pour vous céder aucun territoire, pas plus que pour reconnaître Tœkœli comme roi de Hongrie. Si, pour ce refus, vous envahissez les Etats de mon maître, je n'ai plus qu'un devoir, en appeler au Dieu des armées dont l'œil est sur nous et qui sait distinguer entre celui qui rompt la paix sans motif et celui qui la désire sincèrement[1]. »

1. Onno Klopp, p. 140.

II

L'année 1682 s'acheva sur ces sinistres présages. Le 2 janvier 1683, la queue de cheval, signal de guerre sainte, fut clouée sur la grande porte du sérail. Le 15, Mahomed IV et son grand vizir s'acheminèrent en grande pompe vers Andrinople où, depuis dix-huit mois, siègeaient en permanence les principaux chefs. Le total de l'armée turque, y compris les Tartares auxiliaires, s'élevait à 250.000 hommes, son artillerie à 300 canons. Le 31 mars, ces masses s'ébranlèrent et se dirigèrent sur Belgrade, leur point de concentration[1]. Ce fut là que s'arrêta le sultan, confiant à Kara-Mustapha le commandement suprême avec le titre de séraskier et l'étendard vert du prophète[2]. Sans se donner la peine de déclarer la guerre à l'empereur, le grand vizir fit son entrée en Esclavonie par le pont de la Save (31 mai)

1. Les préparatifs de l'expédition avaient rempli près de sept années. « Tout ensemble minutieux et gigantesques, ils annonçaient le projet « de tenter la conquête de l'Occident et de ne pas s'y prendre à deux « fois. Les provinces les plus éloignées avaient fourni des soldats. Il « en était venu des bords de l'Euphrate et des sources du Nil, des « tribus arabes tout entières, les Kurdes, les Mamelucks, les Albanais, « les Grecs même marchaient pressés sous le même drapeau... Dans « les ports de la Turquie, les vaisseaux de toutes les nations, hormis « ceux de France, avaient été saisis pour transporter les munitions de « Smyrne, d'Alep, d'Alexandrie à Thessalonique et à Byzance. Deux « mille chameaux étaient employés, depuis des années, à continuer ce « service depuis les ports de la mer Egée jusqu'aux bouches du Danube. « Le fleuve disparaissait sous les caïques qui remontaient son « cours, etc. » Salvandy, *Histoire de Jean Sobiesky*, vol. II, p. 130-131.)

2. « Le sultan remit en pompe à Kara-Mustapha, avec la double « aigrette de héron, la robe d'or et le carquois de diamants, gages de « sa souveraine puissance, l'étendard de Mahomet, la cause de l'isla- « misme et le sort de la chrétienté. Ensuite il retourna poursuivre « dans les plaines d'Andrinople et sur les revers du Balkan ses chasses « fabuleuses, où 40 000 hommes étaient occupés à lui traquer des bêtes « fauves. » Salvandy, *ibid.*, p. 143.)

et s'arrêta pendant quelques jours à Essek. Caprara, détenu depuis plusieurs mois en véritable captif à Constantinople, avait été emmené dans l'expédition. D'Essek il fut transféré à Bude, où sa détention n'ayant plus aucune raison d'être, il fut relâché. Son principal collaborateur, Kunitz, fut gardé par Kara-Mustapha, en vue de négociations éventuelles, et resta près de lui pendant tout le siège de Vienne.

En face de cette invasion formidable, tous les rêves de solution pacifique s'évanouissaient ; Léopold et ses ministres durent renoncer à toute illusion. Force leur était d'accepter la lutte non plus pour quelques « bicoques fortifiées », mais pour la défense de la capitale et l'existence même de l'Autriche. Le Palatin Esterhazy s'offrit à proclamer l'*insurrection nationale*. D'amers sourires accueillirent cette proposition. L'insurrection ! Elle n'existait que trop depuis plus de seize ans ! Elle dominait et possédait la Hongrie ; l'anarchie, la désorganisation sociale en étaient les fruits naturels ; l'irruption des Turcs en représentait le triomphe. Et quelle confiance pouvait-on fonder sur ces milices désordonnées, dont les sympathies étaient acquises d'avance aux Kurucz et aux musulmans ? Néanmoins l'intensité du péril fit taire les rancunes et les appréhensions par trop légitimes. Permission fut donnée à Esterhazy de faire sa convocation.

Il remplit ce devoir avec loyauté[1] : « Voici le mo-« ment, dit-il dans son manifeste, d'affranchir le pays « du joug ottoman. Que chacun coure aux armes, se « montre vrai Hongrois et paie sa dette sacrée à la « patrie et au roi. Si des promesses captieuses vous ont « été faites au nom de la liberté par des complices de « la tyrannie musulmane, rompez, séparez-vous de ces « imposteurs, pour servir votre foi et votre roi légi-« time[1]. » Cet appel ne trouva nul écho dans les comitats

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 398.

protestants. En revanche, les populations catholiques y répondirent chaleureusement. La Croatie et l'Esclavonie fournirent en quelques jours 4.000 bons soldats qui renforcèrent les garnisons éparses dans les pays menacés. La Hongrie du Nord arma 5.000 hommes, qui furent dirigés, sous Esterhazy, vers Presbourg. 6.000 hommes, sous Christophe Bathyany, furent disséminés entre la Raab et Kormond. Ainsi le royaume hongrois, dans cette crise suprême, ne pouvait mettre en ligne que 11.000 hommes contre les Turcs. Par contre, 30 ou 35.000 Hongrois, sous Tœkœli, servaient d'aile droite à l'offensive du vizir.

On voit par ces chiffres l'insignifiance du concours que la Hongrie prêtait à ses défenseurs, et l'on s'explique la tendance du Conseil aulique à placer exclusivement sa confiance dans les troupes allemandes.

Étonnée par la brusquerie de l'attaque, mais non complètement prise au dépourvu, la cour de Vienne avait concentré 40.000 hommes de bonnes troupes, sous le commandement du duc Charles de Lorraine, beau-frère de l'empereur. Ce prince, dépouillé de ses États par Louis XIV, sous le règne de son oncle, en 1663, avait longtemps fait la guerre en Hongrie, puis en Allemagne, sous Montécuculi contre les Turcs, puis s'était mesuré en Lorraine même au maréchal de Créqui. Dans ces luttes, il s'était acquis un nom parmi les grands capitaines de l'époque[1]. En même temps, la diplomatie autrichienne se multipliait en Allemagne et dans toutes les cours européennes pour obtenir des secours. Léopold s'était rendu en personne à Ratisbonne (décembre 1682) auprès de la diète ; mais ses efforts y furent contrariés par l'action occulte et prépondérante

1. En 1675, il s'était porté candidat au trône de Pologne, concurremment avec le prince de Condé et Jean Sobieski. L'empereur l'avait, quelque temps après, nommé gouverneur du Tyrol (Onno Klopp, p. 186).

de Louis XIV qui, par intimidation ou par ses subsides, disposait de cinq électeurs. Seuls, les électeurs de Saxe et de Bavière promirent assistance à l'empereur et levèrent pour cette guerre chacun 10.000 hommes.

Mais leur entrée en campagne ne pouvait être immédiate. Il leur fallait plusieurs mois pour équiper et mettre sur pied leurs renforts.

Heureusement pour les Habsbourg et la cause chrétienne, un grand homme, un saint, occupait alors la chaire de saint Pierre et consacrait à leur défense une ardeur d'apôtre. Innocent XI, de la famille Odescalchi, avait servi lui-même, dans sa jeunesse, contre les Turcs, comme officier dans les armées polonaises. Entré plus tard dans les ordres, il s'éleva rapidement aux plus hautes dignités de l'Église et fut promu au pontificat, le 21 septembre 1676, à l'âge de soixante-six ans. Ses vertus, ses bienfaits, l'élévation de son caractère, ont été célébrés par tous ses contemporains. Aux yeux de la postérité, son plus beau titre de gloire est certainement la délivrance de Vienne, qui fut en grande partie son ouvrage[1].

Plus pénétrant et sans doute aussi mieux informé que le cabinet impérial, il avait de bonne heure compris la politique de la Porte et la grandeur du péril dont elle menaçait toute l'Europe. Pour conjurer cet orage, il s'efforçait de grouper toutes les puissances chrétiennes en fédération, comme à l'époque des croisades ; il adressa des appels touchants aux souverains, et détermina Louis XIV à s'abstenir de toute action offensive sur les bords du Rhin, pendant la guerre austro-turque. Il décida Venise à faire une diversion en Herzégovine. Mais le triomphe de cette propagande pontificale fut de susciter à la maison d'Autriche un défenseur aussi

1. Onno Klopp, p. 145.

efficace qu'inespéré dans la personne du roi de Pologne, Jean Sobieski.

Pour des motifs que nous n'avons pas à relater ici, Jean III s'était depuis trois ans départi sensiblement de sa déférence envers Louis XIV, dont il trouvait la politique trop personnelle, trop envahissante, et dont sa femme, Marie-Casimire d'Arquien, Française de naissance avait essuyé, dans ses filiales prétentions certaines rebuffades[1]. Indépendamment de ces griefs, Sobieski, nature noble et chevaleresque, était animé d'une ardeur sincère pour les intérêts chrétiens, et le nonce apostolique, Pallavicini, put facilement, au nom d'Innocent XI, son ancien compagnon d'armes, faire vibrer en lui cette corde généreuse. Un rapprochement s'effectua, sous les auspices du Saint-Siège, entre les cours de Vienne et de Cracovie et, quelques semaines plus tard (31 mars 1683), par un traité d'alliance offensive et défensive avec l'empereur, Sobieski promit d'entrer prochainement en campagne à la tête de 40.000 hommes pour l'assistance de l'Autriche, moyennant un subside de 1.200.000 florins polonais. Les deux princes contractants s'engageaient à ne pas faire la paix l'un sans l'autre[2]. « Léopold, qui ne pouvait croire à cette bonne

1. Elle s'était longtemps efforcée, par l'entremise du comte de Béthune, son beau-frère, d'obtenir pour son père, le marquis d'Arquien, le titre de duc et pair. D'Arquien était discrédité à la cour de France et s'était rendu ridicule dans un procès en séparation avec sa femme, mère de Marie-Casimire. Louis XIV refusa d'accorder la pairie à ce personnage. Marie-Casimire en conçut un profond ressentiment contre la France et travailla de toutes ses forces à réconcilier Jean III avec Léopold.

2. Onno Klopp, p. 167. — D'après le récit de cet historien, les négociations furent combattues pendant plusieurs mois par les intrigues de l'ambassadeur Vitry et du parti français en Pologne. Ces intrigues furent certainement ténébreuses ; car Vitry, sondé par Sobieski sur les dispositions de Louis XIV, assura que son maître n'élevait aucune objection contre l'alliance de la Pologne avec l'empereur.

Une occasion s'offrit à Léopold de connaître la pensée intime du roi de France. Une des patrouilles apostées en Silésie pour surveiller le mouvement des rebelles hongrois surprit un jour un courrier qui por

fortune, demanda que la promesse d'assistance réciproque fût placée sous la garantie d'un serment prêté dans les mains mêmes du chef de l'Eglise, par l'entremise de deux cardinaux[1]. »

tait au marquis de Vitry les instructions de son maître. Le pli était soigneusement cacheté et, d'après la suscription, ne devait être ouvert que par l'ambassadeur en personne, en l'absence de ses secrétaires. Léopold refusa de rompre le cachet et fit remettre le paquet intact à l'ambassadeur français, Seppeville. Une telle délicatesse eût été méritoire en toute circonstance. Elle l'était surtout dans la crise terrible que traversait alors la monarchie autrichienne (Wagner, t. I, liv. III)

1. Salvandy, *Histoire de Jean Sobieski*, vol. II, p. 141.

III

Le nouveau commandant en chef, Charles de Lorraine, porta d'abord son quartier général à Comorn, centre habituel des opérations autrichiennes et, pour complaire aux royalistes hongrois, poussa la reconnaissance de sa cavalerie jusqu'à Gran. Mais, devant les forces déployées par le pacha de Bude, ces faibles cordons durent se replier en toute hâte et passer le Danube. Il devint bientôt évident que s'aventurer contre les Turcs en rase campagne était courir au-devant d'un désastre et qu'en attendant les secours promis par l'Allemagne et par la Pologne, il fallait se borner à défendre Vienne.

Tœkœli, au comble de ses vœux, s'était porté sur Essek, accompagné de cinquante magnats et de plusieurs centaines de hussards ou haiduques pour rendre hommage au grand vizir et recevoir ses instructions de vive voix. Kara-Mustapha l'accueillit avec une faveur marquée, et lui fit présent d'un manteau de zibeline pour lui-même et de 70 caftans pour les seigneurs de sa suite : « Par quel moyen, lui demanda-t-il ensuite, puis-je atteindre à la fois trois buts : 1° tirer vengeance de l'empereur Léopold ; 2° assurer l'avenir de la Hongrie ; 3° charger mes troupes de butin ? — Par la prise et la destruction de Vienne, — répondit sans hésiter « le héros magyar. » Après cette suggestion digne de lui, Tœkœli laissa 800 Hongrois sous la direction de ses amis Barkoczy et Szalay près du grand vizir. Lui-même retourna dans son camp à Leutschau, pour procéder à l'ouverture de ses opérations dans le Nord[1].

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 399.

Vers le milieu de juin, Kara-Mustapha quittait ses quartiers d'Essek et se mit en marche sur Vienne, en lançant sur son passage force manifestes, dans lesquels il promettait aux Hongrois sécurité absolue pour leurs vies et leurs biens, à condition qu'ils se placeraient sous l'autorité du sultan et de Tœkœli. Pour appuyer cette invitation, ses troupes signalaient toutes leurs étapes par d'effroyables ravages. Néanmoins les soumissions affluèrent : nobles, citadins et populations rurales se prosternèrent aux pieds de l'envahisseur. Des magnats, de hauts dignitaires, comme les Bathyany, les Szeczy, les Draskowitz (ce dernier juge de la Curie) firent de même et prêtèrent aux Turcs serment d'allégeance, pour sauver leurs vastes domaines du pillage[1].

Poursuivant sa course vers le nord et ne rencontrant aucune résistance, Kara-Mustapha fit occuper Weszprim à l'ouest du lac Balaton, pendant qu'il s'installait à Stuhlweissembourg. Près de cette ville, Murad-Girai, khan de Crimée, l'avait rejoint avec ses Tartares ; ses hordes sauvages, se répandant de tous les côtés, s'emparèrent de Tata, de Papa et de l'abbaye des bénédictins, à Pannonberg. Les têtes des malheureux moines furent envoyées en trophées au vizir. Bientôt ses avant-gardes parurent devant Raab dont elles brûlèrent les faubourgs. Pour éviter d'être coupé, le duc de Lorraine avait dû laisser cette ville à elle-même. Kara-Mustapha la somma de capituler. Sur le refus du gouverneur, il la fit investir par Ibrahim et par Apaffy qu'il traînait en otage plutôt qu'en allié à sa suite. Puis, sans reprendre haleine, il continua sa marche terrifiante[2]. Le 12 juillet, vers le

1. La plupart se faisaient délivrer des lettres de protection par un commissaire de Tœkœli, qui représentait « le Gouvernement national » en accompagnant l'armée turque (Fessler-Klein, p. 400).

2. Suivant Wagner, il mit trop de temps à concentrer ses troupes près de Gran. Sa cavalerie aurait pu franchir en un jour la distance de cette ville à Vienne. L'étape dura quatorze jours. Pendant ce temps, Vienne

soir, ses têtes de colonnes apparaissaient devant les faubourgs de Vienne. Léopold, la famille impériale et leur suite avaient quitté cette ville depuis six jours, se dirigeant vers Linz, sur la rive gauche du Danube, pour échapper aux coureurs tartares dont la rive droite était infestée. L'impératrice, grosse de six mois, se vit réduite à passer la nuit au bivouac, « sans autre couche qu'un peu de paille, sans autre abri que quelques branches d'arbres et la voûte du ciel[1] ».

Avant d'aborder ce siège mémorable et d'en esquisser les péripéties, faisons un retour en arrière; cherchons à nous rendre compte de la déchéance infligée au royaume apostolique par cent cinquante ans d'occupation musulmane et vingt guerres civiles. Au moment où les éclaireurs tartares parcouraient, en les incendiant, les faubourgs de Vienne, la Hongrie entière était dans les mains des Turcs ou de Tœkœli, leur complice. Les 6.000 hommes commandés par Esterhazy étaient passés aux Kurucz. Les 6.000 de Bathyany s'étaient livrés aux envahisseurs et faisaient fonctions de portefaix ou de maçons, sous le bâton ottoman. Tœkœli, à la tête de 35.000 hommes, s'était avancé vers Presbourg, occupant toutes les places laissées sans défense, et recevant, à l'instar de Kara-Mustapha, les hommages des grands, des magistrats et leurs serments d'allégeance. Partout, il se comportait en souverain maître et rendait des édits ou des décrets, en s'attribuant le titre de roi. Devant lui, le Gouvernement régulier et le Palatin lui-même s'étaient, avec leurs rares fidèles, enfuis de la capitale, emportant à Vienne la couronne de saint Étienne, unique débris de la souveraineté légitime.

Tous les comitats du nord, sauf un seul, étaient entre

put compléter sa défense. Hoc intervallo Vienna ad defensionem egregiè comparata. Wagner, t. I, 590.

1. Salvandy, *Vie de Jean Sobieski*, t. II, p. 146.

les mains des rebelles; ceux du sud étaient occupés par les Turcs; et tous les magnats, à part quelques exceptions généreuses, avaient fait leur soumission au conquérant turc ou servaient dans les rangs des factieux. Quelques politiques avisés se ménageaient pour l'avenir, tout en correspondant avec Ibrahim, Tœkœli et cherchant à se faire acheter leur défection par les nouveaux maîtres. Ainsi la Hongrie semblait s'être reniée presque tout entière; on eût dit qu'elle était devenue turque de cœur.

Dans une lettre désespérée qu'il adressait, le 30 juin, à l'empereur, le Palatin avait dépeint en termes saisissants cette détresse : « Je dois confier à Votre Majesté, « disait-il, que toute la Hongrie, au nord, comme au « sud du Danube, est dans une désolation impossible « à décrire. C'est la ruine et l'effondrement du royaume. « Plus de lien national, point de forces militaires, les « caisses sont vides. Au contraire, les ressources de « l'ennemi s'accroissent chaque jour. Les bords de la « Waag sont au pouvoir des rebelles, et Votre Majesté « n'a pas, dans toute la région du Nord un seul « sujet qui veuille la servir. Tœkœli s'avance toujours, « obligeant les populations à lui rendre hommage et « menaçant les récalcitrants des dernières violences. » En signalant ces calamités, Esterhazy, suivant l'habitude hongroise, accusait le Gouvernement autrichien : « L'armée impériale, disait-il, ne nous a pas défendus. « Elle s'est retirée sur Vienne au lieu de faire front à « l'ennemi. Dans une pareille impuissance, en butte « aux calomnies et aux railleries de tous, il ne me reste « plus qu'à prier mon seigneur et maître de me relever « de ma charge, etc., etc. [1]. »

Tel était le misérable avortement de la restauration

1. Litteræ et opiniones Esterhazy. Voir cette lettre *in extenso* dans Onno Klopp, p. 196 et 197.

constitutionnelle, tentée en 1681, lors du Parlement d'Œdenbourg. En face de l'ennemi séculaire, la Hongrie n'avait absolument *rien* pour sa défense nationale, et, dans cette débâcle, elle faisait comme ces banqueroutiers qui, ruinés par leurs extravagances, s'en prennent à leurs créanciers, et les accusent de leur avoir coupé les vivres. La saturnale s'était continuée, pendant plus d'un siècle et demi, sous les Zapolya, les Bathory, Bocskay, Bétlem-Gabor, les Rakoczy, et sous les chefs des Kurucz, en rupture ouverte avec la civilisation chrétienne, dont elle bravait les principes avec l'impénitence la plus endurcie. Et comme dénouement, le Palatin, personnification des libertés nationales, allait lui-même confier furtivement la couronne de saint Etienne à la protection de l'Autriche! Mais l'orgueil magyar se refusait à comprendre une pareille leçon. Sous l'étreinte des Turcs déchaînés par ses connivences, il accusait le despotisme allemand, la camarilla, les jésuites... de même que, plus tard, il niera le bienfait en s'attribuant le mérite de sa délivrance.

Le duc de Lorraine, ne voulant pas être enfermé dans Vienne, s'était retiré avec 25.000 hommes vers la Moravie, pour tendre la main au roi de Pologne, après avoir renforcé de 10.000 fantassins et de 9 escadrons de cuirassiers la garnison de cette capitale [1]. Il laissait le commandement de la place à Rudiger, comte de Starhemberg, guerrier résolu, plein de sang-froid, qui fut complètement à la hauteur de sa tâche.

Aux fortifications du corps de place, on avait ajouté tout un système de redoutes et de forts détachés, construits à la hâte, sur l'emplacement de magnifiques

1. Dans leur ensemble, les forces opposées aux Turcs se composaient de 71.000 hommes répartis en différents groupes ou cordons de troupes de la mer Adriatique aux passes de Jablonka, frontières de la Silésie (Onno Klopp, p. 188).

faubourgs, détruits avec une noble abnégation par les habitants eux-mêmes, avant l'arrivée des Turcs. Une artillerie excellente, de 262 canons, était répartie sur tous les ouvrages. A la garnison, pleine d'ardeur, s'était adjointe une vaillante milice, formée depuis plusieurs mois à tous les exercices militaires. Dans la semaine antérieure à l'investissement, on avait favorisé le départ des femmes, des vieillards, des enfants et de toutes les bouches inutiles. Après cet exode comprenant plus de 60.000 personnes, la ville se trouva presque exclusivement peuplée par ses défenseurs.

L'Académie fournit 700 étudiants, divisés en trois compagnies, qui combattirent sous leur enseigne universitaire. A cette troupe d'élite se joignirent les imprimeurs et relieurs. Enfin une compagnie franche de 300 hommes se mit à la disposition du gouverneur et rendit pendant le siège les plus grands services. Ainsi constituée, la défense se décomposait comme il suit : 20.000 hommes de troupes régulières et 2.500 miliciens ou bourgeois enrôlés. C'est avec ce faible effectif que Vienne soutint pendant deux mois l'attaque furieuse et les assauts presque quotidiens de 150 ou 200.000 Turcs. Une défense aussi héroïque est peut-être un fait unique dans l'histoire[1].

L'investissement, commencé le 12 juillet, fut terminé vers le 15. Les Barbares se répandirent dans toute la vallée occupée aujourd'hui par les superbes faubourgs de Mariahilf, Schœnbrünn, Pensing, Neubau, Nüssdorf, et s'étendaient jusque sur les flancs du Kahlenberg, qui

1. Voir, pour les détails de ce siège, Fessler-Klein, vol. IV, p. 102 et suivantes; Wagner, *Histoire de Léopold Ier*, 598; Salvandy, *Histoire de Sobieski*, t. II, p. 149 et suivantes; mais surtout le récit dramatique de M. Onno Klopp (p. 209 et suivantes), qui représente le siège dans toutes ses péripéties, jour par jour, avec une foule de révélations suggestives et de documents inédits. Son ouvrage, *Das Jahr* 1683, a pris rang parmi les magistrales productions de l'histoire moderne.

domine les bords du Danube. La multitude de leurs tentes formait une ville véritable ; on y voyait celles des hospodars moldave et valaque, celle du khan de Tartarie, enfin celle du misérable Apaffy. Entre toutes, la tente du grand vizir, « véritable citadelle d'or et de soie », se distinguait par sa magnificence ; établie dans les jardins du comte Trautson, elle offrait tous les raffinements du luxe oriental. Kara-Mustapha y avait installé son harem, et l'on assure qu'il oublia trop, dans cette Capoue improvisée, les rudes obligations de la guerre. Cependant son plan d'attaque avait été bien conçu. L'exécution en fut poursuivie avec beaucoup de vigueur. Trois ingénieurs, dont un Français, un Italien et un moine renégat conduisaient tous les travaux de mine et de sape, qui bientôt s'étendirent jusqu'à l'enceinte bastionnée au sud-ouest de la ville. Pendant ce temps, l'artillerie ottomane battait sans interruption les remparts, après le prélude d'un bombardement général, qui se prolongea jour et nuit pendant une semaine, incendiant le palais impérial, nombre de monuments et plusieurs églises.

Les assiégés, par leurs fréquentes sorties, retardèrent pendant près d'un mois les approches. Les combats étaient journaliers, acharnés. Les chrétiens défendaient le terrain pied à pied, et les milices, dans ces luttes, montraient un courage indomptable. Mais, malgré leur héroïsme, les ouvrages de l'agresseur avançaient chaque jour vers le corps de place. Le 3 septembre, le bastion appelé Lœwel Bastei, près de la Burg, fut lancé en l'air par l'explosion d'une mine souterraine, et, dès ce moment, la tranchée fut ouverte. Alors commença la série des assauts : chaque jour, les janissaires se précipitaient par milliers sur la brèche ; chaque jour, ils étaient repoussés, après des luttes corps à corps, que la bourgeoisie viennoise, mêlée aux réguliers, soutint

avec une vaillance indomptable. Souvent les engagements ou les surprises s'effectuaient dans la nuit à travers les mines ou les contremines. Parfois les janissaires, surpris pendant leur sommeil, étaient tués dans leurs avant-postes; et leurs têtes, rapportées en triomphe, donnaient l'illusion d'une victoire aux défenseurs de la place.

Ces luttes incessantes prolongées pendant six semaines, avaient produit des vides effrayants dans leur effectif. Les munitions s'épuisaient ainsi que les vivres. Les hôpitaux étaient remplis de blessés qui répandaient dans l'air des miasmes pestilentiels. Des maladies ravageaient tous les quartiers et le comte Léopold Kollonitz, évêque de Wiener-Neustadt, véritable Belzunce viennois, après avoir donné 300.000 écus de sa bourse pour l'approvisionnement de la ville, allait de maison en maison, bravant la canonnade, pour porter des consolations et ranimer les courages[1]. Mais, malgré ses efforts, malgré la mâle constance de Starhemberg, secondé par l'élite de la noblesse autrichienne, les Heister, de Souches, Pérényi, Trautmannsdorf, Daun, le prince de Würtemberg, le bourgmestre Liebenberg, de valeureux bourgeois, Schuster, Reuschler et tant d'autres, la fatigue, l'inanition, les maladies, les progrès de l'ennemi, et, par-dessus tout, l'absence de secours et de nouvelles réconfortantes abattaient toutes les énergies; les corps se sentaient abandonnés par la force physique, les âmes envahies par le désespoir, et la prise de la vaillante cité n'était plus qu'une question d'heures.

Starhemberg, blessé deux fois par des coups de feu, se montrait partout et restait l'âme de la résistance.

1. Léopold, comte Kollonitz, né en 1631, descendait d'une noble famille illyrienne. Il avait été chevalier de Malte, avait combattu vaillamment au siège de Candie, et n'était entré dans les ordres qu'à l'âge de trente-cinq ans.

Vers le 10 septembre, il fit partir un émissaire avec mandat d'annoncer au duc de Lorraine l'imminence de la catastrophe. Ce courageux serviteur traversa les lignes ennemies et parvint à s'acquitter du message, qui, propagé dans l'Europe entière, y répandit une lugubre consternation. Cependant on annonçait l'approche des secours; ils arrivaient en hâtant leur marche ; mais tout faisait craindre qu'ils ne fussent devancés par la crise suprême. Un dernier assaut livré par Kara-Mustapha, pouvait lui livrer la ville. Partout les cloches retentirent pour appeler les fidèles aux prières; le pape Innocent XI ordonna l'exposition du Saint-Sacrement dans toutes les églises catholiques.

Je chargerais par trop mon récit en racontant les horreurs qui furent commises par les Turcs, aux alentours de Vienne, pendant la durée du siège. Mentionnons cependant un épisode qui dépasse en atrocité les pires abominations de leurs annales sanguinaires. Le manque de vivres s'étant fait sentir, vers la fin d'août, les pachas firent égorger avec une férocité révoltante 10.000 chrétiens, employés aux travaux de sape et de circonvallation. Les enfants de ces malheureux eurent la tête broyée contre les murailles. Avant cette boucherie, un triage avait été fait entre les ouvriers, et les plus valides, au nombre de 20.000, avaient été emmenés comme esclaves. Tels étaient les alliés de Tœkœli, les protecteurs de la liberté hongroise. A ce moment même, les magnats magyars affluaient, dans la tente de Kara-Mustapha, lui portant leurs sollicitations avec leurs hommages. De ce nombre, deux comtes Nadasdy, demandant au grand vizir le redressement des injustices commises par Léopold envers leur père, le conspirateur. Un comte Draskowitz vint faire une prière analogue. Kunitz, prisonnier des Turcs, pendant le siège, les vit arriver et, consignant leur présence dans

son *diarium*, les transmit à la flétrissure de l'histoire[1].

Dans son message au duc de Lorraine, daté du 8 septembre, Starhemberg avait borné les chances de résistance à trois jours. « Chaque nuit des fusées de détresse, tirées du haut du clocher, portaient aux Impériaux l'avertissement de sa chute inévitable; aucun avis secourable ne lui répondait[2].

« Le deuxième des trois jours désignés avait passé. Le soir était venu. Tout à coup la sentinelle qui veillait au haut de la flèche Saint-Etienne poussa un cri de joie. Du sommet du Kahlenberg avait jailli une flamme éclatante. Le lendemain, dans la matinée, une armée s'y fait voir, s'apprêtant pour descendre les montagnes... A ce spectacle, Kollonitz entraîne les femmes et les enfants dans les temples. Starhemberg conduisit les hommes sur la brèche et sur les remparts. »

1. Onno Klopp, p. 236 et suivantes.
2. Salvandy, *Histoire de Jean Sobieski*, vol. II, p. 166.

III

Nous n'avons pas à narrer ici les conflits d'influences qui s'étaient agités auprès de Jean III et de sa femme Marie-Casimire pour activer ou contrecarrer l'exécution des engagements contractés par ce prince envers Léopold. Rappelons seulement que, jusqu'au mois de juin, le parti anti-autrichien lutta désespérément, au sein de la diète polonaise, contre la formation de l'armée destinée à secourir Vienne. L'ambassadeur français, Vitry, secondait ces menées avec un zèle si fougueux et si indiscret que Jean Sobieski dut plus d'une fois le réprimer par voie diplomatique en demandant son rappel à Louis XIV. Le même Vitry correspondait régulièrement avec Tœkœli pour le renseigner, lui faire parvenir des subsides et presser son mouvement offensif. Nous avons vu plus haut qu'une pointe fut en effet tentée par l'usurpateur sur la rive gauche de la Waag, laissée sans défense par les Impériaux. Pendant quelques jours, il put à son aise trôner dans Presbourg. Mais le duc de Lorraine campait à quelque distance, avec 30.000 hommes, sur la frontière de Moravie. Il lui suffit d'une démonstration pour déloger les rebelles de cette position et les forcer à battre précipitamment en retraite.

On raconte qu'en ces heures d'angoisse, le nonce du Saint-Siège, Pallavicini, se jeta aux pieds du roi Sobieski, pour le supplier de sauver Vienne et la Chrétienté. Le trésor de la Pologne ne pouvant suffire aux frais de l'expédition, Innocent XI fournit à Sobieski des sommes considérables, grâce auxquelles il put lever une armée

et l'organiser en toute hâte[1]. La concentration de ses troupes se fit à Cracovie, pendant les derniers jours de juin et le mois de juillet. Il en sortit, le 15 août, sous l'invocation de la Vierge Marie, à la tête de 20.000 hommes, fleur de la nation polonaise, phalange héroïque, dont la valeur allait délivrer pour toujours le monde occidental du minotaure ottoman. Il dirigea sa marche sur la Silésie, acclamé d'avance comme un sauveur par les populations enthousiastes. Sur son passage à Olmütz, les jésuites de cette ville avaient dressé un arc de triomphe avec cette inscription : *Salvatorem expectamus*[2].

Le duc Charles de Lorraine accourut au-devant de lui pour remettre entre ses mains le commandement suprême. Ce fut à Heilbronn, en Bohême, que s'effectua leur jonction. Quelques jours après, s'unissaient à eux les Saxons sous leur électeur, Jean Georges, et le corps Bavarois, composé de 12.000 hommes et commandé par Max-Emmanuel en personne[3]. Par une négligence inexplicable, Kara-Mustapha n'avait rien fait pour arrêter ce dernier contingent dans la Haute-Autriche.

Ainsi coalisées, les forces chrétiennes rappelaient l'âge, hélas ! bien lointain, où toutes les puissances d'Europe combattaient sous l'étendard de la croix contre l'islamisme. On y comptait trente princes souverains, une foule de généraux ou de guerriers illustres. « L'empire « dit Voltaire, était là tout entier; il n'y manquait « que l'empereur[4]. » La raillerie est mordante, mais

1. Le pape Innocent XI soudoyait de plus un corps de Croates pour opérer dans le Sud et les Cosaques de l'Ukraine pour retenir les Tartares sur les bords du Dniéper. Les subsides pontificaux se répandaient dans toutes les directions et furent la manne vivifiante de toute cette campagne (Onno Klopp, p. 362).

2. Salvandy, *Histoire de Jean Sobieski*, t. II, p. 164.

3. Mabillon, qui voyageait alors en Bavière, raconte que l'abbaye de Kempten fournit au contingent bavarois une compagnie de 500 hommes (*Vie du Père Mabillon*, par Emmanuel de Broglie, t. I, p. 313).

4. *Annales de l'Empire*.

tombe complètement à faux. Il y manquait aussi l'électeur de Brandebourg, qui, par un traité spécial avec la France, conclu le 31 mars, avait pris l'engagement *de s'abstenir* dans la lutte de l'empire contre le sultan. En récompense de cette basse promesse, sa pension avait été portée, par Louis XIV, de 100 à 125.000 thalers par mois. C'est par cette politique « éclairée », que l'aïeul du grand Frédéric, ami de Voltaire, préludait à l'émancipation philosophique du XVIIIe siècle.

A l'honneur de la France, mentionnons dans cette armée héroïque, la présence de plusieurs gentilshommes français qui, malgré la défense formelle de leur maître, étaient venus offrir leur épée et verser leur sang pour la cause chrétienne. De ce nombre étaient le prince de Carignan-Chatillon et son frère Eugène, le *petit abbé de Savoie*, qui, passionné pour la guerre, venait en faire l'apprentissage sous le duc Charles de Lorraine Léopold les avait reçus avec empressement, leur confiant à chacun, malgré leur extrême jeunesse, un régiment de dragons, avec le grade de colonel. Avec eux, le prince de Conti s'était évadé pour aller combattre les Turcs en Autriche. Mais il dut s'arrêter en Lorraine, sur l'ordre du roi.

Trois régiments styriens et 4.000 Croates, d'une bravoure à toute épreuve, étaient encore venus renforcer les troupes autrichiennes en Bohême. Après toutes ces adjonctions, l'effectif total de l'armée se montait à 70.000 hommes, c'est-à-dire au tiers tout au plus des forces musulmanes ; mais les chrétiens avaient pour eux l'élan, la discipline, la confiance dans leurs chefs, et le génie de deux grands capitaines, le duc Charles de Lorraine et Jean Sobieski.

Pour repasser le Danube, le duc de Lorraine établit trois ponts près de Tuln, sur un coude du fleuve qui dérobait ses mouvements aux Turcs, assez négligents

pour ne pas surveiller les rives. A cette nouvelle, Sobieski s'écria : « La victoire nous est assurée : un général, qui, à la tête de 300.000 hommes, a laissé construire un pont à sa barbe, ne saurait manquer d'être battu. » Le même soir, toute l'armée chrétienne était solidement établie sur la rive gauche, derrière la montagne du Kahlenberg, à 4 ou 5 kilomètres des Turcs, qui ne soupçonnaient même pas sa présence.

Le 12 septembre, à l'aube du jour, la cavalerie polonaise escaladait les hauteurs et, par l'éclat étincelant de ses armes, la magnificence de ses vêtements, et l'agilité surprenante de ses mouvements, frappait l'ennemi de terreur. Avec une fougue irrésistible, elle se précipita comme un torrent de ces pentes, sans tenir compte des escarpements, et franchissant, avec les ravines, les escarpements construits par les infidèles pour la défense de leur camp.

L'artillerie chrétienne avait été, pendant la nuit, hissée sur les crêtes, par des sentiers pratiqués au sein des forêts ; les pièces de gros calibre, portées à bras par l'infanterie, les troupes rivalisant entre elles d'élan et d'ardeur. Au lever du soleil, toutes ces batteries ouvrirent sur les tentes ottomanes un feu meurtrier. Kara-Mustapha, pris au dépourvu, convoqua ses généraux en conseil de guerre ; mais cette assemblée ne fit qu'augmenter le trouble et la confusion par ses divergences. Le Nestor de l'armée, Ibrahim-Pacha, se prononça pour la retraite. Mais, comme il avait blâmé la campagne et qu'il était odieux au vizir, ce dernier opta pour la résistance. Spahis, Tartares, Albanais, furent portés précipitamment à la défense du camp, pendant qu'un corps de janissaires donnait à la ville un nouvel assaut. Cette attaque fut repoussée par Starhemberg, comme les précédentes. Tartares et Spahis furent écrasés en un clin d'œil par les hussards polonais.

Vers 9 heures du matin, Jean Sobieski descendait lui-même des hauteurs pour participer au combat. Avant de partir, il avait, dans la modeste église du Léopoldsberg, entendu et servi la messe, célébrée par le capucin Marco d'Aviano, apôtre enthousiaste, éloquent messager du pape, chargé de porter aux nouveaux croisés la bénédiction du Saint-Père. « A genoux tout le temps sur les marches de l'autel, la tête inclinée, les mains en croix, le héros priait avec ferveur, puis il reçut la communion et se releva pour armer chevalier le prince Jacques, son fils. Alors Marco d'Aviano s'avança sur le seuil de la chapelle et, le crucifix à la main, répandit sa bénédiction sur l'armée en ligne le long des montagnes : « Je vous annonce, dit-il, de par « le Saint-Siège, que, si vous avez confiance en Dieu, la « victoire est à vous. » Déjà le roi était à cheval [1]. Sa corpulence l'empêchant de monter tout seul, il fallut le hisser sur sa monture ; quelques instants après, il s'élançait vers le camp des Turcs, en s'écriant : « Marchons avec assurance, Dieu nous assistera. »

L'infanterie chrétienne, divisée en cinq colonnes et dans un ordre admirable, descendit les pentes du Kahlenberg, s'arrêtant à chaque pas pour mettre des canons en batterie et foudroyer les bataillons turcs en voie de formation. Vers 10 heures du matin, elle avait planté ses enseignes sur la plupart des coteaux qui dominent, à l'ouest, les faubourgs de Vienne. Rejointe par le gros de la cavalerie, vers 11 heures, l'armée s'ébranla de nouveau par une chaleur accablante, après avoir mangé, sans quitter les armes, sous le mousquet et la lance. « On forma un demi-cercle sur ce vaste amphithéâtre, qui montrait maintenant les alliés à découvert dans tout leur ordre

1. Salvandy, *Histoire de Jean Sobieski*, t. II, p. 184.

et leur éclat, à l'œil surpris des barbares; puis on continua cette marche savante et terrible. Jean allait de corps en corps, encourageant toutes les troupes, parlant à chacun la langue de sa patrie, allemand aux Allemands, italien aux Italiens, français surtout aux nombreux Français qui, en dépit des dispositions de Louis XIV, garnissaient les rangs[1]. »

C'est à ce moment que se livra l'action décisive. Les Turcs s'étaient reformés et préparés à défendre leur camp. Avec une furie désespérée, ils disputèrent le terrain pied à pied; mais une nouvelle charge des hussards polonais fit entrer les chrétiens dans le faubourg de Heiligenstadt. Ils aperçurent alors devant eux le centre de l'armée turque, commandée, d'une part, par Ibrahim-Pacha, de l'autre par le grand vizir en personne; sur leurs flancs, les Tartares, en masses formidables, sous les ordres de Selim-Giraï.

Cette vue imposante troubla pendant quelques instants les Impériaux et jeta dans leur attaque quelque incertitude. Inquiet de cette hésitation, Sobieski songeait à remettre au lendemain la poursuite de ses avantages; mais à ce moment, l'artillerie, commandée par un Français, le chevalier Le Masson, ayant pris position sur les derniers contreforts des collines, se mit à foudroyer les forces musulmanes. Electrisée par ces détonations, l'infanterie chrétienne s'élança sur les carrés ennemis pour les enfoncer. Sobieski, témoin de cette ardeur renaissante, fit passer au duc de Lorraine l'ordre d'appuyer le mouvement avec sa réserve, composée de 40.000 hommes. Ces bataillons d'élite s'ébranlèrent pendant que les escadrons polonais, franchissant tous les obstacles, entraient, tête baissée, dans le centre ottoman, et coupaient en deux son corps de bataille.

Il était cinq heures du soir : les Turcs avaient résisté

1. Salvandy, *Histoire de Jean Sobieski*, t. II, p. 186.

courageusement; mais cette marche méthodique et savante, soutenue par des prodiges de valeur, avait déconcerté toutes leurs prévisions. Leurs meilleurs bataillons plièrent. Le pacha d'Alep, celui de Silistrie et quatre autres pachas étaient tombés sous les lances polonaises. Bientôt la reculade devint une déroute. Après avoir vainement essayé de les arrêter dans leur débandade, Kara-Mustapha dut s'enfuir lui-même après avoir embrassé son fils en pleurant et... fait massacrer toutes les femmes de son sérail pour les empêcher de tomber vivantes entre les mains du vainqueur! Il avait pris le même soin de sa ménagerie, des chameaux qui restaient, enfin des captifs, y compris nombre d'enfants que les Orientaux emmenaient volontiers dans leurs campagnes militaires. Le prince moldave Cantemir, historien de cette expédition, porte le nombre de ces innocentes victimes à 30.000. Les vainqueurs ne marchaient que sur des cadavres. C'est par ces hécatombes dignes de cannibales, que les Turcs firent leurs adieux au sol autrichien. « La cause de l'Europe, de la chrétienté, de la civilisation avait triomphé. Le flot de la puissance ottomane reculait épouvanté; il reculait pour toujours[1]. » Kara-Mustapha et les débris de son armée s'enfuirent épouvantés jusqu'à la Raab. Ils avaient laissé sur le champ de bataille plus de 8.000 morts. Les chrétiens n'avaient pas perdu plus de 500 hommes.

A 6 heures du soir, le roi de Pologne prenait possession du camp abandonné par les Turcs et s'installait dans la tente dorée du vizir. Il y trouva l'étendard de Mahomet, confié par le sultan à son favori. Jean III l'envoya plus tard, comme témoignage de sa reconnaissance, à Innocent XI.

Trois cents pièces d'artillerie, 12.000 tentes, 9.000 chariots de munitions et de vivres, avec 10 millions de

1. Salvandy, *ibid.*

florins en or tombèrent entre les mains des vainqueurs. Sobieski eut pour sa part une valeur d'environ 4 millions de francs en argent monnayé, fourrures et diverses dépouilles, entre autres « cinq carquois montés de rubis et de saphirs valant plusieurs milliers de ducats[1] ».

Après avoir passé la nuit sous un arbre, Jean III entra, le lendemain, par la brèche ouverte dans cette capitale, préservée par sa victoire du pillage et de la servitude ottomane. A son approche, « les rues, parées de leurs décombres », retentirent des acclamations de tout un peuple, qui sortait de dessous les ruines pour saluer son libérateur. Un *Te Deum* fut chanté en son honneur dans la cathédrale de Saint-Etienne. Le roi y assista, le front prosterné contre terre. Un prédicateur monta en chaire et prit pour texte ce verset de l'Ecriture Sainte : « Un homme a été envoyé par Dieu qui s'appelait Jean. »

« Le roi dîna avec tous les généraux et les princes chez le comte Starhemberg. Le soir, retourné dans son camp, il écrivit à Louis XIV pour lui annoncer sa victoire. C'était un malicieux hommage, une courtoise et spirituelle vengeance. Louis XIV laissa cette lettre sans réponse[2]. »

Pendant que Vienne fraternisait avec ses sauveurs, la nouvelle de ce merveilleux triomphe avait été portée, le soir même, à Léopold par une lettre du P. Marco d'Aviano. L'empereur, qui descendait le Danube en chaloupe, reçut le message à Dürrenstein. Quelques heures après, il serrait dans ses bras Charles de Lorraine et, suivi d'une foule ivre de joie, allait rendre grâces au Dieu des armées dans la cathédrale[3]. Ce fut

1. Starhemberg fut nommé feld-maréchal et conseiller privé. Il eut encore 100.000 florins et la Toison d'or (Salvandy, *ibid.*, p. 221).

2. Lettre de Jean Sobieski à sa femme Marie-Casimire.

3. Salvandy, t. II, p. 196.

le 15 septembre qu'eut lieu son entrevue avec le roi de Pologne. Cette rencontre, très inexactement relatée par nos historiens, d'après le frivole exposé de Voltaire, a servi de thème à d'innombrables incriminations contre Léopold. On a raillé son puéril attachement au cérémonial, sa froideur, et dénoncé son ingratitude envers Sobieski. Toutes ces accusations sont injustes. Il est certain que la question d'étiquette fut longuement débattue entre un chambellan de l'empereur, Schaffgott, et l'hetman des Cosaques, Jablonowski. Mais il n'en pouvait être autrement. On sait le rôle important que les titres, les préséances jouaient dans les rapports princiers, au XVII[e] siècle. Ajoutons que l'empereur était le souverain de l'Allemagne et que l'armée coalisée comptait à ce moment même, parmi ses chefs, deux princes extrêmement pointilleux sur les prérogatives de leur rang, et prétendant à l'égalité avec le roi de Pologne. L'un d'eux, l'électeur de Saxe, Jean-Georges, s'était retiré le matin même avec ses troupes, affaiblissant de 10.000 hommes les forces impériales, sous prétexte qu'on lui avait manqué d'égards. Surveillé par un cénacle aussi ombrageux, Léopold n'était donc pas libre de violer les rites du cérémonial allemand, pour se livrer aux effusions de sa reconnaissance, et recevoir « son bienfaiteur », Jean III, à bras ouverts, comme le lui suggérait, assure-t-on, le duc de Lorraine. Mais il est faux que l'entrevue ait consisté dans un remerciement gauche et guindé de l'empereur, suivi de cette réponse cavalière : « Je suis bien aise, Sire, de vous avoir rendu ce petit service. » Voici comment l'entretien de ces deux princes est relaté par M. Onno Klopp, l'éminent historien de ces événements, d'après des documents authentiques [1] : « Léopold parla le premier. Dans un latin élégant il rendit grâces au roi

1. Onno Klopp, p. 321.

d'avoir entrepris, malgré d'immenses difficultés, cette lointaine campagne contre l'ennemi commun de la Chrétienté. « Après la protection divine, lui dit-il, c'est Votre Sérénité qui sera toujours l'objet de ma profonde gratitude. Par un tel exploit, elle s'est acquis une gloire éclatante qui vivra dans la postérité la plus reculée. » Le roi répondit dans la même langue : « A Dieu revient tout l'honneur de la victoire obtenue sur l'ennemi de la foi. J'y ai contribué pour une certaine part, je n'ai fait que remplir mon devoir de prince chrétien. Je consacrerai toutes les forces de mon corps et de mon âme à la continuation de cette œuvre. Je regrette seulement qu'il ne m'ait pas été donné de poursuivre l'ennemi dans sa fuite et de compléter notre succès par son écrasement. Malheureusement, nos troupes étaient épuisées par une longue série de marches à travers les montagnes : il a fallu leur accorder trois jours de repos. Quand nos hommes et nos chevaux auront recouvré leurs forces, nous reprendrons, avec le même succès, je l'espère, l'accomplissement de notre tâche. »

Telle fut la fin de ce fameux siège dont les phases poignantes avaient causé à l'Europe tant de perplexités et dont l'heureux dénouement fut accueilli chez tous les peuples chrétiens par un cri unanime de surprise et d'admiration. Immense fut le contre-coup de cette délivrance sur la politique de l'époque. Car, déjouant les calculs machiavéliques de Louis XIV[1], elle tirait la maison d'Autriche de difficultés presque inextricables, et lui donnait l'ascendant d'une victoire glorieuse et définitive sur la barbarie. Tout le monde sentait que l'offensive des Turcs dans la vallée du Danube était brisée pour toujours et que l'aigle autrichienne allait

1. On peut alléguer pour sa justification qu'à ce moment même il était menacé d'une ligue formidable, ourdie par son mortel ennemi, Guillaume d'Orange, pour refouler l'extension, en somme légitime, de la puissance française sur la rive gauche du Rhin.

déployer son essor libérateur sur ces belles contrées.

A dater de cette crise fatidique, l'histoire de Hongrie va changer de face. Au lieu de dérouler les affreux spectacles de villes envahies, pillées, incendiées par les musulmans, d'églises changées en mosquées, de populations égorgées ou conduites, par files lugubres, sous le bâton des janissaires, dans une servitude dégradante, et le recul perpétuel, désespérant de la croix devant l'islamisme, elle nous offrira désormais une succession de brillants triomphes remportés par les armes chrétiennes avec une rapidité foudroyante, l'affranchissement de vastes provinces, les cris de joie, les bénédictions des femmes, des enfants sur le passage des libérateurs, le retour de la sécurité dans toutes les familles, en un mot la résurrection d'un peuple entier sous l'autorité paternelle du roi légitime.

Malheureusement, à l'inauguration de cette ère nouvelle, la Hongrie n'avait pris qu'une part négative. Quelques loyalistes, il est vrai, tels que les Zichy, les Esterhazy, les Pérényi, les Palffy, avaient combattu dans les rangs impériaux. Mais ni l'esprit, ni le cœur magyar n'avaient été avec ces fidèles. 35.000 hommes, la fleur des guerriers hongrois, servaient sous Tœkœli, le stipendié de Louis XIV, le protégé et le vassal du sultan. La noblesse transylvanienne avait suivi Apaffy, servile caudataire de l'invasion musulmane. Enfin un millier environ, sous Barkoczy et Szalay, avaient suivi Kara-Mustapha sous les murs de Vienne, et s'enfuyaient maintenant avec lui, devant les lances polonaises, le long du Danube. Le reste attendait dans une attitude équivoque l'issue de la lutte. Mais tous s'accordaient à déplorer la défaite des Turcs, comme l'évanouissement de leurs espérances : Pour tous, les *Te Deum* joyeux du monde catholique résonnaient comme le glas funèbre du Magyarisme.

LIVRE III

LA DÉLIVRANCE

CHAPITRE I

RECOUVRANCE DE BUDE

Dissentiments entre Sobieski et la cour de Vienne. — Prises de Parkany et de Gran par les Austro-Polonais. — Retour de Sobieski en Pologne. — Vains efforts de Tœkœli pour renouer des négociations avec l'empereur. — Echec des Impériaux devant Bude. — « Sainte Alliance » conclue entre l'Empire, la Pologne et la République de Venise. — Victoire de Waitzen. — Premier siège de Bude. — Retraite des Impériaux. — Epuisement de la Porte : ses démarches en vue de la paix. — Isolement de Tœkœli ; ses intrigues désespérées pour rester prince de Hongrie. — Prise de Neuhæusel par Caprara. — Victoires des Impériaux en Esclavonie. — Arrestation de Tœkœli par le pacha de Grosswardein. — Siège et prise de Bude par le duc Charles de Lorraine. — Prise de Szegedin, de Fünfkirchen. — Victoire de Veterani, près de Szegedin. — Conquête de l'Esclavonie par le margrave Louis de Bade. — Evénements de Transylvanie. — Traité de Léopold avec Apaffy. — Intrigues des magnats. — Rentrée en scène de Tœkœli.

I

Dans la tente vizirielle, à côté d'opulentes dépouilles, le roi de Pologne avait trouvé la correspondance de Tœkœli avec Kara-Mustapha. La délicatesse et la jurisprudence internationale ordonnaient à Jean III de livrer cette liasse à Léopold, dont il n'était à ce moment que le mandataire. Il aima mieux garder pour lui ce dépôt, et lut attentivement les missives. Quel fut l'effet de cette lecture sur son esprit impressionnable et mobile? Y vit-il la condamnation de la politique autrichienne en Hongrie ou les éléments d'une nouvelle orientation pour la sienne? Nous n'avons pas à nous prononcer sur ce point. Constatons seulement qu'à partir de ce moment, un profond changement se manifesta dans toutes ses allures. Au lieu de se concerter, comme auparavant, avec

le duc de Lorraine et ses généraux allemands, pour les opérations militaires, ses discours furent remplis d'insinuations politiques. On le vit en toute circonstance insister sur l'urgence de satisfaire les Hongrois, c'est-à-dire d'abandonner à Tœkœli la souveraineté de la Haute-Hongrie. Charles de Lorraine et les Impériaux furent justement blessés de ce procédé insolite et, dès ce moment, les défiances, le mécontentement se glissèrent dans leurs rapports réciproques.

Tœkœli fut vite instruit de ce refroidissement par ses affidés. Il en profita pour faire en secret des ouvertures à Sobieski. Celui-ci eut la faiblesse de les accueillir, et, grisé sans doute par sa gloire du 13 septembre, voulut jouer entre l'empereur et les Hongrois le rôle de médiateur[1].

Suivant sa promesse à Léopold, il quitta son camp de Vienne, le 18 septembre, se dirigeant avec le duc de Lorraine vers la Hongrie. Mais son élan, son inspiration chevaleresque avaient disparu. La lenteur, l'incertitude, signalèrent d'abord ses opérations. Il eût pu facilement écraser les hordes hongroises, en les poursuivant avec hardiesse dans le Nord. Mais son ambition était de les désarmer par sa bienveillance et de se faire, à Vienne, l'intercesseur de leur cause. Il écrivit dans ce sens au Gouvernement impérial. Un accueil glacial répondit à ces ouvertures. La victoire de Vienne, en changeant complètement la situation, avait ouvert à l'Autriche des perspectives toutes nouvelles. Généraux et ministres se rendaient compte des avantages immenses que leur conférait la délivrance de la capitale. Tous étaient résolus à rejeter désormais toute transaction avec le complice des Turcs, et à lui faire subir, sans nul ménagement, toutes les conséquences

1. Onno Klopp, p. 326.

de la guerre ourdie, entretenue par ses maléfices.

Cette guerre offrait encore de graves éventualités, car les forces des Turcs étaient restées imposantes. Kara-Mustapha n'avait pas été inquiété dans sa retraite. Après six jours, il avait pu rallier et concentrer ses troupes sur les bords de la Raabnitz, à quelque distance de Gran. Son premier soin avait été d'y faire étrangler Ibrahim Pacha, son contradicteur. D'autres pachas ou beglerbegs, amis de l'illustre vieillard, avaient subi le même sort[1]. Par ces barbares exécutions, le vizir fugitif se figurait sans doute détourner de sa tête la honte de la défaite et la colère du sultan. A la place d'Ibrahim, il nomma le gouverneur de Diarbékir, Kara-Mohamed, pacha de Bude, puis se replia sur la Drave. Kara-Mohamed s'empressa de renforcer les garnisons de Neuhæusel, de Gran, et fit sauter les fortifications de Tata, qui ne lui paraissaient pas défendables.

Dans les premiers jours d'octobre, Impériaux et Polonais partirent de Comorn et de Raab, pour assiéger Gran. Mais, par suite des mésintelligences que j'ai mentionnées, leurs mesures n'avaient pas été bien concertées. Kara-Mohamed, accourant pour couvrir la place menacée, fit subir aux Polonais une sanglante défaite. Leur perte fut environ d'un millier d'hommes. Sobieski lui-même et son fils faillirent être capturés par un escadron de spahis. Mais, deux jours après cet échec, l'accord s'étant rétabli entre les deux chefs, Sobieski, secondé par Charles, répara son insuccès par une éclatante victoire près de Parkany. 7.000 Turcs restèrent sur le champ de bataille ou périrent engloutis dans le Danube. Parkany fut pris d'assaut par l'infanterie impériale, pendant que Kara-Mohamed se retirait avec les

1. Onno Klopp, p. 336. Mohamed IV avait donné une de ses sœurs en mariage au pacha de Bude. Ce fut elle, dit-on, qui, plus tard, pour venger son mari, détermina la perte du grand vizir.

débris de son armée sur Bude. Gran, investi le surlendemain par l'armée austro-polonaise, se rendit, après quelques jours de siège, le 24 octobre[1]. Accablé par ce nouveau désastre, le grand vizir résolut d'aller à Constantinople, dans l'espérance de reconquérir par le contact personnel son ascendant sur Mohamed IV. La disgrâce et la mort l'arrêtèrent à Belgrade, le 25 décembre. La peau de sa tête, envoyée au sultan remplie de son, fut exposée sur les grilles du sérail pendant plusieurs jours. Telle fut la fin lamentable de cette expédition, qui mit l'Autriche à deux doigts de sa perte et fit trembler l'Europe entière pendant plusieurs mois[2].

On se figure facilement le mécompte et l'exaspération que ce revirement de fortune causait au soi-disant prince de Haute-Hongrie. Nous l'avons laissé battant en retraite et quittant Presbourg devant le duc de Lorraine, vers la fin d'avril. Avec l'aide de plusieurs pachas, il s'était porté de nouveau vers l'ouest et parvint à s'emparer de Tyrnau. Son premier soin fut d'en

1. C'est à partir de ce moment que la défection se mit dans les rangs de la noblesse hongroise insurrectionnelle. L'exemple de cette volte-face fut donné par le comte Bathyany, qui fit sa soumission à l'empereur et parvint à reconquérir ses bonnes grâces. D'autres magnats l'imitèrent bientôt et trouvèrent chez Léopold la même indulgence (Onno Klopp, p. 349). Les villes et les comitats, délivrés par les troupes impériales, se hâtèrent d'arborer les couleurs royales (Fessler-Klein, p. 406).

2. Fessler-Klein, vol. IV, p. 406. Suivant l'ambassadeur vénitien Contarini, ce fut Tœkeli qui décida Mohamed IV à disgracier et à faire mourir Kara-Mustapha, en se rendant lui-même à Andrinople, auprès du sultan, pour plaider son innocence et se porter accusateur du vizir. « Trasferito si in persona il Tœkeli in Andrinopoli, comparso innanzi il sultano, esibendo in testimonio di sua innocenza la propria testa. » (Cantarini, *Istoria della guerra*, t. I, p. 237.) — Deux hauts fonctionnaires, avec un tchaouk et un capikiaja furent chargés par Mohamed IV de se rendre à Belgrade pour exécuter la sentence. La terreur inspirée par Kara-Mustapha était si grande qu'ils se portèrent secrètement auprès de l'aga des janissaires, pour s'assurer son concours. Introduits auprès du vizir, ils l'obligèrent d'abord à rendre le sceau impérial qu'il portait au cou, puis l'étendard, symbole de la toute-puissance ; enfin ils lui montrèrent l'arrêt de mort, auquel il se soumit sans opposition (Onno Klopp, p. 376).

expulser les Jésuites; sa seconde pensée, d'en rançonner avec impudence la population, sous prétexte de la soustraire au pillage. Dans la nuit, l'incurie ou l'indiscipline des Turcs, ses alliés, incendia la plus grande partie de la ville. Quatre mille habitants périrent dans les flammes, pendant que janissaires et Kurucz, dans une fraternelle intimité, promenaient par tous les quartiers la rapine, le viol et l'assassinat. Cette saturnale ne profita pas à l'usurpateur. Quelques jours après, ses hordes et leurs dignes auxiliaires furent délogés de Tyrnau par les Impériaux et rejetés vers la Zips avec des pertes sensibles.

Après ces revers, Tœkœli redoubla d'efforts pour intéresser le roi de Pologne à sa cause. Il lui adressait de doucereuses homélies, dans lesquelles, flattant son amour-propre, il lui dépeignait en termes pathétiques le triste sort des Hongrois, si méchamment opprimés par l'Autriche: « Au héros polonais, au sauveur de Vienne revenait de droit la mission de mettre fin à cette tyrannie et d'ajouter à sa gloire la gratitude du peuple magyar, en le réconciliant avec son roi Léopold. Lui-même, pour prouver son désintéressement, ne demandait pour ses patriotiques efforts, aucune récompense, se contentant de la garantie royale pour la souveraineté des treize comitats, dont il était, d'après les traités et les firmans les plus authentiques, le prince véritable. »

Quand ces artificieuses sollicitations parvinrent à Jean III, un nouveau changement s'était opéré dans les dispositions de ce prince. Il avait vu ses offres de médiation écartées avec un visible mécontentement par la cour de Vienne et ne se souciait pas d'augmenter la tension introduite par ces démarches dans ses rapports avec l'empereur et Charles de Lorraine. Pour en finir avec ces ambiguïtés et sortir d'un rôle équi-

voque[1], il prit le parti de quitter le territoire austro-hongrois et, déclarant sa mission terminée, il reprit le chemin de la Galicie. Sur sa route, il enleva aux rebelles la ville de Szeben, qu'il remit, en témoignage de son loyal concours, au général autrichien, Dünewald. De retour à Cracovie, il écrivit à Tœkœli de renoncer à tout espoir d'une intervention polonaise dans ses démêlés avec le roi de Hongrie, redressant ainsi, par cette résipiscence un peu tardive, l'incorrection passagère de ses procédés[2].

A cet abandon succédèrent pour Tœkœli les défections qu'entraîne ordinairement la mauvaise fortune. Des vides nombreux se firent parmi ses partisans. Au commencement même de l'année, dans l'espoir d'activer le mouvement, la chancellerie royale avait proclamé, dans les premiers jours de 1684, une amnistie pour tous les rebelles qui se soumettraient. Une Commission, convoquée à Presbourg et présidée par le duc de Lorraine en personne, devait recevoir tous les actes de repentir et les promesses d'obédience. Le palatin Esterhazy, l'évêque Gubasoczy, chancelier, et d'autres dignitaires composaient cette délégation. C'était la reconstitution de l'ordre légal après l'anarchie. Dix-sept comitats et treize villes royales y comparurent, représentés par leurs

1. Ajoutons que, sur le sol hongrois, son engouement pour la cause magyare s'était éteint presque subitement au contact des réalités. Ses lettres à Marie-Casimire en font foi : « Dès l'instant, écrit-il, où nous sommes entrés dans la Hongrie supérieure, quand nous croyions être parfaitement en sûreté, nous avons rencontré des hostilités de toutes parts... On fait feu sur nous de chaque village et de chaque buisson. Nobles, paysans et soldats, tous nous donnent la chasse, comme à des loups. Les malades qui ne peuvent suivre l'armée sont égorgés avec la plus grande cruauté. *Les Hongrois sont pires que les Turcs* (Salvandy, *ibid.*, p. 276).

2. Salvandy, *Lettres de Sobieski à Marie-Casimire*. D'après les documents produits par M. Onno Klopp, le départ de Jean Sobieski aurait été déterminé par une nouvelle prédominance du parti français en Pologne. Marie-Casimire, elle-même, par suite de calculs personnels, aurait favorisé ce revirement (Onno Klopp, p. 352).

plus hauts personnages, les Draskowitz, les Bathyany, les Czobor, Homonnay, Nadasdy, etc., tous plus ou moins compromis dans la rébellion ou par leurs attaches musulmanes. Tous reçurent leur pardon, furent réintégrés dans leur rang, leurs fonctions, dans la faveur du monarque et furent même admis à formuler leurs vœux et leurs opinions sur les mesures susceptibles de mettre fin à la guerre civile.

Ainsi Léopold, au lendemain de la victoire, loin de sévir contre les coupables livrés à sa discrétion, prenait la clémence pour devise et s'efforçait de reconquérir les cœurs par sa générosité[1].

Tœkœli protesta contre la formation de cette cour, la déclarant fallacieuse, illégale et complice de la tyrannie autrichienne. En même temps, il cherchait à la parodier, en instituant à Epériès un tribunal analogue, exerçant une haute juridiction sur « ses treize comitats ». Là, s'attribuant toujours le titre de prince, il eut l'audace de promulguer une amnistie pour ceux de ses partisans qui, depuis les revers des Turcs, avaient abandonné sa cause, sous la condition qu'ils *rentreraient dans le devoir*, et donneraient des explications satisfaisantes pour leur désertion. Comme complément à cette bouffonnerie, il envoyait encore une fois des ambassadeurs aux principaux souverains d'Europe, pour obtenir leur concours, en les trompant sur ses forces et sur l'importance de son pouvoir en Hongrie.

C'est ainsi qu'il tenta de gagner à sa cause l'électeur de Saxe, espérant exploiter à son profit les rancunes de ce prince contre la cour impériale. En Pologne, il agissait auprès de la diète et lui demandait d'intervenir en sa faveur, affirmant sa résolution d'échapper au

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 407.

vasselage ottoman, dès que les libertés hongroises seraient restaurées. Sa demande fut rejetée, malgré ces belles assurances et le patronage de l'ambassadeur français. Sans se décourager, il fit faire des démarches auprès d'Innocent XI, en cherchant à lui démontrer, par la bulle d'or d'André II, que l'insurrection était un droit imprescriptible des nobles Magyars, et que le Saint-Père augmenterait son prestige pontifical et ses titres à la reconnaissance des fidèles en prenant les Kurucz sous sa protection.

Le but de toutes ces menées et de ce multiple charlatanisme était d'amener la cour de Vienne à de nouvelles négociations avec lui. Pour obtenir ces pourparlers, il implora les bons offices d'Apaffy qui, depuis la déroute des Turcs, s'était retiré et vivait philosophiquement en Transylvanie. Apaffy, oubliant ses justes griefs contre Tœkœli, voulut bien intercéder en sa faveur auprès de Léopold ; il ne reçut pour réponse qu'un refus péremptoire de traiter avec le prétendu prince. Tœkœli, sans se rebuter, envoya vers Léopold de nouveaux fondés de pouvoirs. L'entrée de Vienne leur fut refusée[1].

Tel était le revirement produit par les brillants succès de l'Autriche sur le haut Danube. Le désarroi, l'abattement étaient passés chez ses adversaires. Tandis que ses généraux, ses hommes d'Etat surmontaient tous les obstacles par leur vigueur et leur fermeté, sa diplomatie, secondée par le pape Innocent XI, n'était pas moins heureuse. Au mois de mars 1684, Léopold concluait à Linz, avec le roi de Pologne et la République

1. Katona, XXXV, 102 (Wagner, *Hist. de Léopold Ier*, I, 632). A partir ce moment, la cour de Vienne adopta cette thèse, que Tœkœli était un simple rebelle, sans aucune qualité pour traiter au nom du peuple hongrois. C'est dans ce sens qu'elle répondit à toutes les intercessions qui furent tentées en sa faveur par les puissances protestantes.

de Venise, un traité par lequel les trois puissances s'engageaient à pousser activement la guerre contre les Turcs, savoir : l'Autriche en Haute et Basse-Hongrie, le roi de Pologne en Podolie et en Moldavie, la république vénitienne en Dalmatie, en Morée et sur mer. Cette coalition prit le nom parfaitement justifié de « Sainte Alliance[1] ».

En exécution de ses engagements, le cabinet de Vienne combina de suite une expédition dont l'objectif était la reprise de Bude. Le chef, l'organisateur de cette campagne, ne pouvait être que l'illustre Charles de Lorraine. D'après son plan, 35 bataillons d'infanterie, 85 escadrons et 70 canons furent concentrés dès le mois de juin, à Parkany sur la rive gauche du Danube. Deux autres corps, sous Barcokzy, composés en grande partie de Hongrois, et s'élevant à 8.000 hommes, devaient opérer contre les Kurucz ; pendant que les Croates, illustrés par leur vaillance et leur loyalisme feraient une diversion sur Essek, arrêtant au passage tous les renforts envoyés par les Turcs au secours de Bude. Enfin des groupes, savamment échelonnés, devaient neutraliser l'importante place de Neuhæusel.

La campagne débuta heureusement par la prise de Visegrad ; mais, dès le lendemain, le duc fut attaqué par le khan de Crimée et ne le repoussa qu'au prix de pertes énormes. Le même jour, il apprenait que 12.000 Turcs, sous le commandement du Serdar Mustapha, venaient d'arriver à Bude, et que les pachas

1. Les signataires de ce traité furent le comte de Kœnigsegg pour l'Autriche, le nonce Buonvisi pour le Pape, et le cardinal Ottoboni pour la republique de Venise. Sobieski traita directement avec le nonce Pallavicini, sous la promesse d'un subside de 200.000 florins, pour l'entretien de son infanterie, 100.000 pour sa cavalerie. Les Cosaques étaient payés à part, toujours aux frais du Saint-Siège. Pendant l'année 1684, les subsides du Pape s'élevèrent à 1.800.000 florins, savoir 1.300.000 pour l'empereur et 500.000 pour le roi de Pologne (Onno Klopp, p. 373, 389 et 390).

d'Erlau, de Bosnie et de Temesvar, renforcés par un corps égyptien, s'étaient concentrés avec des masses énormes autour de cette place. Ces nouvelles l'obligèrent à changer son plan en prenant pour objet d'attaque Pesth, sur la rive gauche, afin de s'assurer une base d'opérations contre Bude.

Mais déjà les Turcs s'étaient ébranlés en colonnes profondes pour arrêter les Impériaux dans leur marche. Les deux armées se rencontrèrent, le 27 juin, près de Waitzen, au coude du Danube. Le serdar avait bien pris ses dispositions, appuyant son aile droite contre la montagne et son aile gauche au fleuve, mais en oubliant d'occuper les positions dominantes. Le comte palatin, Louis de Neubourg, commandant de l'aile gauche autrichienne, profita très heureusement de cette omission et, portant son artillerie sur les pentes, foudroya les bataillons musulmans, portant le désordre dans leurs rangs. Bientôt ils lâchèrent pied, laissant sur le terrain 2.000 morts. Cette belle victoire eut pour conséquence immédiate la prise de Waitzen, si longtemps disputée entre les Impériaux et les Turcs. Trois jours après, les vainqueurs arrivaient au pas de course devant Pesth, qui leur ouvrit ses portes, sans coup férir. Le duc Charles y laissa 1.700 hommes de garnison pour assurer ses communications avec Gran et jeta sur le Danube un pont de bateaux. Mustapha-Pacha tenta vainement d'entraver cette opération. Rejeté sur Bude, il dut borner tous ses efforts à défendre cette ville, dans laquelle il avait placé 10.000 janissaires. Lui-même campait sur les hauteurs voisines avec le reste de ses troupes[1].

Malgré son importance, la possession de Pesth n'offrait pas aux Autrichiens, pour le bombardement et

1. Wagner, *Hist. Leopoldi*, I, 635.

l'ouverture des tranchées, de facilités suffisantes. Située sur un mont abrupte et communiquant avec une armée de secours, Bude pouvait braver longtemps ses assaillants, et Charles se heurtait aux mêmes obstacles qui, cent quarante-trois ans auparavant, avaient fait échouer Roggendorf. Par de brillants coups de main, ses lieutenants s'emparèrent momentanément de la ville basse (Wasserstadt) ; mais bientôt les sorties des janissaires les délogèrent de cette position, et, dans des combats acharnés, les troupes chrétiennes perdirent en quelques jours près de 10.000 hommes. L'arrivée de 8.000 Bavarois, commandés par Max-Emmanuel, vint combler ces vides et rendit pendant quelque temps aux Impériaux leur force impulsive. Mais bientôt les pachas d'Erlau et de Szolnock vinrent les troubler sur la rive du nord et les réduire à la défensive. Vers la fin de septembre, les janissaires, dans de nouvelles sorties, détruisirent les palissades et tous les ouvrages laborieusement pratiqués par les assiégeants en soixante-dix jours. La fatigue, le manque de vivres et la maladie avaient réduit les effectifs de moitié. Devant ces complications, aggravées par l'approche de l'hiver, le président du Conseil de guerre, Hermann, margrave de Bade, décida la levée du siège. L'armée se retira sur Gran, par Visegrad. Les Turcs égorgèrent quelques centaines de traînards, ainsi que les blessés abandonnés par les chrétiens dans l'île Saint-André[1].

La campagne brillamment commencée n'avait pas tenu ses promesses. Charles comprit l'impossibilité de prendre Bude avant de s'être assuré d'avance la complète possession des deux rives. Il se replia sur Comorn pour reformer son armée et lui adjoindre de

1. Suivant Contarini et Marco d'Aviano, la principale cause de cet insuccès fut l'excès de confiance des chefs impériaux, qui, grisés par leurs succès de l'année précédente, s'étaient exagéré la démoralisation des troupes ottomanes (Onno Klopp, p. 192).

nouveaux renforts, sans oublier ses deux ailes. Heureusement, au nord et au sud, les nouvelles étaient rassurantes. En Esclavonie, les fidèles Croates, sous Leslie, avaient battu le pacha de Bosnie et s'étaient emparés de Verœkze, place importante, après un siège de cinq jours[1]. Cette capture fut suivie de trois autres dans la même région ; au nord, le général Schulze, ayant enfermé Tœkœli dans le massif de la Zips, le battit complètement aux environs de Szeben, puis, s'emparant de Bartfeld, força le rebelle à se retirer sous les murailles d'Epériès (octobre 1684). Sa marche victorieuse fut interrompue par l'hiver. Partout les armées manquaient de vivres et luttaient contre une horrible misère. Quelle ne devait pas être la détresse de ce malheureux pays, après dix-huit ans de guerres civiles, d'incursions turques, de pillages tartares ! Il va sans dire que Tœkœli et ses partisans, auteurs de cette désolation, en rejetaient toute la responsabilité sur l'Autriche et sur les « troupes étrangères[2] ».

1. Wagner, *Historia Leopoldi*, liv. I, p. 650-651. « Assertata est libertati Veronizia postquam 131 annis Mahometana fuisset. »
2. Voir la description de ces exactions et de cette misère dans Fessler-Klein, vol. IV, p. 413 et 414.

II

Ainsi, malgré l'insuccès de Bude, l'avantage était resté presque partout aux Impériaux. La cour de Vienne prenait de plus en plus confiance en son étoile. Ses alliés, Jean III et la république de Venise, n'avaient pas été non plus inactifs. Venise avait envoyé une expédition en Morée sous les ordres de Morosini. Ce général, renforcé par 400 chevaliers de Malte, par le prince Max de Brunswick et Philippe de Savoie, s'était emparé de Coron et de Calamata. En Albanie, les Vénitiens avaient conquis Preveza, tandis que leur flotte occupait, près de la côte Illyrienne, l'île de Maura. Sobieski, moins heureux, n'avait pu tenter le siège de Kaminiec, clef de la Podolie; pour prendre sa revanche, il avait envoyé Jablonowski, son hetman, guerroyer avec 15.000 Cosaques, en Moldavie, contre le prince Cantemir[1]. Secouru par les Turcs et par les Tartares, Cantemir repoussa toutes les attaques polonaises. Soliman-Pacha et Sélim-Giray, survenant avec des forces supérieures, attaquèrent avec furie Jablonowski, sur les limites de la Bukowine, le battirent complètement et l'obligèrent à se retirer, en abandonnant son artillerie, ses chevaux et presque tous ses bagages[2].

Malgré cette victoire partielle, la situation de la Porte attaquée par trois ennemis à la fois, devenait extrêmement critique. Un surcroît de péril surgissait pour elle au nord-est, où la régente de Russie, Sophie,

1. Salvandy, *Histoire de Sobieski*, vol. II, p. 314.

2. Constantin Cantemir, prince de Moldavie, descendant de Tamerlan, fut plus tard l'historien du siege de Vienne.

gagnée à la ligue austro-polonaise par son favori, le prince Galitzin, menaçait les possessions turques de Crimée et de Bessarabie. Vaincu par tant d'épreuves et par des causes diverses de perplexités, l'orgueil musulman s'abaissa jusqu'à demander la paix à l'Autriche.

Dans les premiers jours de l'année 1685, le grand vizir, Kara-Ibrahim, fit sonder la cour de Vienne de deux côtés à la fois, d'une part par le cauteleux Apaffy, de l'autre par le nouveau pacha de Bude, Abdurrahman, en faisant promettre aux ministres de Léopold un cadeau de 60.000 ducats, s'ils déterminaient leur maître à l'acceptation de la paix. Les conseillers de l'empereur ne paraissent pas avoir été séduits par cette offre. Quant à Léopold, aucune concession des Turcs ne pouvait être mise en balance avec les avantages que lui promettait la continuation de la guerre.

L'armée impériale venait d'être portée à 64.000 hommes. Par différents traités conclus avec les princes de l'empire, les contingents allemands devaient l'augmenter encore de 40.000 hommes[1]. Une foule de volontaires accouraient de toutes les parties de l'Europe pour participer à ces campagnes de Hongrie, devenues l'école des grandes guerres. Innocent XI, toujours plein d'ardeur militante, venait d'envoyer à Léopold 300.000 florins d'or, avec l'autorisation de prélever un centième sur les revenus ecclésiastiques dans tous ses États pour la cause chrétienne. Enfin l'archevêque de Gran, Szélépcényi, venait de léguer en

1. La maison de Brunswick-Lunebourg fournit à elle seule 11.000 hommes, L'archevêque de Cologne, 6.000. Mais le plus zélé de tous les princes électeurs pour la guerre chrétienne en Hongrie fut le jeune duc de Bavière, Max-Emmanuel, qui venait d'épouser l'archiduchesse Maria-Antonia, fille de Léopold. Max-Emmanuel voulut commander son contingent de 10.000 hommes en personne et se distingua de suite par son courage et par ses talents militaires (Onno Klopp, p. 395).

mourant 170.000 florins au trésor royal, avec affectation spéciale aux exigences de la guerre.

Avec ces forces et cette abondance de ressources, l'Autriche put ouvrir dans d'excellentes conditions la campagne de 1685. Les Turcs, pendant l'hiver, s'étaient, par un coup de main, remis en possession de Waitzen, espérant, par cette capture, tenir Comorn et l'île de Schütt en échec; mais le duc Charles, sans se préoccuper de cette perte, envoya 25.000 hommes vers Neuhæusel[1]. Bientôt un renfort bavarois porta l'armée assiégeante au chiffre de 43.000 hommes. Au lendemain de l'investissement, on apprit que le serdar Ibrahim-Scheitan, venait de passer la Drave à Essek, à la tête de 40.000 hommes, et que les pachas de Grosswardein et d'Erlau, réunissant leurs forces, se portaient sur Bude et Stuhlweissenbourg, avec le projet d'assiéger Gran. Cette place, commandée par le colonel Strasser, n'avait pour garnison que 1.200 hommes. Bien que vigoureusement défendue, elle ne pouvait tenir longtemps par elle-même. Or sa chute eût été un véritable désastre. Pour la secourir, le duc Charles se retourna vers le Danube en toute hâte, avec une partie de ses troupes, en laissant Caprara devant Neuhæusel. Ibrahim, confiant dans la supériorité de ses forces, se porta sur lui, se croyant sûr de l'anéantir. Mais le duc, pour le recevoir, se posta près de Tat, derrière des marécages, dans lesquels les Turcs, égarés par un épais brouillard, s'enfoncèrent sous le feu plongeant de l'infanterie impériale. Ils s'enfuirent, laissant aux vainqueurs leurs bagages et leur artillerie, et tournant le dos à la ville dont ils devaient faire le siège[2]. Dès le lendemain, avec

1. Conquis par les Turcs en 1664.

2. La perte des Turcs fut de 700 hommes. Ils laissèrent 31 canons entre les mains des vainqueurs (Fessler-Klein, *ibid.*, p. 416). D'après Wagner, la perte des Turcs, tant pendant le siège que dans la bataille de Gran aurait dépassé 12.000 hommes (Wagner, *Hist. Leop.*, I, p. 662).

une célérité digne des légions romaines, Charles reprenait le chemin de Neuhæusel. Mais, en route, il reçut un message de Caprara qui lui garantissait la prise de cette place. Aussitôt le duc s'arrêta, pour laisser à son lieutenant l'honneur du succès. Conformément à sa promesse, Caprara entra dans Neuhæusel, le 19 août, par la brèche. Dans les fureurs de l'assaut, la garnison fut presque entièrement passée par les armes. 96 canons, avec un magnifique étendard vert brodé d'or et de versets de l'islamisme tombèrent aux mains des Chrétiens. C'était la délivrance de toute la rive gauche sur le haut Danube. Cette importante capture eut un immense retentissement en Europe et fut célébrée par des actions de grâces dans toutes les églises catholiques.

Quelques jours après, une nouvelle victoire, remportée par le général Leslie, à la tête des vaillants Croates, rejetait sur Essek une armée de renfort, envoyée au secours de Bude par le pacha de Bosnie. Les ponts, jetés sur la Drave par les ingénieurs ottomans sur les marais de Darda, furent brûlés, et les mouvements militaires des Turcs interceptés dans cette région pour toute la saison.

En apprenant cette succession d'heureux événements, Léopold remercia le ciel et s'écria dans l'élan de sa reconnaissance : *Quid retribuam Domino pro omnibus quæ retribuit mihi ?* Que rendrai-je au Seigneur pour tous ses bienfaits[1] ?

A la nouvelle de ces trois désastres, le séraskier Ibrahim abandonna tout espoir de tenir campagne contre les troupes impériales. Brûlant Waitsen et Novigrad, comme places intenables, il se rejeta sur Bude et borna son ambition à défendre cette forteresse, jusqu'à l'arrivée du serdar. Poursuivi par les pressentiments

1. Onno Klopp, p. 396.

les plus sombres, il ne comptait plus sur la force des armes pour échapper à la catastrophe dont l'imminence l'obsédait, et, dans cet état de découragement, tous ses efforts tendaient à renouer de nouvelles négociations pour la conjurer. Dès la fin d'août, il avait, par un émissaire spécial, adressé des ouvertures au duc de Lorraine, promettant de livrer Tœkœli et ses principaux affidés à l'empereur, si la cour de Vienne voulait renoncer aux hostilités. C'est avec cette désinvolture que les Turcs traitaient leurs protégés, les poussant à la révolte, ou les sacrifiant sans pitié, suivant leurs convenances du moment[1].

Le duc de Lorraine, se déclarant sans pouvoirs pour faire une réponse, transmit simplement à Vienne ces propositions.

Quelque temps après, Ibrahim-Pacha, ayant gagné le grand vizir à ses vues, fit demander par Abdurrahman au margrave de Bade, Hermann, président du Conseil de guerre autrichien, si son message était parvenu à destination. Cette fois, des instructions positives étaient venues de Vienne. Hermann répondit qu'aucun pourparler ne pouvait être entamé sur la paix, avant que les Turcs eussent abandonné les territoires qu'ils avaient usurpés et détenaient encore indûment dans le royaume de Hongrie[1]. Sur cette réponse, digne du sénat romain, les Turcs durent renoncer à tout espoir de solution

1. Katona, vol. XXXV, p. 178-180.

2. Ibrahim, dans sa lettre, avait rejeté sur Kara-Mustapha les torts de la rupture et de l'invasion en pleine paix, ajoutant qu'il avait reçu du sultan le châtiment de ses maléfices. « Il est inutile, lui répondit Hermann, d'inculper ici la mémoire d'un vizir défunt pour nous rendre responsables du sang qui sera versé désormais. L'empereur, mon maître, n'a pas affaire avec les serviteurs de la Porte, mais avec la Porte elle-même. C'est la Porte qui, violant les traités les plus sacrés, a suscité et nourri la rébellion en Hongrie; c'est elle qui s'est permis et se permet encore tous les jours de pressurer, de soumettre à des tributs exorbitants les sujets de l'empereur. Elle nous a enlevé plus de territoires en pleine paix que pendant la guerre. Elle a porté chez nous, en pleine paix, une guerre inhumaine, exerçant d'atroces barbaries sur

amiable. Ibrahim, pour assurer ses communications avec Belgrade, alla lui-même renforcer Essek et rétablir les ponts brûlés par les Croates sur les marécages de Darda.

Dans cette situation critique, les Turcs avaient, depuis longtemps, abandonné Tœkœli. Ce dernier, réduit à ses bandes de Kurucz, ne pouvait tenir tête aux troupes autrichiennes. Après quelques succès illusoires, poursuivi par Schultze dans ses retraites montagneuses, il perdit la place importante d'Onod, tandis qu'Epériès, son quartier général, était investi par 10.000 réguliers. La défense de cette place se prolongea pendant cinq semaines. Plusieurs assauts furent repoussés avec vigueur par les assiégés. Enfin la famine et l'approche d'un corps allemand, commandé par le duc de Holstein, les déterminèrent à se rendre. Schultze leur accorda des conditions très avantageuses : amnistie entière pour leurs révoltes passées; respect de toutes les propriétés et des privilèges de la ville, liberté sans limites pour tous les cultes dissidents. La garnison avait le choix de se retirer ou de prendre du service dans l'armée royale (11 septembre 1685) [1].

Quelques jours après, Schultze s'empara de Tokay, puis de Kallo. Les Kurucz, réduits à la possession de Kaschau, de Munkacs et de quelques villages fortifiés,

nos sujets innocents, dévasté nos campagnes, nos villes avec le fer et le feu, nous causant ainsi des pertes ruineuses. C'est par ces attentats qu'elle nous a forcés à faire contre elle alliance avec la Pologne et Venise. Ce n'est pas la mort d'un de vos conseillers qui peut nous indemniser de toutes ces injures, ni donner satisfaction à la majesté de mon maître. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est le redressement complet de tous les torts éprouvés, avec de suffisantes garanties pour l'avenir, ainsi que de justes rémunérations pour nos alliés, obligés comme nous à faire la guerre, par les injustices de la Porte. Tel est le droit devant Dieu et les hommes. » Dans ce mâle langage respire la droiture chrétienne, bien supérieure aux artificieuses combinaisons de la politique (Onno Klopp, p. 407).

1. Fessler-Klein, *ibid.*, p. 418. *Histoire des Révolutions de Hongrie* liv. III, p. 105.

se voyaient cernés de toutes parts. Partout la rébellion s'éteignait ou s'agitait en convulsions agoniaques.

Tœkœli, témoin de cette désorganisation, ne pouvait plus se faire illusion sur l'avenir de sa cause. S'il avait eu au cœur le moindre patriotisme, il eût abandonné spontanément une partie perdue pour apporter son tardif concours à la libération du sol national. Mais une telle pensée ne pouvait éclore dans cette âme perverse. Cramponné désespérément à son titre de prince, son unique souci était de conserver ce rang illusoire, en se faisant acheter par l'empereur sa renonciation à la guerre civile.

Dans ce but, il avait fait de nouvelles avances à la cour de Vienne, et, grâce à la protection d'Esterhazy, son beau-frère, obtenu l'admission de Szirmay, son émissaire, auprès des ministres. Mais, voué à la perfidie et jouant toujours double jeu, il se rendit de sa personne à Grosswardein, pour obtenir du pacha un envoi de troupes musulmanes, dans la persuasion que ce supplément de forces serait, pour son mandataire, le meilleur des arguments auprès de Léopold.

L'artifice aurait peut-être réussi dans d'autres circonstances; malheureusement pour lui, les Turcs, à ce moment même, ourdissaient à son détriment des trames analogues, et le maître trompeur fut pris à son piège : Tœkœli fut introduit dans la ville avec de grands honneurs, non seulement comme prince, mais comme roi de Hongrie. Le pacha vint au-devant de lui, puis l'invita gracieusement à sa table. Au milieu du dîner, un aga entra, remit au pacha un ordre écrit du vizir Ibrahim d'arrêter le chef des Kurucz, de le charger de fers et de l'emmener captif à Andrinople. Ainsi s'écroula sa fortune : quelques heures après, il partait captif pour cette destination : « Là, dit l'ambassadeur Contarini dans une de ses dépêches, il recevra sans doute « le

« châtiment que la clémence de l'empereur lui a tou-
« jours épargné[1]. »

Dans la personne de ce traître, l'insurrection hongroise était frappée à la tête. Aussitôt après son arrestation, Kaschau, investi depuis dix jours par Caprara, se rendit aux mêmes conditions qu'Epériès. Saros-Patak, Ungvar Szolnock et Sarvas, derniers foyers de la révolte, ouvrirent également leurs portes aux Impériaux. Une seule place repoussa résolument pendant plusieurs années leurs attaques et toutes leurs sommations : ce fut la ville de Munkacs défendue par Hélène Zrinyi, femme de Tœkœli. Constance digne de ses illustres ancêtres! digne surtout d'une meilleure cause! Nous comprenons que les écrivains magyars l'ait exaltée à l'envi. Mais qu'ils nous pardonnent de ne pas nous joindre à leurs dithyrambes. Nous réservons notre admiration pour les héroïnes qui se firent tuer sur les murailles d'Erlau, de Temesvar, de Szigeth, de Grosswardein, pour dérober leur honneur de femmes hongroises aux ignominies du sérail, à l'abjuration de leur foi. Pourquoi le magyarisme moderne a-t-il dédaigné d'inscrire dans son livre d'or ces nobles martyres? N'est-il pas étrange qu'en fait d'héroïnes, il ait de préférence idéalisé de tapageuses patriciennes, virtuoses d'anarchie et de guerre civile?

1. Onno Klopp, p. 398.

III

La cour de Vienne avait activement employé l'hiver de 1685 à préparer contre les Turcs une vigoureuse offensive prenant toutes ses mesures pour en assurer le succès. L'armée du duc de Lorraine avait reçu de nombreux renforts, envoyés cette fois par l'Allemagne tout entière, entraînée par le prestige du succès. Un traité, habilement ménagé par le représentant de Léopold à Berlin, avait détaché de l'alliance française le grand électeur, en lui promettant l'équivalent des subsides qu'il recevait annuellement de Louis XIV et en ajoutant à cette subvention le district de Schwiebus, sur la frontière de la Silésie. Conformément à cette convention, 8.000 Brandebourgeois, sous les ordres du général Schœning, vinrent rejoindre les troupes autrichiennes en Hongrie. L'électeur de Saxe s'était également réconcilié avec l'empereur et lui promettait l'envoi de 14.000 hommes. Enfin le pape Innocent XI, toujours ardent dans son zèle, inépuisable dans ses libéralités pour la cause chrétienne, assistait largement Léopold dans toutes les exigences de cette guerre. Sur sa caisse personnelle, il lui fit parvenir 200.000 thalers; 100.000 avaient été souscrits par les cardinaux, 100.000 par les dames du patriciat romain. Non moins abondantes étaient les sommes versées par le Trésor pontifical au roi Sobieski pour la continuation de ses hostilités contre les Turcs en Ukraine. D'après ces chiffres, on peut apprécier dans son étendue l'action bienfaisante, exercée dans ces luttes mémorables par le Vatican. Innocent XI, âgé

de soixante-seize ans, priait avec ferveur le ciel de le laisser vivre assez pour voir de ses yeux le royaume de saint Etienne délivré du joug musulman. Il fut exaucé : organisateur du bon combat et de la victoire, il vécut pour s'associer aux joies du triomphe et, dans les dernières heures de sa vie, put entonner le : *Nunc dimittis servum tuum*, devant la Hongrie reconquise !

Le Conseil de guerre hésitait sur l'objectif des opérations. Le palatin Esterhazy supplia l'empereur de mettre fin à ces incertitudes en désignant Bude, et tous deux, avec une piété touchante, mirent l'entreprise sous l'invocation de la Vierge Marie, à laquelle le roi saint Etienne avait jadis voué son royaume. En témoignage de ce vœu, Esterhazy construisit à ses frais l'église de Mariahilf, dans un faubourg de Vienne nouvellement rebâti sur l'emplacement qu'avaient occupé les Turcs. Cette église donna son nom au faubourg entier. Elle subsiste encore de nos jours, attestant, à notre époque de négation, la vertu miraculeuse et les immortels bienfaits du catholicisme[1].

Dans les premiers jours de juin 1686, les colonnes impériales s'ébranlèrent, en combinant leurs mouvements, sur les deux rives du Danube : le duc de Lorraine sur la rive droite, l'électeur Max-Emmanuel sur la rive gauche. Les abords de Bude n'ayant pas été défendus par les Turcs, la tranchée fut ouverte, le 21 juin. A ce moment, deux régiments suédois vinrent renforcer l'armée assiégeante. « Leur marche, écrivait plus tard le comte Dohna, colonel prussien, avait été retardée par le métal brillant de certaine puissance[2]. » Dohna pouvait parler de ce métal avec connaissance de

1. Voir Onno Klopp, p. 400. Dans sa ferveur pour la Vierge Marie, Léopold avait trouvé la promesse de l'assistance divine dans les quatre lettres qui forment le nom de Bude ou Buda : Beata Virgo Dabit Auxilium. *id., ibid.*

2. La France.

cause, ayant été témoin de l'influence exercée par les subsides français sur son maître[1].

Aux 60.000 hommes que commandait le duc de Lorraine, Bude n'opposait que 10.000 janissaires et 3.000 spahis. Mais la forteresse, élevée sur un roc presque inaccessible, était abondamment pourvue de munitions et de vivres. A la tête de la défense était Abdurrahman ou Abdi-Pacha, célèbre par ses exploits de Candie et de Kaminiec, qui conservait une ardeur juvénile à l'âge de soixante-dix ans. Enfin, le grand vizir, Soliman, accourait au secours de la place avec 70.000 hommes. Grâce à la possession des deux rives, Charles put investir rapidement la place, hâter les travaux d'approche et tenter un premier assaut, dès le 13 juillet. Malheureusement, la garnison avait pris toutes ses mesures de défense. Les assiégeants furent repoussés avec de grosses pertes. Cet échec de mauvais augure répandit parmi les chefs l'abattement et la division. Le P. Marco d'Aviano, qui suivait partout le duc de Lorraine, par ordre du Saint-Père, sut les réconcilier et relever leur espoir. Quelques jours après, l'explosion d'une poudrerie dans un bastion de la ville tua plus de 1.000 assiégés, en pratiquant une large ouverture sur l'escarpement. Cette bonne fortune fut immédiatement mise à profit par les Impériaux; et, dès le 27 juillet, les bataillons d'attaque s'élancèrent de nouveau sur la brèche. Leur vigueur et leur fermeté triomphèrent de la résistance désespérée qu'opposaient les Turcs; ils parvinrent à s'établir solidement dans une tour; mais cette victoire fut achetée par de douloureux sacrifices : 3.285 morts ou blessés dont 200 officiers ou volontaires de distinction étaient tombés sous le feu ou le fer des Turcs, dans ce combat

1. *Mémoires* du comte de Dohna, p. 44.

meurtrier. Le duc de Courlande, emporté tout sanglant, mourut le lendemain dans sa tente[1].

Après ce succès, le duc envoya vers Abdurrahman un parlementaire, pour l'engager à capituler. Mais cette invitation fut rejetée avec hauteur. Les avant-gardes du grand vizir étaient signalées à quelque distance. Pour lui barrer le passage, une grande partie de l'armée impériale avait dû se détacher du siège, sous le commandement du margrave Louis de Bade. Des palissades et des revêtements en terre furent élevés, des fossés creusés, tout autour du camp chrétien, pour en garantir les approches. Grâce à ces précautions, l'investissement fut maintenu dans toute sa rigueur et le vizir ne put jeter dans la place aucune partie de ses troupes. Pendant près d'un mois, son armée fut tenue en échec dans les montagnes avoisinantes par les habiles manœuvres du margrave de Bade. Les provisions des assiégés s'épuisaient; aucun renfort n'était venu combler les vides de leurs effectifs. Les assiégeants, au contraire, reçurent dix mille hommes, amenés par le général Scherffenberg de la Haute-Hongrie, à peu près purgée de rebelles[2].

Dans ces conditions, le Conseil de guerre se prononça par un assaut général qui, donné, dans l'après-midi du 2 septembre, avec un admirable élan, aboutit en quelques heures à l'enlèvement de la place. Abdi-Pacha périt dans la mêlée avec l'élite de ses janissaires. Malheureusement, les efforts des généraux et des

1. Guido Starhemberg, fils de l'illustre défenseur de Vienne, également frappé d'un coup de feu, dut être ramené vers le haut Danube en chaloupe, pour être soigné dans la capitale. Il survécut à ses blessures; mais sa guérison fut très lente.

2. Deux mille Hongrois, qui faisaient partie de ce corps, désertèrent en route, sous prétexte qu'ils n'avaient pas reçu de paie (Gli unghari col pretesto di non aver ricevuta la paga, si sono primo voluti ritrovar alle loro case. — Dépêche de l'ambassadeur Cornaro, du 1[er] septembre 1686).

officiers ne purent préserver la ville du pillage[1].

Le soir même, Marco d'Aviano écrivait à l'empereur : « Loués soient Jésus et Marie. Bude est prise d'assaut. Votre Majesté saura les détails par d'autres. Nous n'avons pas perdu cent des nôtres. »

Un nouveau cri d'enthousiasme s'éleva dans l'Europe chrétienne à la nouvelle de cette « recouvrance », qui réalisait si brillamment les perspectives ouvertes, trois ans auparavant, par la délivrance de Vienne. En Autriche, en Italie, en Espagne, toutes les églises retentirent d'alléluias et d'actions de grâces. Orgueil et gratitude légitimes ! Car, si quelques princes protestants, subventionnés par Léopold ou le Saint-Siège, avaient pris part à l'action commune, tout l'honneur de la pensée et de l'exécution revenait au catholicisme et principalement au chef de l'Eglise. C'est cet hommage universel du monde chrétien envers Innocent XI qu'exprimait fort justement le roi d'Angleterre Jacques II, en recevant par le nonce Adda la notification de cet événement : « C'est le Saint-Père, lui dit-il, qui, « après avoir délivré Vienne, a reconquis Bude. « Depuis bien des siècles, la chaire de saint Pierre n'a « pas été occupée par un si grand Pape[2]. »

Devant ce coup décisif et inattendu, l'armée de Soliman se retira, frappée de terreur, sur Belgrade, pour-

1. Onno Klopp, p. 404 (Fessler-Klein, p. 422-427). Pour suivre jour par jour, dans toutes ses péripéties, ce siège dramatique, il faut lire les dépêches écrites par les ambassadeurs vénitiens, Federico Cornaro, au Sénat de Venise, du 9 juin au 22 septembre 1686, et celles de son secrétaire, Grimani (datées de Bude). Ces missives, écrites en italien, ont été réunies avec traduction allemande, en 1 volume in-4°, par Mgr Bubicz, évêque de Kaschau, et publiées en 1891. Les exemplaires de cet ouvrage sont extrêmement rares. Je dois à l'obligeance de S. A. le prince Aloys Lichtenstein la communication de ce précieux document, et j'ai pu, par sa lecture, me rendre compte de l'intérêt palpitant avec lequel toutes les phases de cette mémorable guerre avaient été suivies par le monde chrétien.

2. Dépêche du nonce Adda du 13 septembre 1686, citée par Onno Klopp, p. 406.

suivie, l'épée dans les reins, par celle du duc de Lorraine. Sur leur passage, les Impériaux enlevèrent l'importante ville de Szegedin (5 octobre). Les Turcs se réfugièrent dans la citadelle. Quelques jours après, Soliman fit un effort à la tête de 20.000 hommes pour reprendre cette place ; mais le général Veterani, avec 7.000 braves, tailla cette armée en pièces. 20 canons, de nombreux étendards, avec un butin énorme, furent ramenés par les vainqueurs au camp de Szegedin. La vue de ces trophées détermina la reddition de la citadelle.

Parallèlement à ces opérations, le margrave de Bade avançait sur la rive droite du Danube. Rejoint par le corps croate vers la Muhr, il s'empara successivement de Simontornya, de Sziklos, de Kapovar et de Fünfkirchen, qui commandaient l'entrée de l'Esclavonie, puis brûla de nouveau les ponts de Darda, sur la Drave. En récompense de ces exploits, il fut promu par l'empereur à la dignité de feld-maréchal.

Telles furent les étapes de cette belle campagne, (1686-1687), qui brisa pour toujours, en Hongrie, le faisceau de la domination ottomane. Divers tronçons en subsistaient encore à Grosswardein, à Erlau, à Stuhlweissenbourg, à Temesvar et dans quelques forteresses d'Esclavonie. Mais, dans le désarroi des généraux turcs, la capture de ces derniers repaires était assurée d'avance. L'insurrection des Kurucz était maîtrisée et la Haute-Hongrie presque entièrement soumise. Quant à la Transylvanie, d'heureuses négociations l'avaient depuis quelques années entièrement soumise à la tutelle impériale. Cette entente avait été ménagée par Téléki, l'ancien promoteur de la révolte hongroise, qui, dans sa jalousie contre Tœkœli, s'était mis au service de la diplomatie autrichienne. Apaffy, toujours clairvoyant, avait senti, dès 1683, la force ascendante des Habsbourg et, sans autre ambition que son repos personnel, las sur-

tout (c'était son droit) de son dégradant vasselage, il prit l'héroïque parti de se sauvegarder à la fois contre les Turcs et contre les Kurucz en ouvrant aux troupes de Léopold la Transylvanie. Ces dispositions ayant été notifiées à Vienne, un jésuite nommé Dunod parut à la cour de Wissembourg, en 1685, pour porter au prince les offres de l'empereur[1].

Quelques semaines après, un régiment d'infanterie et quatre de cavalerie, sous les ordres de Vétérani prenaient leurs quartiers d'hiver à Marmaros, sur les frontières de la Galicie. L'occupation militaire étant commencée, il fallait brusquer le dénouement. Dès l'été suivant (juin 1686), un traité formel d'alliance ou plutôt d'inféodation liait la Transylvanie à l'Autriche. Les bases de la convention étaient les suivantes : L'empereur prenait la principauté et ses dépendances sous son patronage et s'engageait à les munir de troupes sous le contrôle du prince, avec l'assentiment de la diète. La Transylvanie (y compris les districts soustraits par ses princes à la domination directe des Turcs) conservait son gouvernement et son régime politique. Liberté complète était assurée aux quatre religions reconnues sur son territoire. Apaffy devait conserver sa couronne jusqu'à sa mort, et son fils, déjà désigné pour son héritier, régner après lui. La Transylvanie serait libre ensuite d'élire un souverain de son choix. Le traité devait rester secret jusqu'aux reprises de Temesvar et de Groswardein ; mais, en attendant, les garnisons des principales places, notamment celles de Klausenbourg et Déva, devaient se composer, aux deux tiers, de troupes impériales, nourries et payées partiellement par l'état de Transylvanie. Ce traité fut conclu à Vienne, le 28 juin 1686[1].

1. Ce traité *mit en deuil* tous « les patriotes », c'est-à-dire les matadores de la rébellion, les « exulants », les burgraves du magyarisme impénitent. Organe de cette désolation « nationale », l'auteur anonyme des

Conformément à cette convention, Scherffenberg franchit la frontière à la tête de 7.000 hommes, dont 1.500 hussards, commandés par Ladislas Czaky, ancien exilé hongrois, bénéficiaire de l'amnistie prononcée. Les Impériaux se dirigèrent vers Klausenbourg, très mal accueillis, suivant les historiens hongrois, par le peuple, c'est-à-dire par l'élément magyar, qui, réservant toutes ses sympathies pour les Turcs, se faisait un devoir de traiter les Autrichiens en intrus et en oppresseurs, sous prétexte de patriotisme. Et de fait, pour cette caste incorrigible, introduire l'aigle des Habsbourg en Transylvanie, c'était anéantir l'espoir des rebellions à venir; c'était supprimer dans son principe le pouvoir de l'oligarchie dominante, perspective plus affreuse à ses yeux que les ravages musulmans[1].

Scherffenberg était à peine installé dans Klausenbourg que ces nobles seigneurs se mirent à l'œuvre pour « délivrer » le pays, c'est-à-dire pour y rappeler les Turcs. Des émissaires furent envoyés par eux à Constantinople pour signaler « l'usurpation autrichienne » et demander du secours.

L'heure était propice à ces nouvelles machinations.

Révolutions de Hongrie s'écrie amèrement : « On aurait pourtant trouvé moyen de se soutenir et de se venger des malheurs passés, si le prince de Transylvanie n'avait pas abandonné Tœkœli pour se jeter entre les bras de l'empereur! Cette province riche, peuplée, abondante en vivres et en fourrages, est située d'une manière à pouvoir être considérée comme une citadelle pour l'un ou l'autre parti. Le Conseil autrichien mit tout en œuvre pour gagner ce point et, entre autres ressorts qu'il fit jouer, l'intérêt de la chrétienté, qui entrait dans toutes les négociations de ce temps, ne fut pas oublié. Apaffy céda enfin aux sollicitations du ministre de l'empereur », etc... (liv. III, p. 108).

1. L'auteur des *Révolutions de Hongrie*, en juriste pointilleux, stigmatise l'occupation des places transylvaniennes par Scherffenberg comme une infraction au traité du 30 juin et surtout aux droits imprescriptibles du peuple magyar (*Révolutions de Hongrie*, liv. III, p. 110). Fessler, bien que protestant et très austrophobe, convient que la Transylvanie, en face du péril turc et de l'insurrection sans cesse renaissante, avait besoin de la protection impériale (Fessler-Klein, vol. IV, p. 432).

Le vizir Kara-Ibrahim, rendu responsable des revers éprouvés à Waitzen et à Neuhæusel par les armées ottomanes, venait d'être disgracié. Son successeur Soliman, voulant obtenir sa tête, l'accusa d'avoir, par l'arrestation de Tœkœli, livré la Haute-Hongrie à l'Autriche. Tœkœli fut élargi, réintégré dans son titre de prince et de vassal chéri du sultan. Quelques jours après, il reparaissait à Grosswardein, chargé de s'entendre avec les pachas et de relever la puissance de la Porte dans la vallée du Danube et dans les Carpathes.

Pour inaugurer son mandat, il voulut d'abord s'aboucher avec les Croates et les détacher de l'Autriche. Il ne pouvait pas plus mal s'adresser. Les Croates, hostiles de tout temps au Magyarisme, s'étaient donnés de cœur à leur souverain. A Vienne et sur les bords de la Drave, ils venaient de rendre à sa cause d'éminents services, et leurs régiments comptaient parmi les plus solides de l'armée. Bref, s'accommodant parfaitement du « joug autrichien », ils ne voulaient plus avoir aucun lien avec le royaume hongrois. Les appels et les hypocrites promesses de Tœkœli n'eurent pas le moindre succès auprès d'eux. Ses manifestes furent envoyés purement et simplement à la cour de Vienne.

Rebuté en Croatie, Tœkœli chercha sa revanche en Transylvanie, infiniment plus propice aux cabales d'un agitateur. Le protectorat autrichien y faisait ses premiers débuts, et les émissaires magyars intriguaient à Constantinople, secondés activement par l'ambassadeur de Louis XIV, Pierre de Girardin. Le vizir Soliman fit intimer à Apaffy défense absolue de recevoir dans ses États les garnisons impériales, en lui promettant de soutenir sa résistance par un envoi de 40.000 hommes. Devant cette prohibition, le Conseil d'Apaffy était divisé. Le prince cherchait à ménager Vienne et Constantinople. Tékély lui-même pria Scherf-

fenberg de surseoir à l'occupation des places fortes, pour ne pas fournir aux Turcs le prétexte d'une nouvelle invasion. Mettant à profit ces divers conflits, Tœkœli se rendit auprès des Szeklers, dont il sut réveiller la vieille turbulence. Quelques milliers d'entre eux consentirent à l'accompagner dans cette nouvelle aventure. A leur tête, il parcourut les districts du Sud et s'établit près d'Hermannstadt avec 3.000 hommes, s'efforçant de gagner les villes saxonnes à sa cause, en attendant l'arrivée des Turcs. Sur ces entrefaites, Scherffenberg dut subitement quitter la Transylvanie avec son corps d'armée, pour rejoindre le duc de Lorraine sous les murs de Bude. Son départ laissait la place libre à Tœkœli qui, grâce à la complicité des magnats, put sans peine reconquérir son ascendant sur le versatile Apaffy. Les passions anarchiques, muselées pendant quelque temps, se donnèrent aussitôt carrière et reprirent, pendant plusieurs mois, possession de toute la principauté. Tœkœli dominait le pays, mettait ses adversaires en prison ou les forçait à s'enfuir. Militairement, sans doute, ses forces étaient dérisoires et ne pouvaient se mesurer à celles de l'Autriche. Il échoua misérablement dans une tentative qu'il fit vers le nord pour débloquer la ville de Munkacs, toujours défendue par sa femme. Mais ses affidés renouaient leurs trames en Hongrie et s'efforçaient d'y rallumer les feux mal éteints de la guerre civile. Ces menées et l'effervescence qu'elles entretenaient inquiétaient gravement la cour de Vienne en menaçant d'une dangereuse diversion l'armée qui venait d'arracher aux Turcs Szegedin, Fünfkirchen, et se préparait à les attaquer dans Belgrade.

CHAPITRE II

PROCÈS D'ÉPÉRIÈS ET DIÈTE DE PRESBOURG

Commission prévôtale et condamnations d'Epériès. — Victoire de Mohacs, remportée par le duc Charles de Lorraine. — Occupation définitive de la Transylvanie par les Impériaux. — Traité de Blasendorf avec Apaffy. — Établissement du protectorat autrichien sur toute la principauté. — Impuissance des rebelles en Haute-Hongrie. — Convocation d'une diète nationale à Presbourg. — Renonciation de la diète au droit d'insurrection. — Abrogation de l'article édicté sur ce droit par la bulle d'or de 1222. — Démêlés des catholiques et des protestants au sein de la diète. — Renonciation au principe électif pour la succession au trône ; institution de l'hérédité pour la maison de Habsbourg. — Couronnement de Joseph Ier, fils de Léopold (décembre 1687).

I

Au moment où tant de princes et de capitaines renommés venaient, en Hongrie, verser leur sang pour la cause chrétienne, en y renouvelant les exploits des anciens croisés, l'égoïsme impudent d'un Tœkœli et de ses partisans offrait avec ces nobles dévouements un grossier contraste. A ces paladins héroïques il semblait cruel de voir leurs efforts combattus ou paralysés par la nation qu'ils venaient tirer de la servitude, et de trouver partout, sur leur chemin, ses complots, son esprit anarchique pour stériliser leurs victoires. Cette pénible impression se trahit dans les mémoires et les correspondances de personnages marquants, publiés vers la fin du XVIIe siècle. On la constate aussi dans des documents diplomatiques dont l'autorité impartiale ne saurait être mise en question. Citons d'abord l'illustre Sobieski, non suspect de sentiments hostiles envers les

Hongrois : « Tœkœli, écrivait-il à Marie-Casimire, a été perfide envers moi... malgré *toutes les garanties* que je lui avais données. Il a fait marcher toutes ses troupes sur le pays que nous devions occuper, avec ordre de nous traiter partout en ennemis... On a fait feu sur nous, de chaque village et de chaque buisson ; nobles, paysans et soldats, tous nous donnent la chasse, comme à des loups. Les malades qui ne peuvent suivre l'armée sont égorgés avec la plus grande cruauté. Les Hongrois sont pires que les Turcs[1]. »

Contarini, ambassadeur de Venise, dans presque toutes ses dépêches, donne sur les Hongrois des appréciations analogues, les représente comme une nation sans parole, réfractaire à toute discipline, vivant dans la révolte, les habitudes de rapine. « Chaque magnat, dit-il, peut s'appeler un roitelet, et traite ses vassaux en esclaves. Autant ils sont enclins à s'affranchir de leurs lois, autant ils sont exigeants et pointilleux pour en réclamer la stricte exécution chez leurs rois. *Le roi doit les protéger;* mais il n'a rien à leur demander comme leur souverain, etc.[2]. »

On voit par ces peintures qu'en se solidarisant obstinément avec l'islamisme, les Hongrois avaient encouru la réprobation à peu près unanime des peuples civilisés et que l'opinion s'était habituée à les confondre avec les ennemis de la chrétienté. Mais nulle part cette sévérité n'était plus justifiée qu'en Autriche. Pour les rattacher à sa cause, la cour de Vienne avait épuisé tous les moyens de conciliation. Tous ses efforts, ses transactions, ses amnisties, avaient échoué devant une haine obstinée. Au rétablissement de sa constitution et des formes parlementaires, le Magyarisme avait répondu par une recrudescence de guerre civile

1. Voir plus haut la note de la page 152.
2. Dépêches de Contarini, vol. I.

en Haute-Hongrie et d'intrigues à Constantinople. L'invasion de Kara-Mustapha, et le siège de Vienne, péril suprême du monde chrétien, avaient été conçus, exécutés sur son inspiration, ses instantes prières! « A présent que les Turcs étaient refoulés vers le bas Danube, et que la rébellion des Kurucz était abattue, il était temps que la dynastie affirmât son autorité. Puisque l'indulgence avait servi d'encouragement à la trahison, il fallait, pour intimider ou contenir les factieux, une rigidité inflexible. » Tel était le langage courant à la Burg parmi les conseillers de l'empereur, dans l'armée, chez les généraux et tous les princes ou gentilshommes qui combattaient sous les drapeaux de l'Autriche.

Sous l'influence de ces suggestions, le cabinet impérial choisit pour gouverneur de Haute-Hongrie le comte Caraffa, parent du cardinal de ce nom, alors légat du pape en Autriche. Caraffa, général d'un certain mérite, était surtout un fonctionnaire soupçonneux, colérique et dominé par une violente animosité contre les Hongrois dont il stigmatisait avec une véhémence méridionale la versatilité, le manque de paroles et tous les méfaits[1].

Sa mission était des plus épineuses. Il avait à rétablir l'ordre et le prestige de l'autorité dans un pays profondément démoralisé par vingt ans de rébellions, de guerres civiles et de connivence avec la barbarie turque. La conspiration était partout autour de lui, notamment dans les classes supérieures, qu'exaspéraient les succès des armes autrichiennes, et qui comptaient encore, dans leur factieuse obstination sur un retour de fortune. Forcées dans Epériès, Kaschau, Bartfeld et dans toute la vallée de la Zips, elles portaient leurs regards avec un

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 433.

reste d'espoir vers Munkacs, obstinément défendue contre les royaux par Hélène Zrinyi, femme de Tœkœli. Dès son entrée en charge, Caraffa avait assiégé cette place pendant cinq mois, sans succès; pendant le cours de l'investissement, il avait intercepté plusieurs envois et messages adressés par cette femme énergique à ses parents ainsi qu'à divers notables. A ces indices il avait cru reconnaître un de ces complots dont les Hongrois étaient coutumiers et par lesquels ils travaillaient au renversement de la dynastie, sous l'œil bienveillant de leurs plus hauts dignitaires. Pour arrêter ces manœuvres, il fit incarcérer immédiatement tous les personnages suspects d'affiliation à la trame et les traduisit à Epériès, devant une Commission spéciale, désignée par lui-même, pour crime de haute trahison. Ce tribunal était composé d'officiers publics, de magistrats et de militaires; dans le nombre, siégeaient plusieurs protestants[1].

Tous les Gouvernements, dans les époques troublées, ont eu recours aux cours prévôtales. Dans un pays où le personnel judiciaire participait depuis longtemps à toutes les révoltes, on peut dire que ce mode de juridiction s'imposait. Nous avons vu avec quel sans-façon l'usurpateur Tœkœli, tranchant du haut justicier, traitait ses adversaires de rebelles, punissant de mort et de confiscation leur fidélité au roi légitime. L'année précédente, il avait fait décapiter sur l'échafaud, en place publique, le comte Homonnay, coupable d'avoir abandonné sa cause pour se réconcilier avec Léopold. En sept ans, sous la même inculpation, 15 nobles hongrois avaient subi le supplice du pal, 10 la potence, 96 avaient eu la tête tranchée. Tous ces forfaits avaient été perpétrés avec l'assistance ou la sanction des autorités

1. Onno Klopp, p. 412.

judiciaires; d'autre part, le défenseur des libertés publiques livrait, par centaines des paysans slovaques ou roumains comme esclaves, en paiement aux Tartares qui combattaient sous ses ordres, sans aucune objection de la part de la magistrature nationale. Quelle confiance les tribunaux du pays pouvaient-ils inspirer aux serviteurs loyaux du monarque? Leur confier la répression d'un complot, c'était charger les conspirateurs d'instruire eux-mêmes leur procès! — Ainsi tombent les sophismes entassés par la rhétorique pseudo-libérale contre la Commission spéciale d'Epériès.

Les principaux inculpés étaient au nombre de quinze Après des procédures que nous ne pouvons contrôler, six d'après M. Onno Klopp, douze, d'après Fessler, furent condamnés à mort et périrent sur la place publique d'Epériès[1]. Divers individus furent punis de prison et de confiscation comme complices. La clémence royale les gracia successivement presque tous.

Tels furent ce procès et ces prétendus massacres d'Epériès, sur lesquels se sont exercées pendant deux cents ans les rancunes magyares et les déclamations philosophiques, attribuant (on ne sait pourquoi) l'inspiration de ces barbaries aux Jésuites. A travers ces réqui-

1. Wagner (*Magni Historia Leopoldi*) donne le chiffre de huit exécutions à mort : « Octo conjuratorum principes, dextrâ capiteque resectis meritas pœnas dedere » (vol. II, p. 3). D'après cet auteur, la conspiration devait livrer Bude aux infidèles : « Atrocior proditio parum abest quin Budam redderet Barbaris » (liv. X ; II, p. 3). Suivant l'auteur des *Révolutions de Hongrie*, les bourreaux auraient torturé, décapité, roué en permanence, pendant plusieurs mois, un nombre incommensurable de gentilshommes et de citoyens innocents (p. 116). Mais ce sont là des allégations vagues et complètement dénuées de preuves positives. Parmi toutes ces prétendues victimes, le narrateur ne cite aucun nom. Aucune trace de ces procédures ne subsiste dans les archives juridiques, ni dans les actes du Parlement, auprès duquel eurent accès, dès l'année suivante, les réclamations des intéressés et de leurs familles. Ajoutons que, dans cette session, le Gouvernement royal ne fit rien pour entraver la liberté des débats; cependant aucune voix ne s'éleva pour dénoncer les atrocités énumérées par l'auteur des *Révolutions de Hongrie* et reproduites plus tard si complaisamment par ses scoliastes.

sitoires, il me paraît difficile de préciser quelle fut la part personnelle de Caraffa dans ce sinistre épisode. Mais ces fougueuses indignations visent moins sa mémoire que la maison d'Autriche et l'Eglise; c'est Tœkœli, ce sont les Kurucz qu'on veut justifier en appelant les anathèmes de la postérité sur leurs adversaires. Eh bien! l'histoire ne doit pas se prêter à ces artifices. C'est par milliers que se comptent les victimes égorgées par l'usurpateur et les pseudo-patriotes, au nom de la « cause nationale ». La sombre tragédie d'Epériès, dit fort justement M. Onno Klopp, « n'est « rien auprès des atrocités commises par Tœkœli « dans les années précédentes. Et cependant ce n'est pas « Tœkœli, c'est Caraffa, que les traditions hongroises « ont représenté comme un monstre[1] ».

Le libéralisme moderne, toujours complaisant aux ennemis de l'Autriche, a docilement ratifié cette substitution.

1. Onno Klopp, p. 412.

II

Nous avons vu que Léopold avait, dans la mesure du possible, adouci la rigueur des sentences rendues. Loin de vouloir terroriser la Hongrie, son ambition était de la pacifier, en effaçant par le retour de l'ordre légal, par une politique sage et bienveillante, les plaies de la guerre civile et de l'occupation musulmane. Dans ce but, aussitôt après la recouvrance de Bude et de Szegedin, dans l'automne même de 1686, il avait voulu convoquer la diète de Presbourg et lui soumettre un plan de réorganisation administrative. Il voulait aussi, désir bien naturel, assurer la succession au trône dans la dynastie contre les complots et les boutades d'un patriciat anarchique, en proposant à la diète son fils aîné Joseph, pour la désignation de prince héritier.

Ce dernier dessein avait été combattu comme prématuré par plusieurs de ses conseillers intimes, notamment par le P. Marco d'Aviano. « Votre Majesté, écrivait ce « religieux, trouvera de grandes difficultés dans l'obs- « tination des Hongrois. Ses bienfaits n'ont pas encore « gagné ces esprits arrogants, ces âmes versatiles. Cette « nation est foncièrement infidèle, changeante et capri- « cieuse[1]. »

Les appréhensions de Marco d'Aviano étaient justifiées. Les factieux comptaient encore sur un retour offensif des Turcs, leurs alliés. Ceux-ci, rebutés dans leurs pro-

1. « Temo che V. M. C. ritrovera gran durezze et pertinacia nelli Ungaria ne bastera l'evidente beneficenza di V. M. per amollire quei cuori troppo infidi et protervi essendo una natione pocho fedele, altiera et instabile » (Lettres de M. d'Aviano du 13 décembre 1680. V. Onno Klopp, p. 406).

positions de paix, avaient fait de nouveaux efforts, et, dans le printemps de 1687, avaient obtenu sur les Impériaux certains avantages, en forçant le duc de Lorraine et l'électeur de Bavière à se replier sur la rive droite de la Drave. Heureusement, le grand vizir, en s'abstenant de les poursuivre, leur permit de se reformer près d'Essek. Quelque temps après (12 août 1687), ces deux princes prirent une éclatante revanche, à Mohacs, sur le théâtre même du désastre éprouvé, cent soixante-deux ans auparavant, par l'infortuné Louis II. Sur 60.000 Turcs, 8.000 restèrent sur le champ de bataille. 2.000 furent fait prisonniers. Leur camp, 78 canons et d'énormes provisions restèrent aux vainqueurs[1]. Les débris ottomans, poursuivis, l'épée dans les reins, par Eugène de Savoie, se refugièrent à Essek, qu'ils évacuèrent trois semaines après. L'indiscipline et la sédition sévissaient dans leurs rangs, depuis leurs désastres. Essek fut occupé par Dünewald, qui, sans coup férir, put s'emparer de Valpo, de Vukovar, de Poséga et de Carlowitz. L'occupation de la péninsule esclavonne fut complétée, peu de jours après, par la prise de Peterwardein, forteresse de premier ordre, qui commande toute cette région, jusqu'au confluent de la Teiss avec le Danube. Le duc en fit son quartier général et sa base d'opérations pour la campagne qu'il projetait sur Belgrade.

C'est ainsi que l'Autriche, de son épée victorieuse, scellait l'affranchissement de la Hongrie, dans les même plaines où Soliman, en 1526, l'avait plongée dans la servitude. — « Le royaume est à nous, avait dit son « grand vizir Ibrahim aux malheureux vaincus. Ce « n'est pas la couronne, ni les diamants, qui l'en- « tourent, c'est le sabre qui commande l'obéissance.

1. Onno Klopp, p. 410.

« Ce que le sabre a conquis, il doit le retenir. » Le glaive avait désormais changé de mains. D'après ce droit de conquête, si souvent invoqué par les « héritiers d'Arpad », ce n'étaient plus les Magyars, ni les Turcs, c'était l'Autriche qui régnait sur ces belles contrées, de par ses brillantes victoires. Mais, comme l'observe très bien M. Onno Klopp, Léopold ne voulut jamais se prévaloir des droits issus de la force. Il n'envisagea jamais la couronne qu'au point de vue chrétien, comme « le symbole d'un contrat, signé par le détenteur de la puissance temporelle, non pas avec ses sujets, mais avec l'Eglise, représentant du droit, sur la terre[1] ». Conception purement catholique, j'en conviens; mais l'esprit moderne a-t-il enfanté jusqu'à présent un droit supérieur?

1. Onno Klopp, p. 411.

III

Après cette série de succès, le cabinet impérial jugea le moment venu de reprendre une action vigoureuse en Transylvanie. Depuis plus d'un an, Tœkœli et ses partisans y régnaient en maîtres. Le faible Apaffy, sous leur influence, avait supplié l'empereur d'abroger le traité de Vienne, ou du moins de surseoir à l'envoi de ses garnisons. Sans répondre à ses ineptes prières, le Conseil chargea Charles de Lorraine de procéder sans retard à l'occupation du pays. Conformément à cet ordre, le duc franchit immédiatement la frontière, promettant sécurité et protection à tous ceux qui se soumettraient à l'autorité royale. A la tête de l'avant-garde, Vétérani entra dans Klausenbourg, (18 octobre), en garantissant à cette ville ses libertés et ses privilèges ; quelques jours après, il introduisait, sans coup férir, un détachement à Samos-Ujvar. Les burgraves, terrifiés, envoyaient message sur message au duc, à ses généraux, à l'empereur, pour arrêter ou du moins pour limiter l'occupation militaire, prétendant que l'entrée des Impériaux amènerait infailliblement une invasion ottomane, comme si l'arrivée des Turcs n'était pas pour eux-mêmes le suprême espoir. Apaffy s'était retiré dans Hermannstadt, conjurant le duc de lui laisser au moins la libre possession de cette ville. Mais déjà le généralissime avait franchi la Maros et s'avançait à marches forcées vers le contrefort des Carpathes. Tœkœli avait disparu. Apaffy, libre de cette tutelle et sentant l'inutilité de toute résistance, signa, le 27 octobre, à Blasendorf, un nouveau traité, par lequel

il livrait aux Autrichiens douze forteresses, notamment Hermannstadt, Klausenbourg, Bistritz, Wissembourg, Maros-Vasarhély, Monostor et Tévis, en s'engageant à les entretenir et à payer de plus une somme de 700.000 florins à l'empereur en sept échéances. Le prince, la diète et les pouvoirs publics conservaient l'administration du pays; les villes gardaient leurs privilèges; mais l'autorité véritable était transférée à la cour de Vienne[1].

Apaffy, virtuellement dépossédé d'une puissance qu'il n'avait jamais exercée, se retira tranquillement à Fogaras avec sa famille et quelques fidèles. Il y passa ses dernières années, protégé par les généraux autrichiens contre les intrigues des magnats, et bénissant sans doute, dans son effacement, la révolution bienfaisante qui l'avait délivré du trône[2].

Pour assurer la défense du pays contre l'oligarchie magyare et les Turcs, le duc Charles divisa la Transylvanie en quatre districts militaires, Hermannstadt, Wissembourg, Klausenbourg et Bistritz, puis, laissant à Scherffenberg le commandement suprême, il alla recevoir à Vienne les remerciements de l'empereur et les acclamations populaires, digne récompense des immenses services qu'il venait de rendre et de la gloire projetée par ses exploits sur la monarchie.

En étendant la domination autrichienne jusqu'au bas Danube, l'occupation de la Transylvanie achevait l'écrasement des rebelles hongrois et fermait aux Turcs les fameuses passes des Carpathes. Partout l'anarchie et l'islamisme disparaissaient simultanément, comme des larves nocturnes devant l'astre

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 441-442. Wagner, *Histoire de Léopold II*, 23e fragment.

2. « Signatis tabulis. Apaffius frequenti nobilitatis ac curruum quinquagenta comitatu Fogarasinum se, cæli saluberrimi situsque peramœni locum recipit. (Wagner, t. II, p. 27.)

radieux des Habsbourg. Le moment était propice pour reprendre la conversation, interrompue depuis cinq ans, avec les épilogueurs de la diète. Léopold la convoqua, pour le 31 octobre 1687, à Presbourg. Dans des conférences préalables, il s'était assuré le concours de membres influents pour l'introduction des réformes qu'il considérait comme indispensables, et, suffisamment armé contre l'esprit de chicane, il ouvrit lui-même la session par un discours où, rendant grâce à la divine Providence, il proclamait avec un juste orgueil la récupération du sol hongrois par le soin et par la persévérance du Gouvernement royal. « Il me serait aisé, ajouta-t-il, dans ma puissance actuelle, de traiter la Hongrie en pays conquis, et de lui imposer de nouvelles lois, un changement complet de régime. Telle n'est pas ma pensée. Je veux maintenir l'ancienne constitution, en exceptant toutefois le statut établi par la bulle d'André II en 1222, pour reconnaître aux états, dans le cas d'une violation réelle ou supposée de leurs privilèges, le droit de prendre les armes contre le roi. Car ces statuts, contraires à toutes les lois divines et humaines, a été (l'expérience de deux siècles l'a prouvé surabondamment) la source d'effroyables calamités pour le royaume[1]. »

Nous avons vu que, pour la superstition hongroise, cette insanité législative était l'arche sainte, et que la conquête étrangère, l'anarchie et tous les fléaux déchainés par cette néfaste prérogative avaient passé sur les Magyars sans les tirer de leur fétichisme[2].

1. Onno Klopp, p. 412. Fessler-Klein, vol. IV, p. 446.

2. Le cardinal-archevêque Kollonitz redigea, dans cette occasion, un memoire très remarquable, dans lequel il demontra que la couronne hongroise avait ete primitivement hereditaire, et que la transmission en avait eté maintenue ainsi pendant plusieurs siecles. Pour la premiere fois, l'elevation de Mathias Corvin avait ete elective, par suite de l'extinction de la dynastie regnante; mais ce fait anormal n'avait rien changé, quant au droit. Par suite, les elections ulterieures constituaient

Pour la première fois depuis un siècle et demi, l'Autriche en abordait la discussion avec les vrais arguments : la force militaire et le prestige du succès.

Comme complément de novation constitutionnelle, le Gouvernement réclamait de la diète la renonciation pour l'avenir au droit d'élire le souverain et l'institution définitive de l'hérédité en ligne masculine pour la maison de Habsbourg. Cette réforme avait été souvent sollicitée par les prédécesseurs de Léopold et toujours repoussée avec hauteur par les Parlements. Cette fois, l'ascendant d'éclatantes victoires en assurait le succès. Quelques obstinés cependant s'efforcèrent de maintenir dans la transmission royale quelques vestiges de droit électif. Un député de Neitra, Jean Jaszy demanda qu'on réservât à la diète le droit de choisir dans la dynastie le prince qu'elle jugerait le plus digne. Mais le « Personal » ou représentant du roi, Stéphan Orban, répondit fort judicieusement que ce serait faire le jeu des agitateurs et que tous les bénéfices du principe dynastique seraient anéantis par le droit d'option. — Un autre député, Czemnitzky, voulut subordonner l'institution héréditaire au maintien de l'article 31 de la Bulle d'or, édictée en 1222. Le personal répondit qu'un tel marchandage serait attentatoire à la dignité royale. Mais déjà le chanoine Piber, capitulaire de Gran, avait fait vibrer la vraie note en déclarant que l'hérédité devait être conférée à la maison de Habsbourg, *en reconnaissance des services qu'elle venait de rendre au pays*. « Si nos « aïeux, dit-il, par reconnaissance pour Louis Ier, « ont désigné pour roi sa fille Marie[1], pourquoi ne dési-

de véritables usurpations de la diète. *Atque deinceps electionis liberæ jus ordines sibi præter majorum morem arrogasse* (Wagner, *Historia Leopoldi*, t. II, p. 31).

1. Louis Ier, roi de Hongrie et de Pologne (1326-1382), surnommé le Grand, pour ses conquêtes et pour sa sagesse.

« gnerions-nous pas, à leur exemple, pour roi héréditaire, Joseph, fils de notre bienfaisant Léopold ? » Ce langage net et ferme, dégageant la question d'un vain formalisme, intimida les assembleurs de nuages, et la transmission héréditaire de la couronne fut votée à l'unanimité par les *deux Tables* de la diète, avec cette réserve qu'à l'extinction de la ligne masculine dans la maison de Habsbourg, la nation hongroise rentrerait dans l'exercice du droit d'élection (7 novembre 1687)[1].

La modification de la Bulle d'or sur le droit d'insurrection causait plus de perplexités à la cour. Les ministres craignaient des discussions plus ou moins orageuses sur ce point. Mais le vote précédent venait de donner aux opposants la mesure de leur impuissance, et la suppression du fameux article passa sans difficulté. Pour prix de cette concession, la noblesse se fit confirmer dans ses privilèges les plus abusifs. De plus, les jugements d'Epériés furent invalidés, les veuves et les orphelins des suppliciés furent remis en possession de leurs biens. La liberté fut rendue avec annulation de toutes procédures aux survivants de l'inculpation. Enfin une aministie générale fut proclamée au nom du souverain pour consacrer la délivrance et la pacification du royaume[2].

L'apaisement et le loyalisme étant revenus à l'ordre du jour, les protestants voulurent, eux aussi, en devenir les bénéficiaires, et, dans ce but, ils présentèrent au monarque une requête pour le redressement de leurs griefs, notamment pour la revendication de ce qu'ils appelaient leurs propriétés. Rien de plus respectueux et de plus édifiant que leur style : on eût dit que les auteurs de cette onctueuse homélie s'étaient distingués

1. Fessler-Klein, p. 446, d'après le *Diarium Comitiorum* 1687-1688. Katona, XXXV, 431.
2. Fessler-Klein, vol. IV, p. 451. Katona, XXXV, 430

à toute époque par leur dévouement à la dynastie.

La réponse du roi s'étant fait attendre, ils s'adressèrent à la diète. Mais, devant cette juridiction, ils furent énergiquement combattus par le clergé catholique, qui qualifia leurs prétentions d'impudentes, en leur reprochant avec véhémence leur conduite passée : « Les protestants, dit l'archevêque de Gran, Szechényi, par leurs rebellions obstinées, ont perdu tout droit aux faveurs dont la première condition eût été leur obéissance. Complices des Kurucz et de Tœkœli, ils ont annulé eux-mêmes le contrat dont ils se prévalent. » Le raisonnement était juste, et la diète reconnut le principe de la déchéance encourue par les réformés. Néanmoins, toujours dominée par l'esprit magyar, et s'appuyant sur l'amnistie édictée par le souverain, elle proclama la réintégration des communautés protestantes dans toutes leurs prérogatives et possessions antérieures à la dernière insurrection. La session se termina par le couronnement du prince héritier, fils aîné de Léopold, qui fut plus tard empereur sous le nom de Joseph Ier et qui n'avait alors que neuf ans. Cette solennité, rehaussée par la représentation des comitats et des villes nouvellement reconquises, fut véritablement imposante. Autour du trône, qu'environnait une ceinture de magnats, prélats, généraux et hauts dignitaires, étaient suspendues les bannières des provinces composant le royaume de Saint Etienne et des pays feudataires, emblèmes qui, pendant cent soixante ans, avaient tristement protesté contre l'asservissement national et qui venaient de reprendre une signification réelle, grâce aux victoires autrichiennes.

Malgré le vote qui venait de fixer l'ordre de succession dans la dynastie des Habsbourg, le Palatin, demanda par trois fois aux magnats et aux députés,

s'ils acceptaient pour roi Joseph Ier, fils de Léopold. Des acclamations trois fois répétées répondirent. Alors le primat nonagénaire Széchényi plaça la couronne sur la tête du jeune prince et le manteau royal sur ses épaules, puis il lui dit à haute voix : « Sois vainqueur sur tous les ennemis extérieurs, principalement sur le Croissant. A l'intérieur, souviens-toi que la plus sûre protection des rois est dans l'amour et la reconnaissance de leurs peuples. Tu ne seras heureux qu'en assurant le bonheur des autres. Vis donc longtemps, ô roi aimé de Dieu et de tes sujets. » Rappeler aux grands leurs devoirs a toujours été la noble mission de l'Eglise. Ici, l'exhortation était un hommage à la dynastie qui venait d'acquérir à la gratitude du peuple hongrois deux titres impérissables : la libération du territoire national et l'extinction de la guerre civile[1].

1. *Acta dietalia*, par un député du comitat de Comorn. Ce manuscrit existe dans la Bibliothèque nationale de Pesth. Onno Klopp, p. 413. Katona, XXXV, p. 453.

CHAPITRE III

MAINMISE IMPÉRIALE EN TRANSYLVANIE

Capitulations d'Erlau et de Munkacs. — Mutineries dans les armées ottomanes. — Avènement de Soliman II. — Prise de Belgrade par l'électeur Max-Emmanuel. — Caraffa, gouverneur général de Transylvanie. — Diplôme d'allégeance. — Mainmise de l'Autriche sur toute la principauté. — Victoires du margrave Louis de Bade à Derbend, en Bosnie. — Conférence de Vienne pour la conclusion d'une paix entre la Turquie et les États de la Sainte-Alliance, sous la médiation anglaise. — Guerre générale en Europe. — Victoire de Louis de Bade à Jagodina. — Prise de Nissa, de Widdin. — Occupation de la Valachie. — Affaiblissement des effectifs impériaux. — Mort d'Apaffy. — Rentrée de Tœkœli en Transylvanie. — Défaite des Impériaux à Zernvest. — Récupération de la Transylvanie par le margrave Louis de Bade (1690). — Perte de Belgrade.

I

La cérémonie du sacre était à peine terminée quand parvint à Presbourg une joyeuse nouvelle : Erlau, occupée par les Turcs depuis quatre-vingt-onze ans, venait de capituler. Caraffa, gouverneur de Haute-Hongrie, l'assiégeait depuis plusieurs semaines. La garnison ottomane, à bout de vivres et n'espérant pas de secours, avait ouvert aux Impériaux les portes de la place, en obtenant de se retirer à Grosswardein[1]. Après ce succès Caraffa se porta sur Munkacs, défendue depuis trois ans par Hélène Zrinyi, femme de Tœkœli, et dernier rempart de l'insurrection. Entamant des pourparlers avec cette altière princesse, Caraffa lui représenta sans peine la cause de son mari comme désespérée et finit par obtenir d'elle la reddition de la place (14 janvier 1688). Hélène Tœkœli fut dirigée sur Vienne avec ses trois

1. Fessler-Klein, IV, p. 454.

enfants, parmi lesquels était Franz, petit-fils de Rakoczy II. Tous trois furent placés sous la tutelle de l'empereur et, par délégation, confiés à l'archevêque Kollonitz. Les immenses biens de leur succession leur furent restitués. Leur mère, remise en possession de sa dot, fut pendant quelque temps internée dans un couvent d'Ursulines, puis rendue à la liberté.

Après la capitulation de Munkacs, Tœkœli ne possédait plus un pouce de territoire en Hongrie. Il s'obstinait néanmoins dans son rôle de prince et s'épuisait en négociations, cherchant partout des appuis. Il eut d'abord l'étrange idée de faire plaider sa cause auprès de l'empereur par sa femme Hélène, promettant de se faire catholique et même de consacrer ses efforts à l'extirpation de l'hérésie, dans toute l'étendue des États qui lui seraient rendus. Son offre ne fut même pas discutée. Il reprit alors son œuvre d'agitateur et lança de Gyula, sa résidence, un manifeste pour convier de nouveau la nation hongroise à l'insurrection : « O peuple, « disait-il, tes ennemis et les miens disent que je suis « mort ; mais je vis, je vis pour défendre encore une « fois ta liberté. Tu n'as plié sous le joug, je le sais, « que forcé par les circonstances. Je sais que tu hais « tes oppresseurs. Honte sur eux, sur leurs complices, « sur un Esterhazy qui vient de se faire nommer prince « de l'empire, comme si la dignité de Palatin n'était « pas infiniment supérieure. C'est le digne prix de ses « trahisons. A moi-même, que n'a-t-on pas promis pour « abandonner ta défense? Mais je préfère toutes les « disgrâces à la félonie... En somme, notre cause n'est « pas perdue. Nous n'avons pas à désespérer[1]. »

Dans le même factum, il promettait à ses partisans le concours, l'éternel concours de la Porte, pour la

1. Katona, XXXV, 339-344. Nullum effectum tàm invidiosa Tœkœli declamatio producere potuit, *ibid.*, 344.

revendication de leurs libertés. Ces déclamations vieillies se perdirent dans le vide. Tout le monde, même les protestants, était fatigué de la guerre civile. Tout le monde voulait l'ordre et la renaissance des travaux, des arts pacifiques. Quant aux Turcs, à part quelques énergumènes et les desperados de l'insurrection, personne ne souhaitait leur retour.

Mais, quelles que fussent les dispositions des Hongrois par rapport à la guerre civile, l'Empire ottoman, n'était plus, à cette époque, en mesure de la seconder. Une crise intérieure avait depuis quelques mois paralysé toutes ses forces.

Après la défaite de Mohacs, une mutinerie terrible avait éclaté dans l'armée, et le vizir Soliman avait dû, pour s'y dérober, s'enfuir à Constantinople. Les émissaires de la rebellion, agas des janissaires, et silikhars des spahis, l'y suivirent, et le lâche Mahomet IV leur avait accordé sa tête. Les insurgés, ayant acquis ainsi le sentiment de leur force, s'établirent pour hiverner à Sofia et à Philippopolis, au lieu de se rendre, sur l'appel de leur maître, dans la capitale. Bientôt ils réclamèrent la déchéance du sultan, l'accusant de passer son temps à la chasse et d'avoir causé leurs revers par sa mollesse, son insouciance. Le divan obéit à leur injonction. Mahomet IV fut dépouillé du pouvoir, et son frère Soliman, qui venait de passer quarante-six ans en captivité, fut, malgré sa résistance, tiré de sa retraite pour revêtir les insignes du pouvoir suprême. Mahomet alla le remplacer en prison. On lui fit grâce de la vie, clémence inusitée jusqu'alors dans les révolutions du sérail (8 novembre 1687)[1].

L'avènement de Soliman II mit fin à la sédition militaire. Mais l'autorité sortait affaiblie de cette commo-

1. Wagner, *Historia Leopoldi*, t. II, p. 37; *Histoire de Turquie*, par M. Jouannin, p. 299; Onno Klopp, p. 415.

tion. Le désordre et le brigandage avaient ruiné la discipline dans l'armée. Le nouveau grand vizir, Siawouch-pacha, assiégé dans son palais, fut égorgé par les janissaires, qui forcèrent son harem et massacrèrent ses malheureuses femmes, après les avoir accablées d'outrages. En présence de pareils excès, la populace de Constantinople se souleva, sous la conduite d'un émir et des ulémas, pour réduire ces bandes déchaînées. Ismaïl-Pacha, vieillard septuagénaire, fut nommé grand vizir. L'aga des janissaires eut la tête tranchée ; plusieurs mutins furent pendus. La révolte fut momentanément réprimée par ces châtiments (décembre 1687).

Effrayé par ces symptômes d'anarchie, le nouveau sultan, pacifique par nature, souhaitait ardemment la fin d'une guerre désastreuse. Sous prétexte de notifier son avènement à l'empereur, il s'efforça d'entamer avec la cour de Vienne des négociations pour la paix. Ces ouvertures étaient fortement appuyées par le prince d'Orange, qui venait d'organiser à Augsbourg une nouvelle ligue contre Louis XIV, et se préparait à détrôner son beau-père, Jacques II, roi d'Angleterre. Impatient de s'assurer le concours de l'Autriche pour cette double entreprise, il s'appliquait à la dégager de ses conflits orientaux et à ramener sur les bords du Rhin tout l'effort de sa politique.

Léopold sut résister à ces suggestions. Il comprenait maintenant que, pour sa dynastie, la délivrance du royaume hongrois était la première des nécessités et qu'avant d'attaquer sur le Rhin la puissance française, il lui fallait asseoir solidement sa domination dans la vallée du Danube. Il écarta les avances de Soliman II, et la guerre reprit son cours, au printemps suivant.

La campagne de 1688 fut, comme ses devancières, féconde en brillants succès pour l'Autriche. Dès la reprise des hostilités (19 mai), le général Caprara fit ca-

piluler la garnison turque de Stuhlweissenbourg. Cette ville (Albe-Royale), théâtre des couronnements royaux, sous les anciennes dynasties hongroises, était au pouvoir des Ottomans depuis 1543. Peu de temps après, Caraffa s'empara de Solymos et de Lippa, puis de Lugos sur les frontières de Transylvanie. Non loin de là, Karansébès fut occupé par Veterani. A ce moment, l'électeur de Bavière, Max-Emmanuel, prit le commandement général de l'armée, devenu vacant par une maladie du duc de Lorraine. Après avoir concentré le gros de ses troupes, au nombre de 30.000 hommes, sous les murs de Péterwardein, il se dirigea sur Belgrade.

Conquise par Soliman, en 1521, cette forteresse était, depuis cent soixante-sept ans, le principal boulevard des Turcs dans toutes les régions danubiennes. Les musulmans l'avaient surnommée Dar-ul-Djihad (le rempart de la guerre sainte). C'est là que se formaient leurs colonnes d'attaque pour envahir la Hongrie, là qu'elles reprenaient haleine, après une campagne malheureuse, pour se reconstituer. Rien n'y troublait leur sécurité. C'était la base de toutes leurs opérations contre l'Autriche et contre l'Etat Vénitien. Leur enlever cette forteresse, c'était frapper au cœur leur puissance et rouvrir aux armées chrétiennes la route de Constantinople. Le P. Marco d'Aviano, dont l'influence sur Léopold était toujours considérable, ne cessait de l'exhorter à diriger ses vues sur Belgrade. « Sans cette possession », lui écrivait-il dans une de ses lettres, « toutes les conquêtes, faites jusqu'à présent, sont sans garantie et même sans grande importance. Pour le bien de Votre Majesté, pour celui de la chrétienté entière, nous devons prendre cette place[1]. »

1. « Senza della quale imprese di V. M. C. sono solo *ad tempus* et sanza Belgrado d'aggrario e non di sicurezza e per consequenza di gran avantaggio. » (Onno Klopp. p. 417.)

Cette grande entreprise fut résolue en Conseil.

Les abords de la place furent mollement défendus par les Turcs. Géghen-Osman, chargé de surveiller les bords du Danube, se laissa déloger au bout de quelques jours par les avant-gardes chrétiennes, et les ayant vu traverser le fleuve sur des radeaux et sur un pont volant, sous la protection de leur artillerie, il profita de la nuit pour se retirer à Semendria, où le rejoignit Tœkœli. Cette fuite honteuse livrait aux Impériaux la ville basse ; ils la trouvèrent abandonnée par ses habitants et livrée aux flammes.

Aussitôt commença l'attaque régulière de la place. Dès les premiers jours d'août, le 7, le 8 et le 9, les Turcs furent délogés de toutes leurs positions sur la rive gauche de la Save. Les Autrichiens y placèrent aussitôt leurs batteries de siège. Mais la grosse artillerie manquait et le service civil avait négligé d'en assurer le transport par eau. L'ardeur parmi les officiers était telle qu'ils se cotisèrent pour affréter une flottille et noliser sur le Danube le chargement des canons[1]. Grâce à cet élan généreux, le bombardement put commencer dès le 15 août.

Une armée ottomane était en formation sur les frontières de Bosnie. Pour l'arrêter au passage et la dissiper, 6.000 cavaliers furent lancés vers la Drina, sous le commandement du duc de Lorraine, relevé de sa maladie. Pendant cette diversion, Max-Emmanuel, poussant le siège avec une vigueur extraordinaire, fit ouvrir la tranchée dès le 25 août. Le 7 septembre, il ordonnait un assaut général, et le soir même, à la tête des troupes, il plantait victorieusement le drapeau chrétien sur le principal bastion, conquis à la baïonnette[2]. 7.000 Turcs périrent dans l'action. La perte des Impériaux ne dé-

1. Onno Klopp, p. 419.
2. Fessler-Klein, vol. IV, p. 466.

passa pas 700 hommes. 77 canons avec un butin immense tombèrent entre les mains des vainqueurs. Dès le lendemain toutes les mosquées étaient converties en églises. Celle qui renfermait le tombeau de Kara-Mustapha fut abandonnée aux Jésuites. La tête du malheureux vizir fut envoyée par ces Pères à l'archevêque Kollonitz, qui la fit déposer, trophée funèbre, voilée de son linceul, dans l'arsenal civil de la capitale.

Max-Emmanuel s'installa dans le palais occupé, en 1683, par Mahomet IV; il y reçut les ambassadeurs envoyés par Soliman II à Léopold, pour renouer des négociations en vue de la paix, et, sans engager aucun débat diplomatique avec eux, leur accorda le libre parcours à travers les provinces si glorieusement récupérées par les armes chrétiennes.

Quel admirable changement s'était opéré, pendant ces cinq années, dans les rapports respectifs de l'Autriche et de la Porte ottomane! Dépossédés de toute la Hongrie, les Turcs étaient passés de l'arrogance à la supplication. Ils imploraient la paix et ne pouvaient l'obtenir. L'héritier de Charles-Quint avait vengé les injures infligées à la Chrétienté depuis quatre cents ans par les conquêtes musulmanes. Déjà son ambition, franchissant les Balkans, pouvait s'élancer jusqu'aux rivages du Bosphore et se proposer le refoulement des Turcs en Asie.

II

L'importance de ce magnifique succès fut rehaussée par les événements dont la Transylvanie était alors le théâtre et qui complétaient l'établissement de la suprématie autrichienne. Après la prise d'Erlau et des forteresses avoisinantes, Caraffa reçut, en récompense de ses services, le gouvernement de cette principauté. La coterie magyare était aux aguets; elle se hâta de semer partout l'épouvante en annonçant cette nomination comme le prodrome d'une dictature tyrannique. Pour terrifier les esprits, on assurait à voix basse que le nouveau gouverneur apportait avec lui tout un approvisionnement d'échafauds et d'appareils de tortures.

Apaffy, dont la souveraineté n'était plus qu'un vain simulacre, envoya toute une députation de magnats au lieutenant du roi pour le complimenter. Caraffa, sans rendre hommage au prince nominal, s'établit à Hermannstadt, sur la frontière de Valachie, en déclarant que sa mission était surtout militaire et qu'elle avait pour but un ensemble de mesures défensives contre une invasion imminente des Tartares. Peu de temps après, il appela Téléki près de lui, pour lui confier son véritable mandat.

Ce mandat était purement politique : Le traité de Blasendorf ne suffisait plus à la cour de Vienne. Maîtresse de la Hongrie presque entière, elle voulait maintenant éteindre le foyer des insurrections fomentées depuis cent cinquante ans par cette principauté factieuse dans les vallées de la Teiss, en s'attribuant désormais le contrôle

de son administration et la direction suprême de toutes ses affaires. Caraffa, par son intelligence et son énergie, était l'homme désigné pour accomplir cette transformation[1]. D'accord avec Téléki, il convoqua près de lui les notables et principaux dignitaires de Transylvanie, Ladislas Szekély, président de la diète, Gabriel et Alexis Bétlem, Valentin Frank, comte des Saxons, Christian Szabo, bourgmestre d'Hermannstadt, Pierre Alvinzi et Jean Sarossy pronotaires, plusieurs régalistes (membres du Parlement, nommés par le prince), le juge de Kronstadt, etc., bref l'élite de la Transylvanie officielle ; tous nommés par Apaffy, sous la dictée de Téléki, son maire du palais, pour opérer la refonte des institutions, dans le sens voulu par l'Autriche. Des conférences engagées entre ces hauts personnages et les commissaires impériaux, dirigées par David Absalon, légiste hongrois, sortit une réforme constitutionnelle, intituée *contrat d'allégeance*, et rétablissant, en principe, l'antique lien de la Transylvanie avec le royaume hongrois. Par ce statut, la Principauté remettait *spontanément* ses destinées entre les mains de Léopold et, pour l'avenir, se confiait à ses futurs successeurs. Apaffy conservait, pour sa vie durant, le titre de prince avec différents droits seigneuriaux, et son fils devait succéder viagèrement à cette jouissance. Mais, après leur disparition, la diète reprendrait le droit d'élection, sous la tutelle du monarque. Toutes les places de la principauté, sans exception, devenaient forteresses royales et devaient être occupées par des

1. L'habileté, le tact et l'esprit conciliant dont Caraffa fit preuve en cette circonstance, suffiraient pour le justifier des accusations de violence et de cruauté grossières élevées par les écrivains magyars contre sa mémoire. Suivant les témoignages recueillis par Wagner, sa conduite en Transylvanie fut d'une urbanité et d'une bienveillance qui gagnèrent promptement au Gouvernement autrichien toutes les classes sociales, à l'exception des factieux irréconciliables (Wagner, *Hist. Leopoldi*, II, p. 41).

réguliers. Néanmoins le pays était soustrait aux charges de leur entretien, moyennant une taxe annuelle de 50.000 thalers. — La liberté du culte était de nouveau garantie aux confessions reconnues ; enfin les privilèges des villes et de la noblesse maintenus suivant les clauses formulées par l'acte contractuel de Blasendorf[1].

On le voit : c'était l'inféodation absolue de la Transylvanie, nominalement au roi de Hongrie, en fait à l'empereur et au cabinet de Vienne.

Toute résistance était impossible. La diète des Trois-Nations, toujours imperturbable dans son obéissance aux faits accomplis, enregistra purement et simplement le projet élaboré par David Absalon, sous le nom de diplôme d'allégeance (Huldigungs Urkund) et le sceptique Apaffy le revêtit de sa sanction princière, heureux d'assurer à ses vieux jours la tranquillité, unique objectif de sa politique, pendant toute sa vie.

Aussitôt après l'accomplissement de ces rites, Kövar, Huszt, Görgeny furent occupées par les Impériaux. Kronstadt, métropole du Sud, voulut leur fermer ses portes ; mais, investie par Vétérani, elle se rendit après quelques coups de canon. Douze de ses principaux bourgeois durent être livrés au général autrichien, comme instigateurs de la rébellion, et Caraffa, s'abstenant de les punir lui-même, les renvoya devant les tribunaux du pays, pour être jugés suivant les lois nationales. Plusieurs d'entre eux furent condamnés à mort et exécutés.

Léopold écrivit à la diète pour la remercier en la félicitant d'avoir secoué pour toujours le joug ottoman et pour lui promettre l'action de sa paternelle sollicitude. Il remercia Caraffa, dont l'habile et prudente conduite

1. Fessler-Klein, v. IV, p. 459. Katona, XXXV, p. 565.

avait amené ces grands résultats : « Je n'oublierai jamais tes services, lui disait-il dans sa lettre. Téléki fut récompensé par un présent d'argenterie estimé à 12.000 florins et par le titre de comte romain[1]. » Vétérani reçut le commandement général de Transylvanie, pendant que Caraffa se portait avec 2.400 hommes sur le Danube, pour appuyer la marche de l'armée chrétienne sur Belgrade (30 juin 1688).

1. Un effet immédiat et fort avantageux de l'annexion autrichienne pour les Transylvaniens fut de les soustraire définitivement au tribut payé de temps immémorial par leurs « princes indépendants » à la Porte. Des émissaires turcs étant venus le réclamer au nom de leur maître reçurent des Trois-Nations cette réponse que la Transylvanie, appartenant désormais à l'empereur, n'avait plus le droit de rien allouer au sultan (Wagner, t. II, p. 41).

III

Grâce à ces événements, les passes des Carpathes étaient désormais fermées à l'invasion turque, et tout retour offensif au nord du Danube leur devenait impossible, Temesvar étant dominé par Belgrade. Dès l'automne de 1688, les Impériaux s'avancèrent dans le massif des Balkans. L'électeur, Max-Emmanuel, avait descendu le Danube jusqu'à Semendria, brûlée par le Seraskier dans sa fuite, puis, pénétrant en Bulgarie, avait poussé sans coup férir, jusqu'à la hauteur de Sofia. Mais, susceptible à l'excès et ne se trouvant pas suffisamment apprécié par la cour, ni respecté par les généraux autrichiens, il quitta subitement la conduite de l'armée pour retourner dans ses Etats héréditaires et jouir de sa gloire à Munich, dans sa propre cour[1]. Caprara, qui lui succéda dans le commandement de l'armée, n'osant, avec ses effectifs réduits, s'aventurer plus loin dans la péninsule, se replia sur Belgrade.

Des succès plus importants furent obtenus à l'ouest, par le margrave Louis de Bade qui, par l'audace et la sûreté de ses coups, s'élevait de plus en plus à la hauteur des grands capitaines. Ayant opéré sa jonction avec les Croates, en Sirmie, il passa la Save, pour envahir la Bosnie, s'empara de Dubicza et de Gradiska, puis s'enfonça dans un massif de montagnes extrêmement sauvages, qui dominent le pays. A ce

1. Dans sa campagne de Belgrade, il avait emmené avec lui le peintre Buyg, par lequel il se fit représenter dans ses principaux exploits, à Gran, Neuhaeusel, Bude et Belgrade, en quatre tableaux. Ces peintures sont encore aujourd'hui dans le château royal de Schleissheim, à quelques lieues de Munich.

moment, sur un ordre de Vienne, les Croates le quittèrent pour aller tenir garnison en Esclavonie. Quelques jours après, il était attaqué, près de Derbend, par 16.000 Turcs que commandait le grand vizir Siawoutch. Malgré l'infériorité de ses forces, il accepta la bataille et, chargeant lui-même à la tête de son meilleur régiment, remporta sur les infidèles une victoire complète. 5.000 Turcs, dont un pacha et l'aga des janissaires furent capturés avec 50 étendards, par les Impériaux[1]. Cette brillante victoire (8 septembre 1688) eut pour résultat immédiat la prise de Zvornik, forteresse importante sur la Drina. Peu de temps après, il reçut de Vienne l'ordre de marcher sur Serajévo, et de chasser les musulmans de toute la province. Pour renforcer son action, Caprara devait occuper Sofia, tandis que Vétérani envahirait la Valachie à la tête de seize régiments et combinerait avec le voïvode Serban une attaque sérieuse sur Roustchouk et Nicopoli.

C'est ainsi que la cour de Vienne, exaltée par ses victoires, embrassait dans ses plans la péninsule des Balkans tout entière, se flattant de la conquérir pied à pied et de refouler les Turcs jusque sous les murs de Constantinople. Mais, à ce moment, les complications amenées en Europe par la nouvelle révolution d'Angleterre (8 novembre 1688) vinrent la détourner de cette ambition généreuse, en réclamant sur un autre théâtre l'effort de sa politique et de ses armées.

Aussitôt après la dépossession de Jacques II par Guillaume d'Orange, la diplomatie anglaise avait brusquement changé d'orientation et pris la tête de la coalition qui se tramait en Europe contre Louis XIV, préludant par ces instigations à deux siècles d'hostilité implacable. Ses représentants déployaient à Vienne, à

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 467. Wagner, t. II, p. 55.

Berlin, à Turin, à Madrid une activité fébrile pour susciter des armées et les masser sur le Rhin, les Pyrénées, les Alpes, ou les Pays-Bas, contre les armées françaises. A Constantinople, ils se multipliaient et faisaient les derniers efforts pour réconcilier la Porte avec l'empereur et faire cesser cette guerre du Danube qui retenait dans les Carpathes ou dans les Balkans les meilleurs généraux de l'Autriche et ses troupes d'élite. Dans ce but, ils circonvenaient à toute heure le grand vizir et les hauts dignitaires du divan, pour fléchir l'orgueil ottoman et l'amener à tenter de nouvelles démarches, sous le patronage de l'Angleterre, en vue de la paix[1].

Abattue et découragée par ses revers, la Porte agréa, sans trop se faire prier, ces offres de bons offices. L'Autriche consentit, sur les mêmes instances, à discuter les bases d'un accord. Deux nouveaux ambassadeurs, Zulfikar Effendi et le Grec Maurocordato furent envoyés de Constantinople à Vienne, pour ouvrir de nouvelles négociations avec le Gouvernement impérial. Arrivés le 8 février 1689 dans cette capitale, ils ne purent qu'au bout de trois mois avoir accès auprès des ministres. Des difficultés d'étiquette retardèrent encore l'ouverture des débats pendant plusieurs mois.

Les plénipotentiaires impériaux étaient le comte Kinski, chancelier de Bohême, Strattman, conseiller d'Etat, Rudiger Starhemberg et Caraffa (aucun Hongrois ne figurait dans cette délégation); mais, conformément aux clauses de la Sainte Alliance, les alliés de l'empereur contre la Turquie, le roi de Pologne et la république de Venise, devaient traiter conjointement

1. On voit par ces détails que Louis XIV, dans cette guerre, ne fut pas, comme dans les précédentes, le provocateur, et qu'après plusieurs années de loyale neutralité envers Léopold, il fut pour ainsi dire forcé, par les intrigues britanniques, de recourir encore une fois à l'alliance des Turcs.

avec lui[1]. Les prétentions des confédérés furent exorbitantes. L'Autriche, arguant ses victoires et ses progrès dans la péninsule des Balkans, réclamait des Turcs la Hongrie entière, y compris Temesvar, Grosswardein, Jenno et Giula, encore occupées par des garnisons ottomanes, la renonciation à toute suzeraineté sur la Transylvanie, la cession de la Serbie, de la Bosnie, de la Valachie et de la Moldavie. De plus, elle demandait qu'on lui livrât Tœkœli. Venise exigeait la Morée, Négrepont, Athènes et Malvoisie conquises par ses armes, avec les territoires d'Antivari et de Dolcenigo sur l'Adriatique. Enfin la Pologne réclamait l'Ukraine, la Podolie et la Bessarabie, avec la place de Kaminiec, bien qu'elle n'eût guère éprouvé que des insuccès dans la dernière guerre. En revanche, elle pouvait avec raison se prévaloir de l'immense service rendu par son roi Jean Sobieski à l'Autriche et à la Chrétienté sous les murs de Vienne.

Ces propositions étaient inacceptables pour un Etat qui, malgré ses revers, possédait encore des ressources immenses et pouvait escompter déjà la diversion préparée en sa faveur par le prince le plus puissant de l'Europe. Le Hollandais Hope, agent personnel de Guillaume d'Orange à la cour de Vienne, s'efforça vainement de jouer le rôle de conciliateur et d'amener les parties à de mutuelles concessions[2]. Les divergences étaient trop irréductibles. Les pourparlers furent abandonnés et les envoyés turcs durent quitter Vienne. Ils

1. Wagner, t. II, p. 110. Fessler-Klein, vol. IV, p. 469.

2. Ce conciliateur voulait simplement pacifier l'Orient pour embraser l'Occident. Il prétendait que l'Autriche renonçât au fruit de ses victoires sur le Danube, pour se mettre au service de l'Angleterre sur le Rhin et dans les Pays-Bas. Comme prix d'une telle abnégation, qu'offrait-il à la cour de Vienne ? Absolument rien : et cependant l'Angleterre a pu pratiquer cette politique decevante avec un eclatant succes, à l'égard de Leopold et de ses successeurs, conquérant ainsi par ses suggestions un ascendant sur l'Autriche, dont les effets se font encore sentir de nos jours.

restèrent néanmoins en Autriche et furent internés à Comorn où leur séjour se prolongea pendant deux années.

Cette tentative ayant échoué, les hostilités furent reprises; mais, par suite des suggestions anglaises, l'Autriche s'était engagée à fournir immédiatement 24.000 hommes en Allemagne, et le duc Charles de Lorraine partit en toute hâte pour défendre les électorats de Trèves et de Mayence envahis par les généraux français. Le margrave Louis de Bade restait comme généralissime dans les pays danubiens, mais avec des effectifs considérablement affaiblis. Chaque jour, des prélèvements étaient opérés sur ses troupes, soit en Bosnie soit en Esclavonie; plusieurs régiments avaient quitté la Transylvanie, malgré les périls de toute espèce qui menaçaient cette province. Son armée de Bosnie et Serbie, se composait de 16 régiments d'infanterie et de 6 régiments de cavalerie, et ne dépassait pas 26.000 hommes; mais c'étaient des troupes excellentes: « Leur sang-froid, dit l'ambassadeur vénitien Cornaro, leur endurance dans les privations et dans les fatigues les plus grandes sont véritablement admirables. Non moins leur mépris de tous les dangers. Une discipline sévère les maintient dans l'obéissance. Habituées à voir la mort en face chaque jour, la solidité de leur tenue, leur fidélité, leur ponctualité dans le service sont à toute épreuve. L'exercice continuel de la guerre les a élevées à la perfection de leur métier militaire. Les règlements de l'armée impériale peuvent être proposés comme modèles à toutes les armées modernes. « Les escadrons impériaux », dit-il plus loin, « soutiennent, comme des murs vivants, le choc des masses turques infiniment supérieures en nombre, mais indisciplinées, puis les rejettent en arrière et les mettent en fuite. Leurs attaques sont irrésistibles. La face des choses est

aujourd'hui complètement changée. Le nom des Turcs, jadis si formidable, est aujourd'hui raillé, méprisé. Les Impériaux, en allant au combat, sont sûrs de la victoire avant même de l'avoir conquise[1]. »

1. Dépêches de Federico Cornaro, année 1688, citées par Onno Klopp, p. 448.

V

Les Turcs avaient fait de grands efforts pour réparer leurs désastres[1]. Soliman II lui-même, pour relever le moral de ses troupes, quitta Constantinople et voulut marcher à leur tête ; mais il n'alla pas plus loin que Sofia. Redscheb-Pacha, gouverneur de cette ville, nommé séraskier, s'avança dans les Balkans, à la tête de 40.000 hommes, força les Impériaux dans Zvornick et s'établit dans la place serbe de Krujéwatz, à trente lieues au sud de Belgrade. Par une offensive simultanée, Hussein, pacha de Bosnie, assisté de Tœkœli, reprenait sur le bas Danube l'importante place de Widdin.

Louis de Bade n'avait à Belgrade que 16.000 hommes. Malgré la disproportion de ses forces, il n'hésita pas à marcher au-devant de Rescheb, passa la rivière Morawa et, par des pluies torrentielles, vint établir son camp en face des Turcs, à Jagodina. Rescheb, intimidé par la hardiesse du défi, battit en retraite, puis, trompé par une feinte des Impériaux, revint sur eux et leur offrit le combat près de Batocsin ou Batudschina; mais le margrave était sur ses gardes : les Impériaux reçurent le choc des assaillants avec un aplomb admirable; puis, retournant l'attaque, les rompirent et les dispersèrent[2].

1. Soliman avait proclamé le Neffir ou l'équivalent de l'*Insurrection hongroise* dans toute l'étendue de l'empire. Les hommes mûrs et même les adolescents avaient été appelés sous les armes. Toute tentative de se soustraire au service militaire était punie de mort : « Qui nomen profiteri omiserit ferali ex unco costas transfixus suspenditur. » (Wagner, *Hist. Leop.*, vol. II, p. 111.)

2. Une charge des cuirassiers décida la victoire. « Ferratos illos cataphractorum ordines... conspicati, nemo fere fuit qui hausto in medullas ntimas terrori resisteret. » (Wagner, t. II, p. 116.)

La défaite des Ottomans fut complète. 3.000 Turcs restèrent sur le champ de bataille. 108 canons, 1.000 chameaux, 100 chariots avec un immense butin tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

Après cet éclatant succès, le margrave lança des manifestes, adressés aux Slaves de Serbie, de Bosnie et d'Herzégovine, pour les engager à soulever le joug de leurs oppresseurs, et reconquérir leur indépendance. Le 16 septembre, il arrivait, avec sa petite armée, devant les murs de Nisch ou Nissa, grand entrepôt de commerce, clef de la vieille Serbie et de l'Albanie. Pour la couvrir, Redscheb s'était établi sur les hauteurs avoisinantes, qu'il avait fait garnir de revêtements et de palissades. Renforcé par des troupes fraîches, il commandait encore à 40.000 hommes[1]. Le margrave, sacrifiant sa ligne de retraite, passa la Nissava qui protégeait ces ouvrages, puis attaqua les retranchements turcs avec une audace extraordinaire. Ni les feux plongeants des bastions, ni les charges furieuses des Turcs ne purent arrêter les troupes chrétiennes dans leur course. A cinq heures du soir, l'enceinte du camp était forcée, Redscheb, obligé à la retraite, pendant que les hussards de Czaky et les cuirassiers de Heissler chassaient la cavalerie ennemie de la plaine. 10.000 Turcs périrent dans la mêlée, tandis que les Impériaux perdaient à peine 300 hommes (22 septembre).

Le soir même, le margrave entrait en vainqueur dans la ville, et, la laissant en garde au colonel Palffy, se portait en toute hâte sur Widdin, pour en chasser Tœkœli. Trois semaines lui suffirent pour franchir cette distance à travers d'énormes montagnes. Le 24 octobre, ses avant-gardes mettaient en fuite un

1. L'armée chrétienne ne dépassait pas 10.000 hommes (Wagner, *ibid.*, p. 119).

corps de 9.000 Turcs commandés par l'ex-prince. Cinq jours après, la place de Widdin capitulait et recevait de nouveau les troupes impériales. Pour assurer sa situation sur les deux rives du Danube, le margrave fit fortifier Orsova ainsi que les places limitrophes de Transylvanie, en y mettant des garnisons esclavonnes[1], puis il conclut avec Brankovan, vaïvode de Valachie, un traité par lequel ce dernier promettait de subvenir à l'entretien des troupes impériales et de payer un tribut. Puis il partit pour Vienne où l'attendaient la reconnaissance de l'empereur, les *Te Deum* de la cathédrale Saint-Etienne et les acclamations de la foule.

Piccolomini, général de l'infanterie, prit l'intérim du commandement et s'empara de Novi-Bazar, de Pristina, d'Uskub, de Komanow, en un mot de toute l'Albanie du Nord, jusqu'aux massifs du Monténégro. Habile politique et séduisant de manières, autant que bon tacticien, il avait conquis sur les populations jougo-Slaves[2] une grande influence et comptait provoquer chez elles un soulèvement général contre la domination turque, quand il mourut subitement, à Pristina, d'une fièvre maligne, le 9 novembre 1689. Vétérani le remplaça, comme chef des troupes impériales, dans cette région des Balkans.

Les succès de cette campagne avaient surpassé ceux des années précédentes. L'aigle autrichienne flottait

1. Les recrues esclavones, sirmiennes et serbes, désignées sous le terme générique de Rasciens, affluaient sous les drapeaux autrichiens, et leur ardeur pour le service impérial formait un éclatant contraste avec l'indifférence ou plutôt l'hostilité des Hongrois. Leurs aptitudes militaires étaient excellentes (Rasciani, gens equestri juxta ac pedestri militiæ peridonea). Ils furent organisés pour la première fois en régiments réguliers par le margrave Louis de Bade, et, depuis cette époque, se distinguèrent dans toutes les guerres de l'Autriche par leur vaillance et leur loyalisme (Wagner, t. II, p. 122).

2. Slaves du Sud. Jougo, en langue illyrienne, signifie vent du midi.

sur la rive droite du Danube, de Belgrade à Nicopoli. La Valachie était occupée et son voïvode payait un tribut. La Serbie et la plus grande partie de la Bosnie saluaient en Léopold leur libérateur[1]. Enfin les chrétiens d'Albanie et d'Herzégovine n'attendaient qu'un signal de Vienne pour se soulever contre les Turcs. Ces victoires, cet ascendant étaient dus exclusivement aux fortes conceptions, à l'énergie des généraux autrichiens et à l'excellence de leurs troupes. Leur présence semblait produire partout un effet magique pour terrifier les musulmans et pour tirer les populations balkaniques de leur léthargie.

Malheureusement pour la cause chrétienne, une coalition formidable avait attaqué la France, en Belgique, dans les Alpes, sur les bords du Rhin, dans les Pyrénées; et Léopold, sur les pressantes invitations de l'Angleterre, de l'Espagne, de la Hollande et des princes allemands, avait dû consacrer des forces considérables, et son meilleur général, le duc de Lorraine, à cette nouvelle guerre. Cet illustre guerrier justifia sa réputation en reprenant sur les Français Mayence et la plus grande partie du Palatinat. Mais, pendant cette diversion, l'action autrichienne s'alanguit dans les Balkans, faute d'effectifs suffisants. Les soulèvements bosniaques, albanais et monténégrins avortèrent. Enfin les Turcs, avertis et encouragés par l'ambassadeur français Chateauneuf, reprirent l'offensive.

Une révolution de sérail avait encore une fois secoué la décrépitude ottomane. Redscheb-Pacha avait payé ses défaites de sa tête. Le sceau viziriel avait été confié à Mustapha-Kiuperli, frère puiné du fameux

1. La dernière des forteresses occupées par les Turcs, au nord de la Drave, l'importante place de Kanizsa, s'était rendue le 13 avril 1690 aux généraux Adam Bathyany et Stéphan Zichy (Wagner, t. II, p. 132).

Achmet, âgé de cinquante-quatre ans, zélé musulman et politique d'une certaine valeur, impatient surtout de rendre aux armes musulmanes leur ancien éclat.

Dès son entrée en fonctions, il sut, par d'habiles mesures, étouffer les ferments de révolte qui couvaient dans les provinces européennes de l'empire, combler par de nouveaux impôts et des confiscations, les vides effrayants du trésor, et faire affluer d'Asie en Europe d'importants renforts pour accumuler, sur tous les théâtres d'hostilité, des forces imposantes[1].

Une série de conseils de guerre furent tenus sous sa présidence, au quartier général d'Andrinople, pour discuter et fixer un plan offensif. Tœkœli, vétéran de la trahison, convié par le vizir, y prit une part importante et, soucieux surtout de ses propres affaires, fit décider une action en Transylvanie. En attendant, l'effort principal fut dirigé sur Uskub, place de l'Albanie septentrionale, dont les Impériaux s'étaient emparés, mais qu'ils gardaient avec des forces extrêmement réduites et qui devaient ouvrir aux Turcs les passes de Serbie. Le khan de Crimée, avec ses Cosaques, et Chalil, séraskier de Morée, devaient seconder le mouvement, pendant que Khalil-Pacha, beglerbeg d'Alep, opérerait sur la droite le long du Danube. Ce dernier, par un coup de main heureux, reprit sur les Impériaux l'importante place de Widdin.

A cette nouvelle, Vétérani partit en toute hâte, avec quelques régiments, pour reprendre cette place, sa conquête de l'année précédente, qui défendait contre les Turcs les abords de la Transylvanie. Il laissait le commandement des régions serbo-bosniaques au duc de Holstein ; mais ce dernier, ayant clairsemé ses bataillons dans plusieurs districts, se laissa surprendre par le khan

1. Wagner, t. II, p. 134. Onno Klopp, p. 466.

de Crimée, qui s'empara d'Uskub, y fit empaler l'Albanais Karpos, chef de la propagande autrichienne, puis, battant l'un après l'autre les cordons des troupes opposés à sa marche par des colonels autrichiens, força Katzianek[1], et prit d'assaut l'importante place de Novi-Bazar, dont toute la garnison fut massacrée jusqu'au dernier homme.

Vétérani revint en toute hâte pour disputer la Serbie aux envahisseurs et s'estima heureux de sauver Nissa (octobre 1690). Mais, pendant qu'il y prenait ses quartiers d'hiver, le voïvode de Valachie, Brankovan, voyant le Danube dégarni de troupes autrichiennes, secouait l'allégeance impériale et s'affranchissait du tribut que lui avait imposé Louis de Bade. La Valachie était perdue pour la ligue chrétienne et rentrée pour de longues années dans la dépendance du sultan.

1. Après une sanglante bataille, où périrent 2.440 Impériaux. Le général Strasser fut tué dans l'action (Wagner, t. II, p. 130).

V

La cour de Vienne était atterrée. Tous ses plans étaient déconcertés par ces revers, et la situation, naguère si prospère, était subitement devenue très critique. Dans une lettre adressée à l'empereur, le 3 avril 1690, le margrave de Bade avait démontré l'impossibilité de conserver les conquêtes balkaniques avec des effectifs par trop affaiblis et l'urgence de se replier derrière la Save pour protéger la Hongrie, à la fois contre les Turcs et contre les menées des factieux. Mais Vétérani, se flattant de regagner le terrain perdu, fit prévaloir un avis contraire, alléguant qu'à ce moment même il avait tout préparé pour un soulèvement général des populations chrétiennes contre le joug musulman et qu'il négociait avec Tœkœli, pour le déterminer à la retraite.

Sur ses suggestions, l'armée fut maintenue dans les montagnes de Serbie, pendant qu'un manifeste était lancé dans les provinces limitrophes pour engager les populations chrétiennes à la révolte, en leur promettant le secours imminent de l'empereur Léopold, souverain légitime de ces contrées, comme roi de Hongrie.

Ce factum, grâce aux mesures prises par le grand vizir, eut peu de retentissement et ne produisit aucun effet. Circonstance heureuse pour les malheureux rajahs! car la cour de Vienne n'était plus en mesure de les soutenir. Un événement imprévu venait de lui créer de nouvelles complications en Transylvanie. Apaffy était mort, le 15 avril, après trente ans de règne illusoire, alternativement terrorisé par les pachas et par les commissaires généraux de l'Autriche. Aussi-

tôt l'assemblée des Trois-Nations pria Léopold de faire proclamer prince le fils du défunt, Apaffy II, alors âgé de quinze ans[1]. Mais, à peine cette vacance fut-elle connue à Constantinople, que Mustapha obtint du sultan la désignation de Tœkœli au trône de Transylvanie. Pour gagner la population à ce choix, la Porte promit de respecter la liberté du pays et d'abaisser le tribut au taux des redevances autrefois payées par Bétlem-Gabor. Une armée turque, renforcée par un contingent valaque et par le khan des Tartares, passa les Carpathes pour mettre ce firman en vigueur.

A cette invasion l'Autriche ne pouvait opposer que quelques milliers d'hommes disséminés de Karansèbès à Kronstadt, sous les généraux Heister et Heissler. En toute hâte, ils se concentrèrent avec Téléki, pour défendre les passes de Bozza et de Tœrczvar contre Tœkœli, qu'appuyaient une nuée de Tartares et Brankovano. Mais ils furent écrasés par le nombre à Zernyest et perdirent dans le combat la plus grande partie de leurs troupes : Téléki périt sur le champ de bataille, terminant avec honneur une carrière commencée dans l'insurrection. Heissler fut fait prisonnier par Tœkœli en personne. *Domine Heissler, captus es*, lui dit le chef des Kurucz. *Hodie mihi, cras tibi*, lui répondit fièrement le général autrichien[2]. Un grand nombre d'officiers impériaux partagèrent son sort. L'armée était presque réduite à néant (21 août 1690)[3].

1. Ce fut le comte Nicolas Bétlem qui fut chargé de cette négociation. Pour gagner la cour de Vienne au maintien de la dynastie transylvanienne, il eut recours aux bons offices des ambassadeurs de Prusse et d'Angleterre, Nicolas Dankelmann et lord Paget (A. de Bertha, *Magyars et Roumains devant l'histoire*, p. 238).

2. Heissler resta le captif de Tœkœli pendant plus d'un an et dut l'accompagner dans sa vie vagabonde d'outlaw, à travers montagnes et forêts pendant plus d'un an. En 1692, Léopold obtint sa liberté pour 6.000 florins d'or et pour la remise d'Hélène Zrinyi à Tœkœli, son mari (Wagner, *ibid.*, p. 189).

3. Fessler-Klein, t. IV, p. 478. Suivant Wagner (t. II, p. 139). Tous

Cette bataille livrait d'un coup la Transylvanie au protégé de la Porte. Les troupes royales sous Heister ne se maintenaient plus que dans quelques forteresses. La noblesse magyare précipita le dénouement en se prononçant, suivant son invariable usage, pour l'ennemi de l'Autriche.

Empressé de s'affermir, Tœkœli fit venir de Valachie plusieurs batteries d'artillerie, occupa Kronstadt et les défilés des Portes de fer pour barrer le passage à ses futurs agresseurs; puis sans attendre l'investiture du Sultan, il convoqua les Trois-Nations dans la plaine de Kéretz près d'Hermannstadt et s'y fit proclamer prince de Transylvanie.

Le margrave de Bade avait prévu ce désastre, et voyant ses suggestions écartées, avait, dans ses tristes pressentiments, offert sa démission à l'empereur. Sur les prières de Léopold, il consentit néanmoins à rester généralissime et se rendit en Serbie, vers la fin d'août. Ayant concentré ses troupes, il allait tenter un effort pour débloquer Nissa, que le grand vizir avait investi à la tête de 60.000 hommes, quand il apprit les événements de Transylvanie. Il convoqua de suite Vétérani, et ses lieutenants, d'Aspremont, le duc d'Holstein, de Croy avec d'autres généraux et colonels en conseil de guerre, pour délibérer avec eux sur la décision réclamée par les circonstances. On disposait de 14.000 hommes. Avec une armée aussi faible, lequel valait le mieux: continuer en Serbie, contre le grand vizir, une lutte inégale ou se transporter en Transylvanie pour en finir une bonne fois avec Tœkœli et, par son écrasement, dégager la rive

les districts, à l'exception de deux, refusèrent allégeance à l'usurpateur. Dans la noblesse même, plusieurs magnats s'adressèrent à Vienne pour implorer du secours et réclamer la prompte arrivée de trois régiments campés à Orsova, sous le général Heister (Voir sur le même sujet Onno Klopp, p. 467).

gauche en prévenant le danger d'une nouvelle insurrection en Hongrie?

A l'unanimité, le Conseil adopta ce dernier parti[1]. Dans la soirée du même jour, le général Castelli partait pour la Transylvanie avec une faible avant-garde, pour rassurer les garnisons autrichiennes par l'annonce d'un prochain secours, tandis que le gros de l'armée, commandé par le Margrave en personne, opérait une conversion immédiate, se portait à marches forcées sur Semendria, passait le Danube en face de cette ville et marchait vers les Carpathes du Sud par Orsova et Karansebès. Quelques bataillons sous Heister firent une pointe sur la Valachie pour inquiéter Brankovan et le forcer à défendre son propre territoire. Pendant ce temps, le margrave franchissait les Portes de Fer et lançait un manifeste aux populations transylvaniennes pour les inviter à rentrer sous l'obéissance du roi légitime. A son approche, Turcs et Cosaques avaient disparu. Les Tartares s'étaient retirés sur la Moldavie avec leur butin. Tœkœli, pris au dépourvu par la brusque attaque du Margrave, essaya de se défendre pied à pied dans les défilés et les escarpements de montagnes, n'osant pas risquer une bataille contre un adversaire aussi redoutable. Mais bientôt, cerné par les Impériaux, il dut se réfugier à Kronstadt, et de là repasser en Valachie avec quelques centaines de cavaliers, ses derniers fidèles[2].

Cette piteuse disparition mit fin à son entreprise et marqua le terme de sa carrière politique. Evincé comme prétendant, réduit à l'impuissance comme perturbateur, il ne figura plus dans les conflits danubiens que comme général à la suite des vizirs ou

1. A Vienne, le Conseil aulique, sur les instances de Bétlem, avait pris la même décision (Wagner, t. II, p. 150).

2. Fessler-Klein, vol. IV, p. 480. Katona, XXXV, p. 684.

seraskiers ottomans, digne couronnement d'une carrière où le sens moral avait fait complètement défaut.

La Transylvanie était sauvée, grâce à l'heureuse initiative des généraux autrichiens. Mais cette délivrance coûtait cher. Guido Starhemberg, défenseur de Nissa, avait dû capituler après vingt-quatre jours d'une héroïque résistance avec sa garnison réduite de moitié[1]. La prise de cette place ouvrait aux Turcs la Serbie entière. Semendria, Orsova, Vetizlam, Galatz même furent enlevées par eux au pas de course et, dès le 1er octobre, le grand vizir procédait à l'investissement de Belgrade, à la tête de 120.000 hommes. D'Aspremont, gouverneur de cette place, n'avait pour la défendre que 3.000 hommes. Vainement il avait demandé des renforts à la cour de Vienne. Toutes les forces disponibles, toutes les recrues étaient réclamées et dévorées incessamment par la grande guerre contre Louis XIV. Avec une garnison aussi faible, d'Aspremont ne pouvait évidemment se maintenir sérieusement hors de l'enceinte principale. En quatre jours, les Turcs furent maîtres incontestés de la ville basse et purent s'établir librement sur la rive gauche de la Save. A ce moment, d'Aspremont fut remplacé, dans son commandement, par le feld-maréchal, duc de Croy, et ce changement, loin de servir la défense, n'apporta qu'un élément de discorde dans l'état-major. Trois jours après, la trahison d'un ingénieur candiote, André Cornaro[2], fit éclater simultanément quatre poudrières dans la citadelle. Cette explosion, tuant plusieurs centaines d'hommes, ouvrit à l'ennemi divers pans de murailles. Les Turcs prévenus se précipitèrent par les brèches. La garnison,

1. Il sortit avec les honneurs de la guerre, ses armes, ses bagages et se replia sur Belgrade.

2. Cornaro passa quelque temps après au service des Turcs, se fit musulman et commanda comme tel le service du génie, à Belgrade.

prise au dépourvu, fut presque entièrement égorgée. Six régiments périrent dans le désastre, ensevelis sous les décombres ou massacrés par les janissaires. Les chefs autrichiens, Croy et d'Aspremont, purent à grand'-peine s'échapper en nacelles avec 500 hommes, sur la rive gauche du Danube[1].

A la nouvelle de cette catastrophe, la cour de Vienne fut frappée de terreur. La Hongrie, dégarnie de troupes et dépourvue de places fortes, était ouverte aux envahisseurs. Une marche hardie de Mustapha Kiuperli pouvait le pousser jusqu'à Bude; cette ville même n'était pas en état de défense, et le gouverneur Bœker avait écrit à Léopold qu'en cas d'investissement toute résistence serait impossible[2].

Heureusement pour l'Autriche et la cause chrétienne, Mustapha ne songeait pas à s'aventurer vers le nord. Satisfait d'avoir reconquis Belgrade, il se contenta d'envoyer vers Essek 8.000 hommes, qui furent repoussés pas Guido Starhemberg. Un autre corps de 10.000 Turcs remonta la Teiss pour dégager Grosswardein et Temesvar, cernées depuis plusieurs mois par les Impériaux. Le reste de l'armée ottomane se répandit en Bulgarie, en Bosnie et dans les provinces adjacentes pour y rétablir l'autorité du sultan et punir par d'atroces supplices les velléités insurrectionnelles des populations, si légèrement encouragées à la révolte par Léopold et ses généraux. Kiuperli se rendit de sa personne à Constantinople où, comblé de faveurs par son maître, il fut célébré par les muphtis et les ulémas comme le sauveur de l'Islam.

1. Wagner, t. II, p. 147. Suivant cet auteur, les Turcs, dans ce siège si court, perdirent 9.000 hommes. D'Aspremont fut traduit en Conseil de guerre, sous l'inculpation de haute trahison. Il n'était coupable que de négligence et d'impéritie ; faute de charges plus graves, il fut acquitté (Onno Klopp, p. 469).

2. L'émotion fut si grande, même à Vienne, que les loyers diminuèrent de prix instantanément, dans les faubourgs et dans les environs de la capitale (Wagner, *ibid.*, 147).

Pour échapper aux vengeances des Turcs, 32.000 familles chrétiennes, arnautes, bosniaques et serbes, quittèrent les provinces balkaniques, et passèrent la Save, sous la conduite du patriarche d'Ippek, Arsène Czernowitch, demandant asile et protection à l'Autriche. Par ordre de l'empereur, le cabinet de Vienne accueillit avec bienveillance ces malheureux fugitifs, et facilita leur établissement en Sirmie, en Esclavonie et plus au nord, dans les districts de Raab, d'Erlau et de Bude, en leur permettant l'exercice de la religion grecque avec le droit d'élire leurs évêques. Une charte impériale leur conféra solennellement ces deux privilèges, ainsi qu'une administration autonome, et constitua le droit public de ces populations pendant plus de cent cinquante ans. Sous ce régime patriarcal, qui n'offrait rien de commun avec la constitution hongroise, les nouvelles colonies se développèrent, mirent en culture des contrées à peu près désertes, et bientôt, grâce à la fécondité des mariages, chacune d'elles devint, pour la monarchie des Habsbourg, une pépinière de nombreux et vaillants soldats.

1. Katona, XXXV, p. 709. Engel, *Geschichte der Nebenlander der ungarischen Riches*. III, 485.

CHAPITRE IV

SZALAMKEMEN. — ZENTA. — CARLOWITZ

Nouveau statut constitutionnel en Transylvanie. — Victoire du margrave Louis de Bade à Szalankémen. — Prise de Grosswardein. — Intervention de l'Angleterre dans le conflit austro-turc. — Infructueuse tentative du maréchal de Croy sur Belgrade. — Caprara bloqué dans ses retranchements. — Avénement de Mustapha II. — Défaite et mort de Vétérani à Lugos. — Echec de Frédéric-Auguste près de Temesvar. — Son élection au trône de Pologne. — Victoire du prince Eugène de Savoie à Zenta. — Son expédition en Bosnie. — Influence médiatrice de la diplomatie anglaise entre les belligérants. — Traité de Carlowitz (1699).

I

La campagne de 1690 avait déçu de belles espérances et s'était terminée par un véritable désastre. Après avoir refoulé les Turcs au delà des Balkans et fait luire la perspective d'un affranchissement définitif aux peuples chrétiens de la péninsule, il était cruel de reprendre une position défensive, et d'avoir à prémunir la Hongrie contre de nouvelles agressions. Mais, si regrettable que fût un tel revirement, la faute n'en était pas exclusivement à l'Autriche. Englobée avec l'Allemagne dans la coalition de l'Angleterre, de l'Espagne et des Pays-Bas contre la France, il lui fallait faire face simultanément à deux ennemis formidables et guerroyer à la fois, en Belgique, sur le Rhin, en Savoie et dans la vallée du Danube. A chaque instant, ses alliés sollicitaient d'elle un nouvel effort dans l'Europe centrale et la pressaient de conclure avec la Turquie un accord quelconque pour

recouvrer toute sa liberté d'action et porter tout le poids de ses forces contre Louis XIV[1].

En résistant à ces obsessions pour continuer le bon combat contre l'islamisme, Léopold avait fait preuve d'une énergie et d'une constance peu communes. Ecrasé par un fardeau aussi lourd et réduit à faire de douloureux sacrifices, il pouvait au moins se féliciter que la décision, la vigueur de ses généraux eût préservé la Transylvanie et soustrait aux stipendiaires de la Porte ce foyer de guerre civile et d'insurrection. Maintenir l'intégrité de la monarchie, telle était en ce moment la première des nécessités : toute perte de territoire, tout renouvellement des anciennes mutilations. ruinaient son prestige recouvré si péniblement, et réveillaient, dans le patriciat magyar, le feu de la rébellion toujours couvant sous la cendre.

Pour décourager les agitateurs, le conseil de Vienne reconnut l'urgence d'instituer un gouvernement stable et régulier dans la province reconquise. Des conférences furent ouvertes à Fogaras entre Vétérani, Falkenheim et David Absalon, commissaires de l'empereur, avec les délégués de la diète. Cette réorganisation fut fixée sur les bases suivantes : 1° égalité complète des quatre confessions reconnues dans les traités antérieurs avec droit pour les catholiques (y compris les Jésuites) d'ouvrir

1. Sur les instructions de Guillaume III, lord Paget, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, adressa, dans le mois de mars 1691, une note extrêmement pressante à l'empereur, pour l'adjurer de renoncer à la guerre sur le Danube, et de consacrer toutes ses forces aux opérations contre la France. Ce factum était d'une violence inouïe contre Louis XIV, représenté comme un ennemi beaucoup plus redoutable que les Turcs pour la chrétienté. Léopold répondit qu'il ne pouvait sacrifier ses sujets de Hongrie et de Transylvanie aux incursions ottomanes. Du reste, par la saisie de dépêches diplomatiques, il eut la preuve que la France et la Porte s'étaient engagées mutuellement à ne pas faire la paix l'une sans l'autre (Onno Klopp, p. 473). On voit que l'acharnement de Guillaume III contre Louis XIV et de l'Angleterre contre la France tenai du délire.

partout des écoles ou des couvents à leurs frais; 2° confirmation aux familles nobles de tous leurs droits et prérogatives (c'était toujours le point important); 3° attribution exclusive des emplois administratifs et judiciaires aux régnicoles, sans distinction de culte; 4° élection par la diète d'un capitaine général, d'un chancelier, d'un protonotaire et de conseillers dont les choix seraient ratifiés par la cour de Vienne. Les autres emplois resteraient à la nomination du monarque, à charge de les prendre parmi les Transylvaniens; 5° le gouverneur convoquerait tous les ans la diète nationale, dont les votes devraient être soumis à la sanction royale pour avoir force de lois; 6° les Széklers, nobles de naissance, seraient exempts d'impôts. Leurs vassaux et les paysans n'étaient pas compris dans l'immunité.

On le voit : toutes les clauses de cette prétendue constitution portaient l'empreinte de l'oligarchie dominante. Toutes, sans exception, avaient pour but le maintien de ses privilèges et représentaient le prix de son obédience. De plus, par une disposition spéciale et bien caractéristique (art. 4), le *Jus tripartitum*, cette inique législation de l'apostat Verbœcsy, était proclamé de nouveau loi fondamentale, intangible, sans doute, pour interdire à la couronne toute velléité émancipatrice à l'égard des nationalités non hongroises.

Ces races infortunées étaient vouées à l'ilotisme, comme après la révolte de Dosza, dans les premières années du XVI° siècle. Elles seules supportaient le poids des impôts, fixés à 50.000 thalers, en temps de paix, à 400.000 florins en temps de guerre, non compris les régales, contributions des mines, salines et toutes sortes de taxes indirectes.

C'est ainsi que le patriciat transylvanien sauvegardait « l'indépendance nationale ». Beaucoup plus

accommodant sur le sort du jeune Apaffy, il admit que son investiture fût suspendue aux termes d'une loi statutaire jusqu'à sa vingtième année, « pour ne pas fournir à Tœkœli le prétexte d'une nouvelle intervention dans les affaires du pays ». Six ans après, le jeune Apaffy fut emmené à Vienne, et passa sa vie entière en Autriche. Sa dynastie, abandonnée depuis longtemps par la haute noblesse et dépourvue de toute consistance, disparut sans laisser de traces.

Ce nouveau statut fut signé le 1er mars 1691. Les trois états prêtèrent directement serment d'allégeance à l'empereur. Georges Banffy fut nommé gouverneur, Georges Bétlem, qui s'était activement entremis dans toutes les négociations, fut élu capitaine général, son frère Nicolas, chancelier. Les autres dignités furent partagées, au prorata des services ou de la faveur. Mais le nouveau régime n'en fut pas moins une déception pour les grands. Par leur traité avec les commissaires impériaux, ils avaient cru s'assurer la domination du pays, se figurant que Léopold se contenterait, comme le sultan, d'une souveraineté platonique. Mais ce calcul fut déjoué par les nécessités de la guerre. Pour défendre le pays contre les Turcs et contre Tœkœli, les généraux autrichiens prirent en main le gouvernement effectif, ne laissant aux autorites indigènes qu'un rôle décoratif et des pouvoirs subalternes. L'orgueil des Burgraves ne put se résigner à cette dépossession, et chercha bientôt à s'en venger par de nouvelles trames[1].

1 C'est cette constitution, appelée plus tard *diplôme de Léopold*, qui consacra définitivement, pour plus d'un siècle et demi, la séparation de la Transylvanie, par rapport à l'Etat hongrois. A partir de cette époque, la Transylvanie fut considérée comme un domaine direct de la maison de Habsbourg, et « l'ordre de succession fut séparément réglé avec la Transylvanie aux diètes provinciales de 1722 et 1724, comme dans une province indépendante des autres, et comme par un traité bilatéral entre le prince et le pays » (Eugène Brote, *Die Rumänische Frage in Siebenbürgen und Ungarn*. Berlin, 1895, p. 11).

Au milieu de ces arrangements, la situation militaire était restée très critique. On annonçait pour le printemps une invasion de 120.000 Turcs, flanqués d'une nouvelle nuée de Tartares. A Belgrade, des terrassiers travaillaient jour et nuit à construire des redoutes du côté de Semlin et sur la rive gauche du Danube. Des ponts étaient établis sur les deux fleuves pour le passage des troupes ottomanes. Heureusement, l'Autriche avait aussi pris ses mesures et fait ses préparatifs. Ministres, généraux, diplomates avaient rivalisé d'ardeur pour conjurer ce nouveau péril, et, dès le mois de juin 1691, 60.000 hommes, bien aguerris (dont 6.000 Brandebourgeois), étaient massés autour de Péterwardein, sous les ordres du Margrave, leur illustre chef, avec une artillerie de 90 canons. En Transylvanie, Vétérani gardait, avec 12.000 hommes, les passes des Carpathes. Pareille force en Haute-Hongrie se tenait prête à réprimer toute tentative insurrectionnelle des Kurucz. Enfin à Essek, Guido Starhemberg protégeait la vallée de la Drave, à la tête de 8.000 Croates.

L'attaque des Turcs avait été préparée pour les premiers jours de juillet. Mais la mort de Soliman II retint pendant quelque temps le grand vizir à Constantinople. Il lui fallut attendre que le nouveau sultan, Achmet II, le confirmât dans sa charge, et lui confiât à nouveau le suprême commandement des troupes ottomanes. Cette formalité accomplie, il revint en toute hâte à Belgrade, impatient de déployer ses étendards dans les plaines hongroises. Le 12 août, il passait la Save avec 100.000 hommes[1], dont 20.000 vétérans des dernières campagnes, se dirigeant sur Péterwardein. Un ingénieur et des officiers français

1. Le recensement des troupes ottomanes fut fait pour la première fois d'une manière exacte par des contrôleurs apostés sur leur passage au pont jeté sur la Save (Wagner, t. II, p. 179).

avaient été mis à sa disposition par le marquis de Chateauneuf, ambassadeur de France à Constantinople. Grâce à leurs soins, des bastions et des retranchements s'improvisaient partout, suivant les principes de Vauban, pour la défense des positions turques.

La rencontre des deux armées eut lieu, le 18 août, à Szalankémen, sur la rive droite du Danube, dont les Ottomans remontaient le cours. Le Margrave avait posté ses troupes sur des hauteurs avec de l'artillerie, lançant en avant le régiment de dragons de Bucquoi pour attirer l'ennemi. Cette vaillante troupe attaquée avec furie par les spahis, se retira vers le nord après avoir subi de grosses pertes. Mais Kiuperli, soupçonnant un piège, se retrancha au lieu d'avancer, en coupant les Impériaux de leurs magasins, tandis que sa flottille détruisait presque entièrement celle des chrétiens. Le Margrave dut alors se décider à l'attaque, bien que ses forces fussent inférieures de moitié à celles de l'ennemi. Avec une bravoure héroïque, l'infanterie autrichienne, conduite par de Souches escalada les redoutes construites par les Turcs et les conquit au pas de charge, appuyée par l'artillerie, qui tonnait du haut des collines. De Souches, blessé mortellement, fut immédiatement remplacé par Guido Starhemberg, digne fils de son père, le défenseur de Vienne.

Pour repousser cet assaut, Kiuperli fit donner l'élite de ses janissaires, et le combat, s'étant engagé corps à corps, la valeur des chrétiens risquait d'être écrasée par le nombre, quand le Margrave lança dans la plaine 85 escadrons sous Dünewald[1], se mettant lui-même à leur tête, pour donner l'élan. A cette colonne formi-

1. D'après certains narrateurs, le margrave Louis, avant de commander cette charge, aurait violemment interpellé Dünewald en lui reprochant d'arriver si tard en ligne pour l'action. Wagner réfute cette légende, tout en convenant qu'une inimitié très acerbe existait entre

dable furent adjoints 3.000 hussards hongrois, commandés par Zichy et Bathyany. Spahis et janissaires, tout céda, tout fut balayé par cette trombe. Vainement Tœkœli, qui commandait un corps turc, accourut avec des troupes fraîches. Il fut entraîné dans la débandade. Kiuperli périt en essayant d'arrêter les fuyards. Sa mort fut suivie d'un sauve-qui-peut général, et la déroute des Ottomans fut complète. 13 pachas et 20.000 Turcs s'étaient fait tuer sur le champ de bataille. 158 canons, d'énormes magasins et le trésor des musulmans (tout en monnaie de cuivre), furent pris dans les retranchements des vaincus. Mais ce magnifique succès coûtait cher. L'héroïque de Souches, les ducs d'Arenberg, de Holstein, les colonels Kaunitz, Below, Zrinyi, le dernier de sa race, étaient morts, ainsi qu'un grand nombre d'officiers et 2.000 soldats pour la cause chrétienne. 3.000 blessés furent portés dans les ambulances[1]. Le Margrave, dans son rapport à Léopold, appelle cette bataille la plus sanglante du XVII[e] siècle[2]. Le péril de l'invasion était conjuré ; mais le glorieux complément d'une si belle victoire eût été la reprise de Belgrade. Malheureusement, la flottille avait été détruite par les Turcs, et l'armée, très affaiblie par ses pertes, souffrait d'une épidémie. Le Margrave n'osa tenter le siège d'une place si considérable, que protégeaient encore plus de 100.000 hommes. Il se dirigea sur Grosswardein, pendant que Vétérani s'emparait de Lippa, de Lugos et de Karansebés. Le siège de Gross-

ces deux chefs. Dunewald mourut quelque temps après. On prétendit qu'il avait pris du poison dans la crainte de passer devant un conseil de guerre. Excellent général, il fut regretté par toute l'armée et par l'empereur (Wagner, t. II, p. 185-186).

1. Wagner, t. II, p. 184.

2. « Les Turcs, dit-il dans ce rapport, ont combattu comme des lions et, pendant plus d'une heure, ont eu, pour ainsi dire, la victoire dans les mains. » (Onno Klopp, p. 478.)

wardein dura plusieurs mois. Les Turcs, réfugiés dans la citadelle, ne se rendirent que l'année suivante (1692)[1].

1. Ce fut Heissler qui, sorti de captivité pour prendre le commandement de l'armée assiégeante, eut l'honneur de leur reddition. Le gouverneur turc versa des larmes, en quittant cette forteresse qui dominait toute la vallée moyenne de la Teiss et dont les Turcs avaient fait pendant cent soixante-quinze ans leur quartier général dans la Hongrie méridionale. Les ingénieurs impériaux en transformèrent de suite les fortifications suivant l'art moderne (Wagner, t. II, p. 210-211).

II

Après la bataille de Szalankémen, les hostilités entre la Turquie et l'Autriche se ralentirent sensiblement pendant quelques années. Epuisés par leurs efforts respectifs, les deux adversaires semblaient reprendre haleine d'un commun accord, avant de s'étreindre encore une fois dans une lutte suprême. Cette accalmie fut constatée avec joie par l'Angleterre, l'Espagne et les Pays-Bas, dont l'idée fixe était toujours de détourner et d'attirer vers le Rhin toutes les forces autrichiennes pour faire la guerre à la France. Dans ces obsessions, les ambassadeurs de Guillaume III se distinguaient par leur insistance. L'un d'eux, Hussay, accrédité auprès du sultan, s'arrêta plusieurs semaines à Vienne pour éndoctriner l'empereur ainsi que ses ministres et les induire à renouer des négociations avec les envoyés turcs, détenus, depuis trois ans, à Comorn, puis à Pottendorff[1]. Sur ses prières, un courrier fut dépêché par eux à Constantinople pour sonder le divan sur ses intentions. Mais le grand vizir fit répondre, non sans noblesse, que le Sultan, allié du roi Louis XIV, refusait de traiter à part, et que, dans ces conditions, l'envoi d'un négociateur était inutile. Hussay, sans se décourager, renouvela ses insinuations à Constantinople, pendant tout le cours de l'année suivante, mais il mourut dans l'automne de 1692. Guillaume III se hâta de le remplacer par un de ses plus intimes familiers, sir Harbord. Mais déjà Louis XIV avait, par un envoyé spécial, fait parvenir un subside de quatre millions à la Sublime Porte. Cet argent vint

1. Onno Klopp, p. 479.

à point pour raffermir les Turcs dans leurs dispositions belliqueuses et faire revivre en eux l'espoir de récupérer sur le sol hongrois leurs anciennes conquêtes[1].

Sir Harbord ne parvint jamais à son poste. En arrivant à Belgrade, il fut saisi par une fièvre dont il mourut au bout de quelques jours. Guillaume III, s'obstinant de plus en plus à son œuvre de médiation, en chargea lord Paget, ancien ambassadeur d'Angleterre auprès de Léopold, en lui donnant pour auxiliaire le Hollandais Hemkerk. Ces deux mandataires descendirent le Danube en grande pompe, escortés par une imposante flottille. A Belgrade, ils rencontrèrent le nouveau vizir, Hadschi-Ali-Pacha, mais, escorté de l'ambassadeur français, Châteauneuf, qui combattit avec succès toutes leurs tentatives, en racontant au favori du sultan les victoires de Catinat en Savoie, celles du maréchal de Luxembourg dans les Pays-Bas, et l'impuissance de l'Europe coalisée contre les armées de son maître. Ebloui par ces tableaux prestigieux, le vizir envoya les Anglais se morfondre à Constantinople, restant lui-même à Belgrade pour en relever les fortifications et concerter avec Châteauneuf les préparatifs d'une nouvelle expédition en Hongrie[2].

Sur les rives du Bosphore, les envoyés de Guillaume

1. Onno Klopp, p. 480.

2. Onno Klopp, p. 489. D'après Wagner, cette indiscrète intervention de l'Angleterre et de la Hollande dans le conflit austro-turc n'eut d'autre effet que de déconsidérer la cour de Vienne auprès du divan et de le rendre plus hautain dans ses prétentions : « Voyez, disaient les dignitaires du sérail, voyez comme ces Allemands se sont humanisés (videte ut detumuerint Germani). Eux qui rejetaient naguère la paix, ils tendent vers nous des mains suppliantes Ceux qui demandent la paix sont vaincus (qui pacem petunt victi sunt). Et le vizir rendit aussitôt un édit portant peine de mort pour quiconque suggérerait ou soutiendrait l'idée d'une paix, en dehors de la restitution de Bude au sultan (Wagner, t. II, p. 231). Tel fut le résultat peu brillant de cette diplomatie égoïste et brouillonne dans laquelle l'Angleterre s'était jetée tête baissée, dans l'espérance ridicule de grouper autour d'elle l'Europe entière contre Louis XIV.

remuèrent ciel et terre et mirent en jeu tous les artifices pour circonvenir le sultan. Dans son zèle, lord Paget alla jusqu'à l'intimidation, menaçant la Turquie de mesures coercitives au nom des puissances maritimes, c'est-à-dire de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Hollande, si la Porte ne se déterminait à la paix. En revanche, il se montrait libéral sur les conditions et rétrocédait généreusement aux Osmanlis tout ou partie des provinces affranchies par les victoires autrichiennes, faisant bon marché des répugnances ou des scrupules que Léopold pouvait avoir sur ce point. Qu'importait le sort de quelques *peuplades* hongroises ou croates quand il s'agissait de mettre à la raison Louis XIV et d'affermir sur son trône le nouveau roi d'Angleterre? La haute politique ne devait pas s'arrêter à ces bagatelles.

Cette fougue intempérante, cet oubli de toute discrétion dans des calculs profondément égoïstes étaient déjà, on le voit, les signes distinctifs de la diplomatie anglaise, dont le sans-gêne et le sans-façon provoquèrent chez beaucoup de contemporains, d'acerbes critiques. « Il est bien fâcheux, disait Venier, ambassadeur de Venise auprès de Léopold, que l'Angleterre s'arroge ainsi le droit de régler, suivant ses calculs égoïstes, les conditions de la paix. Sa prétendue médiation, inspirée par les motifs les moins avouables, arrête l'accomplissement d'une œuvre généreuse, patriotique et chrétienne, au lieu de la seconder[1]. » Ainsi s'exprimait l'ambassadeur de Venise, dans sa correspondance. Mais Venise, la Pologne, la Sainte-Alliance ne devaient-elles pas se désister et disparaître humblement devant les convenances britanniques[2] ?

1. Dépêches de l'ambassadeur Venier au Sénat de Venise, p. 338.
2. « Les vœux, les espérances de Léopold, de ses sujets et de millions de chrétiens dans la péninsule des Balkans, étaient en conflit avec les

Léopold avait un sentiment élevé de ses devoirs, comme souverain ; mais la source principale de ses inspirations, sa lumière dans les perplexités souvent contradictoires de la politique, c'était la foi religieuse. Depuis la délivrance de Vienne, qu'il considérait comme une grâce surnaturelle, il se proclamait débiteur de la Providence et croyait faire honneur à cette dette sacrée en arrachant des populations chrétiennes au joug musulman. Ainsi revivait, chez ce prince si méconnu, la mystique pensée des croisades, infiniment supérieure, suivant nous, aux éphémères combinaisons de la politique. On en trouve l'empreinte dans sa correspondance avec le P. Marco d'Aviano, ce capucin qui fut pendant quinze ans son homme de confiance, son interprète auprès des généraux, dans de mémorables campagnes, et son conseiller au fond d'un couvent.

Rien de touchant comme ces expansions mutuelles d'un souverain et d'un moine étranger à toute ambition terrestre et n'aspirant qu'au bien de la communauté chrétienne. Aucun ressentiment ne s'y mêle, aucune aigreur contre les adversaires de leurs projets généreux, contre les dissidents ou les tièdes ; mais partout l'indulgence, la sérénité dans l'épreuve, et par-dessus tout, une inébranlable confiance dans l'invocation du secours céleste. En 1693, pour la fête de l'Assomption, Léopold, en célébrant le dixième anniversaire de la victoire libératrice, remportée au pied du Kahlemberg sur les infidèles, fit vœu d'ériger à la Vierge Marie un monument sur cette montagne, quand la guerre serait heureusement terminée. Il en rédigea d'avance l'inscription en latin, langue qu'il possédait parfaitement : « Je promets en outre, écrivait-il, pour moi et mes successeurs, de relever dans mon royaume de Hongrie

calculs des négociants de Londres et d'Amsterdam. » Onno Klopp, p. 499.

toutes les églises, tous les presbytères, qui, pendant la tyrannie des barbares ou par la dureté des temps, sont tombés en ruines, et de les doter de pasteurs spirituels pour que tous les peuples que ta grâce, ô Dieu, soumit à mon sceptre, apprennent à vénérer en toi le vrai Dieu en rendant à la Vierge, ta mère, notre auguste souveraine, tous les honneurs qu'elle mérite. » Comme réponse à l'exposé de cette dédicace, Marco d'Aviano recommandait à son royal correspondant un surcroît de vigilance et d'application aux choses de la guerre : « Que Votre Majesté, lui disait-il, ait sans cesse les yeux ouverts sur ses serviteurs, et qu'elle soit attentive à tous les détails du service. De grands malheurs peuvent résulter d'une inadvertance, d'une distraction, d'un moment d'oubli. » On voit, par ces lignes, que le directeur spirituel ne s'endormait pas dans le quiétisme et qu'à la prière il ajoutait la pratique de l'axiome : aide-toi le ciel t'aidera[1].

Le conseil d'Aviano était malheureusement justifié par les circonstances, car la campagne de 1693 n'avait été qu'une série de grosses maladresses. Le margrave Louis de Bade ayant quitté la Hongrie pour prendre le commandement des forces coalisées sur les bords du Rhin, le cabinet de Vienne l'avait remplacé par le maréchal de Croy, favori sans capacité, présomptueux et très enclin aux coups de tête, qu'il confondait avec les entreprises fortement mûries de ses illustres prédécesseurs. Ayant reçu du Conseil l'ordre de se porter sur Temesvar, il crut faire une opération magistrale en allant assiéger Belgrade, défendue par 12.000 janissaires, parfaitement pourvus de munitions et de vivres. Son armée comptait à peine 30.000 hommes, médiocrement équipés, sans flottille, pour assurer des

1. Onno Klopp, p. 492-495.

communications sur les deux rives du Danube. Plusieurs sorties des Turcs ayant arrêté les travaux du siège, la plupart des généraux opinaient pour la retraite ; mais Croy, s'entêtant, ordonna, pour la nuit du 7 septembre, un assaut général, sans tranchées à la contrescarpe, contre des murs à peine entamés par l'artillerie. Cette folle entreprise eut le succès qu'elle comportait. Les Impériaux furent repoussés, en laissant plus de 1.000 morts dans les fossés de la forteresse[1].

Le lendemain, on apprit que le grand vizir Biklü-Mustapha approchait avec une armée de 50.000 hommes. A cette nouvelle, Croy partit précipitamment (10 septembre), en laissant une partie de ses bagages à l'ennemi. Les Tartares le poursuivirent jusqu'au campement de Szalamkémen et, s'emparant de tous les traînards, capturèrent plus de 6.000 prisonniers. Une invasion en Esclavonie pouvait être le fruit de cette tentative déplorable. Heureusement, le vizir, après être rentré triomphalement dans Belgrade, se contenta de ravitailler Temesvar et Gyula, derniers centres de domination ottomane au nord du Danube[2].

La mollesse de Biklü-Mustapha fut sévèrement jugée à Constantinople et causa peu de temps après sa disgrâce. Ali-Pacha, gouverneur de Tunis, fut nommé grand vizir à sa place. Comme pendant à cette substitution, Croy fut congédié par la cour de Vienne, et le vieux

1. Voir, pour les détails de ce siège malheureux, Wagner, t. II, p. 234-246. On y trouve de curieuses particularités sur les opérations d'une flottille danubienne, organisée quelques années auparavant par un aventurier piémontais, le comte de Fleury. Ces navires, armés de canons, rendirent peu de services et furent presque tout le temps immobilisés par l'artillerie et les caïques turques. Ces dernières étaient très bien organisées et montées.

2. Pendant le siège infructueux de Belgrade, le général Heister, qui commandait en Basse-Transylvanie, avait repris sur les Turcs l'importante place de Jenno (Fessler-Klein, vol. IV, p. 492).

maréchal Caprara prit le commandement de l'armée[1]. Mais ce choix ne fut pas plus heureux que le précédent. Exagérant la prudence, comme Croy avait exagéré la hardiesse, Caprara se renferma dans les ouvrages de Szalankémen, protégé par le canon de Péterwardein, pendant que le nouveau vizir envahissait et ravageait la Sirmie (septembre 1694). Malgré le concours d'une excellente cavalerie qu'il avait fait venir de Baja et qui se montait à 26.000 hommes, il se laissa cerner par les Turcs[2]. Ceux-ci, par une rangée circulaire de terrassements et de palissades, parvinrent à le bloquer complètement. Sa situation était devenue très critique, quand les pluies diluviennes, détrempant le sol et défonçant toutes les routes, firent périr chevaux et bêtes de somme dans des fondrières. Le 3 octobre, les Turcs, pour brusquer le dénouement, ouvrirent sur les positions autrichiennes un bombardement, prélude ordinaire de leurs attaques. Mais leurs tentes furent emportées dans la nuit par l'inondation, et l'eau remplit les fossés de leurs retranchements. Enfin, les navires destinés à leur ravitaillement furent capturés, à l'embouchure de la Teiss, par des bandes hongroises et croates. L'armée ottomane, à court d'approvisionnements et minée par l'épidémie, battit en retraite[3]. Caprara n'osa la poursuivre. Néanmoins, mettant à profit le départ des Turcs, il fit cerner et reprendre, vers la fin de l'année, la place longtemps disputée de Gyula[4].

1. Il venait de soutenir une campagne assez malheureuse, en Savoie, contre le marechal Catinat.

2. Pour la justification de Caprara, il faut constater que la defensive lui avait été recommandée par le Conseil aulique, toujours dominé par les suggestions anglaises. Guillaume III ne cessait de circonvenir Léopold, en le suppliant de limiter les opérations de ses généraux au strict nécessaire, pendant qu'il se chargeait de determiner les Turcs à la paix... toujours en vue d'écraser la France (Onno Klopp, p. 498).

3. Wagner, t. II, p. 271-278.

4. Cette place avait servi souvent de refuge et de place d'armes aux rebelles hongrois (Wagner, t. II, p. 278).

III

Au commencement de l'année suivante (5 février 1695), Achmet II mourut d'hydropisie, après un règne de trois ans et demi. Il fut remplacé par son neveu, Mustapha II[1]. D'un caractère plus ferme et plus décidé que ses prédécesseurs, le nouveau sultan annonça, dès les premiers jours, l'intention de gouverner par lui-même. Dans un hatti-shériff qu'il promulgua le troisième jour de son avènement, il blâma l'indolence des derniers Padishas qui, « dominés par la mollesse et par l'amour des plaisirs, avaient abandonné les rênes du pouvoir à des subalternes », et, pour relever la dignité impériale, il annonça le dessein de commander l'armée en personne. Les vizirs, les imans combattirent vainement cette résolution, en le suppliant de ne pas exposer aux chances des combats sa personne sacrée. Pour toute réponse, il rendit un nouveau hatti-shériff ne portant que ces mots : « Je persiste à marcher. » Ce langage énergique força les récalcitrants à l'obéissance[2].

D'accord avec ses déclarations, Mustapha prit les mesures nécessaires pour combler les vides de l'armée et pour trouver de l'argent. Vu la pénurie du trésor, la don d'avènement attendu par les janissaires comme le début obligatoire de tout nouveau règne, ne leur fut distribué que partiellement. Une sédition faillit éclater dans leurs rangs ; mais les chefs, gagnés par des présents personnels, parvinrent à les contenir. Le grand

1. Sa mère était une Crétoise, fille d'un pope grec.
2. Jouannin et von Gaver, *Histoire de Turquie*, p. 308. Wagner, t. II, p. 291.

vizir, Surméli-Pacha, qui devait à l'Etat 300.000 piastres, fut rendu responsable de ce péril insurrectionnel et condamné au dernier supplice. Son successeur fut Elmas-Mohamed-Pacha, kaïmakan de Constantinople. Ce mélange d'énergie et de sagacité fut couronné par une série de brillants succès. Une escadre turque battit à deux reprises la flotte vénitienne dans les environs de Chio. Quelques jours après, le pavillon ottoman était arboré dans l'île tout entière; au nord, les Tartares, sous les ordres de Chebaz-Geraï, envahissaient la Galicie et la ravagaient jusque sous les murs de Lemberg. En Morée, les Musulmans infligeaient de cruelles défaites aux armées chrétiennes. En Herzégovine, ils refoulaient les Vénitiens jusqu'aux frontières de la Dalmatie.

Surexcité par ces victoires, Mustapha II était impatient de les rehausser par ses prouesses personnelles. D'après ses ordres, une armée imposante avait été réunie aux environs de Belgrade. Il en prit le commandement au milieu d'août et passa le Danube à Wielicza, se dirigeant, par Pančsova, sur Carlsbourg en Transylvanie. Son premier exploit fut la surprise de Lippa, sur la Maros, dont il fit raser les fortifications. En arrivant à Temesvar, il apprit que son aile gauche, commandée par Dschafer-Pacha, gouverneur de Belgrade, avait conquis la place de Titel au confluent de la Teiss avec le Danube.

Cette occupation déconcerta les généraux autrichiens au moment même où, quittant leurs retranchements de Péterwardein, ils préparaient une attaque de flanc sur l'armée turque, pendant que Vétérani, débouchant des Carpathes, devait la prendre à revers[1]. Intimidés par

1. Vétérani lui-même avait très judicieusement conseillé l'attaque de Temesvar, comme infiniment plus avantageuse que celle de Belgrade (Wagner, t. II, p. 292).

la perte de Titel, ils restèrent sur la défensive.

Malheureusement, Vétérani, n'ayant pas reçu de contre ordre, effectua son mouvement et vint, avec 6.000 hommes, affronter toute la masse des troupes ottomanes. Le choc eut lieu près de Lugos, le 22 septembre 1695. Malgré la vaillance des Chrétiens, l'issue d'un tel combat ne pouvait être douteuse. Après onze heures de lutte héroïque, les Impériaux furent écrasés par le nombre, avec une perte de 2.500 hommes, après avoir tué plus de 10.000 Turcs. L'illustre Vétérani, sourd aux supplications de ses officiers, voulut rester jusqu'au bout sur le champ de bataille, et tomba mourant entre les mains des infidèles. Les Tartares l'achevèrent et portèrent sa tête au sultan. Mustapha, respectant sa dépouille mortelle, le fit ensevelir avec tous les honneurs dus à la dignité de feld-maréchal. Les débris de la petite armée autrichienne se retirèrent, sous le général Trutchess, en Transylvanie, pendant que les Turcs s'emparaient de Karansèbes et de Lugos dont ils passèrent les garnisons par les armes. Satisfait de sa victoire et de ces minces avantages, Mustapha repassa le Danube pour aller jouir de sa gloire à Constantinople[1].

La mort de Vétérani fut un deuil pour Léopold, pour l'Autriche et l'Allemagne, une perte cruelle pour la cause chrétienne dans les pays danubiens. Lieutenant et plus tard émule du duc de Lorraine, et du margrave Louis de Bade, libérateur de la Basse-Hongrie, il avait poussé jusqu'en Bulgarie sa marche victorieuse et défendu dix fois la Transylvanie contre les Tœkœlistes, les Valaques et les Ottomans ; guerrier sans reproche, comme Bayard, modèle de toutes les vertus militaires, il était l'idole du soldat.

Il avait succombé, victime de l'isolement où l'avait

1. Wagner, t. II, p. 295-298.

laissé l'armée de Péterwardein. Mais à qui le désastre de Lugos était-il vraiment imputable ? Sans doute une part de responsabilité incombait à Caprara, très affaibli par la maladie et par l'âge. Mais l'auteur principal de cet abandon était Frédéric-Auguste II, électeur de Saxe[1], auquel Léopold, bien à contre-cœur, avait dû confier le commandement en chef des forces chrétiennes. Ce prince avait promis au cabinet de Vienne 8.000 hommes de renfort pour les guerres hongroises, à condition qu'il serait nommé généralissime, et l'Autriche, épuisée d'hommes[2], avait dû se soumettre à cette exigence. Léopold n'eut pas à se féliciter du marché ; car l'incapacité du nouveau chef fut plus nuisible que le concours des troupes saxonnes n'était profitable.

La conduite de Frédéric-Auguste en cette circonstance était d'autant plus inexcusable qu'il était à la tête de 50.000 hommes, d'une artillerie bien pourvue, d'une cavalerie excellente et que, pour assurer ses ravitaillements, l'administration autrichienne avait prodigué les efforts. Enfin Vétérani, par une lettre pressante, l'avait adjuré de venir à son aide. L'armée et la cour étaient indignées. Pour se réhabiliter comme stratège, l'électeur alla lui-même en grand appareil reprendre la place de Titel qui, depuis l'écrasement de Vétérani, n'avait plus la moindre importance, et lança quelques escadrons de hussards en Serbie, comme riposte à l'invasion de Mustapha II. L'occupation temporaire de Čhabatz et le pillage de quelques bourgades furent les seuls résultats de cette inepte démonstration, qui fit sourire de pitié les vrais militaires.

Après cette accumulation de sottises, le maintien de Frédéric-Auguste à la tête de l'armée semblait impos-

1. Jeune prince d'une force physique extraordinaire, mais d'intelligence très commune (Onno Klopp, p. 499).

2. Grâce surtout à sa déférence pour les instigations britanniques.

sible. Du fond de sa cellule, Marco d'Aviano pressait l'empereur de rappeler en Hongrie le margrave Louis de Bade pour lui confier la continuation de la guerre. La présence d'un tel capitaine semblait nécessaire pour rendre aux troupes la confiance en elles-mêmes et l'audace des grandes entreprises. Mais, pour échapper à l'éviction qui le menaçait, l'électeur de Saxe offrit d'élever le contingent saxon de 8.000 hommes à 12.000 ; et l'empereur, séduit par cette augmentation, le maintint dans le titre et dans les fonctions de généralissime. Transaction déplorable ! Car lui subordonner le margrave de Bade était impossible[1], et confier à Frédéric-Auguste, doublé du sénile Caprara, la direction d'une nouvelle campagne, c'était mettre gravement en péril le sort de la Hongrie, si péniblement reconquise.

L'objectif des opérations autrichiennes était toujours Temesvar. Léopold tenait à la récupération de cette place qui devait compléter l'affranchissement des territoires situés au nord du Danube. Pour accélérer la concentration des troupes en vue de l'investissement et du siège, on les avait réparties en quartiers d'hiver, autour du Banat et sur les contreforts méridionaux des Carpathes. Malheureusement, l'intendance de Bude ne fut pas en mesure d'expédier l'artillerie par le Danube, au printemps de l'année 1696. De son côté, l'administration hongroise ne put fournir que 700 chariots au lieu de 2.000. Enfin, la solde des troupes étant en retard, les régiments étrangers refusèrent de quitter leurs cantonnements, avant le paiement de tout l'arriéré. Ces contretemps ajournèrent la mise en mouve-

1. Le margrave de Bade commandait alors les forces impériales sur les bords du Rhin. Dans une lettre adressée au P. Marco d'Aviano, Léopold assure qu'il refusa positivement de revenir en Hongrie. « Non vuole in nessuna maniera venire a questo commando. » (Onno Klopp, p. 502.)

ment des troupes jusqu'aux premiers jours de juillet. L'armée comptait 60.000 hommes, dont 12.000 Saxons, 8.000 Brandebourgeois et deux régiments danois. Mais, au moment même où s'effectuait la concentration, on apprit que le sultan était à Nissa, se portant sur Belgrade avec plus de 100.000 janissaires, Cosaques et Tartares. Les vétérans des guerres turques, Starhemberg, Heissler, Caprara, dissuadèrent le généralissime d'entreprendre, sous la menace d'une telle aggression, les risques d'un siège très épineux par lui-même. Ces sages représentations ne purent arrêter son outrecuidance. Se flattant d'enlever en un coup de main le dernier boulevard de la domination ottomane au nord du Danube, il s'élança vers Temesvar avec 7.000 cavaliers, laissant à Szegedin presque toute son artillerie. Arrivé devant les murs de la place, il ouit dire que Mustapha, ayant franchi le Danube, accourait vers la Temès à marches forcées. Aussi crédule qu'impétueux, Frédéric-Auguste leva le siège et se porta vers le nord. Quelques jours après, ayant reconnu la fausseté de l'information, il revint sur ses pas et reprit l'investissement. Déjà les tranchées étaient ouvertes quand apparurent, à l'horizon, les lances de l'avant-garde ottomane. Pris au dépourvu, l'électeur voulut pour la seconde fois, battre en retraite. Mais déjà, par une habile manœuvre, la cavalerie turque avait tourné l'armée chrétienne, l'acculant à des marécages, et la forçait à livrer bataille (26 août).

Au début de la journée, 12.000 janissaires chargèrent l'infanterie saxonne qui tenait la tête et la forcèrent à reculer en désordre. Refoulés eux-mêmes par la cavalerie allemande, ils se replièrent sur leurs campements, et déjà les escadrons chrétiens se dispersaient pour sabrer les fuyards, quand une nuée de spahis s'élança sur eux et les rejeta vers les fondrières. A cette vue, le

duc de Vaudemont accourut avec des réserves pour rétablir le combat, secondé par Heissler et par Pollant, général des Brandebourgeois. Mais ces deux chefs tombèrent mortellement blessés, et leurs troupes, consternées par cette double perte, fléchirent sous la poussée ottomane[1].

Restait l'aile gauche, qui s'engagea dans l'action avec beaucoup de vigueur, mais trop tard pour rétablir la bataille. Elle put du moins couvrir la retraite de l'armée et la préserver d'une déroute complète[2]. 24 canons durent être abandonnés à l'ennemi. L'électeur craignait d'être poursuivi; mais les Turcs, épuisés par une lutte aussi acharnée, se contentèrent de ravitailler Temesvar et repassèrent presque aussitôt le Danube. C'était la seconde fois que Mustapha perdait l'occasion de compléter ses succès, pour aller recevoir des ovations à Constantinople.

1. Cette bataille infortunée est racontée dans les plus grands détails et d'une façon très précise par Wagner, t. II, p. 310-314. Heissler était un soldat de fortune qui s'était élevé par son mérite jusqu'au rang de feld-maréchal et de commissaire général. Comme gouverneur, il s'était concilié partout la sympathie des populations, même en Hongrie. Il avait reçu de Léopold le titre de comte d'Heidensheim.

2. Les Impériaux passèrent une partie de la nuit sur leurs positions, comme les Turcs. « Exercitus uterque ultra noctis dimidium in acie perstitit, ignari victi essent an victores. » (Wagner, *ibid.*, p. 314.)

IV

Après ce lamentable échec, recommencer le siège de Temesvar était impossible. Le plus urgent était de réorganiser le commandement supérieur, dont le titulaire était devenu un fléau public, et puisqu'on persistait à le maintenir en charge pour des raisons politiques, il fallait, toute affaire cessante, lui donner un coadjuteur, dont le mérite et l'ascendant fussent en état de neutraliser, en la redressant, son impéritie.

Consultés par l'empereur, les chefs de l'armée recommandèrent unanimement à son choix le prince Eugène de Savoie comme le seul homme qui fût à la hauteur d'une tâche aussi difficile. « Guido Starhemberg développa cette suggestion dans un mémoire spécial qui mettait en relief sa clairvoyance et sa modestie : « Je ne connais personne, disait-il, qui possède plus de capacité, d'expérience, de zèle pour le service de l'empereur, ni des sentiments plus nobles, plus désintéressés[1]. »

Telle était la haute opinion que ce jeune général de trente-trois ans avait inspirée à tous ses compagnons d'armes. Tous s'inclinaient devant son génie et saluaient d'avance sur son front l'auréole des grandes destinées. Il joignait l'audace, la prudence, au don des sublimes illuminations. Il savait au plus haut

1. Alfred Arneth, *Prince Eugen von Savoyen*, vol. I, p. 96. Je citerai souvent cet ouvrage, modèle de clarté, d'élégance et d'exactitude, où l'on trouve, au milieu de tableaux et de récits dramatiques, une mine d'informations précieuses sur les événements et les personnages de l'époque. M. Alfred Arneth, haut fonctionnaire autrichien, écrivit aussi la vie de Marie-Thérèse. Il naquit dans les premières années du XIXe siècle et mourut, je crois, vers 1876.

degré gagner la confiance, l'affection des soldats et, par une parole, un regard, un geste, les transformer en héros. Enfin, membre d'une famille souveraine, il tenait de sa naissance l'autorité nécessaire pour lutter, s'il le fallait, avec les boutades ou l'entêtement d'un électeur infatué de son rang. Léopold aimait Eugène de Savoie. Dès son arrivée en Autriche (1683), il l'avait nommé colonel, fondant sur lui de grandes espérances. Il s'empressa de ratifier sa désignation, avec le pressentiment des glorieux services que ce jeune homme allait rendre à la monarchie.

Eugène venait de guerroyer pendant plusieurs années, en Piémont, contre Catinat et d'être promu, pour ses hauts faits, au grade de feld-maréchal. Sans s'effrayer des froissements ni des conflits dont le menaçait une vanité ombrageuse, il accepta la mission que l'empereur lui confiait. Il s'apprêtait à partir pour le quartier général, quand un événement imprévu vint le délivrer d'une gênante subordination et lui conférer l'autorité suprême dans sa plénitude.

L'illustre libérateur de Vienne, Jean Sobieski, roi de Pologne, était mort le 17 juin 1696, à Willanow, près de Varsovie. Aussitôt la France et l'Autriche mirent en jeu tous les ressorts de leur diplomatie respective, pour influencer, chacune de son côté, la diète polonaise et peser sur le choix du successeur qu'elle devait élire. Les brigues et les compétitions se prolongèrent pendant une année. L'impopularité de Marie-Casimire ayant fait écarter les fils de Sobieski, l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste, posa sa candidature, soutenu par l'empereur, en promettant, pour se concilier la catholique Pologne, d'abjurer pour lui-même et pour sa famille le protestantisme. Dix millions de florins achetèrent les suffrages des hauts dignitaires et, tandis que le cardinal de Polignac, soutenu par la reine douairière, s'épuisait en

intrigues pour faire agréer la candidature du prince de Conti, l'électeur de Saxe fut élu par l'assemblée de Vola, grâce à l'appui du nonce apostolique. Ainsi s'établit sur le trône des Jagellons cette dynastie saxonne qui devait conduire la malheureuse Pologne à sa ruine (27 juin 1697)[1].

Pressé de s'installer dans sa nouvelle capitale, Frédéric-Auguste déposa le commandement de l'armée autrichienne dont Eugène fut aussitôt investi (5 juillet)[2].

Le vœu de l'empereur était une nouvelle expédition pour la reprise de Belgrade. Mais l'électeur avait laissé l'armée dans un complet désarroi. Les munitions et les vivres faisaient défaut. Les magasins n'avaient pas de farine pour quinze jours. Point de navires sur le Danube pour les transports. Enfin les caisses étaient complètement vides de numéraire, et le nouveau généralissime fut obligé, en arrivant, d'emprunter 1.000 florins au comte Herberstein, pour les besoins de l'armée. Dans une pareille pénurie, toute velléité offensive aurait été téméraire, en face des Turcs, pourvus de tout et parfaitement sur leurs gardes.

Mustapha, libre de ses mouvements, avait de nouveau rassemblé 80.000 hommes auprès d'Andrinople, avec le dessein évident de tenter sur la Hongrie une nouvelle attaque. Disposant sur le Danube d'une flottille nombreuse et bien équipée, il put, dès les premiers jours d'août, établir des forces à l'embouchure de la Teiss et menacer de nouveau les campements impériaux

1. Voir Salvandy, *Histoire de J. Sobieski*, t. II, p. 408.
2. « On ne fut jamais plus expéditif à changer de foi (il s'était fait catholique, sous les auspices du Saint-Siège) ou à conquérir son royaume. Ces deux choses furent pour Auguste l'affaire de quelques jours. Mais une circonstance nouvelle marqua son avènement. Il se présenta sur les frontières avec une armée de Saxons. Jusqu'alors, le système électif n'avait livré la Pologne qu'aux manœuvres et à l'ascendant des étrangers. Maintenant, c'était à leurs armes. » (Salvandy, t. II, p. 408.)

de Peterwardein. Il avait auprès de lui Tœkœli, qui lui conseillait de se porter par Temesvar sur la Transylvanie, insuffisamment défendue, et de s'entendre avec les mécontents hongrois pour rallumer une insurrection dans la Zips. L'occasion semblait favorable à cette tentative. Des rébellions partielles avaient éclaté récemment dans la région des treize comitats, et plusieurs régiments de cavalerie avaient dû se rendre sur les lieux, sous le duc de Vaudemont, pour rétablir l'ordre[1]. Mustapha, goûtant fort ces suggestions, envoya de suite des émissaires avec de l'argent en Transylvanie, en Hongrie, pour encourager les factieux, et se dirigea sur Szegedin. Mais, confiant dans la supériorité de ses forces, et se flattant d'effacer par une brillante victoire la défaite de Szalankémen, il fit passer le gros de son armée sur la rive droite de la Teiss, comme pour tenter sur Péterwardein et sur les campements autrichiens un coup décisif.

La principale préoccupation d'Eugène, dans ces heures critiques, avait été de rassembler autour de lui les forces disséminées par ses devanciers. Dans cette pensée, s'inquiétant peu de dégarnir la Transylvanie, il fit venir en grande hâte les huit régiments qui gardaient cette province et que commandait le comte de Rabutin, Français d'origine, successeur de Vétérani. La jonction de ce corps avec l'armée s'effectua le 2 septembre. Le général d'Aspremont et le ban de Croatie, Bathyany, qui venaient de faire une tentative infructueuse sur Bihacs, aux bords de l'Unna, avec un corps croato-allemand, rejoignirent à la même époque le gros de l'armée.

1. Des nobles hongrois s'étaient rendus à Sofia auprès du vizir et lui promettaient d'envoyer 30.000 Kusucz en Pologne, pour y soutenir le prince de Conti, candidat de Louis XIV, si la Porte voulait leur donner Tœkœli pour chef d'une nouvelle insurrection en Hongrie (Wagner, vol. II, p. 336).

La cavalerie de Vaudemont fut également rappelée de la Haute-Hongrie. Ainsi réunies, les troupes impériales se montaient à 40.000 hommes. Aussitôt après cette concentration, la cavalerie fut dirigée vers la Teiss, pour barrer la route aux envahisseurs. Trois jours après, les avant-gardes turques étaient signalées sur la rive droite de ce fleuve, aux environs de Zenta. Sans perdre un moment, Eugène ébranla ses troupes en quatre colonnes qui, par un prodige d'élan et de discipline, purent après une marche de dix-huit heures, se masser en face de Zenta, dans la soirée du 10 septembre, pleines d'ardeur et de confiance en leur nouveau chef[1]. A ce moment, Eugène réunit ses généraux en conseil de guerre. Tous se prononcèrent pour l'attaque.

Pour arrêter le plan de bataille, il importait de connaître exactement l'itinéraire et les intentions du sultan. D'importantes informations furent données sur ces deux points, par un chef d'éclaireurs ennemis, Dschafer-Pacha, qui venait d'être fait prisonnier, et conduit au généralissime par des éclaireurs autrichiens. Mustapha venait de changer sa route, et, sachant Szegedin en état de défense, avait jeté un pont sur la Teiss, pour repasser cette rivière et se porter sur la Transylvanie. Déjà ses bagages avec une partie de son artillerie et de sa cavalerie étaient sur la rive gauche de ce fleuve.

Ces nouvelles étaient excellentes; elles donnaient aux Impériaux l'espoir de surprendre les Turcs, en plein passage de la Teiss, de trouver leurs forces divi-

1. « Je ne saurais, écrivait Eugène à Léopold, assez louer le bon esprit et l'energie vaillante de l'armée. Pas un seul homme qui ne soit impatient de se mesurer avec l'ennemi... J'ai marché en avant, en ordre parfait, et n'ai pas laissé un trainard en arrière, bien que la marche ait duré dix-huit heures. » (Onno Klopp, p. 509.) « Mirus in milite animorum vigor et erectio. Mira certandi aviditas. » (Wagner, t. II, p. 341.)

sées et de mettre facilement la confusion dans leurs rangs. Eugène prit ses dispositions avec promptitude. Son premier soin fut d'envoyer son aile gauche sous Starhemberg, vers la Teiss, pour attaquer en flanc l'armée ottomane et, si possible, intercepter ses communications entre les deux rives. Par un bonheur providentiel, cette position était justement le point faible des Turcs, bien qu'ils l'eussent protégée par des épaulements et des palissades. Un espace libre de quarante pas avait été négligé entre le fleuve et les ouvrages défensifs. Les dragons autrichiens s'y précipitèrent et, prenant à revers les redans, forcèrent les janissaires à prendre la fuite. Pendant ce temps, les grenadiers en colonnes attaquaient de front l'enceinte du camp ennemi, criblée par l'artillerie chrétienne de boulets et d'obus. Eugène, l'épée à la main, animait et conduisait lui-même les assaillants au combat. Sous cette triple attaque, la débandade se mit parmi les défenseurs de l'enceinte. Tous se précipitèrent vers le pont, pour échapper à la mort. Mais déjà Starhemberg en interdisait l'accès aux fuyards. 10.000 de ces malheureux se noyèrent en essayant de passer la Teiss à la nage. Le reste tomba sous le fer des vainqueurs. Le grand vizir, se sentant perdu auprès du sultan, chercha et trouva la mort dans la mêlée. Avec lui périrent quatre vizirs, les gouverneurs d'Anatolie et de Bosnie, quatorze beglerbegs, nombre d'officiers et de dignitaires. Tœkœli, caché parmi les cadavres, attendit la nuit pour échapper au massacre et se sauver à la nage[1].

Le combat, commencé dans l'après-midi (11 septembre), n'avait pas duré plus de deux heures, ni coûté plus de 300 morts et 1.500 blessés à l'armée chrétienne. « Cette glorieuse action, écrivit Eugène dans

1. Arneth, I, p. 184; Wagner, t. II, p. 344.

« son rapport à l'empereur, s'est terminée avant « la chute du jour, comme si le soleil, avant de se cou- « cher, avait voulu contempler de ses yeux le glorieux « triomphe des armes de Votre Majesté. » Dans le camp ennemi furent trouvés 3 millions de piastres, toute l'artillerie, quantité d'armes précieuses, de chevaux, de chameaux, de bestiaux, 7 queues de cheval, 423 étendards, 10 femmes du harem, enfin le sceau viziriel, conservé depuis cette époque parmi les archives autrichiennes et visible actuellement dans un musée de Vienne.

Le lendemain, les Impériaux, ayant rétabli le pont de bateaux, passèrent sur la rive gauche de la Teiss, qu'ils trouvèrent déserte. Après avoir vu moissonner par le fer et le feu la fleur de ses troupes, Mustapha, dans sa rage impuissante, s'était enfui avec quelques centaines de cavaliers jusqu'à Temesvar, où, pendant trois jours, il resta caché chez le pacha, sans que sa présence y fût connue dans cette ville. Les débris de son armée s'étaient repliés précipitamment sur Belgrade[1].

Cette belle victoire rendait aux armes chrétiennes le prestige qu'elles avaient perdu depuis la chute de Belgrade, les défaites de Lugos et de Temesvar. L'Autriche et l'Allemagne furent unanimes à célébrer le jeune et brillant général, dont le génie semblait suscité à point par la Providence pour refouler encore une fois l'Islamisme.

Pour compléter son succès, il eût voulu de suite marcher sur Belgrade ou sur Temesvar. Malheureusement, son armée manquait de vivres et n'avait reçu

1. « Sultannus, trium non amplius millium comitatu Temesiâ Belgradum evolat. » (Wagner, t. II, p. 345.) D'après cet historien, la perte totale des Turcs fut de 23.000 hommes. Il ajoute que jamais les chrétiens, ni dans cette guerre, ni dans les âges précédents, ne remportèrent sur les Ottomans une pareille victoire. Le bicentenaire de Zenta a été célébré à Vienne, en septembre 1897.

depuis longtemps aucune paie. Pour la soustraire aux miasmes d'une région empestée par des milliers de cadavres, il la fit rétrograder jusqu'à Szegedin, et la répartit en cantonnements d'hiver le long du Danube[1]. Lui-même, impatient d'infliger aux Turcs une agression sur leur territoire, entreprit, avec 8.000 hommes d'élite, dont 4.000 cavaliers, une expédition en Bosnie. A cette attaque inattendue, les Ottomans ne pouvaient opposer aucune force sérieuse. Eugène put donc, d'une course rapide, traverser cette contrée à moitié sauvage, se frayant une route à travers d'énormes montagnes et d'épaisses forêts.

Au bout de dix-huit jours, il arriva, le 22 octobre, devant Bosna-Seraï, la ville aux 120 mosquées, centre d'un important commerce entre la Dalmatie vénitienne et les provinces turques. Un officier, envoyé en parlementaire pour la reddition de la place, revint au camp criblé de blessures. Le trompette qui l'accompagnait avait été massacré. Pour venger ce double attentat, les troupes autrichiennes, ayant forcé les portes, livrèrent la ville au pillage; plusieurs quartiers furent incendiés. Trois jours après, le prince ordonnait la retraite, emmenant avec lui plusieurs milliers de chrétiens, heureux d'échapper, sous sa protection, au joug musulman. Après une semaine de pénibles chevauchées dans la neige épaisse, il repassait la Save à Brod, le 5 novembre, pour rentrer sur le territoire autrichien. Toute la campagne, aller et retour, n'avait

1. Wagner, t. II, p. 349. A Vienne, la question d'une marche sur Temesvar fut agitée dans le Conseil aulique. Cette tentative fut déclarée impossible, pour des raisons militaires. Mais ajoutons cette particularité curieuse que la diplomatie anglaise intervint ici encore pour dissuader Léopold de pousser plus loin ses succès sur le Danube et pour l'induire à ramener la plus grande partie de ses forces sur le Rhin (Arneth, t. I, p. 107).

pas duré plus d'un mois[1]. Quelques jours après, il arrivait à Vienne, où l'empereur, la cour et tout un peuple enthousiaste le reçurent en triomphateur. Une médaille y fut gravée à son effigie, avec le nom de Zenta en exergue, pour perpétuer et transmettre à la postérité le témoignage de sa mémorable victoire.

1. Arneth, t. I, p. 111. Cette campagne du prince Eugène en Bosnie a été fort critiquée par les stratégistes. Il est difficile d'en distinguer le but au point de vue militaire. Les resultats en furent nuls.

V

L'expédition de Bosnie fut l'épilogue de la guerre que l'Autriche avait soutenue pendant quinze ans (1692-1697) avec le concours du Saint-Siège, de la Pologne, de la République vénitienne et finalement du tsar de Russie contre l'empire ottoman. Le traité de Ryswick (28 octobre 1697) venait de pacifier l'Europe occidentale, et l'empereur, affranchi de ses obligations sur le Rhin, pouvait désormais porter toutes ses forces vers la vallée du Danube. Mais ses provinces étaient épuisées; ses finances dans un délabrement lamentable; ses troupes, y compris les officiers, n'avaient reçu, depuis un an, aucune solde pour vivre. Les soldats pressuraient les populations. Deux régiments de dragons s'étaient mutinés en Transylvanie, exaspérés par une longue misère. Pour remédier à ces maux et calmer ces cruelles souffrances, une période de repos s'imposait. Enfin, à cet énervement anémique, s'ajoutait la nécessité de se recueillir, en vue des conflits que préparait à l'Europe une catastrophe prochaine et prévue de tous.

Le roi d'Espagne, Charles II, dépérissait à vue d'œil; sa langueur, sa caducité précoce faisaient présager l'ouverture prochaine de sa succession; depuis vingt ans, la maison de Habsbourg avait posé sa candidature à cet héritage, que Louis XIV s'apprêtait à réclamer pour son petit-fils. Par suite de cette compétition, le traité de Ryswick devait être envisagé comme une simple trêve, et toute la politique autrichienne était dominée par la perspective d'une nouvelle et grande guerre à brève

échéance, dans les Pays-Bas, en Italie, sur le Rhin et même en Espagne, contre le plus puissant Etat de l'Europe. Ces calculs, plus conformes aux préjugés dynastiques du temps qu'aux vrais intérêts de la monarchie, étaient encouragés et stimulés par l'Angleterre, devenue, depuis l'avènement de Guillaume, l'ennemie mortelle de la France, et tous les efforts de la diplomatie britannique tendaient à liquider à tout prix les guerres danubiennes, au profit de la coalition qu'elle organisait déjà contre Louis XIV.

Le principal artisan de cette médiation était lord Paget, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, qui, depuis plusieurs années, s'évertuait à concilier les prétentions divergentes des belligérants, pour les amener à une transaction. Longtemps ses efforts et toutes ses démarches furent rebutées par l'orgueil ottoman, qui persistait à revendiquer ses anciennes conquêtes comme inaliénables. Mais l'écrasement de Zenta fit tomber cette obstination. Profondément abattu par ce désastre, Mustapha II, naguère si confiant dans son audace juvénile et dans sa fortune, se livrait aux pressentiments les plus sombres. Lord Paget parvint facilement à l'aigrir contre la France, qui venait de traiter sans lui, à Ryswick. Il lui persuada de prendre sa revanche en traitant isolément avec l'empereur. Sans doute des concessions territoriales seraient nécessaires ; mais l'intercession anglaise se chargerait d'en adoucir la rigueur.

Grâce à ces conseils, des négociations s'engagèrent, dès le printemps de 1698, entre Vienne et Constantinople, sur la base de l'*uti possidetis*. La Pologne et la république de Venise accédèrent facilement aux préliminaires. L'une et l'autre avaient été malheureuses dans leurs dernières hostilités contre les Turcs[1]. Plus récal-

1. La Pologne s'était épuisée en vains efforts pour reprendre Kaminiec. Les Vénitiens avaient été battus sur mer, près de l'île de Scio,

citrant se montra le tsar Pierre Ier, qui s'était emparé d'Azof et prétendait garder cette place importante. La Porte en exigeait la restitution. Vainement le roi Guillaume III et le bourgmestre d'Amsterdam, ami personnel de Pierre, s'étaient efforcés d'obtenir du jeune potentat son désistement à cette conquête, pendant son séjour en Angleterre et subséquemment dans les Pays-Bas. Leurs instances l'avaient trouvé inflexible. Dans une visite qu'il fit à Vienne, en juillet 1698, il consentit sur les prières pressantes de Léopold, à se faire représenter dans le Congrès qui devait s'ouvrir pour la conclusion de la paix, mais en réservant strictement son droit sur Azof, qu'il entendait garder à tout prix.

Complètement désintéressé dans les questions territoriales, c'est avec douleur que le Vatican voyait se dissoudre cette Sainte Alliance, formée sous les auspices d'Innocent XI, en 1684, pour chasser l'islamisme des contrées danubiennes, de la Podolie et de la Morée. Mais l'ascendant du Saint-Siège sur les coalisés avait sensiblement décru sous les successeurs de cet illustre pontife, par l'effet des complications internationales, et les nombreux subsides envoyés à Varsovie, à Vienne, par Alexandre VIII et Innocent XII, n'avaient pas suffi à le relever [1]. L'Angleterre, inspiratrice des pourparlers, tint soigneusement la cour de Rome à l'écart de toutes ses manœuvres, et le Pape, président de la Ligue, fut mis en dehors des débats. Ainsi, comme au temps de Charles-Quint et de François Ier, le vicaire de Jésus-Christ était entravé, annulé dans ses attributions les plus tutélaires,

que les Turcs les avaient forcés à évacuer (1695). Trois batailles indécises (1697), dans les eaux d'Andros, avaient épuisé la flotte vénitienne sans lui procurer aucun avantage décisif (Daru, *Hist. de Venise*, vol. IV, p. 659-661). Les hostilités dans le Péloponèse et dans la Dalmatie avaient été languissantes.

1. En 1698, Innocent XII avait envoyé 200.000 florins à l'empereur, par l'entremise de Marco d'Aviano, pour les besoins de la guerre.

par la rivalité des deux grandes maisons catholiques. A sa place, le représentant de l'Angleterre, protestant, hostile, dès le principe, à la pensée généreuse et chrétienne de cette guerre, s'installait en médiateur, pour régler, entre les belligérants, les conditions de la paix [1].

Le Congrès se réunit à Carlowitz, petite ville d'Esclavonie, située à quelque distance de Péterwardein, et choisie exprès par les Turcs, pour son voisinage de leurs possessions. L'empereur avait désigné pour ses représentants le comte Wolfgang Œttingen, président du Conseil aulique, et le comte de Schlick, lieutenant général de ses armées, tous deux d'une compétence remarquable dans les questions militaires. La Hongrie n'eut pas de mandataire attitré, conséquence naturelle de son complet effacement dans la guerre dont elle était le théâtre. Les envoyés du sultan furent Reiss-Effendi Rami et le grec Maurocordato. Le premier se fit remarquer dans tous les débats par sa politesse, sa culture raffinée et ses grandes manières. Le second, déjà connu dans le monde occidental par ses missions antérieures à la cour de Vienne, était un type curieux de Grec phanariote. Par sa souplesse, son esprit d'intrigue et son talent de parole, il avait su s'élever aux dignités les plus hautes. Très en faveur auprès du sultan, on disait que, pour prix de ses services comme négociateur à Carlowitz, il allait être nommé par Mustapha II prince de Valachie ou de Moldavie.

Le roi de Pologne, Frédéric-Auguste, se fit représenter par le comte Malakowski, palatin de Posen, la république de Venise par le chevalier Charles Ruzzini, diplomate délié, qui, par un mélange d'adresse et de fermeté, conquit dans toutes les délibérations un véritable ascendant et sut se faire écouter avec respect par les

1. Onno Klopp, p. 518 ; Katona, XXXV, p. 88-126.

représentants des plus hautes puissances. Enfin le tzar avait choisi pour ambassadeur le prince Bogdanowitz, diplomate fruste et rébarbatif, dont la principale préoccupation fut d'humilier les envoyés de la Porte, en leur faisant, à tout propos, l'étalage comminatoire de la puissance moscovite[1].

Mais l'arrière-pensée antifrançaise des négociations était mise en évidence par la présence de deux personnages absolument étrangers aux intérêts qui se débattaient et qui semblaient néanmoins conduire toutes les discussions. Le premier était lord Paget, ambassadeur d'Angleterre auprès de la Porte, le second, le Hollandais Colyer, ministre des Pays-Bas à Constantinople, chargé de cette mission pour sa connaissance approfondie de la langue turque et des affaires orientales. Tous deux admis aux séances avec voix délibérative comme délégués des *puissances maritimes* (dénomination spécieuse et mal définie), y jouèrent un rôle prépondérant. Paget surtout semblait le président et l'âme du Congrès, conciliant les prétentions et les amours-propres, aplanissant les difficultés, obtenant de tous des sacrifices à l'*œuvre de paix*, avec une onction apostolique qui désarmait toutes les résistances. Rôle essentiellement britannique ! Car le principe de cet hypocrite apostolat était non pas l'amour de l'humanité, mais la haine, une haine passionnée contre la France, et le Congrès de Carlowitz, sous l'influence de lord Paget, avait tous les caractères d'une conspiration.

Les conférences durèrent soixante-quinze jours, depuis la mi-novembre 1698 jusqu'à la fin de janvier 1699 ; pendant tout ce temps, les délégués vécurent dans des baraques construites pour eux sur le Danube, très mal abrités contre les rigueurs de l'hiver. Enfin,

1. Onno Klopp, p. 520.

l'entente s'établit sur les points suivants : la moyenne et la Basse-Hongrie jusqu'au confluent du Danube et de la Teiss ainsi que la rive nord de la Maros passaient sous la souveraineté de l'empereur, à condition de démanteler les places fortes Lippa, Lugos, Karansèbes, Czanad, Kanizsa, Becse, Becskerek. Les Turcs imposèrent ces destructions avec une rigueur intraitable. Titel même fut compris dans leurs exigences. Ainsi toute la vallée du moyen Danube, jusqu'à Péterwardein restait ouverte à leurs invasions ; 2° Temesvar et ses dépendances, qui composaient la majeure partie du Banat restaient sous la domination ottomane ; 3° au sud-ouest, la frontière des deux empires était marquée par la Save et par l'Unna, sur les confins de la Croatie. De ce côté, comme à l'est, les Impériaux s'engagèrent à raser toutes leurs forteresses [1].

Le sujet le plus épineux des discussions pendant plusieurs semaines fut la Transylvanie, dont les négociateurs turcs s'obstinaient à réclamer la suzeraineté pour leur maître, secrètement appuyés par l'ambassadeur d'Angleterre. Sur ce point, l'Autriche ne voulut faire aucune concession, pas même celle d'un faible tribut, réclamé, par Reiss-Effendi, comme une satisfaction illusoire et sans conséquence aux susceptibilités de la Porte [2]. Dans cette prétention, en apparence très modeste, les plénipotentiaires autrichiens soupçonnaient non sans raison un piège et l'arrière-pensée d'une intervention. Ils y voyaient surtout une suggestion de l'astucieux Tœkœli, en vue de prochaines cabales. Pour y couper court, ils déclarèrent résolu-

1. L'expédition du prince Eugène en Bosnie, n'ayant rapporté aux chrétiens aucun avantage positif, avait relevé de ce côté l'orgueil et les exigences de la Porte (Wagner, t. II, p. 461).

2. Onno Klopp, p. 522. D'après Wagner, t. II, p. 454. La cession intégrale de la Transylvanie à l'Autriche avait été déjà stipulée dans les préliminaires.

ment que la Transylvanie, conquise par les armées autrichiennes, devait appartenir sans restriction à l'empereur et que la reconnaissance de cette suzeraineté par les Turcs serait la condition *sine qua non* du traité[1]. Devant cette ferme attitude, lord Paget, craignant la rupture des conférences, mit en jeu son éloquence la plus persuasive et détermina les Turcs à la renonciation pure et simple, réclamée par les Impériaux.

Comme complément de cet abandon, Œttingen et Schlick demandèrent que Tœkœli, l'éternel fauteur de complots et de rébellions, fût éloigné des frontières transylvaniennes, et mis, par un internement rigoureux, dans l'impuissance de renouer ses intrigues. Vainement les Turcs voulurent plaider la cause du perturbateur; il leur fallut formuler aussi cette promesse par la clause suivante : Tœkœli et tous les impénitents de l'insurrection hongroise seraient désormais considérés comme sujets du sultan, et, pour garantie de la paix, transférés dans l'intérieur du territoire ottoman. Conformément à cette disposition, Tœkœli dut quitter l'Europe et se fixer à Nicomédie, en Asie Mineure, où sa femme, l'héroïne de Munkacs, tint à honneur de partager sa relégation. Là s'écoulèrent les dernières années de sa vie. Il y mourut dans un état voisin de la gêne, en 1705.

Le tsar de Russie conserva la possession d'Azof[2]. Le roi de Pologne obtint Kaminiec; enfin Venise reçut la presqu'ile de Morée avec quelques places dans la Dalmatie et sur le littoral de l'Adriatique ! On voit

1. In presenti, Transylvaniam, quanta est, Cesaris esse (Katona, XXXV, p. 91).

2. Bogdanowitz, envoyé du tsar, avait, en plus, réclamé Kertch, clef de la mer d'Azof, au nom de son maitre. Les plénipotentiaires turcs repondirent avec hauteur qu'ils ne céderaient pas plus Kertch que Constantinople : « Nil proficit amplius quam ut non magis Kertza quam Byzantio ipso se demigraturos Turcæ jactarent. » (Wagner, t. II, p. 463.) Il est bon de remarquer ici que la Russie affectait de traiter seule et directement, en dehors des confederes, pour son compte.

que l'Autriche s'était loyalement solidarisée avec ses alliés, identifiant leurs intérêts avec les siens, pendant tout le cours des négociations.

Tel fut, dans ses principales stipulations, le traité de Carlowitz, conclu le 29 janvier 1699[1], qui consacrait d'une manière définitive le triomphe du Christianisme dans les bassins du haut Danube, de la Drave, de la Teiss, et dans les Carpathes, en affranchissant du joug musulman des populations admirablement douées et pleines d'avenir. Grâce aux victoires de Jean Sobieski, du duc de Lorraine, du margrave de Bade et du prince Eugène, ces races allaient renaître à la vie civilisée, à la culture intellectuelle et reprendre leur place dans la communauté chrétienne, sous la paternelle égide des Habsbourg[2]. La reprise de Temesvar et l'affranchissement du Banat eussent couronné dignement une œuvre aussi bienfaisante, et l'ajournement de ces deux récupérations constituait, dans la convention, une lacune éminemment regrettable; mais il faut songer que l'Autriche supportait depuis quinze ans l'énorme fardeau de cette guerre, et que, dans cet espace de temps, elle avait repoussé dix invasions, effectuées par des armées de 100, 120, 200 et 300.000 hommes, réprimé toute une série d'insurrections formidables et reconquis, l'épée à la main, un vaste royaume. Après un tel déploiement d'énergie, de persévérance, rehaussé par une succession de hauts faits et de services rendus à la Chrétienté, elle avait bien le droit de se reposer sur sa gloire!

1. La paix n'était conclue que pour vingt-cinq ans. « Hæc seu pax, seu induciæ quinque et viginti annos duranto. » (Wagner, t. II, p. 473.)

2. Le traité de Carlowitz fut le premier où le grand turc se départit avec l'empereur de sa formule habituelle : « Le sultan, touché par les prières des chrétiens, leur accorde la paix. » Les deux puissances, dans cet acte, traitèrent sur un pied de parfaite égalité (Onno Klopp, p. 524).

En dépit de cette lassitude, l'œuvre libératrice eût sans doute été continuée sans interruption, si Léopold n'avait eu les yeux tournés vers Madrid, et si la succession d'Espagne n'eût été, depuis quelques années, l'objectif de ses plus graves préoccupations. Il est vrai; mais la politique dynastique était dans les principes, dans les idées de l'époque; l'union intime de deux monarchies était envisagée, par le cabinet de Vienne, comme un dogme, et la rupture de ce lien séculaire comme la pire des calamités. Avons-nous le droit de railler cette superstition? A la place des alliances princières, nos docteurs modernes préconisent aujourd'hui des combinaisons ethniques fondées sur les affinités les plus arbitraires, toutes vouées au culte de la force, et dominées par le plus banal chauvinisme. Tout autre était le caractère de l'union austro-espagnole; cimentée à travers les âges par le sentiment d'une mission sacrée; elle avait été, pendant deux siècles, le boulevard de la Chrétienté contre l'Islamisme. Peut-on s'étonner que le maintien de cette fraternité fût considéré par Léopold comme le plus saint des devoirs? Cette piété familiale et traditionnelle fut son orientation pour ainsi dire mystique pendant tout le cours de son règne. Nous venons de voir avec quelle perfidie le machiavélisme anglais sut l'approprier à ses fins.

CHAPITRE V

FRANZ II RAKOCZY

Nouvelles récriminations hongroises. — Prétentions des Magyars sur les provinces reconquises et sur la Transylvanie. — Rejet par les notables de réformes proposées par le cabinet de Vienne en matière d'impôts. — Arrestation de Rakoczy à Saros. — Son incarcération à Wienerneustadt. — Son évasion et son séjour en Pologne. — Son irruption en Hongrie. — Trahison de Karolyi. — Extension de la révolte à toutes les vallées de la Teiss. — Fidélité des Croates et des Serbes au Gouvernement impérial. — Succès des insurgés dans la Haute-Hongrie. — Dangers de l'Autriche. — Rôle équivoque de l'archevêque Széchényi. — Prise de Tokay par Rakoczy — Son enivrement. — Conférences de Gyöngyös. — Victoire de Heister sur Karolyi, près de Neusiedel. — Trahisons de Forgacs et d'Esterhazy. — Raid de Karolyi sur Vienne. — Forgacs battu à Szémés par Heister. — Soulèvement de la faction magyare en Transylvanie. — Rakoczy proclamé prince par la diète. — Il est défait par Heister, près de Tyrnau. — Victoire d'Heister sur Karolyi, à Kilit. — Propositions de Léopold aux rebelles. — Mort de ce prince (1705).

I

Si critiquable que fût le traité de Carlowitz au point de vue général des intérêts chrétiens en Europe, on pouvait croire que la délivrance à peu près complète du territoire national, par les armées impériales, avait conquis la reconnaissance des Hongrois et que leurs rancunes invétérées avaient enfin désarmé devant un pareil bienfait. Ces dispositions, malheureusement, n'existaient que chez une minorité. La partie active, influente, répudiait, comme une trahison envers la patrie, toute transaction avec « l'étranger ». Exclusivement préoccupés de leurs droits constitutionnels, dignitaires, magistrats, hobereaux, se tenaient à l'affût de

toutes les irrégularités commises par les autorités autrichiennes, pour les réunir en dossiers (*gravamina*) contre le régime existant, affectant l'indifférence la plus complète à ses succès militaires, comme si la reprise de Bude et les victoires de Szalankémen, de Zenta, étaient pour leur vie publique un moindre intérêt que la stricte observance du *Jus Tripartitum* ou du traité de Zsivatorok[1].

Dans cette période de guerres aggravées par des perturbations incessantes, les griefs ne pouvaient manquer aux épilogueurs. La lourdeur des impôts, les excès de la soldatesque dans les garnisons, les procédés sommaires des administrateurs, l'intrusion inévitable de fonctionnaires ou magistrats étrangers, les infractions aux chartes et privilèges traditionnels dans les villes royales, les empiètements du clergé et des congrégations catholiques sur les protestants, les perquisitions policières, les incarcérations de suspects, enfin tous les abus inséparables de dissensions sanglantes où la violence suit les fluctuations de la force et de la victoire, pratiquant partout le *væ victis* avec addition de rancunes privées. Toutes ces vexations étaient temporaires, et partout le pouvoir royal s'appliquait sérieusement à les adoucir; mais partout aussi le parti pseudo-national s'efforçait de les envenimer pour en

1. Parmi les griefs invoqués par les Magyars intransigeants contre Léopold, figurait en première ligne l'institution, édictée en 1689, d'une commission de jurisconsultes et présidée par l'archevêque Kollonitz, pour la réforme du *jus tripartitum*, c'est-à-dire de l'odieux code Verbeczy, qui privait toutes les races non hongroises (Slovaques, Serbes et Roumains) de droits politiques. Une telle entreprise, à leurs yeux, était sacrilège et dévoilait avec évidence la conspiration ourdie par la camarilla viennoise « pour l'établissement de l'absolutisme » en Hongrie. La plupart des historiens magyars se sont faits dans les âges suivants les dociles échos de ces accusations, attestant ainsi que leur nation entend à perpétuité se maintenir en caste dominante et que, pour elle, l'assujettissement de races « inférieures » est l'expression la plus précieuse de sa liberté (V. Fessler-Klein, vol. IV, p. 514).

faire le prétexte de nouvelles agitations. Les Kurucz, les Tœkœlistes avaient tant respecté les lois et tant fait pour le bonheur public! Ils avaient le droit d'accabler les Habsbourg de leur sévérité implacable et de se présenter à la patrie hongroise le front haut, en farouches revendicateurs[1]!

Indépendamment de ces récriminations et de ces griefs sans portée, il y avait, entre la cour de Vienne et le cabinet de Presbourg, un grave sujet de dissentiments très menaçant pour leurs rapports à venir, c'était l'organisation des territoires reconquis. La prétention des Hongrois était d'en reprendre possession purement et simplement, en les réincorporant à l'État Magyar (Magyar Orzag), d'y rétablir leur juridiction, leurs lois, comme des propriétaires légitimes qui rentrent, après une illégale éviction, dans leur bien. L'Autriche, sans refuser cette restauration pour les contrées spécifiquement hongroises, comme les Comitats du centre et les cités de Bude, Szegedin, Grosswardein, en contestait la validité pour des provinces telles que la Sirmie et l'Esclavonie, habitées par des populations slaves, sans aucune affinité avec les Magyars, dépendances annexes et non parties intégrantes de l'ancien royaume. Si ces pays avaient jadis été soumis aux rois hongrois par la force des armes ce lien avait été brisé par la conquête musulmane. A quel titre les Magyars, évincés depuis deux cents ans, pouvaient-ils réclamer la restitution de ces territoires, comme si l'Autriche, après avoir brisé le joug musulman, en dépit des Bocskay, des Bétlem, des Tœkœli et de leurs complices, n'avait plus d'autre mission que de s'incliner devant le droit

1. La Commission, présidée par Kollonitz, avait élaboré tout un programme d'excellentes mesures pour rendre au pays l'ordre et tous les bienfaits d'une administration regulière : ce plan embrassait toutes les provinces reconquises (Fessler-Klein, *ibid.*, p. 516 et 517).

imprescriptible d'Arpad et de lui céder humblement la place [1]?

C'est ainsi qu'à Vienne on rejetait avec un suprême dédain les prétentions du Palatin et de son Conseil d'Etat sur la vallée de la Drave et sur la Croatie, en ajoutant que la race autochtone de ces provinces venait d'être renforcée d'une nombreuse immigration bosniaque, en rapport direct avec le Gouvernement impérial, dotée de chartes autonomes et complètement réfractaire à la domination des Hongrois. Mais l'objet des contestations les plus vives, les plus irritantes était la Transylvanie.

Depuis la mort d'Apaffy, cette vaste principauté était régie par un conseil, élu d'accord avec le gouverneur général, sans aucune participation de la chancellerie hongroise au règlement de ses intérêts. La présence de garnisons allemandes dans les principaux centres de population paralysait toutes les menées des magnats et réduisait à néant leur rôle politique. Furieuse de cette annulation, leur coterie attendait impatiemment la majorité d'Apaffy II, pour réclamer auprès de Léopold son investiture, dans l'espoir de renouer les trames et les conspirations d'autrefois sous son patronage. En attendant, elle avait fiancé ce jeune prince à la fille de Grégoire Bétlem, petit-neveu de Bétlem-Gabor (fiançailles symboliques!), sans consulter l'Empereur.

A cette nouvelle, le cabinet impérial déclara l'adolescent déchu de ses droits. En même temps il accusa, non sans vraisemblance, le « Gubernium » transylvanien d'entretenir avec la Porte des intelligences criminelles. Ces événements se passaient en 1697, au fort de la guerre. Nicolas Bétlem, capitaine général de la

1. C'est la prétention naïvement exposée dans l'*Histoire anonyme des Révolutions de Hongrie*, liv. IV, p. 145 et 146.

province et fonctionnaire assez inoffensif par lui-même, courut à Vienne et parvint à se disculper personnellement; mais cette situation équivoque ne pouvait durer. Le Conseil aulique exigea d'Apaffy sa renonciation formelle au trône de Transylvanie, moyennant une pension annuelle de 12.000 florins. Le jeune prince, tempérament apathique comme son père, consentit sans résistance à cette transaction. Quelques semaines après, il était, sous la garde du général Lichtenstein, conduit dans la capitale où fut réglée, par acte authentique, son abdication (19 avril 1697). En sus de son allocation pécuniaire, il reçut le titre de comte et, plus tard, en récompense de son attitude correcte, celui de prince de l'Empire. Rejoint à Vienne par sa femme avec l'autorisation de Léopold, il y vécut obscurément jusqu'en 1713, et mourut, jeune encore, sans postérité[1].

A partir de ce moment, la Transylvanie fut rattachée au cabinet impérial avec une chancellerie spéciale, à l'instar de la chancellerie hongroise, recevant les ordres directs du souverain. Le « Gubernium », confiné dans ses fonctions administratives, dut s'interdire toute ingérence dans la politique. Cette transformation était la conséquence logique et nécessaire de la mainmise autrichienne. Après une expérience bi-séculaire, pouvait-on se dissimuler que toute dynastie autonome, fût-elle obscure et insignifiante, comme celle des Apaffy, deviendrait pour le Magyarisme un drapeau insurrectionnel? Que son voisinage suffirait pour fomenter perpétuellement en Hongrie la guerre civile et l'immixtion turque? Il fallait donc en finir avec ce foyer de conspirations, et le seul moyen, la seule solution était de couper le mal par sa racine, c'est-à-dire de supprimer le Principat, instrument d'une oligarchie

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 501-502; Katona, XXXV, p. 889 et suiv.

factieuse, et de le remplacer par l'autorité du monarque.

Ainsi finirent ces comédies où les « Trois-Nations », servant de comparses à quelques magnats, simulaient un choix populaire ; finies aussi ces investitures vizirielles où la suzeraineté du sultan était symbolisée par la collation de l'épée et de la massue. La Transylvanie, province autrichienne, rentrait pour toujours dans le giron de la communauté chrétienne, et sous un régime réparateur, le travail, l'industrie et toutes les branches de prospérité allaient y prendre un rapide essor.

A la nouvelle de ces décisions, les colères magyares éclatèrent. Pour les sectateurs de la rébellion, c'était la ruine de la cité sainte. Les loyalistes eux-mêmes se sentirent atteints et diminués par ce retranchement officiel d'une vaste province sur l'ancien royaume, oubliant que les vrais auteurs de cette mutilation étaient Zapolya, le protégé de Soliman, et ses successeurs. Pour tout bon Hongrois, la Transylvanie, vassale de la Porte, était plus « nationale » que gouvernée par l'Autriche. Organe de cet étroit chauvinisme, Esterhazy fit des représentations à la cour de Vienne. Il n'en fut tenu aucun compte.

A partir de ce moment, on put constater un surcroît d'acrimonie dans toutes les doléances adressées par les magnats, par les comitats ou les congrégations protestantes au Gouvernement impérial. Ce mauvais vouloir se manifesta dans plusieurs assemblées de notables que Léopold convoqua, pendant la dernière année de la guerre, soit pour leur demander un concours pécuniaire à la délivrance du pays, soit pour s'aider de leurs conseils en vue de réformes administratives[1]. Toutes ses

1. Voici avec quelle bonne foi les soi-disant patriotes hongrois apprécièrent cette convocation : « L'ombre de liberté que la diète de « Presbourg avait laissée à la diète de Hongrie gênait encore le Conseil

propositions se heurtèrent au défiances, au parti pris, à l'hostilité non déguisée de ces réunions. Mais la plus mal accueillie de toutes fut un projet élaboré par le Conseil des finances pour une nouvelle répartition des impôts. On sait que les domaines nobiliaires étaient exempts de toute sujétion fiscale. On se représente facilement l'énorme dommage que représentait une telle immunité pour le Trésor, dans un pays où la majeure partie des biens territoriaux étaient possédée par des grands seigneurs. Pour augmenter les revenus de l'Etat et soulager les classes inférieures, le Gouvernement prétendait étendre aux nobles une partie des taxes qui pesaient exclusivement sur le peuple[1]. Cette suggestion fut rejetée avec arrogance, comme attentatoire aux lois fondamentales de Hongrie.

Persistant, bien qu'avec une grande modestie, dans son idée réformatrice, le Conseil proposa (1700) de réclamer aux biens nobles un cinquantième de l'impôt foncier. Aussitôt l'opposition revêtit la forme d'une menace. « Attaquer les privilèges nobiliaires, dit l'archevêque de Kalocsa, Paul Széchényi, neveu de l'ancien primat[2], serait un danger des plus graves : les con-

« d'Autriche : il voulut effacer *jusqu'aux moindres traces de l'ancien* « *Gouvernement*, soit pour justifier la manière despotique dont il avait « dessein de continuer avec les Hongrois, soit pour ôter à ceux-ci tout « prétexte et toute occasion *d'appuyer leurs mécontentements du secours* « *des Turcs.* » (*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. IV, p. 139.) Le même auteur, plus loin : « On voulait se servir des Hongrois et les « rendre les artisans de leur servitude, afin qu'ils n'eussent aucun « sujet de se plaindre en portant des fers qu'ils auraient forgés eux- « mêmes. » (*Id., ibid.*)

1. Ce fut le cardinal Kollonitz, devenu, par la mort de Georges Széchényi, archevêque de Gran et primat de Hongrie, qui fut chargé de faire, au nom du souverain, cette proposition. Dans un discours très éloquent, il énonça le principe d'une contribution perpétuelle (*contributio continua*), qui serait répartie avec équité, à proportion de ce que fourniraient les pays et les royaumes dépendants de Sa Majesté (*Id., ibid.*).

2. « Homme d'un esprit vif, très éloquent et consommé dans la théologie du pays, qui est la scolastique... son caractère de prélat le mettait à couvert des violences dont les laïques auraient pu être menacés...

séquences en seraient redoutables. S'il faut à l'Etat, pour les besoins de la guerre, un supplément de ressources, c'est au Parlement seul qu'il appartient de les procurer. Toute tentative de changer l'assiette et l'ordre des impôts, en dehors de la diète, serait un crime de haute trahison[1]. » C'était au lendemain de la victoire de Zenta que la noblesse hongroise osait tenir un pareil langage à son roi, au libérateur du sol national.

L'agitation, après ces débats, fut si grande que Léopold, pour se justifier, fit rédiger et répandre dans tous les comitats un manifeste explicatif de ses actes, se défendant d'avoir voulu enfreindre la constitution et porter atteinte aux prérogatives de la diète[2]. « C'est notre « droit, disait-il, et c'est notre devoir de faire appel, « comme souverain, aux lumières de nos sujets les « plus distingués, par leur rang, leur sagesse, leur « patriotisme, et de les convoquer auprès de nous, « dans notre résidence, pour écouter leurs avis. Aucune « loi n'interdit cette consultation. La justice demande « que toutes les classes de la nation participent, suivant « leurs moyens, aux charges publiques, au lieu d'en « laisser tout le poids aux plus pauvres. » — Pour renforcer cet axiome, le monarque rappelait la disposition du pacte national, qui confie spécialement aux nobles la défense du sol, en vouant à la mort et à la servitude les infracteurs d'un pareil devoir. Citation qui n'était

Il avait, outre cela, quelque mécontentement de ce qu'on lui avait préféré dans la nomination du coadjutoriat de l'archevêché de Gran, le cardinal de Saxe-Zeitz, qui était étranger, et peut-être n'était-il pas fâché de faire voir au Conseil de l'empereur, que *peut-être il pourrait le chagriner à son tour.* » (*Id., ibid.*, p. 142.)

1. A peine l'archevêque eut-il proféré ces paroles que tous les députés se levèrent de leur siège et unanimement s'écrièrent : « Monsieur l'archevêque de Kalocza dit la vérité. Nous nous en tenons tous à son sentiment. » L'assemblée se rompit ainsi en désordre et en confusion. (*Id., ibid.*, p. 143.)

2. L'auteur de cet écrit était le chancelier du royaume, Ladislas Matyasowski, évêque de Neitra (Fessler-Klein, vol. IV, p. 520).

pas exempte d'ironie; car, parmi les adversaires de la réforme projetée, le plus grand nombre avaient défendu la patrie dans les rangs de l'insurrection ou sous le drapeau ottoman.

Descendant à la discussion des théories chères au Magyarisme, le mémoire royal démontrait aisément l'impuissance des bandes et des milices, dites nationales, devant les progrès de l'art militaire et la nécessité d'entretenir des troupes professionnelles dans des places fortes ou dans des camps retranchés pour la protection du pays. Ainsi tombaient les deux griefs de l'opposition sur le maintien des garnisons étrangères et sur l'augmentation des impôts ; car 1° la Hongrie fournissait trop peu de troupes pour assurer sa défense contre les armées musulmanes; 2° les armées permanentes et leur énorme appareil coûtaient extrêmement cher, et, pour l'entretien de ces machines si complexes, toutes les puissances imposaient à leurs sujets de grands sacrifices. Toutes les classes de la nation devaient tenir à honneur de les supporter, chacune dans la proportion de ses forces.

En réponse aux plaintes sur les violences de la soldatesque, le manifeste exposait fort justement que les meilleurs remèdes à cet abus seraient l'augmentation et la ponctualité des paies militaires, les exactions des gens de guerre provenant presque toujours de leur indigence [1].

L'argumentation était concluante et réfutait victorieusement toutes les accusations accumulées contre le Gouvernement royal par ses détracteurs. Mais l'empereur et ses ministres luttaient vainement contre un ennemi invisible et inexorable, l'orgueil hongrois. Les vrais griefs de ce plaignant éternel, c'étaient les victoires

1. Un exemplaire de ce curieux rescrit se trouve dans les Archives du Comitat de Saros (Fessler-Klein, vol. II, p. 524).

autrichiennes, c'était le prestige acquis par la dynastie sans son concours, ou plutôt malgré son hostilité. Par cette gloire odieuse et par le cours nouveau des événements, il se voyait réduit au rôle le plus subalterne et refusait de s'y résigner.

Et partout les vétérans de l'insurrection, les amnistiés promenaient leurs figures chagrines, dans les cités, dans les résidences nobiliaires, déclamant contre les méfaits de l'Autriche et l'aggravation quotidienne de sa tyrannie. Les impôts étaient augmentés sans l'autorisation de la diète ; la constitution était foulée aux pieds, la Hongrie *rabaissée* au niveau des provinces allemandes. Et puis la paix avait été conclue à Carlowitz, sans que le royaume y fût représenté par des mandataires officiels. Après cette violation des traités, était-il étonnant que l'Autriche s'attribuât la disposition des territoires reconquis (*neo-acquisita*) et confisquât la Transylvanie ? Quelle douleur pour les patriotes hongrois d'avoir à supporter tant d'injures ! Les beaux temps des Bocskay, des Bétlem-Gabor, des Rakoczy étaient-ils passés pour toujours ? Tœkœli était captif en Turquie, Apaffy II pensionnaire de l'Autriche. A ce peuple opprimé, chargé de fers, la Providence ne susciterait-elle pas un vengeur[1] ?

A ces doléances se joignaient celles des luthériens et des calvinistes, exaspérés des disgrâces que leur infligeaient le relèvement, l'influence croissante du catholicisme qu'ils qualifiaient de persécution. Non que leurs libertés confessionnelles fussent supprimées ou restreintes. Le nouveau régime observait vis-à-vis

1. Cette situation était connue des diplomates étrangers. « En Hongrie, écrivait l'ambassadeur vénitien, Carlo Ruzzini (1699), les flammes de la rébellion peuvent très facilement embraser encore le pays, s'il se trouve seulement une main habile pour les rallumer.» (Arneth, *Hist. du prince Eugène*, vol. I, p. 208.)

d'eux les traités. Mais ils se sentaient tenus en suspicion; effet naturel de leur connivence avérées avec les Kurucz. Les provinces récupérées étaient soigneusement soustraites à leur propagande, et cette défiance, ces entraves leur faisaient regretter amèrement la protection des pachas.

Le 9 avril 1701, sur les conseils de Kollonitz, devenu archevêque de Gran et cardinal, Léopold rendit une ordonnance qui rétablissait, dans tous les comitats recouvrés, l'ancienne dîme paroissiale, au profit du culte catholique avec obligation pour tous les habitants d'acquitter cet impôt, quelle que fût leur foi religieuse. Les seigneurs suzerains avaient mission de reconstruire les églises, les presbytères, les écoles et de les doter; un séminaire était fondé dans chaque diocèse pour le recrutement du clergé. Enfin, dans tous les districts où le seigneur était protestant, le patronage des intérêts catholiques devait être assumé d'office par l'autorité royale et le fisc. Un règlement ultérieur limita l'exercice des cultes réformés aux circonscriptions mentionnées dans les décrétales d'Œdenbourg, en 1681. De plus, la tolérance précédemment accordée aux dissidents dans certaines places frontières, telles que Karpfen et Weszprim, leur fut retirée, par ce motif que ces villes étaient désormais situées dans l'intérieur du royaume[1]. L'argutie était pointilleuse et la mesure regrettable. Mais, enfin, c'était l'application du droit strict, et les protestants, auteurs de tant de vexations illégales et spoliatrices, étaient peu fondés à s'en plaindre.

Tous ces griefs étaient soigneusement enregistrés par les consistoires et dénoncés dans les chaires, comme la désolation d'Israël. En Transylvanie, où quelques biens avaient été rendus aux congrégations catholiques,

1. Katona, XXXVI, 103. *Ibid.*, 186.

plusieurs écoles confiées aux Jésuites, des proclamations factieuses furent affichées dans les villes; des bandes insurrectionnelles parcoururent plusieurs territoires; il fallut mettre en mouvement la force militaire pour les dissiper.

I

C'est à ce moment psychologique que surgit le Macchabée providentiel invoqué par une nation gémissante. Ce prédestiné n'était autre que Franz (François), fils de Franz Ier Rakoczy, mort en 1676, et d'Hélène Zrinyi, plus tard femme de Tœkœli, chef insurrectionnel des Kurucz. Après la reddition de Munkacs, en 1688, il avait été conduit à Vienne, âgé seulement de douze ans, pour être élevé sous la surveillance de l'empereur. Léopold lui désigna l'archevêque Kollonitz pour tuteur. Ce prélat confia son éducation aux Jésuites de Neuhaus, puis à ceux de Prague. Après cinq ans passés successivement dans ces deux collèges, il reçut la permission de voyager en Italie, puis servit, sur le Rhin, dans les armées impériales et contracta mariage avec Marie-Amélie, fille du landgrave de Hesse-Rheinfels. De retour à Vienne, il joua l'indifférence pour toutes les affaires hongroises, affectant d'être germanisé jusqu'à l'emploi exclusif de la langue allemande[1]. Pour prix de ce détachement, il obtint la permission de résider dans son vaste domaine de Saros, à quelque distance d'Epériès. Ainsi soustrait à la surveillance impériale, il s'empressa de nouer des intelligences avec des mécontents et d'anciens rebelles. Son agent de confiance dans ses intrigues était Nicolas Bercsényi, descendant d'une famille transylvanienne, émigrée en Hongrie. Il n'appartenait pas à la haute noblesse, mais son père avait été promu par

1. Il parait néanmoins que, dès cette époque, il s'était mis en rapports avec le maréchal de Villars, alors ambassadeur de France à Vienne, et qu'il avait reçu de lui l'assurance d'un appui sérieux, pour un soulèvement dont il serait le chef en Hongrie (Wagner, t. II, p. 737).

Léopold au titre de comte pour ses services militaires. Bercsényi était entreprenant, avide d'aventures; mais son ambition se complaisait surtout dans les perspectives révolutionnaires. L'arrivée de Franz Rakoczy dans les vallées abruptes d'Epériès donna l'essor aux rêves encore confus de son imagination[1]. Ces deux révoltés étaient à l'unisson et se complétaient l'un par l'autre. Bientôt, associant leurs haines et leurs pensées subversives, ils élaborèrent un plan pour « délivrer la Hongrie du joug étranger »; c'est-à-dire pour y déchaîner de nouveau toutes les fureurs de la guerre civile.

Les circonstances se prêtaient à cette entreprise : la mort de Charles II, roi d'Espagne, avait ouvert la succession de cette monarchie et rallumé la guerre entre la France et l'Autriche. Il était facile aux conjurés de s'assurer l'appui de Louis XIV qui, par le marquis de Ferriol, son ambassadeur auprès de la Porte, cherchait à provoquer une nouvelle prise d'armes chez les factieux de Hongrie. Un capitaine wallon, le comte de Longueval, officier de la garnison d'Epériès, fréquent commensal de Rakoczy, dans son château de Saros, s'offrit et se fit accepter comme négociateur d'un accord avec la cour de Versailles. Muni d'un congé régulier, il partit pour Liège, sa ville natale. De là, se mettant

1. Voici le portrait peu flatteur que Franz Rakoczy, dans ses *Mémoires* (écrits en 1724 ou 1725), trace de Bercsényi qui, pendant dix ans, avait été son *alter ego* : «Le génie de Bercsényi, qui ne pouvait souffrir l'égalité, paraissait dur et impitoyable à ses inférieurs; il était inconsidérément mordant et satirique dans la familiarité; léger dans la gravité; aigre et méprisant dans la répréhension; opiniâtre estimateur de ses propres sentiments, il méprisait la plupart du temps ceux d'autrui; éloquent en paroles, hésitant dans l'action, flottant dans le doute, vague et indéterminé dans le conseil, à cause de la vaste étendue de son esprit, il attribuait toujours aux autres les mauvais événements. ... Il n'avait, hors moi, aucun ami, dans toute la Hongrie. » Il est impossible de peindre en traits plus expressifs une de ces natures brouillonnes qui, sans plan arrêté, sans scrupules, livrent un peuple aux hasards d'une révolution, pour la satisfaction exclusive de leur vanité.

en rapport avec le marquis de Barbesieux, ministre des Affaires étrangères à Versailles, il devait appeler les libéralités de Louis XIV, sur les conspirateurs hongrois, en vue des services qu'ils pourraient lui rendre.

Dans une lettre autographe, confiée à son émissaire, Rakoczy déclarait au roi que lui-même, ses amis et toute la nation hongroise le prenaient pour leur protecteur contre l'oppression tyrannique dont ils étaient les victimes. Suivant lui, « l'exaspération parmi ses compatriotes et dans toutes les classes était telle qu'un signal parti de Versailles suffirait pour déterminer en Hongrie un soulèvement unanime. Le moment était propice à l'insurrection ; les troupes allemandes étaient peu nombreuses, toute la force des effectifs ayant été portée sur l'Italie et le Rhin ; le concours de la France devait assurer le succès. Rakoczy s'adressait donc avec confiance au roi Louis XIV, ayant hérité de ses ancêtres, le respect et l'amour envers ce monarque, qu'il vénérait comme un bienfaiteur ou plutôt comme un père[1]. »

Longueval, auxiliaire apparent du complot, n'était en réalité qu'un espion aposté par la police autrichienne. En quittant Saros, il se rendit à Vienne et livra la lettre de Rakoczy aux autorités. Il reçut alors commission d'accomplir son message auprès de Barbesieux, puis d'apporter au Gouvernement de Vienne la réponse du ministre français. Cette réponse était pleine d'encouragements et de promesses brillantes ; mais avant de fournir des fonds aux Hongrois, Louis XIV exprimait le désir que leur entreprise fût sortie des

1. Wagner, t. II, p. 738, donne l'analyse de cette lettre, dont la copie se trouve probablement dans les Archives de Vienne, ayant été livrée par Longueval à la police autrichienne. Je n'ai pu en trouver l'original aux Archives de nos Affaires étrangères. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, garde un silence complet sur toutes ces machinations et, très habilement, fait débuter son récit en 1703, en pleine fermentation du mouvement insurrectionnel, laissant dans l'ombre les faits antérieurs.

limbes. Sur l'ordre de ses chefs, le faux frère reprit le chemin de Saros et remit la lettre de Barbesieux au destinataire, qui le chargea d'une nouvelle dépêche, réclamant des subsides immédiats pour des levées de troupes. Cette fois, Longueval fut arrêté à Linz pour servir de témoin dans le procès que la justice impériale allait intenter à l'auteur et aux complices de la rébellion projetée.

Quelques jours après (18 avril 1701), Rakoczy était saisi dans son château de Saros et conduit d'abord à Epériès, puis à Wiener-Neustadt. Il y fut écroué dans la même prison qu'avait occupée pendant quelques mois Pierre Zrinyi, son oncle maternel. Plusieurs de ses affidés, Stéphan Szirmay, les frères Vay, Paul Okolycsanyi, intendant général de la famille Zrinyi, vinrent partager bientôt sa captivité. Bercsényi, averti à temps, parvint à s'enfuir sur le territoire polonais.

Rakoczy, dans ses interrogatoires, paya d'audace et déclina d'abord la compétence de la justice autrichienne. Prince d'empire et magnat hongrois, il prétendait ne relever que de la diète germanique ou du parlement de Presbourg. Confronté avec Longueval, il nia toutes les allégations de son émissaire[1]; la procédure n'en fut pas moins poursuivie avec toutes les formes et significations usuelles : les charges étaient accablantes, et Rakoczy ne pouvait se faire illusion sur le sort qui l'attendait : la confiscation de ses biens et la peine de mort.

Dans cette situation désespérée, un libérateur inattendu vint, comme par enchantement, le rendre à la liberté. Le chef de ses geôliers était un capitaine, nommé Lehmann, Prussien d'origine et protestant converti au catholicisme. Sous de mystérieuses influences

1. *Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. V, p. 155-157. Katona, XXXVI, p. 174.

qui n'ont pas encore été éclaircies de nos jours, cet officier, infidèle à son devoir, favorisa l'évasion de son prisonnier. Travesti en simple soldat, Rakoczy put traverser de nuit les corridors et se faire ouvrir, avec le mot de passe, la porte du donjon. Un cheval était préparé pour sa fuite. Un quart d'heure après, il franchissait la barrière de la ville au moment même où la garde bourgeoise s'avançait pour la fermeture, et, galopant toute la nuit à bride abattue, il atteignit Altenbourg avant l'aube, sans avoir été poursuivi (mai 1701)[1]. Après s'être caché pendant quelques jours dans l'île de Schütt, il parvint à gagner la Pologne, malgré tous les efforts de la police pour le ressaisir. Le secret de sa disparition n'avait été trahi par personne, bien que sa tête eût été mise à prix pour 10.000 florins. Lehmann fut puni de mort, et périt sur l'échafaud, sans que son procès eût fourni l'explication de son crime.

Frédéric-Auguste, devenu roi de Pologne, avait, presque aussitôt après son avènement, déserté l'alliance autrichienne pour se rapprocher de la France. L'ambassadeur de Louis XIV, marquis du Héron, exerçait sur la cour de Varsovie une influence dominante. Sous ses auspices, Bercsényi, dès son arrivée, avait trouvé l'accueil le plus sympathique et l'hospitalité la plus libérale. Un domaine spécial avait été détaché des biens domaniaux pour subvenir à son entretien. Rakoczy, plus soucieux de l'incognito, s'installa chez les Lazaristes, en se faisant passer pour Français[2]. Grâce à ce subterfuge, il put se soustraire aux réclamations du ministre d'Autriche, Stratmann, qui demandait avec instance son extradition. Il put aussi, dans cet asile, mûrir à son

1. Cette évasion est racontée tout au long et dans ses particularités les plus curieuses dans l'*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. V, p. 160 (Wagner, t. II. p. 739).
2. *Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. V, p. 161.

aise avec Bercsényi et du Héron, l'éclosion de ses visées insurrectionnelles. Déjà ce dernier avait remis aux deux fugitifs d'importants secours pécuniaires, quand ses secrètes intelligences avec le roi de Suède, Charles XII, lui firent encourir la disgrâce d'Auguste II. Il dut quitter Varsovie. Son départ et la rupture momentanée des rapports diplomatiques entre la Pologne et la France, arrêtèrent pendant quelque temps les conspirateurs dans l'exécution de leur plan. Tous deux s'étaient réfugiés au château de Belz, chez le comte Sinyawski, parent de la famille Rakoczy. Là, par l'intermédiaire du marquis de Bonac, résident de France à Dantzig, ils renouèrent leurs négociations avec Louis XIV, et se mirent en mesure de réunir un noyau d'armée. 4.000 fantassins et 8.000 cavaliers, recrutés dans les montagnes de Galicie, vinrent se ranger sous leurs étendards. Grâce à l'anarchie polonaise, ces enrôlements fantaisistes pouvaient se pratiquer au grand jour.

La nouvelle de ces préparatifs s'étant répandue rapidement dans les comitats de la Hongrie septentrionale; d'actives intelligences s'établirent entre les organisateurs du nouveau mouvement et les anciens Tœkœlistes. Des milliers d'aventuriers et de Kurucz émérites se rassemblèrent dans les vallées de la Zips, sous la conduite de sergents déserteurs, de faux saulniers et d'employés concussionnaires, préludant par le vol, l'assassinat, le brigandage, à la venue du nouveau messie[1].

Aux acclamations de ces malandrins, Rakoczy franchit la frontière, le 12 mai 1703[2], mettant sur ses ban-

1. Ils commencèrent leurs exploits par l'égorgement d'un enseigne et de cinq cavaliers qui portaient à Kaschau les fonds du Trésor public (Wagner, t. II, p. 741).
2. D'après ses *Mémoires*, le 16 juin. *Mémoires* de François Rakoczy, p. 13.

nières l'inscription traditionnelle « Dieu et la liberté [1] ». Comme début, il lança, suivant l'usage de ses devanciers, un manifeste emphatique pour appeler le peuple hongrois à la délivrance : « Le Seigneur, disait-il, va punir par moi les ennemis de notre nation, les ravisseurs de ses droits, *acharnés depuis si longtemps à sa ruine*. Suscité par lui, je me suis assuré l'appui de rois et de princes magnanimes qui, déplorant l'oppression de notre patrie, veulent travailler à son relèvement. Nous convions donc *et nous forcerons au besoin* tous les Hongrois capables de porter les armes à combattre avec nous la race qui nous gouverne despotiquement. Protection est assurée aux pasteurs de toutes les églises, ainsi qu'aux couvents et aux congrégations. Signé : le prince Franz Rakoczy : contresigné : Bercsényi[2]. « Des émissaires furent envoyés dans toutes les directions pour publier ce factum et grossir, par la persuasion ou par la crainte, l'armée du libérateur.

Sans se rendre un compte exact du péril, le cabinet de Vienne avait pris, pour le conjurer, de sérieuses

1. Me confiant ainsi dans la *justice de ma cause* et dans le secours de Dieu, et répandant beaucoup de *larmes de tendresse*, je partis, le soir d'un jour très pluvieux, accompagné seulement d'un petit nombre de soldats de la garde du palatin (de Kiovie, comte de Beles).

2. Fessler-Klein, t. IV, p. 539.

Un autre mémoire, explicatif du premier, et chef-d'œuvre de rouerie et de falsification sophistique, fut publié à nouveau, le 7 juin. Ce factum es reproduit tout au long dans l'*Histoire des Révolutions de Hongrie*, et n'y tient pas moins de onze pages, énumérant tous les griefs de la nation hongroise, depuis l'*intrusion* d'une dynastie étrangère et (passant les Turcs sous silence), attribuant aux Habsbourg tous les maux soufferts par la Hongrie depuis cent soixante-seize ans. Les apostrophes indignées s'y mêlent aux subtiles argumentations. *Proh! quàm copiosa prorumpit luctûs materies! O diram servitutem liberæ genti non ferendam! Meliorem se omninò sub Lunæ regnantis dominio subiisse sortem, plebs regni etiamnunc deprædicat.* « Le peuple infortuné de ce royaume dit hautement avoir eu un sort plus heureux, sous la domination du Croissant », etc., etc. C'était la vieille thèse des Bocskay, des Bethlen-Gabor, des Tœkœli, que Rakoczy prenait à son compte, inaugurant dignement sa campagne par la répudiation de la glorieuse délivrance apportée à la Hongrie par les victoires de l'Autriche.

mesures. Les garnisons allemandes en Hongrie avaient été renforcées de six régiments. Douze régiments indigènes furent également levés dans le pays, savoir : six d'infanterie et six de cavalerie. Malheureusement, ces troupes, travaillées par les émissaires de la rébellion, se débandèrent au lendemain de leur formation. Le plus grand nombre alla rejoindre les insurgés. C'était dans leur tradition. Les autorités comitales reçurent l'ordre d'exercer sur tous les rôdeurs une minutieuse surveillance et de dissiper par la force toutes les bandes suspectes. Quelque temps après, un rescrit royal déclara Franz Rakoczy coupable de haute trahison, déchu de ses dignités et dégradé de noblesse. Sa tête devait être tranchée par la main du bourreau, ses biens confisqués au profit du Trésor public. Des écrivains hongrois ont qualifié cette proclamation de barbare, comme si tout rebelle hongrois avait le droit imprescriptible d'être traité par le pouvoir royal en ennemi régulier, chaque fois qu'il lui plaît de prendre les armes. Ils ont trop oublié que Rakoczy était le sujet de Léopold, et que, suivant toutes les jurisprudences de l'époque, la forfaiture était châtiée de la peine de mort. Cette peine, Rakoczy l'avait encourue par le seul fait de sa correspondance avec Louis XIV. L'empereur n'avait aucune raison d'adoucir ses procédés envers lui, depuis qu'il était en révolte ouverte[1].

Les hostilités s'ouvrirent par une victoire des armes royales. Un corps de Kurucz s'était rendu sur la frontière polonaise, pour s'y fusionner avec des renforts. Surprises et défaites à Dolha (7 juin) par Alexandre Karolyi, Obergespan de Szatmar, ces bandes s'enfuirent en désordre, laissant 150 hommes sur le terrain du combat. Cinq enseignes restèrent entre les mains des

1. Nous verrons tout à l'heure que Rakoczy promulgua des pénalités effroyables contre tous les Hongrois qui lui refuseraient leur concours.

vainqueurs[1]. Karolyi se rendit à Vienne pour y porter ses trophées; mais, exalté par un succès trop secondaire, il prétendit imposer ses suggestions au Gouvernement, réclamant des réformes sur un ton comminatoire, comme s'il avait mission de parler au nom du peuple hongrois. Le Conseil d'Etat lui répondit avec déférence, mais en écartant ou ajournant ses propositions. Karolyi, blessé, voulut prendre sa revanche sur les gens de robe, en s'adressant directement à l'Empereur dans un mémoire énumératif des griefs magyars. Econduit avec infiniment d'égards et de ménagements dans cette seconde tentative, il quitta Vienne profondément ulcéré. Quelques semaines après, il se rendait comme transfuge auprès de Rakoczy, qui s'empressait de l'associer au commandement suprême de ses forces[1]. Telle fut l'entrée en scène de ce singulier personnage, qui devait jouer dans l'insurrection un rôle capital. Comme début, pour se venger d'une petite mortification, il se lançait tête baissée dans la rébellion.

A l'instar de Karolyi, différents magnats, possesseurs d'immenses domaines dans la vallée de la Zips, désertèrent la cause royale pour celle du nouveau prétendant. Ces défections lui livrèrent les comitats de Turocs, Zolyom, Neitra, Gomor et Néograd, en un mot presque toute la Hongrie du Nord. Mais, dans ces régions habitées presque exclusivement par une population passive, les Slovaques, étrangers aux passions magyares, sa

1. Wagner, t. II, p. 742. Karolyi (Alexandre), né en 1669, fils de Ladislas Karolyi, Obergespan de Szatmar. D'une famille catholique, il avait fait ses études chez les Jésuites, à Vienne, puis à Presbourg. Ayant succédé très jeune à son père, comme obergespan de Szatmar, il déploya dans cette fonction des talents remarquables, mais manifesta de très bonne heure des dispositions assez équivoques envers la couronne, louvoyant entre le loyalisme et la rébellion. En 1691, il faillit être traité en rebelle par le Margrave de Bade, en Transylvanie. Réfugié à Vienne, il regagna les bonnes grâces de l'empereur et recouvra son gouvernement (Fessler-Klein, vol. IV, p. 538).

puissance d'assimilation s'exerçait seulement sur une caste. Pour sortir de son isolement et faire boule de neige, il franchit la Teiss, et se dirigea sur Szatmar, voulant établir son point d'appui dans un pays peuplé de Magyars, sans mélange de nationalités différentes. Le calcul était habile et fut justifié par les résultats. A son apparition dans ces districts, toutes les classes bourgeoises, les hommes de peine, les paysans, l'accueillirent avec enthousiasme et se soulevèrent sur son passage, se donnant pour chefs non plus des nobles, mais des bergers et des artisans. En quelques jours, son armée se renforça de 8.000 volontaires[1]. Il va sans dire que, parallèlement à cette augmentation, la révolte prenait l'aspect d'une jacquerie, promenant sur sa route la dévastation, pillant, incendiant les châteaux, sous prétexte que les propriétaires étaient attachés *à la cause allemande*. Le langage et la conduite du chef furent bientôt à l'unisson de ces procédés. Dans le comitat de Szabolcs, tous les habitants reçurent l'ordre de se présenter personnellement au camp des Kurucz dans le délai de trois jours : les hommes valides pour prendre le service militaire, les infirmes pour recevoir des instructions spéciales et témoigner leur dévouement à la cause nationale. Le fer et le feu devaient punir toute désobéissance. Déjà le tyran apparaissait sous le libérateur[2].

Cette insurrection, on le voit, différait de ses devancières par son caractère démocratique. A part les trahisons de quelques magnats dans la Zips, la noblesse, gagnée par les faveurs de la cour ou dégoûtée de la

1. « Aucun torrent n'est plus rapide dans ses ravages que ne le fut cette insurrection en Hongrie. » (Omnis Ungaria brevi tempore unà quapiam perduellione intumuit.) (Wagner, t. II, p. 743.)
2. « Quàque incederet, vi, dolo, populationum metu, terrore suppliciorum, oppida, pagosque velut sedibus emovens suis. » (Wagner, t. II, p. 748.)

guerre civile, était plutôt hostile aux rebelles. Elle s'enfermait dans les places fortes avec les garnisons royales pour se dérober à la compulsion des factieux. En revanche, le Magyarisme, descendu dans les couches bourgeoises et rurales, y prenait un essor vraiment fanatique ; sa violence devenait révolutionnaire. A la tête de ce mouvement, Rakoczy ne procédait plus de Bétlem-Gabor, ni de Tœkœli. Il était le prédécesseur de Kossuth. Avec une remarquable pénétration, il avait deviné et choisi l'élément qui devait être le principe de sa force, comprenant que, dans les sociétés modernes, la puissance perturbatrice réside non plus dans l'aristocratie, mais dans les masses populaires. C'est évidemment grâce à cette intuition qu'il put, sans talents militaires, à la tête de bandes indisciplinées, se maintenir pendant plusieurs années contre les forces régulières et les généraux expérimentés de l'Autriche.

III

Pour bien concevoir cet épisode historique, il faut se rendre compte du sentiment qui s'éveillait dans les masses hongroises, au commencement du XVIII[e] siècle. L'oppression turque ayant disparu, elles ne pouvaient se dissimuler que leur libération était l'ouvrage de l'Autriche, et l'orgueil magyar, humilié de la dette, fermait les yeux au bienfait. Mais le plus poignant crève-cœur pour un peuple, habitué pendant plus de sept siècles à dominer sans rival, dans la vallée du Danube, par droit de conquête, c'était de voir ce droit transféré par la victoire à la maison de Habsbourg. Car les généraux autrichiens avaient vraiment reconquis pied à pied le royaume d'Arpad, et le maître réel du pays, c'était désormais l'Empereur. En sus de cette mortification cuisante, le nouveau régime impliquait pour les Magyars un pressant danger. C'était la perte de la suprématie qu'ils avaient exercée depuis un temps immémorial sur les autres races du pays. Les Turcs, dans leur grossier despotisme, avaient, par calcul sans doute, respecté cette prépondérance, dont le code Verbœcsy était la formule. Tout annonçait que l'administration autrichienne la traiterait comme un legs de la barbarie et tendrait à l'anéantir. Ainsi les Hongrois étaient menacés de perdre leur situation privilégiée et de passer dans leur propre royaume sous le niveau égalitaire de la loi commune[1]. Cette perspective représentait pour eux la plus affreuse servitude. On

1. Se référer à la Commission instituée par Léopold, en 1689, pour la réforme du *Jus Tripartitum*.

reconnaît à ces symptômes la passion de l'impérialisme, dont l'Angleterre nous donne aujourd'hui le frappant exemple.

Par une juste réciprocité, des sentiments inverses naissaient chez les races slave et roumaine de Sirmie, du Banat, de Transylvanie, éveillées, par les victoires autrichiennes, aux joies et aux radieux espoirs de la délivrance. Ces populations se donnaient avec élan et gratitude à leurs nouveaux maîtres, entrevoyant dans les plis du drapeau impérial une ère de réhabilitation pour leur race et la fin d'un dégradant vasselage. Dès le début de cette guerre, les Slaves du midi, désignés par les historiens hongrois sous le nom méprisant de Raitzen[1], affluèrent dans les bureaux de recrutement autrichiens et s'enrôlèrent par milliers, pour faire campagne contre les rebelles. Ce furent eux qui complétèrent les garnisons dégarnies de Fünfkirchen, de Péterwardein, de Szegedin, d'Arad, etc.; partout les lieutenants de Rakoczy les trouvaient devant eux sur les bords de la Teiss et du haut Danube, leur barrant hardiment le passage[2]. Dès le mois d'octobre 1703, un corps de Raitzen ou de Rasciens, sous les ordres d'un général slave, nommé Kiba, s'organisa près de Szegedin, pour aller couvrir Buda-Pesth, que menaçait un chef de Kurucz, nommé Deak, envoyé par Bercsényi, vers l'ouest. La rencontre eut lieu près de Kecskémet. Après un combat acharné, les Rasciens furent repoussés et Kiba périt sur le champ de bataille. Mais Deak dut rebrousser chemin. Une autre division Rascienne

1. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, les appelle Rasciens.

2. Bercsényi les traitait partout en esclaves révoltés quand ils tombaient entre ses mains, et les faisait passer par les armes avec des raffinements de cruauté. Rakoczy fit des efforts pour se les concilier, en leur promettant le maintien de leurs privilèges. Ils n'en persistèrent pas moins dans leur loyalisme envers l'empereur (Fessler-Klein, vol. IV, p. 542).

se porta sur le nord, par le lac Balaton, et, passant le Danube, défendit fortement les abords de Pesth[1]. Karolyi dut reculer devant elle, et, pour se dédommager, alla conquérir sur les bords de la Waag de faciles lauriers.

J'ai mis plus haut en lumière l'état de la Haute-Hongrie par rapport à l'insurrection. Quelques magnats, possesseurs d'immenses domaines et disposant d'un pouvoir presque sans contrôle, avaient pu la livrer sans défense à l'envahisseur. Les populations, slaves d'origine et de langue, mais tenues par la noblesse dans un véritable servage, restaient spectatrices du mouvement, sans y prendre part. Quant aux troupes régulières, très réduites en nombre, elles se renfermaient dans les villes royales, qu'elles maintenaient provisoirement dans l'obéissance. En passant sur la rive gauche du Danube, Karolyi fut rejoint par Beresényi, qui prétendait renouveler les exploits de Bétlem-Gabor, en poussant jusqu'à Vienne sa marche victorieuse. Tous deux arrivèrent sans coup férir jusqu'à Neusohl, dont ils s'emparèrent, et se rendirent maîtres aussi facilement de Tyrnau. Devant eux, le général Schlick s'était renfermé dans Presbourg. Ne se sentant même pas assez fort pour garantir la préservation de cette ville, il fit en toute hâte transporter à Vienne la couronne royale[2]. A la nouvelle de ces événements, la petite noblesse, jusqu'à ce moment hésitante, se prononça pour les insurgés. Leutschau, ville protestante, arbora le drapeau kurucz. La garnison autrichienne de cette ville fut contrainte de se retirer[3].

Rakoczy, resté dans la vallée de la Teiss, avait com-

1. Fessler-Klein, vol. IV, p. 545.

2. Ce transport fut effectué sous la garde des comtes Jean Pallffy et Forgacs (Wagner, t. II, p. 750). Ce dernier devait passer quelque temps après à l'insurrection.

3. « Tergiversanti (Germanorum duci) claves eripiunt : Monokyo rebellium ductori reserant portas, etc. » (Wagner, t. II, p. 748.)

mencé le siège de Tokay, qu'il conduisait assez mal. Mais déjà le proscrit de la veille, enivré de sa fortune extraordinaire, se considérait comme souverain de toute la Hongrie. Dès le 15 septembre, il avait écrit à Louis XIV que les trois quarts du royaume l'avaient reconnu pour leur maître et qu'avec des subsides français, il se flattait de conquérir en peu de temps tout le reste. Très heureux d'une diversion si profitable à sa politique, le roi de France accueillit avec empressement sa demande. Par un traité formel, signé à Versailles, il lui promit une allocation mensuelle de 12.000 thalers. Peu de temps après, un envoyé spécial, le marquis de Fierville, se rendit en Transylvanie par la Pologne pour porter au nouveau prince les compliments et les vœux de son maître.

A partir de ce moment, Rakoczy se crut définitivement introduit dans le cénacle des princes souverains. Il écrivit au roi de Pologne, au roi de Suède comme à ses égaux, les invitant à se réconcilier pour lui venir en aide et, dans un commun effort, écraser la maison d'Autriche. Bref, il se prenait complètement au sérieux, s'épanouissait et se trouvait à l'aise dans son rôle improvisé de monarque. Ses mémoires, écrits vingt-cinq ans plus tard, respirent rétrospectivement cette béatitude! Combien de démagogues, dupes d'une grandeur éphémère, ont subi l'hallucination d'un pareil mirage!

La cour de Vienne était abasourdie de cette aventure. Son attention et les principales forces de la monarchie étaient, depuis trois ans, absorbées par la guerre de la succession espagnole. Or les péripéties de cette lutte, en 1703, avaient été singulièrement fâcheuses pour l'Autriche. Les Français, sous le maréchal de Villars, avaient, par la Forêt-Noire, pénétré jusqu'au cœur de l'Allemagne et battu les Impériaux à Hochstaedt, pendant que les Bavarois, alliés de la France, envahissaient

le Tyrol et s'emparaient d'Insprück. Jamais, depuis le siège de Vienne, l'Empereur ne s'était trouvé en face d'une situation si critique. Et les coups les plus rudes, les dangers les plus pressants lui venaient de cette Hongrie qu'il avait si récemment soustraite au joug musulman par des victoires éclatantes! Il était cruel de se voir récompensé de pareils bienfaits par la rébellion, mais encore plus humiliant de se voir réduit à la défensive, en face de misérables Kurucz, après avoir rejeté au delà des Balkans plusieurs armées ottomanes.

Dans ces perplexités, l'empereur fit appel au vainqueur de Zenta, devenu, par l'ascendant de son génie et le prestige de ses victoires, l'oracle de la maison impériale, dans toutes les questions de guerre et de politique. Il le chargea de se rendre en personne à Presbourg, pour aviser aux mesures réclamées par les circonstances. Eugène, sans illusion sur les mesures conciliatrices, se prononça pour une répression énergique. Il avait précédemment connu Rakoczy pendant son séjour à Vienne, et, prisant assez peu ses capacités, n'avait aucune estime pour son caractère. Il le considérait comme un imposteur, masquant son hypocrisie sous des manières séduisantes et prêt à toutes les perfidies qui pouvaient le conduire au trône[1]. Ses promesses n'offriraient aucune garantie. La force seule pourrait le réduire : « Il faut agir, écrivait-il à Léopold, avec décision et rapidité. Toute hésitation, tout retard peut causer la ruine de la dynastie. » Et, réclamant des renforts et des crédits immédiats, le grand homme suggérait un plan d'attaque qui devait, par

1. « Ce n'est pas d'aujourd'hui (écrivait plus tard le prince Eugène à l'envoyé saxon, Wackerbarth) que nous connaissons ses ruses, son hypocrisie ; son esprit de révolte est vivement enraciné dans le profond de son cœur (Arneth, *Vie du prince Eugène*, vol. I, notes, p. 463). »

quatre mouvements concentriques, rejeter les rebelles jusqu'à la frontière[1].

Malheureusement, les caisses publiques étaient vides, et les meilleures troupes de l'Autriche, impérieusement retenues par ses alliés dans l'Europe centrale. Profitant de ces difficultés, une cabale active et puissante s'agitait autour de l'Empereur pour le déterminer à l'emploi de moyens pacifiques, répétant à tous propos que la douceur et la mansuétude ramèneraient les Hongrois à l'obéissance plus efficacement que toutes les victoires. A la tête de ces beaux diseurs étaient l'archevêque de Kalocsa, Paul Széchényi[2], esprit insinuant, profondément imbu des idées magyares, en correspondance avec tous les agitateurs, et sachant habilement ménager son jeu entre les parties adverses. Cet intrigant prélat s'était fait le porte-voix du palatin Esterhazy, qui traînait depuis longtemps à Vienne une existence inutile, dépositaire d'une puissance nominale et dépourvu de toute influence. Pendant toute la guerre contre les Turcs, il n'avait joué qu'un rôle insignifiant. Jamais il n'avait combattu sérieusement les instigateurs et fauteurs de la guerre civile. Mais il reparaissait et sortait de sa nullité, chaque fois qu'il s'agissait d'amortir ou de paralyser le bras de l'Autriche, pour prêter le concours de sa médiation aux rebelles. Parlant, argumentant au nom de ce personnage et de « la noblesse loyaliste », Széchényi obtint de Léopold l'autorisation d'engager des pourparlers avec les factieux et, pour inaugurer cette tentative par un acte de

1. Lettres du prince Eugène à l'empereur, Presbourg, 14 janvier 1704. Archives de la Guerre à Vienne, citées par Arneth, *ibid.*, p. 232.

2. Hautement loué comme patriote par l'auteur des *Révolutions hongroises*, liv. IV, p. 142-143. Nous le verrons, quelques pages plus loin, en rapports plus que suspects avec l'envoyé français Fierville, qui demandait un supplément de subsides au cabinet de Versailles pour assurer le concours du versatile prélat à l'insurrection.

générosité, Léopold rendit à la liberté les deux frères Vay, détenus depuis deux ans à Wiener-Neustadt, pour leur affiliation avec Rakoczy.

Esterhazy, comme chef de gouvernement officiel, tint à honneur d'intervenir en personne. Il écrivit une lettre autographe à Bercsényi, pour l'inviter à préciser les griefs de l'insurrection, l'assurant qu'on aurait à cœur de le satisfaire et que des réformes étaient déjà préparées dans le sens le plus libéral. Cette démarche n'eut d'autre effet que de mettre en relief le mépris de la nation hongroise pour son Palatin. Bercsényi répondit par une lettre insultante, déclarant à Esterhazy qu'il s'était déshonoré par sa soumission à l'Autriche et que les patriotes voyaient en lui non pas un intercesseur, mais un traître.

L'astucieux Széchényi n'attendait que cet insuccès pour entrer en scène, comme négociateur principal. Sûr d'être agréé par les chefs de la rébellion, il se fit autoriser par Léopold, à reprendre « l'œuvre propitiatoire » et, dès les premiers jours de janvier 1704, il était en correspondance régulière avec Bercsényi et Rakoczy[1]. Mais, pendant que la cour de Vienne attendait avec confiance l'effet de ses bons offices, Karolyi, passant le Danube sur la glace, s'emparait de Papa, puis de Stuhlweissembourg, Weszprim, Sziklos, et de toute la région située au nord du lac Balaton. Son lieutenant Ocskay poussa jusqu'aux confins de la Styrie. Il allait même s'emparer d'Œdenbourg, quand une habile manœuvre du général autrichien Blümberg l'obligea de se replier vers l'est en toute hâte, pour éviter d'être coupé. Pen-

1. Voir les lettres échangées entre ce prélat et le chef de l'insurrection. *Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 188 et suivantes. C'est Széchényi qui suggéra à l'empereur l'idée malheureuse de provoquer ou d'accepter la garantie de puissances auxquelles les Hongrois eussent confiance, en d'autres termes la médiation de l'Angleterre et de la Hollande (*Ibid.*, p. 187).

dant ce temps Rakoczy réussissait, après quatre mois de siège, à s'emparer de Tokay.

Tel était le résultat de la politique « conciliante » adoptée par la cour de Vienne à l'instigation des « fidèles Hongrois » : un surcroit d'audace dans les attaques des rebelles, tandis que la défense des Impériaux faiblissait. Eugène était parti pour commander l'armée d'Allemagne, conjointement avec le général anglais, Churchill Marlborough. En s'éloignant de Hongrie, il avait préposé Heister[1] à la direction de la guerre contre les Kurucz. Heister, très estimé par Eugène, était un officier plein de mérite et de dévouement; mais il n'avait pas sous lui 6.000 hommes de troupes régulières et se maintenait à grand'peine dans Presbourg. Sous ses ordres, un Hongrois, le comte Jean Palffy, remarquable homme de guerre, issu d'une famille illustrée depuis cent cinquante ans par sa bravoure et son loyalisme[2], parvenait à se maintenir dans les massifs des hauts Carpathes, menaçant les villes de la Zips. Mais, depuis la prise de Tokay, les rebelles dominaient tous les comitats du Centre et de l'Est. Ils auraient même pu s'établir sans difficulté dans le Sud, s'ils n'avaient rencontré dans ces parages la tenace résistance des bandes serbes, fièrement postées près de Dünafœldvar, sous leur chef Monaszterly pour leur barrer le passage. Ce fut grâce à ces auxiliaires que les gouverneurs d'Arad, de Szegedin et de Grosswardein

1. Sigbert Heister, feld-maréchal de l'Empire, s'était distingué comme colonel, puis comme brigadier et lieutenant général en Transylvanie. Il avait commandé l'aile gauche de l'armée impériale à Zenta. Chef énergique, résolu, plein de sang-froid dans toutes les difficultés de la guerre, il était d'un caractère inflexible et montra une dureté de fer envers les rebelles (Arneth, *ibid.*, t. I, p. 94).

2. Jean-Charles, comte Palffy, fils du palatin Jean Palffy, s'était déjà distingué dans les campagnes contre les Turcs, sous le duc de Lorraine et le margrave de Bade. Il avait aussi servi sous le prince Eugène, en Savoie. Il conquit en Hongrie le grade de feld-maréchal, pacifia le pays par la paix de Szatmar, et mourut Palatin du royaume (1734).

purent se maintenir contre 70.000 Kurucz, dans l'isolement où les laissait le Gouvernement. Parfois même ils prenaient l'offensive et menaçaient d'un mouvement tournant les rebelles. Une de ces tentatives fut couronnée de succès à Bihar. Mais, vaincus par des forces supérieures à Belenyès, ils durent se replier vers le sud.

Le foyer de ces contre-guérillas était la Croatie, fameuse, depuis plus d'un siècle et demi, par son dévouement à la dynastie et de plus en plus récalcitrante à l'hégémonie que les Magyars prétendaient s'arroger sur elle. Dès le début des hostilités, cette province s'était mise corps et biens au service de son souverain, lui fournissant, pour la défense de la monarchie, une réserve presque inépuisable d'excellents soldats. Un corps de Kurucz, commandé par Zandor et Zana, s'étant avancés de Sziklos sur Fünfkirchen, Croates et Serbes se coalisèrent pour lui fermer l'accès de cette place. Intimidés par leur contenance, les Kurucz déclarèrent qu'ils se contenteraient d'une contribution. Mais, pendant que des pourparlers s'étaient engagés sur cette base, ils s'emparèrent frauduleusement de la ville, qu'ils mirent au pillage[1]. Les Slaves (Raitzen) se retirèrent indignés, jurant de tirer prochaine vengeance de cette félonie. Quelques jours après, la diète croate, réunie à Varazdin, recevait de Rakoczy l'insolente sommation de lui prêter serment d'allégeance et de s'inféoder à sa politique, sous peine de châtiments effroyables : « Si quelqu'un de vous, disait-il, osait publiquement ou secrètement s'opposer à moi, ce traître *aux lois*[2] *et à la liberté* sentirait l'effet de ma vengeance par le fer et le feu. » Sans faire attention à la menace et sans l'honorer d'une réponse, la diète croate, par une

1. Fessler-Klein, t. IV, p. 555.
2. *Id.*, *ibid.*

décision en date du 20 février 1704, mit 15.000 hommes de nouvelles recrues à la disposition du Gouvernement impérial[1].

En prenant ces allures de despote vis-à-vis du peuple croate, Rakoczy pensait exercer ses droits de seigneur suzerain, comme successeur d'Arpad, de Mathias Corvin et rappeler à leur devoir les feudataires de son trône[2]. Prenant pour une conquête définitive les promenades de ses Kurucz dans un pays sans défense, il se croyait maître de la Hongrie, se figurant avoir, par son feu de paille, anéanti la domination des Habsbourg. Dans ses négociations avec Vienne, sa conduite, son langage furent inspirés par cette illusion. Par les soins de l'archevêque Széchényi, des conférences s'étaient ouvertes à Gyongyös, comitat d'Hévès. Rakoczy y fit son entrée dans un appareil royal, entouré de gardes du corps. A ses côtés se tenaient le marquis de Fierville, envoyé officiel du roi Louis XIV, avec un groupe d'officiers français chargés d'organiser l'artillerie et de former les Kurucz à l'art de Vauban. Différentes puissances, la Pologne, la Hollande (docile auxiliaire des artifices britanniques), intéressées pour des motifs divers aux affaires hongroises, s'étaient fait représenter à cette réunion. On y voyait un Turc, accrédité par le pacha de Témesvar et chargé sans doute de représenter, dans la pénombre, l'intervention éventuelle du Sultan. Enfin, les calvinistes et les luthériens étaient venus en foule, pour exposer leurs griefs et se plaindre des déceptions infligées par le régime insurrectionnel à leurs espérances. Dès le début de la guerre, ils avaient afflué sous les drapeaux *du libé-*

1. Fessler-Klein, t. IV, p. 539.
2. Il venait justement d'adresser au roi Louis XIV un long mémoire sur le droit historique et sur la constitution de la Hongrie; pour la restauration de la dignité royale dans sa personne (ce Memoire, écrit en latin est dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères à Paris. Je l'ai eu sous les yeux).

rateur et formaient les neuf dixièmes de ses effectifs. Cependant Bercsényi, Karolyi, tous deux catholiques (comme Rakoczy lui-même), leur témoignaient une extrême froideur. Leurs réclamations, sous des prétextes captieux, étaient écartées systématiquement. A quoi bon, dès lors, renverser la dynastie régnante au profit d'inconnus, si la cause d'Israël ne devait retirer de ce changement aucun bénéfice[1]?

Par ces plaintes des protestants, on voit que Rakoczy, conformément à l'usage des parvenus révolutionnaires, ne se pressait nullement de montrer sa reconnaissance aux artisans de son élévation — Précurseur non seulement de Kossuth, mais de... Rabagas, il leur disait volontiers : « Patientez, je suis au pouvoir. » En revanche, il avait hâte d'affirmer sa souveraineté par rapport à la cour de Vienne et, réclamant la réunion de la diète hongroise, il énonça la prétention de convoquer lui-même les députés, les magnats et de présider à leurs délibérations comme maître effectif de la plus grande partie du royaume[2]. Il refusait également de reconnaitre l'archiduc Joseph avant une nouvelle

1. L'Angleterre, alliée de l'Autriche contre la France, n'osait pas se faire representer officiellement auprès des insurgés hongrois ; mais elle cherchait à se ménager des intelligences avec eux, et leur promettait toute sorte de concessions fallacieuses, dans l'espoir d'un arrangement quelconque qui lui permettrait de ramener et d'utiliser sur le Rhin toutes les forces de l'Autriche.

2. C'était l'archevêque Széchényi, mandataire de l'empereur, qui lui avait suggéré cette convocation séditieuse, contrairement aux droits et aux intentions de son maitre. « Je crois, lui écrivait-il, le 28 janvier 1704, qu'on pourrait commencer cette negociation par quelque diète de Regnicoles, *convoquée par Votre Altesse*, car etant deja *par le secours de la main de Dieu* accordé à Son Altesse de jouir du royaume par les armes, *les vœux* et les esprits de tous les comtés et les Regnicoles, excepté de peu de réfractaires, je ne vois pas pourquoi cette diète ne pourrait pas se tenir au plus tôt dans le lieu *assigné et prescrit par Son Altesse* pour y délibérer par vœux communs pour le bien de la patrie. » (*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 190.) Quelle profonde politique! Pour pacifier le pays, pour rétablir l'ordre et *le règne de la loi*, le prélat-citoyen (précurseur de Caussidière) n'imaginait pas

élection, qui serait faite sous ses auspices et sous son contrôle. Széchényi, mandataire de Léopold, accueillait ces insolences, le sourire aux lèvres, et les transmettait avec un flegme imperturbable à son maître, comme un indice de dispositions pacifiques.

autre chose qu'une diète insurrectionnelle, sous la présidence de l'usurpateur! Et c'était le même homme qui, quatre ans auparavant, s'était élevé contre l'illégalité d'une assemblée consultative de notables convoquée et présidée par le souverain!

IV

Rakoczy, confiant dans la supériorité numérique de ses bandes sur les troupes royales, avait refusé de suspendre, durant les négociations, le cours des hostilités. Dans son inexpérience de la guerre, il se flattait d'achever l'expulsion des « oppresseurs étrangers » en quelques semaines; mais la hardiesse et l'activité d'Heister, tacticien consommé, lui firent voir l'inanité de cette espérance. Mettant à profit le plan conçu par le prince Eugène, Heister dirigea ses forces de quatre points différents sur le centre de la Hongrie, poussant et mettant en fuite devant lui les forces disséminées des rebelles.

Sa première victime fut l'aventureux Karolyi, qui, prenant Vienne pour objectif, s'était avancé jusqu'à Œdenbourg et faisait sans artillerie le siège de cette ville. Attaqué par Heister et menacé d'être coupé par Palffy[1], il leva le siège; mais, s'obstinant dans sa pointe sur Vienne, il continua sa marche en avant. Protégé par le lac de Neusiedel, il surprit la ville de ce nom, qui fut mise à sac par ses bandes. A ce moment, il apprit que la moitié de son armée, campée à l'ouest du lac, avait été taillée en pièces par Heister. A cette nouvelle, il se replia sur Raab en toute hâte; poursuivi

1. La cavalerie (des insurgés) livrée au vin et à la débauche, troublé au premier bruit de l'arrivée des Allemands, fut d'abord mise en désordre, et tous ces favoris et complaisants de Karoly, accusant les troupes du pays de trahison, persuadèrent aisément à ce général de se sauver : aussi firent-ils une diligence extrême à traverser le pays, passant la rivière à la nage à l'aide de grosses liasses de roseaux et le Danube à Feuldvar sur de petites nacelles, fuyant ainsi sans que personne les poursuivit (*Mémoires* de Rakoczy, p. 50).

l'épée dans les reins il repassa bientôt sur la rive gauche du Danube et, tout penaud de sa déconvenue, rejoignit Rakoczy qui venait de commencer le siège d'Erlau. Heister, continuant sa marche offensive, reconquit toute la vallée de la Raab, puis reprit Weszprim et Stuhlweissembourg. Le bourgmestre de Papa, Beszeredy, qui, l'année précédente, avait apporté les clefs de la ville à Karolyi, vint avec le même empressement les offrir au nouveau vainqueur. A son exemple, 12.000 nobles firent leur soumission au roi légitime. Ainsi fluctuait l'allégeance magyare suivant les oscillations du succès.

Après cette campagne, Heister repassa par Comorn sur la rive gauche du Danube, et se réinstalla dans Presbourg, pour surveiller de là les mouvements des Kurucz.

Ce revirement de fortune avait fort compromis les affaires de la rébellion. La trahison se chargea de les rétablir. En venant trouver Rakoczy à Erlau, Karolyi lui présenta le comte Simon Forgacs, longtemps général dans les armées autrichiennes qui, par dépit, ambition déçue, et pour des raisons purement personnelles, désertait la cause de son maître. Forgacs avait fait, non sans distinction, la campagne de 1703 en Hongrie et de concert avec Schlick, remporté sur les Rakoczistes des avantages partiels; il espérait être nommé ban de Croatie, mais Léopold lui préféra, pour cette dignité, Jean Palffy, très supérieur à Forgacs comme mérite militaire et d'un caractère bien plus sûr. Forgacs, furieux, alla de suite offrir ses services à l'usurpateur; il s'agenouilla devant lui pour lui jurer fidélité! Rakoczy reçut son serment avec componction[1]; non sans doute que la

1. Ce seigneur m'était connu dès ma jeunesse et presque le seul entre les grands de Hongrie avec qui j'eusse eu des liaisons. Après m'avoir juré fidélité, il me conta les injures qu'il avait reçues de la cour de Vienne pour de faux rapports, et les soupçons qu'elle en avait conçus, pour lesquels il était sur le point d'être arrêté, s'il ne s'était

promesse du transfuge eût à ses yeux la moindre valeur; mais son influence sur la haute noblesse et sur une partie de l'armée était grande; à la suite de cette défection, nombre d'officiers et de soldats, vétérans des guerres austro-turques, passèrent aux insurgés; plusieurs places fortes furent livrées par leurs commandants. Le prince Eugène dans sa lettre et dans ses *Mémoires*, attribue, pour une très grande part, la prolongation de la guerre civile à ces trahisons.

Malgré cette cause d'affaiblissement, Heister, toujours infatigable, se maintenait victorieusement sur le haut Danube. Se portant sur Neuhæusel, que les rebelles assiégeaient, il avait dégagé cette place, renforcé sa garnison et repris Saint-Georges avec Tyrnau sur la Waag, tandis que son lieutenant Rystchau envahissait, à la tête de 1.400 Danois, le comitat de Trencsin.

Sur ces entrefaites se produisirent deux nouvelles trahisons : celle de Nicolas Andrassy de Kraznahorzka, franciscain défroqué, qui répudiait avec la même désinvolture de grand seigneur ses vœux monastiques et son souverain légitime; puis, celle d'Antoine Esterhazy, brigadier général, proche parent du Palatin. Préposé par Heister au commandement de Papa, nouvellement reconquise par les Royaux, Esterhazy livra cette place à Forgacs, que Rakoczy venait de créer général en chef, avec mandat de reprendre l'offensive dans la vallée de la Raab, à la tête de 25.000 hommes.

Heister, prompt comme la foudre, repassa le Danube

sauvé. Mais, après la fin de cette guerre, ce ne fut qu'en Turquie qu'il m'avoua qu'il avait passé à mon parti, du consentement de Joseph, alors roi des Romains, avec commission de ce prince de détourner la nation de procéder à l'élection d'un nouveau roi, mais qu'elle demandât à son père Léopold qu'il lui cédât de son vivant la couronne de Hongrie (Rakoczy, *Mémoires*, p. 49). Ce récit est évidemment une calomnie inventée par Forgacs pour pallier sa basse trahison. Rien, dans la conduite de Joseph, n'a, pendant la vie de son père, justifié cette imputation.

en toute hâte, pour châtier cette nouvelle félonie et tous ses complices. Installant son quartier général à Stuhlweissembourg, il se porta d'abord sur Czakar, y battit Esterhazy et Babocsay, puis reprit Weszprim, que ses troupes mirent au pillage pour la punir de s'être donnée aux rebelles. Lui-même exerça sur des traîtres tombés en ses mains des châtiments exemplaires[1]. L'archevêque Széchényi, qui se trouvait dans le voisinage, essaya vainement de se poser en intercesseur. « Je constate avec étonnement », lui répondit le rude militaire, « que les armes de Sa Majesté trouvent presque partout votre intervention pour leur barrer le passage. Toute la Hongrie s'est donnée à l'empereur, à l'exception de ceux qui se pressent autour de Votre Excellence ou de ceux qu'Elle couvre de son patronage. » Széchényi, irrité, se plaignit au souverain en demandant que la direction de la guerre hongroise fût retirée à Heister; mais sa requête parvint à Vienne, dans un moment peu propice aux conciliateurs.

En l'absence du général en chef, la ligne de la Waag avait été forcée encore une fois par les Rakoczistes. Palffy, faute d'effectifs suffisants, avait dû reculer devant Karolyi. Surpris dans sa retraite, grâce à la confiscation d'un message, il fut battu dans les défilés de Somoly avec une perte de 3.000 hommes. Cette catastrophe découvrait les frontières de l'Autriche; et Karolyi profita de l'occasion pour satisfaire son idée fixe en poussant un raid jusqu'à Vienne. La place, en parfait état de défense, était à l'abri d'une surprise. Mais les Hongrois purent piller les faubourgs à leur aise et se livrer à d'indignes dévastations sur des monuments et des sanctuaires que les Turcs, vingt et un ans auparavant, avaient respectés. Karolyi lui-même eut l'inconvenance de participer à ce vandalisme en

1. Wagner, t. II, p. 755.

faisant râfle sur la ménagerie impériale de Schœnbrünn, et en emmenant deux panthères dressées, dont Léopold se servait parfois, comme de chiens d'arrêt, dans ses chasses[1]. Trophée ridicule et digne de cette fronde, dont les chefs, étrangers à toute idée politique, semblaient mettre toute leur ambition à taquiner et à molester la maison d'Autriche!

Au point de vue militaire, l'expédition sur Vienne était puérile. Le résultat pour les rebelles en fut désastreux. Forgacs, en apprenant les succès de son collègue dans le nord, s'était avancé sur Raab, pour s'unir à lui. Mais, attiré par Heister dans une région montagneuse, il se vit entouré par la cavalerie royale. Vainement, il adjura Karolyi de lui prêter assistance. Ce dernier caracolait tranquillement avec ses hussards et ramenait ses panthères en triomphateur. Forgacs isolé, fut cerné par les Impériaux et subit un écrasement complet à Zemès, avec une perte de six canons et de 28 enseignes. Son infanterie, composée en grande partie de vétérans, fut anéantie[2]. Son armée, réduite en débris informes, se réfugia dans les montagnes voisines du lac Balaton. Quelques jours après, Karolyi le rejoignit à Kapuvar, où les deux transfuges échangèrent de violentes et stériles récriminations.

Heister eût sans peine poussé jusqu'à la Teiss et reconquis la Hongrie centrale si l'absence de renforts et la pénurie du trésor impérial n'eussent arrêté ses opérations. Retenu à Gyarmat par sa faiblesse numériques et le manque d'approvisionnements, il employa ses loisirs forcés à répandre des circulaires rédigées par Léopold en personne et contenant la promesse des

1. Wagner, t. II, p. 755.

2. *Peditatus tanta strage conciditur, ut major cadaverum numerus quam victorum esset.* Les fantassins périrent en si grand nombre que le nombre des cadavres dépassait celui des vainqueurs. Les Impériaux comptaient 4.000 hommes, les insurgés 18.000 (Wagner, *ibid.*).

réformes les plus étendues avec celle d'une amnistie complète pour tous les insurgés repentants. Mais ces homélies cadraient mal avec la nature combative d'Heister. Contresignées de son nom, elles furent traitées de mensonges. D'ailleurs les vrais motifs de l'insurrection n'étaient ni le pouvoir arbitraire, ni les impôts, ni les abus administratifs, mais l'orgueil magyar et l'ambition de quelques factieux. La force seule, suivant les sages suggestions d'Eugène, pouvait en avoir raison.

Pendant ces innocentes prédications, Karolyi avait reformé les bandes de Forgacs et, les emmenant au sud du lac Balaton, il alla s'embusquer sur la route de trois régiments autrichiens, que renforçaient un corps de cavalerie et plusieurs milliers de Croates, recrutés par le général Rabatta sur les frontières de Styrie. Heister les attendait avec impatience pour rouvrir ses opérations. Postés sur des hauteurs, à Sarvar, près de Saint-Gothard, les Kurucz défirent facilement cette petite armée, qui rebroussa chemin avec une perte de 3.000 hommes[1]. Privé de ce secours, Heister dut persister dans son inaction.

Rakoczy, au contraire, libre de ses mouvements, marcha sur Szegedin dont il commença le siège, espérant, par cette prise, établir sa domination dans la Coumanie[2]. Au début même de l'investissement, il se fit un barbare plaisir d'incendier les faubourgs de cette ville, dont la population était serbe. En se rapprochant du Banat, il se flattait aussi de déterminer le pacha de Temesvar à le secourir, et, dans ce but, il lui dépêcha Michelt, secrétaire de l'envoyé français Fierville, pour

1. Après cette victoire, les insurgés se répandirent en Styrie et la ravagèrent à la façon des Tartares, en emmenant des femmes et des enfants en captivité (Wagner, t. II, p. 758).

2. On appelait ainsi le territoire situé entre la Teiss et le Danube, au sud de Buda-Pesth, de Kecskemet à Zombor.

l'adjurer, en attendant les ordres du grand vizir de s'opposer aux incursions des Raitzen. Mais le pacha fut sourd à ces prières et fit entendre à Michelt que la Porte refusait son concours à l'insurrection. Peu de temps après, Rakoczy levait le siège de Szegedin, et se retirait vers le Nord, toujours harcelé par les Raitzen, ou Rasciens, ses ennemis implacables[1].

C'est à ce moment que lui parvint la nouvelle de la deuxième bataille de Hochstædt, gagnée, le 13 août 1704, par le duc de Marlborough et le prince Eugène sur les maréchaux de Tallard et de Marsin, joints à l'électeur de Bavière.

Cet événement était désastreux pour sa cause; car c'était l'évanouissement du plan qui devait l'amener avec ses alliés sous les murs de Vienne. A partir de ce moment, la France était réduite à la défensive, et l'Autriche dégagée récupérait la liberté de ses mouvements dans l'Europe centrale. Des contingents formés en Allemagne et en Danemark allaient renforcer en Hongrie ses troupes harassées. Quant à l'insurrection hongroise, isolée et privée de tout secours extérieur, elle ne pouvait plus désormais que se consumer en impuissantes convulsions. Sa ruine n'était qu'une affaire de temps.

Dans la tristesse où le plongeait cette disgrâce, des perspectives réconfortantes lui vinrent de Transylvanie. Il eût été surprenant qu'une révolte hongroise n'eût pas dans cette province sa répercussion. Depuis l'ouverture des hostilités, le clan des magnats s'y tenait aux aguets,

1. Cette nation, ennemie naturelle des Hongrois, se contenait dans leurs habitations lorsqu'ils savaient quelques corps de mes troupes en campagne; mais aussitôt qu'ils s'éloignaient, ils se rassemblaient pour faire des courses sur les bourgs et sur les villages, où il ne restait que des femmes et des vieillards, contre lesquels ils exerçaient de veritables barbaries, etc. (Rakoczy, *Mem.*, p. 51). A l'instar probablement des bandes Kurucz en Styrie, moins les rafles de populations emmenées en captivite.

impatient de secouer « le joug autrichien » pour son compte. Mais l'œil vigilant et la main de fer du gouverneur Rabutin comprimèrent longtemps leur insoumission [1]. Hors d'état d'entrer en lutte ouverte avec lui, les factieux s'adressaient à Rakoczy, lui confiant leurs projets, et faisant miroiter à ses yeux la couronne princière pour prix de son assistance.

L'aventurier hésita longtemps devant les dangers et les complications d'une telle entreprise. Il eût voulu s'affermir en Hongrie avant de procéder à cette lointaine extension. Mais les passions révolutionnaires étant mises en branle, il n'était pas facile d'en arrêter l'explosion. Déjà les Magyars de Transylvanie s'étaient mis en rapports directs avec les principaux chefs de l'armée insurrectionnelle. Des bandes de Kurucz avaient envahi la province et dominaient les campagnes, s'introduisant dans les villes ouvertes, et forçant les troupes allemandes à se retrancher dans les forteresses. Déjà débordé par ces incartades, Rakoczy apprit que son confident, son fidèle Achate, Bercsényi, ourdissait des trames secrètes avec de hauts personnages pour se faire élire prince par les Trois-Nations, à sa place [2]. Devant cette manœuvre, il sentit la nécessité de prendre la tête du mouvement, et favorisa la convocation d'une diète dite nationale à Wissembourg, tout en affectant, suivant ses habitudes cauteleuses, de n'y exercer aucune influence. Hongrois, Széklers et Saxons, triés sur le

1. Une conspiration s'était ourdie entre les seigneurs domaniaux pour affamer les garnisons autrichiennes, en interceptant leurs convois de vivres et en s'abstenant de leur faire aucune livraison. Pour déjouer cette cabale, Rabutin rendit un édit ordonnant aux propriétaires d'apporter aux intendances des places fortes toutes leurs provisions disponibles, sous peine de haute trahison (Wagner, t. II, p. 746).

2. Pekry, député de la noblesse transylvanienne, me dit en secret que le comte Bercsényi l'avait fort engagé à travailler à ce qu'il fût élu prince. Je lui répondis fort froidement que je ne m'opposerais jamais *à ce que les États* feraient pour le bien de leurs intérêts (Rakoczy, *Mémoires*, p. 58).

volet et dûment stylés, se rendirent à ce pseudo-parlement ; ils y proclamèrent la déchéance de « la tyrannie autrichienne » et l'élévation au trône de Franz II Rakoczy[1] (6 juillet). Rabutin, réfugié à Hermannstadt avec ses troupes et le gouvernement régulier, déclara cette réunion illégale et tous ses membres coupables de haute trahison. C'était la stricte justice[2].

Ces événements changeaient la physionomie et le caractère de la lutte. A partir de ce moment, le nœud des questions engagées n'était plus sur le haut Danube ou dans le bassin de la Teiss, mais dans les massifs de Transylvanie ; et Rakoczy, devenu le successeur de Bétlem-Gabor, aurait dû faire de cette principauté la base de toutes ses opérations tant militaires que diplomatiques : c'est là qu'il se fût affermi contre la maison d'Autriche, en conquérant l'autorité, le prestige nécessaire pour traiter avec les puissances européennes, peut-être même pour tirer la Turquie de sa torpeur et conquérir son appui. Mais Rakoczy n'eut pas assez de pénétration pour utiliser ce coup de fortune. Dupe de ses faciles succès en Hongrie, et fondant sur sa popularité magyare des espérances sans limites, il se flattait de reconstituer entièrement à son profit la royauté de Mathias Corvin, et ne voyait, dans la Transylvanie, qu'un fief dans sa dépendance. Au lieu de se diriger sur Klausenbourg, et d'y ceindre la couronne princière, il chargea Forgacs d'aller en son nom prendre possession du pays ; puis, se ravisant, il lui donna contre-ordre et l'envoya faire les sièges de Kaschau et d'Épériès, encore détenus par les Impériaux[3].

1. Tous les comtés, tous les sièges des Sicles (Szeklers) concoururent à mon élection par leurs députés ainsi que *quatre* sièges des Saxons (Rakoczy, *Mémoires*, p. 58).

2. Fessler-Klein, vol. IV, p. 577.

3. Il craignit aussi sans doute de l'envoyer en Transylvanie par méfiance des cabales que ce transfuge aurait pu avoir, pour son compte. Forgacs venait de lui être dénoncé pour des manœuvres assez équi-

Son idée fixe, à cette époque, était de se faire reconnaître par Léopold comme maître effectif des territoires momentanément occupés par ses bandes, et, pour arriver à ce but, il continuait, avec grand étalage de sentiments pacifiques, les négociations de Gyongyös, tout en refusant à l'Autriche l'armistice qu'elle lui demandait. L'extrême complaisance de Széchényi lui faisait croire que la paix était toujours ardemment désirée par la cour de Vienne. Mais cette croyance était maintenant une erreur.

Depuis la victoire d'Hochstaedt, le parti de la guerre avait repris faveur à la Burg. Heister, un moment ébranlé par les attaques combinées de Széchényi et d'Esterhazy, venait d'être envoyé de nouveau dans la vallée de la Raab, avec pleins pouvoirs et mission de pousser activement les hostilités. Il s'empara d'abord de Kormond, d'Eisenstadt et de Kapuvar, répandant partout des proclamations et des promesses d'amnistie que les insurgés hongrois jugeaient insultantes; tout en combattant les rebelles, il lui fallait sans cesse écrire à Vienne pour se défendre contre la coterie Széchényi, qui l'accusait de livrer la Hongrie aux violences de sa soldatesque. Son véritable tort, aux yeux de ces pseudo-loyalistes, était de restaurer l'autorité royale par les armes, et de rendre inutile leur intervention[1].

Rakoczy, malade et forcé de faire une cure aux eaux de Vinhye, avait fait transférer le siège des conférences à Schemnitz, dans le comitat de Hont. Sur sa

voques, qui le rendaient suspect d'intelligences secrètes avec Vienne; mais, dit Rakoczy lui-même, « je ne croyais pas mon autorité suffisamment reconnue pour procéder juridiquement contre lui » (Rakoczy, *Mem.*, p. 58).

1. « Retulere Conciliatores, ac Rakoczium equidem pro terrâ Austriâ inducias daturum si pro Heistero dux alius mitteretur. » Les médiateurs (anglais et hollandais) rapportèrent que Rakoczy, pour accorder une trêve aux territoires autrichiens, exigeait le remplacement d'Heister par un autre général (Wagner, t. II, p. 759).

demande, l'Angleterre et la Hollande s'étaient empressées d'envoyer la première lord Stepney, la seconde Hamel de Bruyninck, pour prendre part à ces pourparlers. Toutes deux pressaient l'empereur de s'accorder à tout prix avec les rebelles et conjuraient Rakoczy d'accepter le titre de prince avec les treize comitats pour apanage, se chargeant de faire agréer cette solution par la cour de Vienne. Mais l'usurpateur, dans son orgueil, voulait avoir la Hongrie entière [1]. Forgacs venait de lui notifier la capitulation de Kaschau; une députation mixte de Magyars, Szeklers et Saxons arrivait à Schemnitz, au nom des Trois-Nations, pour remettre entre ses mains la couronne de Transylvanie. Dans ses actes officiels, il s'intitulait Prince par la grâce de Dieu, repoussant avec hauteur les timides protestation élevées par Széchényi contre l'emploi de ce titre. Devant cette attitude, le cabinet impérial comprit l'inutilité des négociations et rompit les conférences, le 1er novembre 1704).

Quelques jours après, la trahison d'officiers hongrois livrait aux insurgés l'importante place de Neuhæusel. Rakoczy, de plus en plus enivré, voulut ouvrir en personne le siège de Léopolstadt et la fit bombarder par son artillerie, mandée en toute hâte de Kaschau. Il avait envoyé Bercsényi dans le nord-ouest, avec un corps de cavalerie pour menacer les frontières de la Moravie, pendant que ses avant-postes se montraient aux environs de Tyrnau. Mais, à ce moment d'exaltation, une nouvelle et sévère leçon lui fut infligée par Heister qui, passant le Danube près de Galgocz avec 15.000 hommes, et manœuvrant avec une habileté magistrale, défit complètement près de Tyrnau les bandes désordonnées des

1. « Aucta secundis rebus superbia, rapinarum impunitæ, dominandi libido nihil jam æquum admittebat... Immodica, relatu indigna postulare. » (Wagner, t. II, p. 760.)

Kurucz et les rejeta vers les montagnes de la Zips[1]. Un certain nombre d'anciens déserteurs, passant aux Impériaux pendant le cours du combat, jetèrent la confusion dans l'armée rebelle et complétèrent sa déroute (26 décembre 1704). C'était la première bataille où Rakoczy avait exercé le commandement en personne, et ce début, il faut en convenir, n'était pas heureux : « Cet échec, dit-il dans ses *Mémoires*, me donna la conviction que personne parmi nous n'avait la moindre tactique, que les troupes étaient de bonne volonté ; mais, outre qu'elles étaient très mal armées, les officiers ne savaient pas les mener ; enfin qu'il faudrait bien prendre des précautions contre les Allemands déserteurs[2]. » Cette dernière réflexion semble étrange chez un homme que des transfuges, ses compatriotes, tels que Karolyi, Forgacs, Esterhazy, avaient élevé sur le pavois et qui plus tard, avait fait à son tour la cruelle épreuve de leur inconstance[3].

La reddition d'Erlau, d'Epériès et de Szatmar, compensèrent en partie pour lui ce revers[3]. Il n'en vit pas moins la nécessité de réorganiser entièrement ses forces militaires, son corps d'officiers et son armement. Mais, pour mener à bien cette transformation, il lui fallait, comme finances, des ressources dont son gouvernement embryonnaire était dépourvu[4]. Les subsides de Louis XIV arrivaient irrégulièrement, toujours en retard, et, quant aux impôts, la majeure partie des contribuables s'en croyaient exempts, par droit de révolution.

1. Wagner, *ibid.*, p. 762 (Rakoczy, *Mémoires*, p. 65 et suiv.).
2. Rakoczy, *Mémoires*, p. 67.
3. Wagner, t. II, p. 765.
4. Les fameuses mines d'or et d'argent étaient devenues fort casuelles. Les monnaies de cuivre, avec lesquelles on payait les frais courants, m'avaient mis en état de ménager l'or et l'argent qu'elles produisaient pour l'employer à l'achat des armes et des draps pour habiller *les troupes de ma maison* (singulière préoccupation) (Rakoczy, *Mémoires*, p. 69).

Pour trouver de l'argent sans s'aliéner « l'amour de ses peuples », Rakoczy, par un audacieux procédé, se servit du cuivre que lui fournissaient abondamment les mines des Carpathes, et, battant monnaie avec ce métal, en décupla la valeur, pour remplacer l'or et l'argent, dont l'absence dans ses caisses paralysait toute sa politique. En exergue sur ces écus fantaisistes était gravé le mot *Libertas*, déguisant sous un nom pompeux la misère révélée par cet artifice [1]. L'effet sur les transactions en fut calamiteux. L'or et l'argent devinrent introuvables. Il fallut des mesures pénales pour forcer les créanciers à recevoir cette monnaie fictive comme paiement réel de leurs débiteurs. Et, dans ses verbeux manifestes, Heister put avec raison qualifier les chefs rebelles de faux monnayeurs. Mais, pendant ce temps, grâce à ce stratagème, les troupes de Rakoczy furent payées, et l'optimiste Széchényi put, dans ses rapports à Léopold, se déclarer tout à fait *émerveillé d'un si éclatant succès*.

Au milieu de ces perturbations ruineuses pour le pays qu'elles prétendaient affranchir, les hostilités continuaient avec leurs alternatives de succès et de revers pour les deux partis. Karolyi, franchissant pour la seconde fois le haut Danube sur la glace, fit, en janvier 1705, un nouveau raid en Autriche, puis, revenant sur Gran, il entreprit le siège de cette place avec 9.000 hommes. Heister, quittant Tyrnau, vint l'attaquer à l'improviste, auprès de Kilit, au bord du lac Balaton, et lui fit subir une déroute complète (31 mars). Les troupes de Karolyi se dispersèrent dans la forêt Baconienne, et, protégées par un rideau de montagnes, purent passer facilement, pour se reformer, au nord du Danube.

1. La première émission fut de six millions de francs, somme énorme pour l'époque (Dépêche du marquis des Alleurs, citée par Fessler Klein, vol. IV, p. 588).

Par ces monotones revirements, on voit quelle fut l'essence de cette insurrection, idéalisée plus tard, par le chauvinisme magyar, comme un sublime effort de patriotisme. Eclose par les machinations de quelques factieux[1], elle était devenue un monstre à mille têtes, qui renaissait de tous les désastres et défiait toute répression régulière. Toute discipline, tout ordre social s'effondraient dans cette anarchie. Mais l'orgueil de Rakoczy s'y trouvait à l'aise, et c'était de bonne foi que, prenant pour sève organique cette ébullition passagère, il se croyait souverain d'un état viable. Dans ses *Mémoires*, écrits d'une plume alerte et humoristique, respire la satisfaction rétrospective d'avoir eu des sujets, des gardes, des ambassadeurs. Chef d'insurgés, sa perpétuelle préoccupation fut de jouer au monarque. Le 27 février 1705, il fit une entrée triomphale à Erlau, escorté d'un général français, le marquis des Alleurs[2], successeur de Fierville, et de deux colonels Lamothe et Lemaire, chargés, avec d'autres officiers également français, de représenter la science militaire, au milieu de hordes par trop primitives. Dans le cortège, on voyait aussi non sans surprise Széchényi, négociateur impérial, qui s'était fait autoriser par son

1. C'est ainsi que quelques seigneurs « Optimates pauculi » ont pu verser à flot le sang d'un peuple abusé, se réclamant mensongèrement de la liberté pour satisfaire leur ambition et leur avidité avec les dépouilles de la patrie expirante (Wagner, t. II, p. 761).

2. Voici, de la main même de Rakoczy, le portrait de ce marquis des Alleurs, qui joua dans l'insurrection un rôle piquant et original : « Ce « général était d'un âge fort avancé, mais encore vigoureux ; il enten- « dait la guerre ; il était sobre et patient, d'une conversation agréable « et fort spirituelle, mais caustique ; il ne parlait que sa langue, il ne « faisait aucune dépense et ne traitait pas avec moins de froideur les « intérêts de son roi que ceux de la (notre) nation ; il donnait dans les « préjugés les plus populaires et ne gardait pour elle (pour nous) « aucun ménagement devant le peu d'officiers qui lui faisaient la cour... « Les avis et les projets de ce général étaient bons, mais impraticables, « à cause de l'ignorance générale de la nation, quant aux véritables « principes de la guerre et faute d'officiers. » (Rakoczy, p. 70.)

maître à figurer parmi les caudataires de l'usurpateur.

Par la présence du prélat-diplomate, dans cette cour hétéroclyte[1], on doit constater que Léopold, malgré l'échec de ses propositions, à Schemnitz, n'avait pas abandonné l'emploi des moyens conciliatoires, ni perdu l'espérance d'une transaction amiable. Avec une candeur persistante, il comptait toujours désarmer les inimitiés magyares par des extensions de droits, de privilèges, et ne cessait de leur offrir toutes les concessions compatibles avec le maintien de la monarchie : amnistie entière pour les insurgés repentants, liberté complète pour les confessions dissidentes, attribution exclusive à la diète nationale de toutes les décisions en matière d'impôts, incorporation au royaume de toutes les provinces reconquises, restitutions de biens fonciers à tous les propriétaires dépossédés par les Turcs, qui pourraient justifier de leurs droits, inaliénabilité des domaines royaux, promesse de ne jamais les hypothéquer pour les besoins du Trésor, maintien ou rétablissement pour les villes royales de tous leurs anciens privilèges. Tels étaient les engagements que Léopold voulait prendre, en s'excusant, pour les infractions aux traités,

1. Pour apprécier à sa valeur le double jeu de l'archevêque Széchényi dans cette guerre, on trouve des éléments précieux dans la correspondance de nos diplomates : « Dans les dispositions où il est à présent, dit Fierville au marquis de Torcy, il me paraît qu'on pourrait se servir utilement de ce prélat, d'autant plus qu'il a de grands sujets de mécontentement de l'empereur, qui voulait le faire arrêter. Il pourrait toujours amuser la cour de Vienne en lui persuadant que les Hongrois ne s'éloignent pas trop de la proposition et qu'il serait bon de les traiter avec douceur. Je sais que *toute son ambition est d'être nommé au cardinalat* et qu'il n'y a rien qu'il ne soit capable d'entreprendre pour y réussir. J'ai cru pouvoir l'assurer de la protection de Sa Majesté et d'une reconnaissance proportionnée aux services qu'il rendra (dépêche du 24 juin 1704). Ailleurs : « J'ai rendu visite au prélat et, quoique je n'aie point d'ordre, j'ai cru devoir bien faire de l'assurer de l'estime particulière que Votre Majesté fait de sa personne, etc..., dont il m'a paru fort satisfait. Ce prélat est un homme d'Etat d'un très grand mérite et nullement attaché à la maison d'Autriche, comme on l'avait d'ailleurs soupçonné. » (Dépêche du roi du 28 mars 1704.)

sur les nécessités de la guerre contre les Turcs ou contre les auxiliaires des sultans. On peut aujourd'hui l'affirmer sans hésitation : Rien de plus honnête que de telles propositions, rien de plus apte à dissiper les malentendus, à ramener entre un souverain et ses sujets la bonne harmonie, si les griefs des rebelles avaient été de bonne foi. L'Angleterre et les Pays-Bas, arbitres acceptés des débats, reconnaissaient la justice, la générosité de ces offres et pressaient Rakoczy de les accepter [1]. Mais, je crois l'avoir démontré plus haut, toutes les doléances articulées dans les manifestes de l'insurrection étaient des prétextes : son véritable, son unique but était de ravir à l'Autriche les fruits de ses glorieux efforts et de constituer la Hongrie en Etat indépendant, à l'exclusion des Habsbourg.

Rakoczy, complètement grisé par une possession de quelques mois et résumant dans sa personne plusieurs lignées de rebelles, se considérait comme légitime maître de toute la Hongrie. Le minimum de ses prétentions était la souveraineté de Bétlem-Gabor, c'est-à-dire la reconnaissance de « son Principat » en Transylvanie avec les treize comitats pour annexes. Furieux de n'être pas mentionné dans les propositions royales, mais dissimulant son dépit, il éleva des objections sur la forme en disant que les puissances médiatrices devaient être garantes du traité ; demande inadmissible, car cette garantie aurait constitué pour l'avenir, aux Hongrois, un droit de recours extérieur et d'alliance avec des Etats étrangers, par suite la mise en tutelle des Habsbourg dans l'exercice même de leur souveraineté [2]. Le prince Eugène, Starhemberg, Stratmann, tous

1. Voir les dépêches des médiateurs anglais et hollandais du mois de décembre 1705 au 20 juillet 1706 (*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 241-438).

2. Qu'elle (la Commission impériale) regarde la garantie étrangère ou des princes et Etats étrangers comme n'ayant jamais produit aucun

les fidèles et dévoués conseillers de Léopold, l'avaient soigneusement mis en garde contre l'acceptation d'une telle déchéance. En revanche, Széchényi, servile interprète des rebelles, plaidait chaleureusement pour cette solution : « Puisse Votre Majesté, écrivait-il à l'empereur, ouvrir son cœur à la miséricorde et consentir à la garantie des Puissances. Puisse-t-elle, par cette insigne marque de bonté, déraciner tout reste de défiance dans l'esprit et dans le cœur des Hongrois[1]. »

Pour renforcer sa prière, Széchényi confia sa lettre à Paul Okolycsanyi, protestant hongrois, qui, pendant tout le cours du conflit, s'était distingué par son loyalisme. L'astucieux prélat comptait sur l'influence de cet honnête homme pour vaincre les hésitations du monarque[2]. Mais le message ne parvint pas à sa destination. En arrivant à Vienne, Okolycsanyi trouva Léopold sur son lit de mort. Atteint d'une hydropisie de poitrine, ce prince avait succombé, le 15 mai 1705, à l'âge de soixante-cinq ans, après avoir régné pendant

bien par l'usage, les fruits ou l'événement, qu'elle était plutôt la mère des défiances, et par conséquent ou nuisible, ou superflue (Dépêche des médiateurs, transmettant les réponses des commissaires impériaux à la Commission hongroise, *ibid.*, p. 407). Cette réponse était inspirée par le prince Eugène.

1. A peu près à ce même moment, Rakoczy écrivait au roi Louis XIV et certifiait à Fierville qu'il ne négociait que pour tromper la cour de Vienne et qu'il ne consentirait à aucun traité sans l'assentiment de la France (Correspondance de Fierville, *passim*). Il écrivait lui-même à Bonac, envoyé de France en Pologne : « J'ai rejeté ces avantages, m'en étant remis à la convocation d'une diète que je différerai aussi longtemps que j'aurai enfin une certitude de la jonction (des renforts français) pour amuser la cour impériale. » (Lettre à Bonac du 24 février 1705.) Ainsi Rakoczy trompait à la fois l'empereur, le roi de France et le peuple hongrois.

2. A ce moment même, l'astucieux évêque négociait avec Rakoczy pour obtenir de lui la concession de domaines supplémentaires à sa mense archiépiscopale, en lui offrant de passer, lui et toute sa famille, au service de l'insurrection. Rakoczy douta, paraît-il, et pour cause, de la sincérité du prélat et « ne témoigna pas trop d'empressement de l'avoir de son parti » (*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 254).

quarante-neuf ans sur l'Autriche, la Hongrie et l'Allemagne. « Il est mort, dit l'ambassadeur vénitien Delfino, comme il avait vécu, dans l'exercice de la piété chrétienne la plus édifiante, avec le courage et la fermeté d'âme qui doivent former l'auréole d'un César lorsqu'il descend dans la tombe[1]. »

Un jugement d'ensemble sur la politique de Léopold sur ses guerres dans l'Europe centrale, sur son action commune avec l'Angleterre et les Pays-Bas contre Louis XIV, ne rentre évidemment pas dans mon cadre[2]. Je n'ai pas non plus à rappeler les caractères de son administration dans ses états de Cisleithanie, qui lui devaient un demi-siècle de sécurité, de justice impartiale de gloire et pour qui sa mort fut un deuil public. Mais je croirais manquer à la tâche que je me suis assignée en m'abstenant de louer dans ce prince magnanime le roi de Hongrie. Quel souverain, dans l'Europe chrétienne, se recommanda jamais à l'amour de ses sujets par des services plus éclatants et plus méritoires? Au début de son règne, les trois quarts du royaume étaient ou gouvernés directement par les Turcs, ou dans leur dégradant vasselage. Nulle ville, nul village n'étaient à l'abri de leurs déprédations. Pas une famille en sûreté contre leurs rapines, leurs viols et leurs ventes d'esclaves. Sous ses auspices et grâce à sa persévérance, la délivrance du territoire s'était opérée par une série de luttes héroïques et d'admirables victoires, malgré les complications extérieures et malgré les Hongrois eux-mêmes, inféodés par une folie opiniâtre à leurs oppresseurs. Etrange aveuglement de l'orgueil! La dureté

1. D'apres ses ordres positifs, ses funérailles furent des plus modestes, Son corps fut déposé dans l'église des Capucins, située près de la Burg (Wagner, t. II, p. 790).

2. J'ai fait ressortir plus haut l'erreur de ces combinaisons qui, pour disputer à la France quelques forteresses et quelques lambeaux de territoire sur la rive gauche du Rhin, ajournaient ou faisaient languir l'œuvre de délivrance chretienne dans la vallee du Danube.

magyare ne s'était pas laissé attendrir par un tel bienfait! Au lieu d'acquitter cette dette sacrée, elle était allée, au lendemain même de l'affranchissement, chercher, dans des archives et dans des chartes périmées, la matière d'inexorables griefs et s'était replongée avec emportement dans toutes les fureurs de la guerre civile, pour échapper à la prétendue tyrannie des Habsbourg[1] ! L'histoire offre peu d'exemples d'une ingratitude aussi noire. Mais le plus étrange, à mes yeux, c'est la persistance de cette prévarication à travers les âges. Près de deux siècles se sont écoulés depuis la mort de Léopold I[er], sans que les Hongrois soient revenus sur leur injustice envers sa mémoire. Ces exploits, ces magnifiques campagnes, qui les ont tirés de la servitude, sont mentionnées dédaigneusement et de mauvaise grâce par leurs annalistes. D'illustres guerriers, comme le duc Charles de Lorraine, Rudiger et Guido Starhemberg, Louis de Bade et le prince Eugène, sont traités par eux avec une véritable antipathie, comme des suppôts de l'absolutisme. Par contre, un imposteur, comme François Rakoczy, promoteur immoral de convulsions anarchiques, est célébré par leurs poètes, leurs auteurs populaires, leurs orateurs, comme le paladin du droit national et comme l'expression la plus haute du patriotisme. Et cette légende, pieusement acceptée par nos doctrinaires, a fait classer Rakoczy parmi les grandes figures du libéralisme moderne, à tel point que démontrer, comme je l'ai fait, preuves en main, la fausseté de cette tradition, c'est faire preuve d'une audace presque sacrilège et gravement offenser « le génie moderne ».

1. Triste fuit optimo principi, post tantos restituendæ tranquillitatis conatus, videre Hungariam, sibi, carissimam ut multis argumentis sæpenumero testatus erat, ab ipsis Hungaris fœde lacerari (Katona, XXXVI, p. 672).

CHAPITRE VI

JOSEPH Ier

Tentative conciliante du nouveau roi. — Arrogante réponse de Rakoczy. — Reprise des hostilités. — Défaite des insurgés à Pudmeritz. — Rakoczy convoque une diète à Szécény et se fait élire chef suprême. — Victoire du général autrichien d'Herbeville à Szibo sur les frontières de Transylvanie. — Conférences de Tyrnau. — Médiation indiscrète de l'Angleterre et des Pays-Bas. — Expédients de Rakoczy pour se créer des ressources pécuniaires. — Monnaie de cuivre. — Armistice. — Vains efforts du conseiller impérial Wratislaw auprès de Rakoczy. — Artifices et négociations diplomatiques de ce dernier. — Succès de Starhemberg. — Echecs de Rabutin devant Erlau et Kaschau. — Dévastation systématique du pays par les insurgés. — Reprise momentanée de la Transylvanie et couronnement de Rakoczy à Maros. — Il convoque une convention nationale à Onod. — Opposition suscitée par les comitats du Nord-Ouest. — Scènes sanguinaires et meurtre juridique. — Vote de déchéance contre la dynastie de Habsbourg. — Activité diplomatique de Rakoczy. — Ses intrigues auprès de Charles XII et de Pierre Ier. — Sa nomination comme roi de Pologne. — Insuccès de Kœkenyesdi, son agent à Versailles pour obtenir de nouveaux subsides. — Ecrasement de l'armée rebelle à Trencsin. — Agonie de l'insurrection. — Prises de Neuhæusel et d'Erlau par les Autrichiens. — Rôle subreptice de Karolyi. — Ses négociations avec Palffy, nouveau gouverneur général. — Entrevue de Rakoczy avec Palffy à Vaya. — Son exode avec quelques familiers en Pologne. — Ses vains efforts pour entraver les négociations. — Assemblée et paix de Szatmar. — Fin de la rébellion. — Dernières cabales de Rakoczy auprès du Congrès de Rastadt. — Son embarquement et son départ pour la France. — Ses dernières années.

I

Le successeur de Léopold au trône de Hongrie était son fils aîné, Joseph, proclamé et couronné dix-huit ans auparavant dans cette diète où la nation hongroise avait, par l'organe de ses représentants, solennellement renoncé pour l'avenir aux droits d'élire ses souverains.

Le nouveau monarque avait vingt-sept ans. D'une nature bienveillante, doué de facultés et de talents remarquables, il avait fait avec distinction son apprentissage militaire dans la campagne de Hochstaedt, sous les ordres du duc de Savoie. Un trait saillant de son caractère était une sympathie marquée envers ses sujets hongrois, et le mouvement insurrectionnel de 1703, loin d'affaiblir chez lui cette disposition, semblait l'avoir plutôt renforcée. Depuis deux ans, il n'avait cessé de se prononcer dans les conseils pour une politique de conciliation, et les pourparlers de Gyongyös, puis de Schemnitz, s'étaient engagés et poursuivis sous son patronage[1].

Son premier soin, en prenant le pouvoir, fut de renouer ces négociations. Qnelques jours après son avènement, le secrétaire du Palatin[2], Jezsenski, se rendait, en vertu d'une commission royale, à Erlau, porteur de nouvelles propositions pour la paix. Mais la mort de Léopold avait ouvert à Rakoczy d'autres horizons, et le moment lui semblait venu de substituer officiellement sa domination à celle des Habsbourg. Sans répondre aux ouvertures du Gouvernement royal, il déclara très arrogamment que les patriotes contestaient à Joseph le titre de souverain et ne lui permettraient de le prendre qu'après une nouvelle élection. Suivant lui, la diète de 1687 avait outrepassé ses pouvoirs en conférant un droit héréditaire à la dynastie régnante, l'éligibilité

1. Voir les dépêches des médiateurs auxquelles nous avons fait allusion plus haut. Dans la plupart, le gouvernement direct et la résidence personnelle de Joseph en Hongrie sont proposés par la cour de Vienne comme une garantie de sécurité pour la constitution et les libertés du royaume.

2. Le palatin Esterhazy, en notifiant aux comitats l'avénement de Joseph Ier, leur rappela, dans une éloquente circulaire, les efforts antérieurs du nouveau monarque pour la pacification du pays et les promesses contenues dans ses antécédents pour la pacification et l'indépendance du pays (Katona, vol. XXXVII, p. 30).

des rois étant un principe fondamental de la constitution nationale qu'aucun vote parlementaire ne pouvait détruire. Il refusait donc d'entamer avec Joseph aucun débat sur la paix, avant que ce prince eût fait confirmer sa royauté par une diète, dont lui, Rakoczy, se réservait la convocation et la présidence.

On se figure aisément la déception que dut éprouver Joseph, en voyant ses avances accueillies par cette incroyable mise en demeure. A ces promesses d'amnistie, on répondait par la négation de son titre, et par la sommation de poser devant les rebelles sa candidature. En face de telles insolences, toute discussion était impossible. La cour de Vienne se prépara résolument à rouvrir les hostilités. Mais, sur l'avis du prince Eugène, Heister, trop impopulaire en Hongrie, fut écarté pour aller prendre le commandement des troupes autrichiennes en Espagne[1]. Son successeur à Presbourg fut un général d'origine française, le comte d'Herbeville. Pour objectif de la campagne, on choisit très judicieusement la Transylvanie, où Rabutin se maintenait avec peine dans quelques places fortes ; mais Rakoczy, dans son infatuation, avait négligé de s'y établir solidement, bien qu'il eût soin en toute occasion de s'en intituler souverain par droit de naissance.

Avec une grande clairvoyance, le Conseil aulique comprit l'avantage qu'assurerait à la cause royale la conquête de cette position. En occupant la Transylvanie, on coupait les insurgés de leurs communications avec la Turquie, et, les enfermant dans la vallée de la Teiss, on limitait et nullifiait d'avance tous leurs progrès éventuels dans cette zone. 24 régiments de l'Autriche

1. « Les Hongrois, écrivait Eugène au nouvel empereur, sont tellement exaspérés contre lui qu'ils refuseront certainement toute conciliation aussi longtemps qu'il sera préposé chez eux au commandement. » (Arneth, t. I, p. 296.)

allemande, renforcés de 6.000 Danois, furent confiés à d'Herbeville pour opérer cette manœuvre dont l'influence sur les événements ultérieurs promettait d'être décisive[1].

Rakoczy n'avait pas soupçon de ce plan. Au point de vue stratégique, sa grande préoccupation du moment était de gagner un point d'appui dans le sud, dont Szegedin, Grosswardein et Arad, toujours occupées par les Impériaux et soutenues par les contre-guérillas slavo-valaques, lui fermaient obstinément l'accès, depuis le commencement de la guerre. Puissamment aidé par les subsides français, récemment élevés par Chamillard à 50.000 thalers par mois[2], l'usurpateur avait considérablement grossi ses effectifs et disposait de 75.000 hommes, organisés tant bien que mal à l'européenne et, malgré l'insuffisance de leur armement, il se flattait, à la tête d'une pareille force, de mettre à bref délai sous sa domination la Hongrie entière. Il envoya vers Arad Karolyi, son principal lieutenant. Lui-même, campé dans le nord, à Oeza, se proposait de contenir ou de repousser les troupes autrichiennes qui se dirigeraient vers le centre[3].

Dans cette position, toujours plus appliqué à la politique et à la diplomatie qu'aux choses de la guerre, il envoyait des émissaires en Pologne, en Prusse, en Suède, en Russie, pour se ménager l'intervention de ces diverses puissances. A Versailles, son agent de Vettès[4] obsédait les ministres pour obtenir une nouvelle augmentation de subsides. En Hongrie même, il s'efforçait

1. Ce plan avait été recommandé par le prince Eugene (Arneth, vol. I, p. 353).
2. Fessler-Klein, vol. V, p. 6.
3. Rakoczy, *Mémoires*, p. 90.
4. Fessler-Klein ne mentionne l'agent de Rakoczy à Versailles que sous le nom de Kökenyesdy. Je n'ai pas trouvé trace de ce nom dans les Archives du Ministère des Affaires étrangères, à Paris.

d'entretenir et de surchauffer l'esprit de révolte dont le ralentissement l'inquiétait pour son avenir. Il incriminait la noblesse, de plus en plus glaciale pour sa cause, et lançait partout des proclamations, pour ranimer le fanatisme magyar dans les âmes. Ces précautions multiples ne l'empêchaient pas de renouer en secret de cauteleuses négociations avec la cour de Vienne par l'entremise de Széchényi, qui restait auprès de lui dans un rôle indéfinissable, serviteur équivoque du roi légitime et courtisan du rebelle.

Par les bons offices du rusé prélat, Rakoczy fit parvenir au jeune souverain une lettre dont le ton respectueux contrastait sensiblement avec l'arrogance affichée dans sa première communication : « Votre avènement, disait-il, est le soleil qui va dissiper les « tempêtes qui s'étaient abattues sur notre nation et « qui la précipitaient dans l'abîme. Les Hongrois « attendent de Votre Majesté le rétablissement de leur « indépendance ; ils répondront à ce bienfait par un « dévouement sans bornes[1]. » Et développant dans un mémoire ultérieur son programme de pacification, il demandait à Joseph Ier pour lui-même la souveraineté de la Transylvanie et celle des treize comitats, jadis concédés à Bétlem-Gabor. Toutes les réformes administratives ou religieuses, toutes les restaurations de droit constitutionnel devaient avoir ce double point de départ, absolument indispensable, aux yeux des vrais patriotes, pour inaugurer, en Hongrie, une ère de rénovation, un âge d'or.

Grâce au concours de Bercsényi, son conseiller intime, Rakoczy menait de front toutes ces intrigues, aussi diverses que contradictoires, quand les échecs de ses

1. Katona, XXXVII, p. 35. Rakoczy, dans ses *Mémoires* remplis de vanteries et de poses princières, se garde bien de mentionner cette épître.

lieutenants dans le Sud, ainsi que dans l'Ouest, vinrent encore une fois détruire ses combinaisons et le ramener à la défensive.

L'un d'entre eux, Bottyan[1], battu par le général autrichien Glœckelsberg, avait dû se replier des frontières styriennes vers le nord. Karolyi, cerné par les Rasciens, avait subi deux défaites et perdu plusieurs pièces de canon. A ce même moment, se dessinait près de Comorn le mouvement offensif de l'armée que commandait d'Herbeville. Elle remonta d'abord la Waag, pour dégager Léopoldstadt, assiégée depuis quelques semaines par 30.000 Kurucz. Sentant l'urgence de repousser cette attaque, Rakoczy se porta lui-même vers la région menacée en ordonnant à Karolyi de le rejoindre au plus tôt. Sagement conçue en principe, cette concentration s'accomplit péniblement. Les troupes de Karolyi s'étaient en grande partie dispersées; les généraux ne s'accordaient pas; enfin des pluies torrentielles avaient grossi les courants et compliquaient de sérieuses difficultés les itinéraires. Pendant que les ingénieurs français, Lamothe et Lemaire, pour réunir les divers corps de troupes, établissaient à grand'peine des ponts sur la Waag et ses affluents, d'Herbeville entrait avec 15.000 hommes dans Léopoldstadt, ravitaillait cette place et, se retournant vers l'armée assiégeante, la mettait en déroute à Pudmeritz, le 11 août. Après cette victoire, se dérobant habilement aux battues de la cavalerie hongroise à travers les défilés des montagnes, il se retira

1. Ce Bottyan, le meilleur des généraux insurrectionnels, était de l'extraction la plus humble. Fils de paysans, il avait fait quelques études, puis, après avoir servi comme portier chez des jésuites, s'était engagé comme soldat dans l'armée impériale et, dans les guerres contre les Turcs, s'était élevé par sa valeur jusqu'au grade de colonel (Fessler-Klein, vol. IV, p. 549). Il perdit un œil dans le cours de la guerre civile. Rakoczy parle toujours de lui avec les plus grands éloges.

sur Comorn, ayant tout à fait désorienté ses adversaires sur son plan [1].

Sans perdre de temps, il se porta sur Bude avec toutes ses forces et poussa rapidement jusqu'à la vallée de la Teiss. Là, renforcé par 3.000 Jougo-Slaves, il refoula Bottyan et Karolyi qui lui barraient le passage; vers la fin de septembre, il entrait à Debrecsin et y établissait son quartier général au centre même de la rebellion. Il trouva cette ville presque entièrement désertée par ses habitants. Rakoczy, désespérant d'opposer une résistance sérieuse à l'armée royale, avait ordonné de faire évacuer les cités, de dévaster le pays et de le changer en désert, à l'instar des procédés employés par Louvois dans le Palatinat. C'est ainsi que le défenseur des libertés nationales protégeait la Hongrie contre la « tyrannie autrichienne ». Le principal effet de ces sauvageries fut d'affamer ses propres soldats. Vis-à-vis des Autrichiens, le succès en fut complètement nul. Le gouverneur de Grosswardein, général Fels, ayant forcé les lignes insurrectionnelles, pénétra dans Debrecsin avec un énorme convoi de munitions et de vivres. D'Herbeville, pourvu de tout le matériel nécessaire, se dirigea sur les passes de Karika et de Szibo, pour pénétrer en Transylvanie [2].

Pendant que s'effectuaient ces remarquables manœuvres [3], Rakoczy, affichant un suprême dédain pour le « bonhomme Herbeville », ouvrait en grande pompe une diète dite nationale, qu'il avait convoquée à Szecsény, dans le commencement de septembre. Nous

1. Rakoczy, *Mémoires*, p. 80-82.

2. Wagner, *Historia Josephi Cæsaris*, p. 61-62.

3. Rakoczy, relatant ces opérations, dit que le plan des Impériaux lui paraissait « chimérique, en le considérant suivant les principes de la guerre »; tout en avouant qu'il a été surpris et déconcerté, lui et tous ses généraux, par la marche et les rapides succès de l'ennemi (R., *ibid.*, p. 87). Il est impossible de confesser plus naïvement son impéritie.

avons vu que la réunion de cette assemblée, sous ses auspices, était depuis deux ans son rêve le plus cher. 6 évêques dont un Grec-uni, 9 comtes et 22 barons y figurèrent la table des Magnats. 25 comitats s'y firent représenter, ainsi que plusieurs villes royales, et, dans cet entourage, l'aventurier put s'y donner, pendant quelques semaines, l'illusion d'une souveraineté régulière. Tout s'y passa dans les formes rituelles si chères aux Magyars, et Rakoczy lui-même afficha pour ces observances le respect le plus scrupuleux. N'osant pas se faire proclamer roi, par égard pour les négociations qu'il continuait avec Széchényi, il se fit donner le titre d'administrateur ou de lieutenant général (en allemand *Oberhaupt*), avec les pouvoirs les plus étendus[1]. Les comitats et les seigneurs réunis sous sa bannière prirent le nom d'États confédérés[2]. Un comité fut élu pour énoncer les principes et poser les bases de la ligue, conformément au besoin de formuler et de dogmatiser, qui s'était donné carrière dans toutes les insurrections hongroises, depuis Zapolya et Martinuzzi.

Deux jours après (18 septembre), Paul Raday, rapporteur du Comité constitutionnel, déclarait que, « pour mettre fin à la « révoltante tyrannie » de l'Autriche et venger les martyrs de cette oppression séculaire, le prince Franz Rakoczy, « notre seigneur et maître ».

1. « On convint que la qualité de chef devait exprimer, selon la force de la langue du pays, celle d'un prince qui conduit, ou pour mieux dire prince conducteur des confédérés, que les Latins comprennent sous la signification de *dux*, projet que j'approuvai. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 85.) On voit par ce fatras que les définitions et le verbiage parlementaires avaient conservé, vingt ans après, pour le narrateur, toute leur importance.

2. Rakoczy négocia plus tard avec la cour de Versailles par l'intermédiaire des deux envoyés, le comte de Tournon et le baron de Vettés *alias* Kerkenyesdy, pour obtenir de Louis XIV la substitution du titre : États confédérés, à celui de *mécontents*, dont se servait la diplomatie française pour désigner ses protégés hongrois.

suscité par la grâce et l'intervention visible de la Providence, avait pris les armes et combattu depuis trois années, et qu'en conséquence la convention nationale des États confédérés l'élisait pour prince-directeur et qu'elle allait lui jurer allégeance, avec promesse de fidèle concours, pour toute la Hongrie, sous peine, pour les contrevenants, de haute trahison ». Cette motion ayant été adoptée par acclamation, tous les membres de l'assemblée jurèrent ; le clergé catholique avec cette réserve : « en tant que le serment actuel n'est pas contraire aux doctrines et aux ordres de l'Eglise romaine ».

En réponse à ces élans de commande, Rakoczy jura de se consacrer tout entier à la délivrance du pays et à la restauration des libertés nationales (c'est-à-dire à son affermissement personnel), sans défaillance et sans transaction avec la tyrannie étrangère ; promettant de plus de maintenir dans tous leurs droits et privilèges respectifs les trois religions établies. Puis, béni par l'évêque d'Erlau, Télékésy, qui le compara tout simplement à Moïse, il fut élevé sur le bouclier traditionnel par Forgacs et Bercsényi. Les trompettes et les tambours retentirent. Des *Elyen* furent poussés par l'assemblée et la foule. On voit que, si Rakoczy n'osait pas encore ceindre officiellement la couronne, il voulait être d'ores et déjà l'élu d'Israël et s'approprier tout le prestige de la royauté. « J'étais bien sensible, dit-il dans ses *Mémoires*, à l'amour et à la confiance que la nation me donnait dans cette occasion, par le pouvoir sans bornes qu'elle m'accordait dans toutes les affaires politiques, militaires et des finances. » Possession d'un amour et d'un pouvoir sans limites, toutes les conceptions de Rakoczy se résumaient dans cette formule enfantine, comme si les progrès, les réformes et toutes les félicités nationales

étaient contenues dans le seul fait de sa dictature[1].

Il eût volontiers dissous l'assemblée après cette investiture; mais il lui fallait compter, épiloguer avec les exigences populaires, se procurer de l'argent, régler la question de la frappe monétaire, qui devenait chaque jour plus irritante et plus onéreuse. Enfin les protestants étaient venus en force avec des cahiers remplis de récriminations et n'entendaient pas que le libérateur fît banqueroute à leurs doléances. Invoquant les clauses du traité de Linz (conclu en 1647), ils réclamaient la restitution de 90 églises aux cultes réformés. A cette demande, les catholiques opposaient et non sans raison, l'impossibilité d'effectuer cette restauration après tant de bouleversements et de guerres, dont les protestants avaient été, la plupart du temps, les auteurs.

De violentes discussions suivirent cette réplique, et Rakoczy dut s'interposer, dans des conférences intimes, pour calmer les esprits et les amener à une transaction temporaire[2]. Mais beaucoup de luthériens et calvinistes y refusèrent leur assentiment. Tous les synodes se plaignirent, et, dès cette époque, un refroidissement sensible se fit remarquer dans leur zèle pour l'insurrection.

C'est au milieu de ces tiraillements que Rakoczy apprit l'arrivée d'Herbeville aux frontières de Transylvanie. Il lui fallut partir en toute hâte pour disputer aux Impériaux cette province; mais, avant de retourner

1. Katona, XXXVII, p. 50. A partir de ce moment, Rakoczy, dans tous ses decrets et actes publics, débuta par cette formule : « Nos Franciscus, *Dei gratia* princeps Rakoczy, statuum et ordinum regni Ungariæ pro libertate confederatorum dux, etc., etc. »

2. « Mon systeme etait de faire desister les protestants du droit de leurs prétentions, pour venir à un accord amiable, fondé uniquement sur la liberté de conscience et sur l'exercice du culte convenable, à chaque religion. Je reussis dans ce dessein par la voie de longs raisonnements et de la persuasion... Aprés bien des verbiages, je les mettais d'accord. » (Rakoczy, *Memoires*, p. 87.)

aux combats, il eut soin de dissoudre sa diète suivant toutes les formes sacramentelles. Des médailles commémoratives furent chargées d'annoncer au monde son avènement et ses immortels bienfaits envers la patrie, la religion et la liberté. « Concordia religionum animata libertate, anno MDCCV in Conventu Szecsenyensi. »

Sur les premiers contreforts des Carpathes, d'Herbeville avait dû s'arrêter devant une armée rebelle. 22.000 Szeklers y tenaient campagne, commandés par trois magnats insurgés, Paul Orosz, Pierre Kalnoky et Lorenz Pékry. Ces trois chefs avaient enfermé Rabutin dans Hermannstadt[1] et dominaient la plus grande partie du pays. Pour les appuyer et prendre les Impériaux à revers, Rakoczy rassembla 30.000 cavaliers et 10.000 fantassins. Son artillerie se composait de 25 canons. A la tête d'une pareille force, il se croyait sûr de la victoire, et, dans sa confiance, convoqua pour le 11 novembre, l'Assemblée des Trois-Nations, à Wissembourg, pour son intronisation[2]. Le 9 novembre, arrivé à Somlyo, il menaçait par les passes de Karika la droite de l'ennemi, campé sur les hauteurs de Szibo. La position des Impériaux, attaqués en tête et en flanc dans des gorges abruptes, par des adversaires très supérieurs en nombre, était extrêmement critique. Mais la vaillance et la discipline de ces admirables troupes surmontaient, en se jouant, toute les complications et tous les dangers.

Le 10 novembre, à trois heures de l'après-midi, Rakoczy était à Szurdok, et, se proposant de tourner l'ennemi, il venait de se mettre à table avec le comte

1. Les garnisons autrichiennes, bloquées dans quelques forteresses, étaient tellement épuisées par la famine que les sentinelles, sur les remparts, étaient obligées de s'asseoir pour faire leur faction (Wagner, *Hist. Leop.*, t. II, p. 766).

2. Fessler-Klein, t. V, p. 26.

Ladislas Csaky, quand il entendit le crépitement de la mousqueterie, accompagné d'une forte canonnade. Il monte à cheval pour aller au feu, mais bientôt les détonations cessent; ce brusque arrêt le frappe de surprise. Quelques instants après, il aperçoit ses soldats fuyant en désordre de tous les côtés. Il rencontre le général français des Alleurs, par lequel il apprend la déroute complète de toute son armée[1].

Protégés par des bois épais, les Impériaux avaient, dans le plus grand silence et sans être vus, pris position sur les cimes qui dominaient les positions des confédérés; puis, fondant impétueusement sur les bastions et les palissades, les avaient emportés d'assaut. L'infanterie Kurucz avait été taillée en pièces; quant à la cavalerie, elle s'était enfuie lâchement, avant même de prendre part à la lutte. 4.000 insurgés étaient tombés sur le champ de bataille. 200 prisonniers, 23 canons, 50 drapeaux avec un immense matériel capturés par les vainqueurs, tels étaient les trophées de cette action, qui n'avait pas duré plus d'une heure, ni coûté plus de 150 morts et de 300 blessés à l'armée royale. Après s'être efforcé vainement de rallier les fuyards, Rakoczy dut se replier sur Szamos-Ujvar, puis sur Munkacs, pendant que d'Herbeville entrait à Klausenbourg en triomphateur[2].

1. « J'avais déjà dîné, lorsqu'on m'apporta la nouvelle qu'il paraissait quelque mouvement dans l'aile gauche de l'ennemi, et, comme il marchait à couvert de la hauteur, bientôt après j'appris qu'il marchait aux retranchements et qu'il avait monté la hauteur qui était à moitié chemin. Sur quoi, je montai à cheval pour y aller et, peu de temps après, nous entendîmes la décharge; mais le feu ne dura pas et, avançant toujours, nous rencontrâmes les fuyards et, bientôt après, le marquis Desalleurs vint lui-même me dire que tout était débandé à gauche et que, voyant qu'il n'y avait plus rien à faire avec la droite, il s'était retiré. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 91.)

2. Voici dans quels termes des Alleurs, dans sa Correspondance diplomatique, raconte cette défaite : « Le 11, nous aperçûmes les ennemis se partager en trois; leur cavalerie marcher sur leur droite; 6 bataillons marcher sur les retranchements de Forgacs, et 6 qui attaquaient

Le même jour, Rabutin, sorti d'Hermannstadt, battait Orosz à Felek. Le commandant de Kronstadt refoulait également Paul Kalnoky près de Szant-Peter. Pékry, vaincu à Wissembourg, dut s'enfuir vers la Moldavie. Le « gubernium » fut réinstallé par Rabutin dans la capitale, et l'aigle autrichienne flotta de nouveau sur toutes les villes de Transylvanie. Les rebelles s'enfuirent par milliers dans toutes les directions : « Après ma retraite, dit Rakoczy, dans ses *Mémoires*, je fus bien surpris du nombre de seigneurs et de gentilshommes de Transylvanie qui me suivirent avec leurs familles, outre ceux qui s'étaient retirés en Moldavie et Valachie. Il fallait les loger et les nourrir. J'en fis faire le dénombrement, qui se montait à 12.000 âmes. Leur attachement me touchait ! » Cette sensibilité partait évidemment d'un bon naturel. Mais qui donc était responsable de cet exode, sinon le virtuose princier qui, par sa légèreté, son égoïsme, avait précipité tout un peuple dans la plus folle aventure et qui, pris au dépourvu par l'attaque, avait perdu son armée et la principauté dans l'espace d'une heure[1] ?

Dans la colère et le désarroi causés aux confédérés par ce désastre, un certain nombre en rejetèrent la faute sur Karolyi, prétendant que l'offensive des Impé-

lesdits retranchements en même temps, pendant que la cavalerie devait les abattre pour attaquer par derrière... Forgacs fut d'abord forcé sans que j'en eusse connaissance. Je repoussai trois fois les ennemis. Je vis à ce moment la cavalerie marcher pour me prendre par le flanc et un bataillon de grenadiers danois monter sur mon parapet, ce qui m'obligea à faire une retraite plutôt qu'à la repousser une quatrième fois. Voyant que j'allais être pris et coupé de tous côtés, n'entendant plus tirer de celui de Forgacs, je jetai toute mon infanterie dans la montagne avec ordre de se retirer à Samos-Ujvar, où le prince Rakoczy venait de se retirer. Il s'est rendu environ la moitié de l'infanterie, le reste s'est retiré dans les montagnes. Carolyi a mandé au prince qu'il n'avait point chargé l'ennemi, parce qu'ils avaient mis deux escadrons dans un lieu uni où il n'a pu les attaquer. On le croit présentement en Transylvanie, où je ne crois pas qu'il soit de grand secours. » (Lettre du 5 novembre 1705.)

1. Rakoczy, *Mémoires*, p. 94.

riaux avait été favorisée par sa négligence. Quelques-uns même, l'accusant de trahison, réclamaient sa mise en jugement devant un conseil de guerre. Mais un procès si retentissant eût accéléré dans le parti les progrès délétères de la zizanie ; Rakoczy, par prudence, ferma l'oreille à ces insinuations, et, pour témoigner à Karolyi la continuation de sa confiance, le chargea de réorganiser ses troupes entre Decz et Tasnad, au nord de la rivière Szamos[1].

La perte de la Transylvanie était un rude coup pour l'insurrection ; mais elle restait maîtresse de la Hongrie supérieure et se maintenait avec des succès variés dans le bassin de la Teiss, menaçant à tout instant la Styrie. Le palatin Esterhazy, Széchényi et les magnats loyalistes, toujours puissants à la cour de Vienne, persuadèrent au jeune empereur de mettre à profit la victoire de Szibo, pour offrir encore une fois la paix aux séparatistes. Joseph se laissa convaincre ; Rakoczy, toujours comédien, feignit d'accéder à ces ouvertures par condescendance, et de nouvelles négociations furent engagées à Tyrnau.

Le comte Wenzel Wratislaw, conseiller intime et confident personnel de Joseph, avait été adjoint à Széchényi pour soutenir avec un peu plus de vigueur que ce prélat la cause dynastique. Rakoczy se fit représenter à ces conférences par Bercsényi, Csaki, Sennyey, et plusieurs scribes ou tabellions décorés par les insurgés du nom de jurisconsultes. Enfin l'Angleterre et la Hollande participaient aux débats comme dans les colloques précédents, concession bien imprudente de l'Autriche[2].

1. « J'ai vu deux colonels qui ont dit au prince que c'etait Karolyi qui n'avait pas voulu qu'on attaquât les ennemis. Qui croire et que penser ? » (Des Alleurs, lettre du 5 décembre 1705.)

2. L'envoyé anglais, lord Stepney, affichait une scandaleuse partialité pour la cause insurrectionnelle. Il etait en correspondance régulière avec Rakoczy (Arneth., vol. I, p. 299).

Sous le couvert de ces deux médiations, Bercsényi affecta les allures les plus cassantes vis-à-vis des envoyés impériaux, se posant en ambassadeur d'un souverain autonome, et déniant à la maison de Habsbourg toute juridiction sur « l'Etat hongrois ». Il repoussa très arrogamment la proposition que lui faisait le ministre anglais, Stepney, d'intercéder au nom de la reine Anne, auprès de l'empereur, pour les insurgés. « Nous ne sommes pas des insurgés, » répondit avec dédain Bercsényi, « mais une nation libre combattant pour le rétablissement de son droit[1]. »

Sa principale prétention était de faire abolir le droit successoral voté par la diète de 1687, et l'on se représente facilement la portée des conséquences que cette suppression aurait produites pour son maître. Pour l'obtenir, de volumineux mémoires furent présentés par les logiciens, ses auxiliaires à la conférence, et la subtilité magyare déploya dans ces factums toutes ses arguties. Suivant eux, « le droit hongrois ne conférait pas au monarque la propriété du sol, apanage exclusif de la nation souveraine, dont le roi exerçait par délégation les pouvoirs ; et c'était abusivement que les Habsbourg assimilaient la Hongrie à leurs domaines héréditaires; jamais les Magyars ne se laisseraient traiter

1. « En considérant les termes employés dans la lettre de plein pouvoir de la sérénissime reine d'Angleterre, il parait que Sa Majesté Royale s'est chargée de cette affaire par la raison et le motif de l'alliance et par les intérêts de Sa Majesté Impériale, et qu'il parait par là que MM. les Plenipotentiaires (médiateurs) ne sont pas instruits pour entamer dûment la mediation, mais pour tâcher de remettre en grâce des sujets errants, criminels et notés de quelques taches (quasi errantes, reos et inglorios subditos in gratiam reducere nitatur) : cette présente députation (hongroise) déclare qu'ils ne veulent ni ne peuvent se reconnaître comme coupables » (ne fore, nec posse, nec voluisse se reos agnoscere . Reponse de l'illustre députation hongroise envoyée à MM. les médiateurs de Tyrnau, le 5 décembre 1705 (*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 283). Il va sans dire que Stepney s'empressa de déférer à cette orgueilleuse sommation, en demandant à son Gouvernement de nouveaux pouvoirs (*Ibid.*, p. 289)

comme de simples Autrichiens, Styriens ou Bohêmes. Ils étaient d'une essence infiniment supérieure, comme le témoignaient leurs annales, leurs chartes écrites, et combattraient jusqu'à la mort pour se maintenir dans leur dignité ». Singulier orgueil chez une nation qui, pendant près de deux siècles, avait supporté patiemment le joug turc et qui venait d'être arrachée à cet esclavage par les victoires de l'Autriche!

Vainement les délégués impériaux, assistés par Stepney et Bruyninx[1], firent-ils observer que l'hérédité du trône n'était nullement incompatible avec l'exercice d'un gouvernement libre. Rien ne put vaincre l'entêtement des envoyés rakoczistes, qui sans doute avaient pour mot d'ordre d'opposer une fin de non-recevoir aux plus solides arguments. Cette mauvaise foi, ce parti pris rendaient toute tentative de conciliation illusoire. Fourvoyée dans cette impasse, la conférence de Tyrnau se traîna, comme ses devancières, dans de stériles contestations de principes et dans des disputes d'étiquettes, sans rien produire d'efficace pour la pacification du pays (décembre 1705).

En se prêtant à ces pourparlers, Rakoczy n'avait nullement pour but la recherche d'une solution amiable (toutes ses espérances reposaient sur la continuation de la guerre civile); sa seule pensée était de masquer sous des agissements diplomatiques la réorganisation de ses troupes. Tout entier à son ambition et dominé par l'appétence du titre royal, il poussait ses armements avec une activité fébrile, se croyant toujours à la veille de conquérir par une victoire décisive la couronne, objet de ses rêves. Non moins attentif à s'entourer, comme décor, d'institutions régulières, il se donnait le luxe d'un grand chancelier; le baron

1. Médiateur hollandais.

Stéphan Sennyei fut revêtu de cette dignité. Son gouvernement » s'était installé à Miskolcz. Il y réunit « son Conseil d'état », pour édicter toute une série d'ordonnances sur l'administration, la justice, les finances, le commerce et l'économie générale du pays. Mais aucun décret, aucun acte autoritaire ou législatif ne pouvait tirer les affaires du marasme où les avaient plongées le cours forcé des écus en cuivre. L'or et l'argent avaient disparu. Créanciers et débiteurs étaient en conflits aigus : ceux-ci, voulant à toute force s'acquitter avec la monnaie en cours; ceux-là refusant ce genre de paiement. Les caisses publiques regorgeant de prétendus thalers ne trouvaient nulle part à les écouler. Cette pléthore mettait tous les services en souffrance, et la solde des officiers à la merci d'un change désastreux.

Un conseiller proposa d'arrêter la frappe du cuivre et de prélever 4 millions sur les Magnats, la noblesse et le haut clergé ; mais Rakoczy recula devant l'impopularité d'une pareille mesure [1], et se contenta de baisser

1. Voir dans les *Mémoires* le discours de bon apôtre, qu'il prononça sur ce sujet dans son « Sénat » et qu'il rapporte tout au long avec la satisfaction retrospective d'un grand succès oratoire. Cette homélie respire une tendre compassion pour la misère du pauvre peuple, misère qu'il impute naturellement au despotisme autrichien; il se fait scrupule de l'augmenter par l'établissement d'impôts nouveaux, et conclut au maintien de l'expédient monétaire représenté par ses *Libertas*. « Enfin, dit-il, je conclus que, quelque méprisée que la monnaie de cuivre parût, et pût être, elle pourrait nous servir encore *trois ans*, et que, si la guerre durait plus longtemps, on pourrait avoir recours aux impôts (Agréables perspectives de renovation nationale!). — Mes remontrances eurent leur effet, et on procéda aux délibérations suivantes : qu'on diminuerait la valeur des anciennes espèces : qu'on en frapperait d'autres auxquelles on ajouterait une effigie de la Vierge, que les faux monnayeurs ne pouvaient pas imiter. » Et le narrateur se complait au souvenir de cette triomphante solution. Quelques lignes plus loin, il nous rapporte l'écho d'une violente discussion qui s'éleva, *au sortir même du Conseil*, entre Forgacs et Szirmay, au sujet de domaines que le premier avait hypothéqués au second. Cela causa le bruit que cette délibération avait été prise sur les intrigues de Bercsényi, qui était aussi endetté que l'autre. (Rakoczy, *Mémoires*, p. 98.)

la valeur nominale de ses « libertas », croyant en conjurer la dépréciation par ce sacrifice. Au milieu de ces expédients, il adressait à Louis XIV des appels désespérés pour obtenir de ce monarque une augmentation de subsides. Mais la France, en ce moment, traversait elle-même une phase d'accablants revers : ses armées étaient vaincues en Italie, dans les Pays-Bas, et, malgré son extrême désir d'entretenir dans les Etats autrichiens une guerre intestine, la cour de Versailles, dans sa gêne, n'envoyait que des secours intermittents et modiques à l'insurrection. Des Alleurs, son envoyé, s'était sensiblement refroidi pour cette cause ; il ne cessait, dans ses dépêches, d'en prédire l'effondrement à brève échéance. Son scepticisme, ses railleries exaspéraient Rakoczy, qui demanda plusieurs fois, mais inutilement, le rappel de ce diplomate frondeur par l'entremise du baron de Vettès (ou Kœkényesdy), son agent en France.

Les embarras de sa politique se répercutaient dans les opérations incertaines et décousues de ses généraux. Sur le haut Danube, Forgacs était tenu en échec par Palffy. Dans le sud, les Croates et les Serbes ou Rasciens opposaient une barrière inexpugnable à Bottyan. Enfin Karolyi s'épuisait en vaines escarmouches contre d'Herbeville et Rabutin, en Transylvanie. Comprenant l'impossibilité d'atteindre un résultat sérieux avant l'achèvement de sa refonte militaire, Rakoczy consentit à la suspension d'hostilités qu'il avait refusée jusqu'alors. Un armistice fut signé le 15 avril 1706, avec la stipulation de l'*uti possidetis* pour chacun des belligérants. La trêve, ouverte le 8 mai, devait courir jusqu'au 30 juin ; elle fut ensuite prolongée jusqu'à la fin de juillet.

Pendant cette courte accalmie, la cour de Vienne voulut tenter un dernier effort de persuasion personnelle sur le chef de l'insurrection. L'empereur avait permis

à sa femme Marie-Amélie, princesse de Hesse[1], d'aller le rejoindre. Rakoczy s'étant rendu avec elle aux eaux de Neuhaeusel, le Conseil aulique lui députa le comte Wratislaw pour lui démontrer l'inutilité d'une plus longue résistance, et pour obtenir de lui son désistement volontaire de la guerre civile. Wratislaw était un esprit distingué, très supérieur à Széchényi comme diplomate et comme serviteur de la dynastie. Au nom de l'Empereur, il offrit à Rakoczy le titre d'Altesse Sérénissime, avec un duché en Allemagne et la disposition d'une voix à la diète, s'il voulait faire sa soumission, en renonçant à la Transylvanie, dont la possession ne serait jamais abandonnée par Joseph Ier. Avec sa rhétorique ordinaire, Rakoczy se retrancha sur ses devoirs envers le peuple hongrois et la mission sacrée qu'il avait acceptée de la confiance nationale, ajoutant avec arrogance qu'il était prince de Transylvanie par droit de naissance et par le libre choix des Trois-Nations. « Prince », lui répondit Wratislaw : « Je vois que vous placez votre confiance dans les promesses de la France. Mais n'oubliez pas ceci : La France est « l'hôpital des princes précipités « dans le malheur par son manque de foi. Vous en « augmenterez le nombre et vous y mourrez ». Wratislaw parlait en ennemi de Louis XIV, et l'on comprend que son langage ait été peu flatteur pour notre politique. Quoi qu'il en soit, Rakoczy, réfugié, cinq ans plus tard, à Auteuil, put méditer à son aise sur la justesse de cette prophétie[2].

A Tyrnau, les négociateurs officiels prolongèrent leurs

1. Marie-Amélie fut toujours hostile à l'ambition de son mari, et ne crut jamais au succès de l'insurrection. Elle prémunit de bonne heure Rakoczy contre la versatilité et les intrigues de ses familiers, Forgacs, Bersenyi, etc. N'ayant pu parvenir à le convaincre, elle le quitta dès 1706, en déclarant qu'elle ne voulait avoir aucune part à toutes ses affaires (Des Alleurs, dépêches d'août 1706).

2. Rakoczy, *Mémoires*, p. 100.

discussions jusqu'au milieu de juillet, sans réussir à poser les bases d'un accord. Les Hongrois avaient formulé leurs revendications en vingt-trois articles, dont les principaux étaient : la garantie des puissances alliées, l'indépendance de la Transylvanie, l'abrogation de la loi successorale de 1687, le départ des garnisons et troupes étrangères, l'extension des pouvoirs exercés par le Palatin et de l'administration autonome, la collation exclusive des emplois à des indigènes, le bannissement des Jésuites, l'annulation des munificences domaniales faites par Léopold, la plupart à des généraux autrichiens, après les guerres turques la validation des monnaies en cuivre, d'après leur marque nominale; la participation de représentants hongrois aux traités de paix négociés par la cour de Vienne, une amnistie complète pour tous les fauteurs, chefs, ou subordonnés du soulèvement national; annulation de toutes les procédures précédemment dirigées contre Rakoczy, Bercsényi et leurs affiliés; remplacement des peines édictées contre eux par des récompenses nationales; destitution des dignitaires et fonctionnaires qui, pendant le cours des hostilités, étaient restés fidèles à la cause royale; désignation de leurs successeurs par le prochain Parlement : bref toute la litanie des griefs traditionnels rééditée tout entière à grand fracas pour satisfaire les badauds, puis l'objet principal, à savoir les prétentions et les bouffées personnelles, les demandes de places, de dignités, d'argent, enfin l'imputation à l'Autriche des charges financières créées par l'insurrection[1].

A ces requêtes extravagantes, les envoyés impériaux firent l'honneur de les discuter point par point.

1. Voir l'exposé de ces vingt-deux articles longuement justifiés avec commentaires historiques, références à la bulle du roi André, « au Jus Tripartitum, etc. », dans l'*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 373-386. Au milieu de ce fatras juridique, les réflexions mélancoliques

admettant quelques-unes des réclamations, renvoyant la décision sur les autres à la prochaine diète[1]. Mais la grande difficulté, ou plutôt le point insoluble, était la principauté de Transylvanie. Rakoczy s'en prétendait souverain par la grâce de Dieu. La cour de Vienne était parfaitement résolue à lui dénier cette possession. Une telle divergence rendait toute conciliation impossible. Après maint débat sur ce litige irritant, Wratislaw reconnut l'inanité des négociations, et rompit les pourparlers, en notifiant la cessation de la trêve.

Rakoczy, dont cette rupture déjouait les combinaisons, imagina de suite plusieurs comédies appropriées à la circonstance. Par un manifeste diplomatique, il fit appel à l'équité des puissances et, par une nouvelle proclamation, il prit pour arbitre le peuple hongrois. Dans ces deux factums, il rejetait avec véhémence le renouvellement de la guerre sur l'obstination de l'Autriche, intraitable, affirmait-il, dans ses exigences tyranniques, et sourde aux gémissements, aux respectueuses prières d'un peuple opprimé[2]. Ces hâbleries eurent peu d'effet sur les cours d'Europe, que commençait à lasser son charlatanisme. Mais à Vienne,

de l'envoyé français projettent une lumière saisissante sur la cour bigarrée de l'antimonarque. « Il n'y a, dit-il, que ceux qui voient qui puissent croire l'aveuglement, la présomption, l'ignorance et l'inconstance de ces gens... Depuis la trêve, ils ne s'occupent qu'à danser. » (Des Alleurs, dépêche du 14 avril 1706.)

1. *Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 407-425.

2. « Ce ne sera pas sans une grande et juste douleur que nous nous plaindrons que les offres des médiateurs, si salutaires et qui ont coûté tant de travaux de si grandes puissances, soient frustrés... et que l'ouvrage commencé de la paix, presque parvenu à sa maturité, non sans un grand détriment pour la chrétienté, périsse par la faute de ceux que la cupidité licencieuse de régner excite depuis si longtemps à méditer la ruine de notre nation, etc., etc. » (*Histoire des Révolutions de Hongrie*, liv. VI, p. 436.) A l'appui de ses doléances, Rakoczy fit publier l'ensemble des dépêches échangées entre les commissaires impériaux et insurrectionnels, sous le titre de *Veracius Constantius*. Il en fit remettre un exemplaire aux ambassadeurs ainsi qu'aux différentes cours de toutes les puissances.

Esterhazy et son groupe en firent le thème de nouvelles objurgations, pour un arrangement à tout prix. Suivant eux, un terrain de conciliation était facile à trouver entre les parties adverses. Il suffisait d'ériger la Transylvanie en principauté vassale sur le type de la concession faite par Rodolphe, en 1595, à Sigismond Bathory. Ces suggestions n'eurent aucun succès. Le parti du Gouvernement était pris et conformément aux intérêts bien entendus de la monarchie. Mieux valait la guerre ouverte avec tous ses risques que la mensongère vassalité d'un Rakoczy, lié par d'incessantes machinations à tous les ennemis de l'Autriche[1].

1. Fessler-Klein, vol. V, p. 54.

III

Les troupes impériales avaient reçu d'importants renforts et, parfaitement équipées, pleines de ressort, inspiraient la plus grande confiance à leurs généraux. D'Herbeville étant mort quelques mois après sa glorieuse victoire de Szibo, Guido Starhemberg fut chargé du commandement général pour toute la Hongrie. Blanchi dans les camps, ce vétéran des grandes guerres avait conçu pour l'écrasement de la révolte un plan extrêmement sagace, consistant à s'avancer progressivement après avoir reconquis, en les désarmant, district par district, toutes les régions insurgées. Pendant cette opération, Rabutin, partant de la Transylvanie, devait se diriger vers la Teiss et s'emparer de Kaschau. Dans le sud, Croates et Rasciens étaient assez forts pour réprimer au début, toute velléité offensive des confédérés[1].

Le succès de cette conception était sûr, comme on le verra par la suite; mais les commencements en furent par trop méthodiques, laissant trop de marge à l'initiative de l'ennemi.

Dès l'ouverture des hostilités, Rakoczy, laissant les Impériaux se concentrer à Comorn, passa le Danube à Karva, où ses ingénieurs, en faisant des excavations, trouvèrent d'importants vestiges des légions romaines. Se portant ensuite rapidement sur Gran, il s'empara par surprise de cette place considérable, dont la citadelle capitula, le 12 décembre 1706[2]. Le début était

1. Arneth, *la Vie du comte Guido Starhemberg*, p. 405.

2. Des Alleurs attribue tout l'honneur de cette prise aux deux ingénieurs français, Lamothe et Lemaire, qui mirent les canons en batterie et

brillant, mais ce succès fut bien éphémère. Starhemberg, sans s'émouvoir, compléta sa concentration à Comorn, puis, dispersant le long de la Raab les bandes mal ordonnées des rebelles et tenant en échec Karolyi sur la rive gauche du Danube, il prit d'assaut les retranchements élevés par Lamothe et Lemaire à Karva. Dès le 26 septembre, il vint prendre position sur la montagne Saint-Thomas, devant Gran. Bonafoux, officier français, préposé par Rakoczy au commandement de la forteresse, jugea la défense impossible et capitula, le 9 octobre, en livrant aux Impériaux 50 canons et d'immenses approvisionnements[1]. Une partie de la garnison prit immédiatement du service dans l'armée royale.

La campagne de 1706 se serait achevée par le triomphe complet des Autrichiens, si l'action convergente de Rabutin n'eût échoué par sa maladresse. Parti de Karika, vers la fin de juillet, il avait dissipé sur sa route plusieurs essaims de Kurucz, atteint Grosswardein et Debrecsin sans dommage et s'était abondamment ravitaillé de vivres et de munitions dans ces places; mais au lieu de marcher résolument vers le nord-ouest, il avait fait un coude sur Erlau et l'avait inutilement sommée de se rendre. Arrivé, le 20 septembre, devant Kaschau, il avait voulu brusquer la reddition de cette ville, et sans avoir creusé de mines, de tranchées, ni pratiqué par

firent tous les travaux d'approche. Suivant lui, le succès fut décidé par 150 grenadiers français, qui montèrent deux fois à l'assaut, le même jour. Les Hongrois, au contraire, malgré leur nombre (12.000 hommes), refusèrent de marcher et firent preuve d'une insigne mollesse (Dépêche du 15 septembre 1706).

1. Starhemberg, dit Des Alleurs, a repris Gran en seize jours, parce que les Hongrois ont menacé le sieur Bonafoux de le livrer aux ennemis, s'il ne se rendait (Dépêche du 16 octobre 1706). Néanmoins Rakoczy accusa très violemment Bonafoux et le fit arrêter. Dans ses *Mémoires*, il affirme que, s'il eût été Hongrois, il lui eût fait trancher la tête, « car il avait manqué de fermeté contre des officiers ignorants » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 106).

son artillerie des brèches suffisantes, il avait prétendu la prendre d'assaut. Repoussé avec de grosses pertes, il commençait à faire un siège régulier, quand ses troupes furent décimées par la dyssenterie[1]. Quelques jours après, Rakoczy, survenant avec des troupes fraîches, le contraignit à battre en retraite. Il se repliait vers la Transylvanie, pour éviter de se trouver en sous-ordre avec Starhemberg, quand un ordre impérial le rappela vers Buda-Pesth, devenu le quartier général de l'armée. Il arriva dans cette ville, vers la fin de janvier 1707[2].

Pendant cette campagne, Karolyi, Bercsényi, lieutenants de l'usurpateur, avaient, comme l'année précédente, dévasté systématiquement le pays, pour affamer les Impériaux, en leur faisant traverser de véritables déserts. On eût dit que l'incendie, le pillage et la ruine systématiques de l'agriculture étaient œuvres pies pour ces héroïques redresseurs de la tyrannie autrichienne. Karolyi livra aux flammes la ville de Szolnock et brûla, près d'Erlau, les nombreux moulins établis sur la rivière de ce nom. De semblables dévastations furent commises par les confédérés dans les districts de Debrecsin et de Tokay, les plus fertiles de toute la Hongrie. Rakoczy qui, dans ses *Mémoires*, s'est fait l'historien de ces belles prouesses, les expose avec la sérénité d'une conscience tranquille, tout en s'apitoyant sur la dureté de pareils moyens[3].

1. « L'habile général... aima mieux labourer la terre qu'abattre le mur, et, sans ruiner le parapet, il fit donner l'assaut qu'il perdit. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 106.)

2. Fessler-Klein, t. V, p. 47 (Wagner, *Hist. Josephi*, I, 142). Rabutin était pourtant un général fort capable. Il avait rendu d'éminents services au prince Eugène dans la campagne de Zenta. Plus tard, il se distingua comme chef de cavalerie en Italie et en Allemagne (Arneth, *Vie du prince Eugène*, t. I, p. 301).

3. « Le sentiment de tous mes généraux était qu'il n'y avait pas de meilleur moyen de ruiner l'armée de Rabutin que de brûler tous les

Les revers de l'insurrection, qu'aggravaient ceux de son protecteur, Louis XIV, ébranlaient déjà presque partout ses adhérents et même ses principaux chefs. La conduite de Karolyi devenait de plus en plus équivoque. Forgacs désobéissait ouvertement, et, pour le punir, Rakoczy le fit enfermer dans le château de Kraznahorzka, puis dans les donjons de Munkacs, pendant tout le restant de la guerre[1]. Kœkényesdy, son agent, qui se morfondait en vaines sollicitations, à Versailles, et relatait dans des lettres découragées à son maître toutes ces amères rebuffades, le pressait de faire à tout prix la paix avec l'empereur : « L'amitié de la France, lui disait-il, est une canne de roseau, qui non seulement se brise au lieu d'appuyer, mais encore blesse la main avec ses débris[2]. » Rakoczy, sourd à ces suggestions, poursuivait son rêve d'un empire hongrois et réglait gravement avec son Conseil d'Etat la division du territoire en cinq capitaineries militaires. Pour subvenir aux difficultés matérielles qui le débordaient, il remplaçait le paiement des taxes monnayées (qu'il aurait reçues en cuivre) par des impôts en nature, grains, fruits et bestiaux, qu'il faisait revendre à des prix scandaleusement élevés, accaparant ainsi dans sa main toutes les ressources du pays[3].

blés, fourrages et moulins devant lui. Je ne consentis cependant qu'à contre-cœur à ce dessein, dont nous n'avions guère profité contre d'Herbeville. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 99.)

1. Forgacs « trouva le moyen de s'évader en se laissant glisser par une corde, qui se rompit : il se démit une cuisse dont il a été boiteux toute sa vie. Les gardes, s'étant aperçus de son évasion, le cherchèrent au pied des murs, où il fut pris et ramené » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 109).

2. Fiedler, *Actes et Documents pour servir à l'histoire de Franz Rakoczy*, I, 42.

3. « Ce qu'on achète 30 écus bon argent en vaut 150 en monnaie de cuivre. On veut tâcher de remédier à ce désordre, en établissant des magasins divers que l'on échangera contre des marchandises étrangères. Je doute que ce projet puisse réussir, ces gens ne faisant que des projets chimériques. » (Des Alleurs, dépêche du 14 juillet 1706.)

Enfin, il envoyait ses émissaires dans toutes les cours européennes, s'efforçant de les intéresser au sort de la Hongrie et de les solidariser avec sa fortune. Nous verrons tout à l'heure les étranges avatars que subirent ces négociations.

Une heureuse nouvelle vint le surprendre au milieu de ces agissements. Dans son expédition sur Kaschau, Rabutin n'avait laissé que de faibles garnisons en Transylvanie, sous les ordres de son lieutenant, le général de Glœckelsberg. Un chef hongrois, Pékry, profitant de cet abandon, envahit la province avec des bandes de haiduques et reprit, presque sans combat, toutes les villes ouvertes, ainsi que les territoires sans défense. Les Impériaux se retirèrent, comme précédemment, dans les places d'Hermannstadt, Klausenbourg, Déva, Kronstadt et Fogaras. Pékry essaya vainement de les en déloger. L'arrivée d'un général autrichien, Tige, envoyé par Rabutin avec 3.000 hommes, suffit pour déjouer toutes ses entreprises. Néanmoins la plus grande partie du pays restait momentanément au pouvoir des confédérés. Rakoczy jugea le moment opportun pour s'y montrer en personne, ou, comme il le dit dans ses *Mémoires*, « pour prendre possession de sa principauté de Transylvanie ».

Les états avaient été convoqués en session extraordinaire à Maros-Vasarhély pour le recevoir. C'est là qu'il se fit couronner en grande pompe par un évêque catholique, en présence des Trois-Nations, après avoir juré le maintien de toutes les libertés nationales (28 mars 1707)[1]. Le lendemain, dans une diserte allocution, il assura ses nouveaux sujets de son dévouement, promit de se consacrer à leur bonheur et réclama, pour commencer, leur assis-

1. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, raconte tout au long cette cérémonie, dont l'évocation semble avoir pour lui des douceurs toutes particulières, à quinze ou vingt ans de distance (Rakoczy, *Mémoires*, 114).

tance en hommes, en argent. Des applaudissements éclatèrent; mais il s'aperçut bientôt que l'assemblée manquait de confiance et d'élan. La noblesse ne se faisait aucune illusion sur la précarité du nouveau régime, et, malgré des cajoleries entremêlées de menaces, se refusait à tout sacrifice. Pour assurer l'exercice de ses privilèges, elle fit passer une loi autorisant les seigneurs à retirer leurs vassaux du service militaire, quand ceux-ci se seraient enrôlés sans la permission de leurs maîtres. Grâce à ce vote, les nobles purent soustraire presque entièrement leurs domaines aux réquisitions des commissaires insurrectionnels et s'arroger un droit de contrôle sur les registres et dans les rangs mêmes de l'armée. Leurs intendants venaient, dans les casernes et dans les campements, enlever les soldats à leurs officiers, et les ramener à l'exploitation des terres seigneuriales. Dans ces ridicules conditions, le contingent transylvanien se trouva bientôt réduit à quelques bataillons de Széklers, la plupart armés de bâtons.

En face de ces procédés, qui lui laissaient à peine une ombre de pouvoir, Rakoczy, toujours soucieux de son prestige personnel, réunit quelques centaines de gentilshommes en un régiment de lanciers et les incorpora dans « sa garde[1] ». Les plus qualifiés, au nombre de cent, formèrent une compagnie d'élite dont chaque membre lui prêta serment individuel et reçut de lui l'accolade. Il voulait même former un ordre militaire sous le titre de « Providence divine », avec des statuts renouvelés de l'ancienne chevalerie. Le temps et les circonstances lui manquèrent pour mettre ce beau projet à exécution : singulière méprise chez un aventurier qui se soutenait exclusivement par les passions fac-

1. Ceux qui y entraient devaient produire des attestations valables qu'ils étaient nés de parents d'ancienne noblesse (Rakoczy, *Mem.*, p. 116). Singulière préoccupation chez un chef insurrectionnel !

tieuses! Sa constante préoccupation était de jouer au prince légitime, et, par un vain étalage de pompe monarchique, il s'aliénait la caste ombrageuse dont il était l'instrument. Après quelques jours de parade, vaguement inquiet d'avoir manqué son rôle, il quitta « sa principauté » de Transylvanie, qu'il ne devait plus jamais revoir.

Pour combattre les défections et réveiller des ardeurs qui s'alanguissaient par toute la Hongrie[1], il crut opportun de se retremper dans un plébiscite, avec l'arrière-pensée d'utiliser une telle arme, à la fois contre ses ennemis intérieurs et contre l'Autriche. Par ses ordres, une nouvelle convention dite nationale fut convoquée à Onod (comitat de Hont), vers le milieu de mai, pour déterminer les mesures susceptibles de mettre fin à la guerre, c'est-à-dire pour décréter la déchéance de la dynastie régnante et déférer au dictateur la couronne royale. L'assemblée se réunit au jour désigné[2]. Pour en augmenter l'importance, Rakoczy avait délivré des sauf-conduits aux députés des comitats occupés par les troupes royales. Mais 10.000 hommes armés étaient répandus dans les environs, sous Bercsényi, pour assurer l'orthodoxie des débats au point de vue *national*, c'est-à-dire insurrectionnel[3].

Malgré cet entourage menaçant, des symptômes

1. « L'amour de la liberté s'est épuisé par l'inconstance naturelle de la nation et l'incapacité reconnue des généraux pendant la guerre, soupçonnés de ne la faire que pour s'enrichir, convaincus de ne se servir de leur autorité que par des voies violentes; ces injures, vraies ou fausses, ont aliéné la multitude, qui n'attend qu'une occasion pour se délivrer de l'oppression où elle croit être. Il faudrait ajouter à cela la monnaie de cuivre, qui est toute entre les mains du petit peuple qui ne peut en faire aucun usage. » (Des Alleurs, dépêche d'août 1706.)

2. Les campagnes autour d'Onod étant inondées, la convention fut transférée à quelque distance dans la plaine de Korom. Les séances eurent lieu sous des tentes.

3. Fessler-Klein, t. V, p. 58. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, passe ce *détail* sous silence.

d'opposition se manifestèrent avant l'ouverture même de la Convention. La fatigue et la dépression étaient générales ; sur tous les visages se peignaient l'ennui, le dégoût d'une guerre qui se prolongeait sans but défini pour la satisfaction égoïste d'un ambitieux et de sa camarilla. Parmi les mécontents se distinguaient les députés de Gomor, de Turocz et de tout le nord-ouest, régions depuis longtemps regagnées à la cause royale par les influences de Presbourg et de Vienne. A leur tête étaient Adalbert Sandor, Alexandre Plathy, Gabriel Benitzki, députés de Turocz, le comte Rakowski, zélé catholique et Paul Okolycsanyi, fils du protonotaire protestant, connu depuis longtemps pour l'ardeur de son loyalisme[1]. Comme prélude, ces opposants rédigèrent et firent circuler une adresse exprimant un profond regret pour la rupture des négociations engagées et poursuivies pendant l'année précédente, à Tyrnau. « Ces conférences, disaient-ils, avaient éveillé de grandes espérances, et maintenant les bons citoyens éprouvaient une déception bien cruelle en voyant se rouvrir des hostilités grosses d'épreuves et d'incertitudes. Villes et villages étaient écrasés par les gens de guerre, et les exactions des troupes confédérées n'étaient pas moins oppressives que celles des troupes autrichiennes; enfin la monnaie de cuivre était pour le commerce une cause de ruine. »

Ces plaintes évitaient soigneusement toute désigna-

1. « Cette poignée de noblesse de la Comté de Turocz forma le projet d'écrire des lettres circulaires à plusieurs comtés où les luthériens primaient le plus. Dans ces lettres, après leur avoir exposé tous les maux de la guerre, exagéré les excès des généraux et des troupes, ils les exhortaient de concourir unanimement avec eux, pour trouver un remède à des maux qui paraissaient la plupart provenir des intérêts particuliers. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 119.) Rakoczy, dans ce passage, fait allusion aux manœuvres de la famille Okolyczanyi, qui détachaient de lui presque toute la faction protestante dans les comitats du nord-ouest.

tion personnelle ; mais elles visaient si clairement Rakoczy que nul n'osa lui présenter le mémoire ; l'effet en fut considérable et projeta sur les débuts de la session une ombre sinistre. Rakoczy, irrité, consulta ses intimes en séance secrète, et l'arrestation d'Okolyczanyi fut décidée avec celle de ses collègues, les députés de Turocz. C'est ainsi que la liberté parlementaire était sauvegardée par ces adversaires intransigeants de l'absolutisme.

La convention fut ouverte solennellement, le 30 mai, par l'évêque d'Erlau, Télékésy, qui, dans une harangue édulcorée, remercia le prince de son dévouement à la liberté nationale[1]. Mais ce compliment banal et superficiel ne pouvait suffire au chef des confédérés. Il lui fallait un vote de confiance : Dès la séance du 1er juin, décidé à l'emporter de haute lutte, il fit lire par son secrétaire un mémoire explicatif qui rejetait l'insuccès des conférences de Tyrnau sur le Gouvernement de Vienne, en l'accusant de pratiques illégales et de mauvaise foi. Puis, avec une véhémence pleine de menaces, il qualifia de lâches et de traitres les adversaires de sa politique au sein de la Convention, en les sommant de venir articuler leurs griefs : « Qu'ils se montrent au grand jour, disait-il, ceux qui perfidement attribuent à mon ambition l'ajournement de la paix ! Qu'ils parlent ; je leur garantis toute liberté dans l'expression de leurs doléances[2]. »

Enhardis par cette promesse, les opposants se donnèrent carrière dans les comités et combattirent les

1. Après ce discours, un vote préliminaire de l'Assemblée condamna les abstentionnistes, savoir : les magnats à 800 florins, les gentilshommes à 400 florins d'amende, pour les punir de n'avoir pas répondu à la convocation. L'archevêque Széchényi et le baron Szirmay furent frappés de confiscation pour avoir joué *un rôle antinational* dans les conférences de Tyrnau (Fessler-Klein, vol. V, p. 59). C'est l'éternelle vindicte des jacobins envers les girondins.

2. Rakoczy, *Mémoires*, p. 119.

expédients ruineux d'un régime à bout de ressources, l'augmentation des impôts, la frappe du cuivre, les saisies de grains, de bestiaux, enfin la vente de biens domaniaux, à des prix dérisoires, dont quelques favoris et spéculateurs bien en cour étaient les bénéficiaires.

Ces arguments étaient si nets, si démonstratifs qu'une majorité nombreuse se prononça contre le cours forcé du cuivre, dans les commissions[1].

Devant l'imminence d'un vote qui devait mettre à néant ses finances, Rakoczy fit les derniers efforts pour obtenir le désistement de l'opposition. Mais, malgré ses instances, un député, Andreas Berkès, réclama l'abrogation de la frappe fictive, au nom des treize comitats du nord-est. Ne pouvant plus dominer son irritation, Rakoczy déclara qu'il considérait cette demande comme un outrage envers sa personne; puis, faisant allusion aux écrits « séditieux » qui circulaient dans le public et qui semaient la division parmi les confédérés, il désigna comme auteurs de ces maléfices les députés de Turocz.

Avec beaucoup de courage, Okolyczanyi, puis le comte Rakowski se levèrent et, pour la justification de leur comitat, énumérèrent tour à tour les souffrances infligées aux populations par les sévices des Kurucz, les extorsions de leurs chefs et des fonctionnaires fédéraux, enfin par le cours forcé d'une monnaie abusive et discréditée. Devant ces réquisitoires, Rakoczy, au comble de la fureur, s'écria : « Ces plaintes sont dirigées contre la Confédération et contre le but qu'elle poursuit. Elles sont une vraie forfaiture. Elles sont de

1. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, passe toutes ces délibérations sous silence. Mais les détails en sont rapportés par Katona, XXXVII, p. 356. Fiedler, *Actenstücke*, I, 292, et même par le baron de Vettés, *aliàs* Kerkenyesdy, qui, devenu l'ennemi de son ancien maître, écrivit un pamphlet intitulé : *Particularités secrètes de la prétendue diète d'Onod, en* 1707.

plus une accusation directe contre moi. Je demande donc aux états assemblés justice et satisfaction d'un procédé calomnieux, entrepris par le comité de Turocz et par ses représentants contre votre chef[1]. »

A cette étrange mise en demeure, la Convention ne répondit que par un morne silence. Rakoczy continua sur un ton dolent que ses fatigues, ses veilles, son abnégation étant méconnues par la diète, il ne lui restait plus qu'à déposer sa charge de chef suprême et qu'à se retirer dans « sa principauté de Transylvanie ». Il se levait en effet et faisait mine de partir, quand Bercsényi, son compère, reprocha violemment aux états leur ingratitude et déclara qu'il fallait faire justice immédiate des traîtres. Aussitôt, tirant du fourreau son sabre, il en blessa Rakowski. Karolyi, suivant son exemple, frappa le malheureux comte à la tête et l'étendit mort à ses pieds[1].

D'autres députés furent meurtris de coups et menacés de mort par les sicaires de ces forcenés. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, prétend les avoir sauvés par sa protection; mais Bercsényi, avec un cynisme incroyable, prit la parole et dit que la justice exercée sur Rakowski n'était pas envers le prince une réparation suffisante et qu'il fallait arrêter Okolycsanyi, lequel n'était que blessé, pour qu'il fût interrogé juridiquement, avec tous les députés des Turocz, pour crime de haute trahison.

1. Rakoczy, *Memoires*, p. 120.

2. « Je me levai, en effet, pour m'en aller, lorsque Bercsényi, se levant, *les larmes aux yeux*, que j'avais tirées de plusieurs par mon long et fervent discours, commença à s'écrier : « Comment donc? Etats con-« fédérés, commettrez-vous un tel crime d'ingratitude envers votre libé-« rateur, en le laissant plutôt partir que de lui rendre justice contre « ses calomniateurs? Non, non, plutôt que cela n'arrive, il vaut mieux « que ces infames meurent. » Sur quoi, il tira son sabre et, de son revers, il donna sur l'épaule du comte Rakowski. Carolyi, qui était assis proche de Bercsényi, lui donna un coup sur la tête qui le fit tomber roide mort. Le notaire (Okolycsanyi) fut aussi blessé de plusieurs coups. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 121.)

Cette impudente motion fut acclamée par l'Assemblée terrifiée; les membres incriminés furent, séance tenante, saisis et incarcérés. Quelques jours après, Okolyesanyi fut jugé par la Convention, condamné à mort et décapité. Son exécution eut lieu dans la plaine de Kœrœm, en présence de l'assemblée entière et d'une foule immense. Son corps et celui de Rakowski massacré en séance furent traînés sur la claie et jetés à la voirie. Les biens de ces deux innocentes victimes furent adjugés aux veuves des patriotes morts pour la cause de l'insurrection. Les autres députés, signataires de l'adresse, furent maintenus en captivité pendant le reste des hostilités. Mais la vindicte ne s'arrêta pas aux individus. Le comitat de Turocz fut condamné collectivement comme solidaire de « leur forfaiture ». Son écusson fut brisé sur les deux cadavres, et son territoire réparti entre quatre comitats limitrophes. C'est ainsi que le triumvirat Rakoczy-Bercsényi-Karolyi inaugurait les procédés rédempteurs, qui devaient être perfectionnés et généralisés, quatre-vingt-cinq ans plus tard, par nos terroristes.

On devine aisément ce que fut le reste de la session

1. « Karolyi voulut que son sabre servît à trancher la tête du député blessé, disant qu'il le garderait comme un monument glorieux qui avait servi à punir un traître à sa patrie, et comme le bourreau était occupé avant de couper cette tête, un aide de camp du prince fut toucher le sabre du doigt pour voir si le fil en était bien tranchant. Le jour de l'exécution, le prince Rakoczy donna une grande musique à sa table, comme si c'eût été un jour de triomphe. — Jugez, Monseigneur, de ce qu'on doit ressentir quand on a un peu d'humanité et qu'on voit et qu'on entend tous les jours de pareilles barbaries (Des Alleurs, dépêche du 15 juin 1707). J'avoue, ajoute-t-il, que j'ai été la dupe du prince Rakoczy pendant près d'un an ; mais, depuis ce temps, je me suis aperçu que c'était une espèce de caméléon qui prenait l'esprit de tous ceux qui l'approchent et qu'il n'avait rien de propre ni de particulier que d'avoir une vanité démesurée qu'il fait paraître en toute occasion, une ambition sans prévoyance et sans considération, et qu'il ne se fait aucun scrupule de tromper, ni de mentir, ni *de se défaire* d'un homme, lorsqu'il le craint ou qu'il espère en retirer quelque profit. »

sous de tels auspices. Le 8 juin, la monnaie de cuivre fut confirmée dans tous ses privilèges antérieurs avec obligation pour tous les créanciers de l'accepter en paiement. Des inspecteurs spéciaux furent institués pour en protéger la circulation ; tout refus de la prendre au taux nominal devait entraîner, pour les négociants, la confiscation de la moitié de leurs marchandises, pour les particuliers, une perte similaire sur la moitié de leurs biens. Tous les expédients gouvernementaux réclamés par les triumvirs furent votés de même au pas de course et sans discussion [1]. Enfin, comme bouquet, dans la séance du 14 juin, fut proclamée solennellement la déchéance de la dynastie des Habsbourg, ou, comme le dit Rakoczy dans ses *Mémoires*, « la renonciation à tout droit que l'Autriche prétendait sur la nation ». « A partir d'aujourd'hui, disait le décret, nous ne reconnaissons plus pour roi l'empereur Joseph ; nous protestons contre sa domination et nous sommes prêts à mourir pour cesser d'être ses sujets. Le trône sera vacant jusqu'à la nomination d'un nouveau roi par la prochaine diète. » Rakoczy ajoute d'un air détaché qu'il ne se souvient plus si cette motion fut proposée par lui-même ou par Bercsényi. Peu importe. Il n'en est pas moins évident que la convention d'Onod avait été convoquée pour frayer l'accès du trône à Franz Rakoczy. Les crimes des 6 et 9 juin, en discréditant

1. Bercsényi fut nommé lieutenant intérimaire du royaume et reçut un présent de 50.000 écus. Des Alleurs, dans une de ses dépêches, le qualifie d'esprit vain et féroce. Nul n'avait autant d'influence sur le prince : « Ce qui me surprend, dit Des Alleurs, à propos de la candidature au trône de Pologne, c'est que Bercsényi, qui s'est rendu maître absolu de l'esprit du prince Rakoczy, n'étouffe par ces vaines et vastes idées qui ne tendent toutes qu'à leur perte commune. Il faut nécessairement que ce général ait des idées aussi *bornées* et aussi chimériques que l'autre. » (Dépêche du 2 février 1708.) Des orages troublaient fréquemment l'intimité de ces deux personnages. Des Alleurs raconte qu'ils se brouillaient régulièrement « chaque fois qu'ils étaient plus de vingt-quatre heures ensemble » (Dépêche du 20 mars 1708).

sa cause, le forcèrent d'ajourner et de dissimuler ce projet.

L'envoyé français des Alleurs avait reçu du roi Louis XIV le mandat de patronner, auprès de la Convention, la candidature de Max-Emmanuel, électeur de Bavière, qui, depuis les revers de l'armée franco-bavaroise, gouvernait les Pays-Bas espagnols, au nom du roi Philippe V. Rakoczy, dont la fortune reposait sur la protection de la France, feignit d'accueillir avec empressement cette suggestion et la fit voter par l'Assemblée en se réservant la dictature intérimaire, avec Bercsényi pour lieutenant.

A ce moment, arrivèrent les délégués de Transylvanie, venus pour consacrer « l'alliance » de leur pays avec la Hongrie. Rakoczy, toujours heureux de parader en grande cérémonie, les reçut assis et la tête couverte, comme un souverain accueillant les hommages de ses sujets et vassaux[1]. Deux jours après (22 juin), il promulguait la déchéance des Habsbourg, avec toutes sortes d'amplifications sophistiques et d'insinuations calomnieuses, les accusant d'avoir insidieusement sapé les principes constitutifs du royaume et fait servir le pouvoir royal à l'établissement d'un régime de violence, de tyrannie sanguinaire et d'écrasement national. « Par ces motifs, disait-il, nous répudions et rejetons « l'in- « juste prétention » de l'empereur Joseph Ier sur la cou-

1. « Le 20, on donna audience aux trois ambassadeurs de Transylvanie, qu'on envoya prendre dans les carrosses du prince (suivant le rituel de Versailles), et du suprême général, comte Bercsenyi, avec un corps de plusieurs troupes de la maison du prince, ses chambellans, gentilshommes et pages à cheval. Ils furent introduits par le grand maître de la maison. Le premier des ambassadeurs tendit une lettre au prince des confédérés de la part du prince de Transylvanie son maître (de Rakoczy, prince, à Rakoczy, dictateur de Hongrie); après quoi il harangua le chef de la confédération, etc., après quoi la confédération fut jurée entre les deux puissances, qui renoncèrent conjointement à la domination du roi Joseph et de la maison d'Autriche. » (Des Alleurs, Dépêche du 28 juin 1707.)

ronne de Hongrie. C'est à tort que, se référant à sa nomination du 16 octobre 1687, il prétend lui-même faire couronner l'aîné de ses fils ; il est manifeste, et nous savons nous-mêmes, en nous rappelant le tribunal sanglant d'Épériès, qui menaçait la vie et la fortune de chacun, que Joseph Ier a été élevé au trône par une pression tyrannique[1]. » Rappeler les jugements d'Epériès au lendemain des assassinats perpétrés sur les députés de Turocz, c'était évoquer contre soi-même des spectres accusateurs. Mais, soit inconscience, soit obsession intérieure, les grands coupables commettent souvent de telles maladresses.

Comme conclusion de ce fatras, le dictateur ordonnait à tous les Hongrois d'adhérer, dans le délai de deux mois à la Confédération et, d'obéir à tous ses décrets et mesures contre la maison d'Autriche, sous peine d'être considérés comme ennemis publics, de perdre leurs dignités, emplois ou privilèges et de voir leurs biens confisqués. Les communautés et congrégations réfractaires à cette sommation encourraient la même déchéance[2].

Par ces diatribes et ces brutales injonctions, on voit que Rakoczy était arrivé par le crime au délire de l'omnipotence. Dans son animosité contre l'Autriche, il ne daignait même plus observer à son égard les règles élémentaires du droit international. Un héraut royal, le protonotaire Gabriel Tolvay étant venu de Vienne lui proposer un armistice, Rakoczy le fit arrêter, comme si le seul fait de se présenter en Hongrie, au nom de « l'usurpateur » Joseph, constituait un crime punissable[3]. Sous cette inculpation dérisoire,

1. Fessler-Klein, vol. V, p. 65.
2. Katona, XXXVII, p. 362-368. *Diarium et articuli conventus onodiensis* au Musée national de Pesth, fol. 563.
3. Wagner, *Hist. Josephi*, p. 248.

Tolvay resta pendant plus de deux ans en prison[1].

Politiquement, le résultat de cette insanité fut de rendre toute reprise des négociations impossible et d'isoler la rébellion dans son agonie, pendant que l'immense majorité du peuple, en dépit de ses ukases draconiens, se retirait d'elle. La Convention d'Onod se sépara, flétrie par l'indignation générale. Malgré les peines édictées, malgré les inspecteurs et policiers de toute sorte, ses décisions ne furent respectées de personne. La monnaie de cuivre fut de plus en plus exclue des transactions, et les caisses mêmes du Gouvernement rakocziste refusèrent inexorablement de les recevoir pour le paiement des impôts. Dès le mois de septembre 1707, un édit rendu en Conseil d'Etat ordonnait la perception en argent des différentes taxes; mais tous les métaux précieux, toutes les valeurs se dérobaient aux exactions du fisc insurrectionnel. Les districts occupés par les troupes royales regorgeaient de nobles et de bourgeois émigrés qui venaient, sous la protection de l'aigle autrichienne, attendre l'écrasement de la rébellion. Tous reconnaissaient l'inanité de tentatives transactionnelles après les forfaits et les votes subversifs de la dernière Convention : tous attendaient le salut dans le triomphe définitif des armes autrichiennes.

Seul, le sanhédrin de Presbourg, impuissant à rien faire, à rien empêcher, continuait à préconiser dans le désert « l'emploi des moyens constitutionnels ». Son grand pontife, Esterhazy, prit même la peine de réfuter compendieusement les doctrines émises à Onod, dans un manifeste adressé à tous les Etats chrétiens. Puis tout fier de ce beau chef-d'œuvre, il réunit autour de lui les *Magnats fidèles* et, d'accord avec eux, réclama de

1. C'étaient les procédés turcs, employés par les rénovateurs de la liberté.

l'Empereur le rattachement de la Transylvanie à l'Etat hongrois, l'évacuation des garnisons allemandes et l'établissement de la juridiction magyare dans les provinces reconquises, bref, l'éternelle panacée du régime dit national, « constitutionnel[1] ».

Sur leurs instances, que rien ne lassait, Joseph décida la convocation d'une diète régulière pour le 29 février 1708; mais à part le Palatin et quelques dévots du ritualisme parlementaire, personne n'attachait à cette réunion la moindre importance. Les lettres royales trouvèrent le public indifférent, et peu de comitats envoyèrent leur représentation à la capitale. La session, ouverte le 1er mars, n'offrit aucun intérêt, et la diète, comprenant l'insignifiance de son rôle, se sépara d'elle-même après quelques communications du Gouvernement sur la liberté religieuse. *Inter arma silent leges.*

La crise révolutionnaire, arrivée à son paroxysme, réduisait les théoriciens au silence. Ils rentrèrent dans l'obscurité, heureux de se sentir protégés par les baïonnettes autrichiennes, contre les hordes sauvages du libérateur. Les hostilités se rouvrirent vers le milieu de juillet.

1. Le manifeste d'Esterhazy fut signé par quatorze évêques, sept abbés capitulaires, neuf hauts barons, vingt-cinq Obergespans, quarante magnats et treize villes royales.

IV

En affrontant de nouveau le sort des batailles, Rakoczy ne se faisait pas illusion sur la mauvaise qualité de ses troupes et sur la médiocrité de ses généraux. Lui-même, dans ses moments d'abandon, reconnaissait son insuffisance comme chef militaire. Il sentait s'alanguir autour de lui les passions tumultueuses qui, pendant cinq ans, avaient constitué sa principale force. Mais son ambition opiniâtre comptait de plus en plus sur la diplomatie, comme sur un pouvoir magique, pour rétablir sa fortune, et réaliser, par une intervention transcendante, ses rêves de grandeur. Déjà son esprit actif et singulièrement insidieux avait mis en réquisition tous les Etats engagés dans la guerre de succession espagnole, pour les intéresser à sa cause, s'adressant aux ennemis et même aux amis de l'Autriche avec un parfait éclectisme[1].

Tout en continuant à faire valoir auprès de Louis XIV l'utilité de sa coopération, afin de maintenir et de faire augmenter ses subsides[1], il envoyait des mémoires à la reine d'Angleterre, au roi de Prusse, pour appeler leur attention sur les avantages que représentait pour les coalisés la pacification de la Hongrie et pour engager les puissances à renouveler en sa faveur leur pression

1. Pour renforcer ses instances, il avait envoyé Kockényesdy à Bruxelles, auprès de l'electeur de Bavière, alors refugié en Belgique, pour l'engager à venir en personne, par la Silésie, soutenir, les armes à la main, sa candidature au trône de Hongrie. Rakoczy, pendant ce temps, s'emparerait du trône de Pologne, à lui offert par le tsar. L'electeur montra peu de goût pour cette aventure et finit par repudier categoriquement toute pretention au trône de Hongrie (Fiedler, Rakoczys' *Actenstücke*, I, p. 295).

sur l'Autriche. Ces démarches n'obtenant que des réponses évasives, il se tourna vers Constantinople, et dépêcha vers Mustapha deux émissaires, Téléky et Hunter, membres de son conseil, pour notifier au sultan son avènement au trône de Transylvanie et sonder à son égard les dispositions de la Porte. Mais la Turquie depuis la paix de Ryswick gardait rancune à la France et, guerroyant depuis quelques années avec des succès divers contre la Russie sur les bords du Don, ménageait avec une extrême circonspection la maison d'Autriche. Les deux envoyés hongrois furent arrêtés en chemin par le pacha de Belgrade et détenus dans cette ville pendant plusieurs mois. Plus tard, le pacha de Témesvar se servit d'eux pour engager leur maître à tenter un effort vers le bas Danube. La pensée des Turcs était évidemment de reprendre aux Autrichiens, Szegedin ou Grosswardein, à la faveur du conflit[1].

Pour complaire à ces suggestions, Rakoczy envoya Karolyi faire le siège d'Arad. Mais cette place était défendue par un solide gouverneur. Karolyi dut se retirer après quelques jours d'un investissement illusoire[2]. Pour opérer avec succès dans cette direction, il eût fallu tenir fortement la Transylvanie ; or les affaires des confédérés prenaient dans cette province une mauvaise tournure. Renforcé par huit régiments allemands et nombre de Rasciens aguerris, Rabutin était sorti des places fortes et poussait devant lui les bandes mal organisées de Pékry. C'eût été pour Rakoczy le moment de venir défendre en personne « sa Principauté », suivant la promesse qu'il avait solennellement faite

1. Fessler-Klein, vol. V, p. 70.

2. Des Alleurs avait dissuadé Rakoczy de faire le siège d'Arad. « Le prince, dit-il, m'a répondu que, si on ne prenait pas cette place, on aurait du moins l'avantage d'avoir saccagé les Rasciens, et les environs de leurs principales retraites. Ce qui m'a fait connaître que Caroli lui avait persuadé ce siège pour profiter du pillage qu'il espère faire. » (Dépêche du 1er juin 1707.)

aux Trois-Nations. Mais, absorbé par sa correspondance diplomatique avec les puissances, il envoya Karolyi. Ce dernier, suspect et discrédité, ne trouva d'appui ni de partisans nulle part et ne put même se mesurer avec Rabutin. Ses troupes se contentèrent de piller et de rançonner le pays[1]. Partout les officiers impériaux étaient accueillis en sauveurs. Les Rakoczystes s'enfuyaient vers la Moldavie : « Tout va mal », écrivait Karolyi, « tout tourne contre nous sur les bords de « la Maros, comme dans la vallée de la Waag. Ici tirent « sur nous les Valaques (c'est-à-dire la population rou- « maine), là-bas, ce sont les Slovaques. » Dans cet aveu dépouillé d'artifice, l'historien peut discerner le caractère particulier de la lutte. Au nord, comme au sud et à l'est, c'était l'effort d'une caste orgueilleuse pour perpétuer l'asservissement des races non hongroises ; et partout, ces nationalités, pour secouer un joug séculaire, prêtaient main forte à l'Autriche.

En apprenant ces revers, Rakoczy ne manifesta pas une grande émotion. De nouveaux mirages avaient captivé son esprit mobile, affaiblissant chez lui la perception des réalités immédiates[2]. Un jeune conquérant, le

1. Les horreurs qu'il exerça sur les adversaires vrais ou supposés de la rebellion furent épouvantables. « Il y a quelques jours, dit Des Alleurs, on amena à Caroli quatre personnes soupçonnées d'espionnage. Il ordonna sur-le-champ qu'on apportât de la paille que l'on jeta sur ces malheureux et peut-être innocents. On mit le feu aussitôt à cette paille. Une personne voulut représenter qu'on avertît le prêtre qui exhortait ces malheureux de se retirer, afin de n'être pas brûlé avec eux. Caroli répondit que, si l'on voulait attendre qu'il eût tout dit, on attendrait jusqu'au lendemain. Le prêtre se retira néanmoins, mais avec peine. Le même Caroli a fort approuvé et loué un officier qui, après avoir fait avaler deux ou trois livres de poudre à un homme, y fit mettre le feu par la bouche du patient. » (Dépêche du 15 juin 1707.) C'est ainsi que les champions de la légalité hongroise vengeaient « les boucheries d'Epéries ».

2. « Ce pauvre prince, qui a une source inépuisable de chimères hongroises dans l'esprit, ne veut pas voir que toutes ces puissances se contenteront de ne point le favoriser... et qu'il n'a que l'empereur seul à redouter. . Il veut me prouver tous les jours que c'est son malheur qui

roi de Suède, Charles XII, promenait depuis six ans, dans l'Europe du Nord, ses armes triomphantes. Vainqueur des Russes à Narva (1701), il s'était emparé des provinces baltiques, puis reprochant au roi de Pologne, Auguste II, certaines intelligences avec son rival le tsar Pierre, il l'avait attaqué, battu à Clissow, et forcé de s'enfuir dans son électorat de Saxe. Convoquée et réunie à Varsovie, sous l'influence suédoise, une diète polonaise prononça la déchéance d'Auguste pour *trahison des intérêts nationaux*. Le cardinal Radcziejowzki, primat de Pologne, fut chargé de gouverner la république-royaume, pendant l'interrègne. Quelques mois après, son protégé, Stanislas Leczinski, voïvode de Posen, fut élu roi par une nouvelle diète. Pour le soutenir, Charles XII guerroya deux ans contre l'électeur de Saxe, qu'appuyait l'empire allemand. Auguste, battu par le général suédois, Rhenschœld, à Frauenbourg, renonça par le traité d'Altraenstaedt au trône de Pologne, en reconnaissant Stanislas Leczinski pour son successeur. Ce fut alors que Rakoczy, dans l'espoir d'intéresser à sa cause la Suède et la Saxe fit proposer à Auguste II, en compensation de la couronne polonaise, la royauté de Hongrie, lui promettant l'acceptation des Magyars avec l'appui du roi Louis XIV. Comme œuvre préliminaire, il demandait à Charles XII le concours de 6.000 Suédois contre les troupes autrichiennes, afin d'assurer le triomphe des Confédérés hongrois et transylvaniens. Une fois rendue à l'indépendance, la Hongrie serait en mesure de payer le bienfait par des secours efficaces. Ces étranges propositions, témoignage du désordre mental qui s'était emparé de l'aventurier aux abois, ne reçurent point de réponse.

l'a brouillé avec tous ses voisins, à moi qui ai vu de mes yeux que c'est son ambition démesurée qui l'a mis dans l'état où il se trouve, et qui lui ai toujours conseillé de ne pas se mêler des affaires de Pologne. » (Des Alleurs, Dépêche du 2 février 1708.)

Sur ces entrefaites, la situation en Pologne subit un brusque revirement. Le tsar, prenant l'offensive, avait envahi la Lithuanie à la tête d'une armée nombreuse. Bien décidé à détrôner Stanislas et n'ayant plus de confiance dans Auguste II, il fit proposer à Rakoczy la royauté de Pologne, dont il croyait déjà disposer comme d'un fief[1].

Abasourdi par cette étrange proposition, Rakoczy n'osa l'accepter, parce qu'elle lui semblait irréalisable et qu'il croyait plus à l'étoile de Charles XII qu'à celle de Pierre Ier. Néanmoins, avec sa duplicité ordinaire, il assura le tsar de sa gratitude, tout en ajournant son acceptation. Puis, comme titre particulier à la faveur de Charles et de Stanislas, il leur fit confidence du rôle auquel il avait été convié par leur adversaire, se vantant d'avoir repoussé les offres du tentateur et réclamant en retour le prompt envoi de 8.000 Suédois, pour le soustraire à la vindicte de Pierre[2].

Ce double jeu n'eut pas de succès, car le despote moscovite, mettant à exécution son projet, réunit à Lublin une diète inféodée à ses vues, et lui fit procla-

1. Le message fut apporté à Rakoczy par un Grec appelé Corbé devenu conseiller du tsar. « Je tâchai, dit-il dans ses *Mémoires*, de détourner cette proposition en lui donnant des réponses ambiguës; mais il me dénonça que, si je refusais, ce choix pourrait tomber sur le prince Eugène de Savoie; en sorte qu'il avait ordre de me dire que mon refus pourrait être de manière préjudiciable aux affaires de Hongrie, au lieu que mon acceptation me procurerait l'alliance de son maître, qui ne demandait pas mieux que *de s'allier avec le roi de France* (Rakoczy, *Mémoires*, p. 122). Rakoczy raconte plus loin (p. 145) que Korkenyesdy vint, l'année suivante, lui déclarer « que le roi très « chrétien était résolu d'envoyer incessamment un ambassadeur au « tsar et de traiter avec lui selon le projet que ce prince avait proposé ». Dans ces combinaisons encore très confuses, on pourrait voir une ébauche d'alliance franco-russe.

2. « Il part aujourd'hui un ambassadeur de Hongrie pour le tsar, un autre pour la République de Pologne, et un autre du prince de Transylvanie, qui doivent tous se rendre à Lublin, pour y traiter de la royauté ou de l'alliance proposée entre le tsar et le royaume de Hongrie et la Transylvanie. Bercsényi y va *comme supérieur des ambassadeurs*. On

mer Rakoczy, sans tenir compte de ses tergiversations. Des délégués russes et polonais se rendirent à Munkacs, où se tenait le chef des Confédérés, pour lui porter cette nouvelle. Rakoczy, très embarrassé par une telle mise en demeure, allégua d'abord ses devoirs envers la Hongrie et la Transylvanie, puis finit par accepter, sous la condition que Pierre, dans ses démêlés avec Charles XII, s'en remettrait à l'arbitrage du roi Louis XIV. Pierre promit, sans s'inquiéter de la manière dont il tiendrait cet engagement, et Bercsényi, qui dirigeait à Varsovie ces négociations, se mit à l'œuvre, pour notifier à la cour de Versailles ces étranges nouvelles et la concilier à ce plan. Mais des Alleurs, consulté par Rakoczy, traita la combinaison de chimère incompatible avec la dignité de son maître et, dans ses dépêches, dissuada Torcy de la prendre en considération[1]. Rakoczy, très froissé dans

peut juger de ce carnaval... J'avoue que mon petit esprit se perd à travers tant de mensonges et de contradictions (Des Alleurs, dépêches du 15 et du 21 septembre 1707). C'était le moment où Rabutin rentrait en Transylvanie, au grand désespoir de la France. « Le prince Rakoczy et Bercsényi sont à cent lieues de leur armée pour savoir ce qui se passe en Pologne, pendant que leurs ennemis sont à portée de battre ou de dissiper leurs troupes et d'enlever leurs places. » (*Id.*, 10 juillet 1707.)

1. « Il me paraît que le prince Rakoczy est entièrement rempli de propositions que le tsar lui a faites, et, comme je lui ai conseillé de ne pas s'engager témérairement dans les affaires de Pologne, il s'est imaginé que je pouvais traverser les vues qu'il a sur ce sujet, s'il me les communiquait, ce qui fait qu'il me les cache présentement avec grand soin, et que je ne puis rien savoir que ce qui lui échappe quand il parle » (6 juillet 1707). Puis dans une autre dépêche : « J'ai remarqué, dans la conversation, qu'il désirait ardemment être élu roi de Pologne, pour joindre ce titre à celui de prince de Transylvanie, qu'il s'imaginait engager facilement le roi de Suède à lui faire obtenir cette principauté, aussitôt qu'il aurait cédé au roi Stanislas ses droits et prétentions sur la Pologne, qu'ensuite il trouverait les moyens de faire la paix entre le roi de Suède, le roi Stanislas et le tsar, qu'il disposerait ensuite le tsar à déclarer la guerre aux Turcs, que lui-même la leur déclarerait en même temps, qu'il prendrait sur eux Témesvar, et soumettrait la Valaquie et la Moldavie, qu'il les joindrait à la Transylvanie, et que l'union de ces trois principautés, qui formaient autrefois le royaume des Daces, lui ferait porter à juste titre celui qui lui avait été déféré. Comme je crois que cette dernière chimère ne peut faire de mal, je la laisserai croître jusqu'à ce qu'il en vienne une autre qui chasse celle-ci. » (Dépêche du 12 juillet 1707.)

son amour-propre, fit agir à Versailles par son agent Kœkényesdy, pour obtenir l'envoi d'un représentant français plus sympathique à ses conceptions. Mais, pendant qu'il prenait cette peine, l'objet même du litige avait disparu. Charles XII ayant reçu de Suède un renfort de 16.000 hommes, amené par le général Lœwenhaupt, reprit Varsovie ainsi que toute la Pologne et s'achemina vers l'intérieur de la Russie, comptant bien frapper au cœur le géant du Nord. Ainsi débuta cette fameuse campagne qui, dirigée d'abord sur Moscou, par Smolensk, devait se dénouer si tragiquement à Pultawa, dans les marécages de l'Ukraine.

Déçu dans ses plans grandioses, mais nuageux, Rakoczy se retrouvait seul à seul, en face de l'armée autrichienne. Pour lui tenir tête, il avait grossi considérablement ses effectifs militaires et, grâce aux moyens coercitifs dont il disposait, il avait pu, vers la fin de 1707, la porter à 70.000 hommes; mais, sur ce chiffre, 52.000 consistaient en pandours, haiduques, paysans arrachés au sol, incapables de tenir en bataille rangée contre des troupes régulières; l'infanterie, armée confusément de fusils, de piques, de fourches, de bâtons, était réfractaire à toute discipline; l'artillerie, mal pourvue d'attelages et de matériel, offrait un aspect déplorable. Toutes ces bandes désordonnées, déguenillées et sans paie, aux prises avec une misère affreuse, vivaient de réquisitions sur un pays dont elles consommaient la ruine.

C'est dans ces conditions que Rakoczy commença la campagne de 1708. Son plan était d'éviter autant que possible les combats en plaine, et de se diriger, par les hauts Carpathes, vers la Silésie, où des symptômes insurrectionnels avaient éclaté l'année précédente, enfin de soulever cette province et de forcer les Impériaux à l'y suivre, diversion qui dégagerait la Hongrie. Dans toutes ses

conceptions, on le voit, le politicien primait l'homme de guerre[1]. Par la Silésie, il comptait aussi tendre la main aux troupes prussiennes, dont il espérait toujours l'assistance, et, par cette jonction, susciter à l'Autriche, sur ses flancs, une ligue formidable. Pour cette nouvelle combinaison, son envoyé Kœkényesdy[2], devait lui procurer l'appui de la France, après avoir expliqué à Louis XIV son acceptation de la couronne polonaise, par la nécessité d'empêcher une alliance du tsar avec l'empereur d'Allemagne. L'envoyé hongrois devait surtout insister pour l'envoi et l'augmentation des subsides, en faisant entendre que son maître avait le choix entre plusieurs alliances, et que, protégé par la Russie, il ferait la paix avec l'Autriche quand il lui plairait. Kœkényesdy, très ulcéré contre les Français, s'acquitta de sa mission avec véhémence et, dans une audience que lui avait accordée Louis XIV, essaya très audacieusement de pratiquer ce chantage. Mais le marquis de Torcy, présent à l'entretien, lui fit remarquer judicieusement que sa mise en demeure ne pouvait être prise au sérieux, la diète d'Onod ayant, par ses décisions, détruit toute possibilité d'un accord pacifique entre les confédérés Hongrois et l'Autriche[3]. Il ajouta que la France était elle-même trop épuisée d'argent pour pouvoir leur payer l'arriéré de leur subvention, qui se montait à 650.000 livres. Kœkényesdy, la rage

1. « Le prince Rakoczy et Bercsényi sont à cent lieues de leur armée, pour savoir ce qui se passe en Pologne, pendant que leurs ennemis sont à portée du but ou de dissiper leurs troupes et d'enlever leurs places. » (Des Alleurs, Dépêche du 20 juillet 1707.)

2. Rakoczy s'était fait représenter à Versailles par deux aventuriers, le comte de Tournon, un Piémontais, et le baron de Vettès ou Kœkényesdy, sortes d'intrigants cosmopolites. Tous deux se rendirent si déplaisants par leurs fanfaronnades et leurs importunités que le cabinet de Versailles demanda plusieurs fois leur remplacement. Tournon disparut après une courte mission. De Wettès *alias* Kœkényesdy prolongea la sienne jusqu'à la fin de l'insurrection.

3. Fiedler, *Actenstücke*, I, p. 96-99.

au cœur, transmit à Rakoczy cette fin de non-recevoir. Il le fit en l'adjurant de conclure la paix à tout prix avec l'Empereur, pour échapper à la pseudo-protection de la France. « Au nom du ciel, lui disait-il en finissant son récit, ne tardez pas plus longtemps et corroborez mes affirmations, en montrant qu'il est en votre pouvoir de conclure la paix[1]. »

Quand cette dépêche parvint à destination, la guerre avait prononcé son verdict. Starhemberg, le Fabius autrichien, était retourné en Espagne. Heister avait repris le commandement suprême en Hongrie et s'était posté sur la Waag, tandis que Viard, son principal lieutenant, surveillait, de Léopoldstadt, les mouvements de l'avant-garde rebelle. Oskay, transfuge de l'armée royale, commandait ce détachement. Reculant vers le nord, devant les Impériaux, il commença le siège de Trencsin. Rakoczy ayant concentré près d'Erlau le gros de ses troupes, voulait rester dans la haute vallée de la Teiss, jusqu'au commencement de l'hiver, et gagner du temps. Or ses principaux officiers blâmaient hautement cette temporisation, l'attribuant à l'influence de Lemaire, Lamothe et autres Français. L'armée hongroise, disaient-ils, était nombreuse, organisée, pleine d'ardeur; attendre, se dérober à l'ennemi c'était la décourager, éteindre en elle le sentiment de sa force, et perdre une occasion magnifique de chasser les Autrichiens pour toujours. Revenu de Varsovie, pour jouer de nouveau au général, Bérésényi faisait chorus avec

1. Absorbé par toutes ces négociations, Rakoczy avait presque entièrement abandonné à Berczényi la direction de toutes les affaires en Hongrie, à Karolyi en Transylvanie. Des Alleurs écrivait, au commencement de 1708, que « le prince » pourrait se trouver bientôt dépossédé comme les rois fainéants, et si cela arrivait, « ce serait parce qu'il a fait de Berésényi son vice-duc et son suprême général ; ce prince n'a plus voulu se mêler d'aucune affaire : il les a toutes renvoyées à Berésényi, qui a tout changé, tout brouillé et rien fini » (Dépêche du 10 février 1708).

ces censeurs. Rakoczy, dominé par son entourage, ordonna la marche en avant, et conduisit ses troupes à travers les comitats de Néograd et de Gomor, régions montagneuses qui dissimulaient ses mouvements. Arrivé dans la vallée de la Waag, il traversa cette rivière près de Banka. Mais il dut bientôt s'apercevoir que l'ennemi était sur ses gardes[1]. Son premier corps, commandé par Pékry, le plus téméraire de ses lieutenants, bruyant contempteur des officiers et pratiques françaises fut battu à plate couture par Viard, près de Skalitz. Forcés de rebrousser chemin, les confédérés se rabattirent sur Léopoldstadt, dont un transfuge leur présentait la conquête comme facile. Mais, à ce même moment, Heister parfaitement informé par ses espions de toutes ces fluctuations, quittait l'île de Schütt accompagné de Palffy. A cette nouvelle, Rakoczy voulut se replier vers le nord dans la direction de Trencsin. Ce mouvement fut effectué dans la plus grande confusion. En vain Lamothe et ses collègues français s'efforçaient de rétablir l'ordre et de faire prévaloir les règles élémentaires de la stratégie. Les Hongrois raillaient leur pédantisme, opposant avec arrogance à ces principes leurs traditions et leur caractère national[2].

Au milieu de ces dissensions, on fut atteint par Heister, le 4 août, près de Trencsin, dans un vallon

1. Des Alleurs écrivait alors de Neuhæusel : « On n'entend pas plus parler ici du général Heister que s'il n'était pas de ce monde, non plus que des troupes qu'il a laissées dans l'île de Schütt ; mais je crains que la première nouvelle qu'on en apprendra ne fasse évanouir nos desseins. » (Dépêche du 19 juillet.)

2. On voit, par la dépêche de Des Alleurs, la haine professée ouvertement par toute l'armée hongroise contre les officiers français, qui formait le nœud de leur résistance : « Après ce petit succès, dit-il (le passage de la Banka), les soldats hongrois avaient résolu de tuer tous les officiers français et étrangers qui s'opposeraient au pillage, et peu s'en est fallu que Lamothe n'ait été tué par les pierres que ces soldats commencèrent à lui jeter. » (19 juillet 1708.)

raviné, très défavorable au développement de la cavalerie. Il fallut accepter la bataille.

Malgré ses échecs antérieurs et son désarroi, l'armée rebelle formait encore une masse considérable, et l'on assure qu'Heister, à cette vue, voulait différer l'engagement et s'abriter sous le canon de Trencsin, jusqu'à l'arrivée des renforts danois; mais Palffy, remarquant avec sa lunette d'approche l'anarchie qui régnait dans l'aile droite des confédérés, l'attaqua bravement à la tête des Croates, des Rasciens et de quelques escadrons réguliers. L'effet de cette charge fut instantané. Dans un clin d'œil, la panique débanda toute l'armée hongroise : cavaliers et fantassins s'enfuirent à travers les digues, les fossés et les prairies inondées[1]. Rakoczy, accourant pour les rallier, tomba de cheval et blessé grièvement à la tête, fut emporté, évanoui, hors du champ de bataille. Sa disparition fut le signal d'un sauve-qui-peut général. Moins d'une heure après toute l'armée rebelle se dispersait à travers les forêts et les montagnes d'alentour. L'infanterie fut presque entièrement massacrée ou faite prisonnière. « Jamais déroute, « rapporte Rakoczy, dans ses *Mémoires*, ne fut plus « honteuse, ni plus pitoyable et n'eut de plus « malheureuses suites. » De sa nombreuse armée, il ne lui restait plus que deux brigades de cavalerie, qu'il avait laissées sous Bottyan, près de

1. Des Alleurs, dépêche du 8 août 1708. « Les Rasciens étaient entrés à la débandade dans la seule ouverture qu'il y avait aux environs du camp, par laquelle on pouvait entrer trente de front, *toute la cavalerie hongroise prit la fuite à toute bride* sans qu'il y eût un coup tiré de part et d'autre, parce que les Rasciens étaient encore à deux cents pas de nos troupes les plus rapprochées d'eux. Les Rasciens tirèrent environ trente coups de mousqueterie ou de pistolets sur quelques fuyards des plus mal montés, ce qui me fit aussitôt monter à cheval pour voir ce que c'était : le premier que je rencontrai en mon chemin fut le prince Rakoczy, qui me dit qu'il venait de perdre une bataille sans que son armée ni ses ennemis eussent tiré un seul coup. » (Voir aussi la relation de cette bataille dans les *Mémoires* de Rakoczy, p. 143.)

Neuhaeusel, et qui formaient près de 4.000 hommes.

Quelques jours après, il apprit par Bercsényi, qu'Ocskay par suite d'une entente avec Palffy, avait conduit son régiment au milieu des troupes autrichiennes et l'avait déterminé lui-même à se rendre. Ce même Ocskay fut fait prisonnier quelque temps après par un parti insurgé, sorti de Neuhaeusel, condamné à mort comme traître à la patrie et décapité. Certes cette vindicte était justifiable. Mais qui donc avait donné l'exemple de la forfaiture et faussé dans les cœurs hongrois les notions d'honneur, sinon les auteurs même de l'insurrection?

V

La défaite de Trencsin fut un coup mortel pour la cause des Confédérés[1]. Leurs dernières ressources s'étaient épuisées à la formation de cette armée que Palffy et ses Croates venaient de tailler en pièces. La reconstituer était impossible. Réfugié à Erlau, Rakoczy dut abandonner aux Impériaux tous les comitats du nord-ouest. Heister les parcourait en vainqueur, ordonnant partout le désarmement et promettant l'amnistie à tous les rebelles qui se soumettraient dans l'intervalle de deux mois. Renforcé par un contingent danois, il fit cerner Neuhæusel, principal boulevard de la rébellion dans les Carpathes de cette zone. Après une courte diversion, au sud du Danube, il occupa toute la région minière de la Zips, dont l'exploitation avait rendu, pendant cinq ans, d'importants services aux rebelles. Toutes les villes ouvraient leurs portes et se rendaient sans résistance aux colonels autrichiens : la noblesse les saluait en libérateurs[2]. Les endurcis ou les plus compromis dans l'insurrection s'enfuyaient avec leurs familles sur les frontières de Galicie où vinrent bientôt les rejoindre les fugitifs de Transylva-

1. « Rien ne prospéra plus après cette malheureuse journée. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 135.)

2. « On ne songeait plus à résister, mais à mettre en sûreté ce qu'on avait de plus cher. Dans cette fâcheuse situation, je n'aurais fait qu'augmenter la confusion si, avec des troupes si mal assurées, j'avais voulu tenir la campagne. Voila pourquoi je me tins à Munkacs jusqu'à Pâques. Bereseny était devant moi avec un fantôme d'armée. » Rakoczy, *Mémoires*, p. 136.) Et plus loin : « Je rôdais avec les troupes de ma maison logeant dans des villages qui n'étaient pas encore infectés (par la peste) pour dérober à l'ennemi la connaissance de mon état. » (*Ibid.*, p. 137.)

nie. Après une campagne lamentable où la trahison s'était probablement alliée à la négligence, Karolyi venait d'évacuer complètement cette province devant le général autrichien, Chusani. La Transylvanie était perdue pour la confédération et rendue définitivement à la domination impériale (novembre 1708).

Rakoczy voyait sa puissance s'effondrer de tous les côtés. Dès cette époque, sa cause était perdue sans retour. Il n'avait plus d'armée et reconnaissait l'impossibilité d'en former une nouvelle; ses partisans le désertaient par milliers. En face de pareils symptômes, la raison, le patriotisme, l'humanité lui commandaient impérieusement de mettre un terme aux calamités du pays, en se démettant. Mais, après cinq ans de dictature, son orgueil se refusait à rentrer dans la vie privée. Loin de songer à poser les armes, il voulait recourir aux moyens extrêmes, enrôler de force tous les hommes valides, se fortifier dans des montagnes presque inaccessibles pour y perpétuer la guerre et l'insurrection. Voulant associer « le peuple » à ces projets, il convoqua d'urgence une troisième Convention à Saros-Patak, près de Kaschau, dans le comitat d'Aba-Uj, pour le 22 novembre[1]. Mais déjà les Impériaux étaient maitres de tous les comitats voisins; une terrible épidémie, s'ajoutant à la guerre civile avait glacé les populations de terreur. Nobles et bourgeois se confinaient hermétiquement dans leurs résidences. L'Assemblée de Saros-Patak fut donc peu nombreuse, et, malgré l'intimidation exercée par la coterie dominante, les sentiments

1. « On a convoqué les états pour le 21 de ce mois à Talya, qui est à deux lieues de Tokay. Je crois qu'il s'y dira beaucoup de paroles et qu'il ne s'y fera pas grand'chose. » (Dépeche de Des Alleurs, 8 novembre 1708.)

« Je crois qu'on ne peut guère faire autre chose que de nourrir les vaines idées de ces gens-ci par des vagues espérances et qu'on obtiendra plus d'eux par cette voie que par toute autre. » (*Id.*, 10 janvier 1709.)

de lassitude et d'énervement s'y donnèrent librement carrière. Un député, Alexandre Ottlik proposa de renouer des négociations avec la cour impériale. A ces paroles, Béresényi s'élança sur lui, voulant sans doute renouveler ses prouesses d'Onod. Mais les temps étaient changés. L'Assemblée entière se leva toute frémissante contre lui. Rakoczy lui-même s'interposa pour protéger la liberté des séances, et le « loyalisme » insurrectionnel dut se contenter de quelques supplices infligés à des officiers défectionnaires, qui, retournés au service du roi légitime, avaient été faits prisonniers, les armes à la main, par des bandes rebelles[1].

Quelques jours après, la prétendue convention de Saros-Patak ayant voté, au pied levé, quelques subsides additionnels et des levées d'hommes, se sépara, vers la fin de décembre 1708, dans un morne et profond silence.

Au milieu de la réprobation qu'il sentait grandir contre lui, Rakoczy continuait à se proclamer chef suprême, rénovateur des libertés hongroises, et s'étonnait « qu'une sorte de vertige se fût emparé de toute la « nation, et que gentilshommes, officiers et soldats, au « lieu de penser à la guerre, ne songeassent plus qu'à « sauver leurs biens, leurs femmes, leurs enfants ». Hors d'état de tenir tête aux Impériaux, resserré chaque jour, comme dans un étau, par leurs progrès quotidiens, il envoyait encore à ses émissaires des instructions détaillées pour négocier avec les puissances, comme si la diplomatie pouvait conjurer son effondrement. Il écrivait au roi de Prusse, à lord Marlborough, pour leur démontrer encore une fois les services que la pacification hongroise leur rendrait, ajoutant qu'il se

1. Rakoczy, p. 136. Il paraît que Rakoczy intervint pour sauver ces malheureux officiers, mais Beresenyi, devenu depuis la bataille de Trencsin, maître à peu près absolu de l'exécutif, fut inexorable (Fessler-Klein, vol. V, p. 88).

contenterait de la Transylvanie, sous la garantie des puissances [1]. Il eut même la singulière idée de communiquer à Vienne cette proposition par l'entremise du protonotaire, Gabriel Tolvay, qu'il avait détenu captif pendant deux ans au mépris du droit international. Le Gouvernement impérial laissa cette ouverture sans réponse [2].

Comme riposte à cette rebuffade, Rakoczy s'offrit à l'ennemi séculaire de l'Autriche, et la Porte lui fit espérer, dit-on, son soutien, à condition qu'il lui céderait la place d'Erlau. Ses panégyristes assurent qu'il refusa ce marché par patriotisme; mais cette version est peu vraisemblable. Victorieux, les Turcs auraient facilement, avec ou sans l'assentiment de Rakoczy, récupéré leurs anciennes conquêtes; vaincus, ils ne pouvaient rien espérer de lui, puisque leur défaite eût entraîné sa ruine. De ces obscures négociations que Rakoczy, dans ses *Mémoires*, passe prudemment sous silence, le seul résultat fut l'autorisation accordée au chef hongrois de lever 7.000 Albanais à ses frais, au sud des Balkans. Mais il ne put, faute de ressources pécuniaires, effectuer ces enrôlements [3].

L'insuccès de ces diverses tentatives le rejetait de nouveau vers la France, sa seule alliée véritable, et c'était avec un intérêt fiévreux qu'il suivait les péripéties de la lutte soutenue, dans les Pays-Bas, et sur le Rhin par les armées de Louis XIV contre la coalition anglo-allemande et néerlandaise. Il attendait toujours qu'un retour de fortune leur ramenât la

1. Il paraît que ces tentatives reçurent un accueil favorable de la Prusse, de l'Angleterre et de la Hollande. Lord Marlborough, à la Haye, promit à Jablonski et à Clément, envoyés auprès de lui par Rakoczy, de plaider sa cause au prochain congrès (Fiedler, *Actenstücke*, II, p. 18).

2. Wagner, *Hist. Josephi*, p. 258. La captivité de Tolvay avait été des plus dures (*quadrienno ipso durissimâ in custodiâ pene et frigidâ aquâ pastus*), son seul crime était d'avoir été envoyé par le roi

3. Pour s'assurer ces auxiliaires, il avait vainement sollicité de Louis XIV un subside de 100.000 thalers (Fiedler, t. II, p. 22-50).

victoire et, tirant les finances françaises de leur marasme, ravivât la source des subsides si nécessaires à sa cause. Malheureusement, de ce côté comme en Hongrie, les revers succédaient aux revers. Le maréchal de Vendôme et le duc de Bourgogne, battus près d'Oudenarde, avaient évacué la Belgique. Gand, Bruges avaient ouvert leurs portes aux alliés. Le maréchal de Boufflers, après une héroïque résistance, avait dû leur abandonner Lille, principal boulevard de la France septentrionale. Accablé par tant de désastres, Louis XIV avait dû fléchir son orgueil jusqu'à solliciter la paix de ses ennemis implacables. Son ministre, Torcy, se rendit lui-même à La Haye, accompagné du président de Rouillé, pour engager des négociations avec ses ennemis et leur offrir la renonciation du jeune Philippe V au trône d'Espagne. On sait l'accueil hautain que Marlboroug, Eugène et le pensionnaire Heinsius firent à ces propositions et les exigences injurieuses qui furent intimées à la France par ce Triumvirat, dans l'enivrement du triomphe. Les conférences furent rompues et les plénipotentiaires français quittèrent la Hollande.

Kœkényesdy attendait fiévreusement le résultat de ces pourparlers : « Nous rapportez-vous la paix ou la guerre ? demanda-t-il à Torcy, après le retour de ce dernier à Versailles. C'est la guerre, répondit Torcy ; de votre côté, cherchez à la soutenir ; nous vous en fournirons les moyens. Tout l'arriéré des subsides vous sera payé [1]. »

La promesse fut tenue très incomplètement. Mais, comme témoignage de son bon vouloir, le Gouvernement français fit partir de Hongrie des Alleurs dont l'humeur frondeuse et les propos mordants exaspéraient Rakoczy. Ce déplacement ne fut du reste pas

1. Fiedler, *Actenstücke*, II, p. 66.

une disgrâce pour le diplomate rappelé. Car il fut nommé ambassadeur à Constantinople.

Un peu réconforté par ces démonstrations amicales, Rakoczy voulut reprendre la lutte. Mais la partie était désormais par trop inégale, et l'insurrection, enfermée dans un cercle infranchissable qui se resserrait chaque jour, se débattait dans une suprême agonie. Le Nord presque entier avait été reconquis par les Impériaux. Heister réoccupant pied à pied toute la vallée de la Raab, au sud-ouest, et s'emparant de Wezsprim, avait fait fusiller le gouverneur, d'Eckstein, avec six officiers, coupables d'avoir livré cette ville aux insurgés, l'année précédente. Repassant le Danube, il se dirigea vers les derniers centres de la résistance. La ville de Kesmark, ayant voulu lui fermer ses portes, il la prit de force, et fit décapiter trois membres de la municipalité, comme rebelles. Palffy et Viard, poussant Karolyi devant eux dans la région des villes protestantes, y faisaïent hisser partout les aigles royales. Deux places seulement défendaient encore dans ce district la cause désormais perdue des confédérés : c'étaient Leutschau et Neuhæusel. Le général Lœffelholz échoua d'abord devant Leutschau. Mais cette place lui fut livrée quelques jours après par la collusion de son gouverneur Andrassy [1]. Neuhæusel, investi par Viard, était coupé, de toutes ses communications, et sa chute n'était plus qu'une affaire de quelques semaines.

Rakoczy se trouvait toujours à Erlau. Voyant cette ville menacée, il se réfugia dans les montagnes du

1. « La femme du général Löffelholz était Hongroise, épouse autrefois « d'Absolon, chancelier de Tœkœli. Elle trouva moyen par ses intrigues « de gagner la maîtresse du général Andracy, à qui elle persuada « d'entrer en composition secrète avec le général allemand. Elle réussit « par ses caresses... La garnison fut surprise aussi bien que la bour- « geoisie de voir les Allemands dans la ville; on voulait prendre les « armes; mais, les conditions étant publiées, tous se rendirent. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 137.)

nord-est, d'abord à Huszt, puis à Munkacs, où vinrent le rejoindre bientôt ses derniers partisans de Transylvanie, fuyant comme un troupeau effaré, devant le général Chusani.

La rébellion était désormais parquée dans quelques territoires du nord-est. Toutes les autres parties de la Hongrie étaient reconquises sur les Hongrois, comme elles l'avaient été précédemment sur les Turcs, et Joseph Ier pouvait désormais écarter avec fermeté toute médiation étrangère. Maître incontesté du pays, il eût pu sans doute remplacer à ce moment le régime constitutionnel par l'absolutisme, sans que les Magyars eussent été fondés à se plaindre. Faisant appel à l'insurrection, ils avaient déchiré de leurs mains le pacte dynastique, et s'étaient soumis d'avance, eux et leur pays, aux décisions de la force. Mais nul projet de coup d'Etat, nulle pensée liberticide ne hantait ce prince magnanime. Après la bataille de Trencsin, son premier souci fut de sceller à la face du monde sa réconciliation avec le peuple hongrois, et, dans ce but, il convoqua, pour le 16 mai 1709, à Presbourg, une diète nationale, en lui assignant pour mission de compléter les travaux du Parlement de 1708, brusquement interrompus par la reprise de la guerre.

Dès l'ouverture de cette session, les états supplièrent le roi de répondre par une décision favorable aux requêtes et aux vœux émis l'année précédente. Cette prière reçut de Joseph satisfaction immédiate, dans un rescrit qui contenait les dispositions suivantes : 1° l'hérédité n'était maintenue que pour la ligne mâle des Habsbourg ; à l'extinction de cette descendance, la Hongrie récupérerait le droit d'élire ses souverains. 2° le Gouvernement constitutionnel et l'administration autonome du royaume étaient garantis pour toute la durée de la dynastie ; 3° les nobles recevaient confirma-

tion de leurs privilèges, et ne pouvaient être arrêtés ni jugés que suivant des procédures régulières ; 4° tous les impôts et taxes royales devaient être autorisés par la diète, hormis sous l'imminence d'une guerre inattendue ; dans ce cas, un comité parlementaire pourvoirait d'urgence aux nécessités de la situation ; 5° amnistie et restitution de leurs biens étaient promises à tous les rebelles repentants. Quant aux insoumis, punitions personnelles, mais immunité assurée à leurs familles innocentes ; 6° établissement des dépenses communes à la monarchie par un accord entre les chancelleries autrichienne et hongroise ; 7° liberté complète aux confessions dissidentes, d'après les principes fixés dans la diète d'Œdenbourg[1].

Ainsi toutes les garanties constitutionnelles étaient octroyées, *motu proprio*, par le souverain au sein d'éclatantes victoires qui mettaient un pouvoir illimité dans sa main. Quant aux mesures de clémence, Rakoczy et Bercsényi étaient seuls exclus de l'amnistie générale. Les comprendre dans le pardon était impossible, puisque à ce moment même ils s'épuisaient en efforts désespérés pour ranimer les feux mourants de la guerre civile.

Après tous les échecs infligés successivement à leur cause, la force des confédérés ne consistait plus qu'en vagabonds et en batteurs d'estrade, vivant de rapines et terrorisant les populations par leurs violences. Cette guerre d'outlaws aurait probablement pris fin, dès 1709, si les événements de Russie n'avaient apporté à ces desperados un appoint inopiné de troupes régulières. Après la défaite de Charles XII à Pultawa, pendant que ce prince se réfugiait sur le territoire turc à Bender, les débris de son armée, poursuivis par les Russes, s'étaient

1. Katona, XXXVII, p. 551. Wagner, *Hist. Josephi*, t. I, p. 250.

dispersés en Galicie et sur les contreforts des Carpathes. 4.000 d'entre eux se réunirent dans les comitats hongrois de Bereg et de Marmaros, où 2.000 Polonais commandés par le palatin de Kiew, Potocky[1], vinrent les joindre. Par son ambassadeur à Varsovie, Bonac, Louis XIV pria Rakoczy de les recevoir et de les traiter en amis. Grande inquiétude pour l'aventurier aux abois, soucieux de ménager à la fois le tsar et le roi de France! Déjà les Russes menaçaient d'envahir le territoire hongrois s'il y donnait asile à leurs ennemis. Pour sortir d'embarras, il prit le parti d'enrégimenter Suédois et Polonais dans ses troupes, après leur avoir fait prêter serment de fidélité à sa cause.

Cette addition de forces lui rendant confiance, il voulut encore une fois tenter le sort des combats et se porta sur Erlau que menaçait le général autrichien, Sickingen. Son espoir était d'arriver jusqu'à Neuhæusel et de dégager cette place forte. Mais l'amalgame de ses troupes sans cohésion ne put tenir contre la solidité allemande. Attaqué près de Romhany par Sickingen, il dut plier devant les bataillons impériaux et battre en retraite dans les premiers jours de janvier 1710. Tel fut l'avortement de sa dernière velléité militaire. A partir de ce moment, les bandes désorganisées de l'insurrection tournèrent au pur brigandage. Deux de ses chefs, Balogh et Balocsay, se maintinrent pendant quelques mois dans la forêt Baconienne, aux environs du lac Balaton, à la tête de quelques milliers d'hommes, et menacèrent un instant la ville d'Œdenbourg. Finalement, traqués comme des bêtes fauves, la plus grande

1. « Ce seigneur avait été déclaré grand général par le roi Stanislas, et, ayant été battu par les Moscovites, il fut contraint de venir sur les frontières de Hongrie, et, étant poursuivi, il me demanda la permission d'y entrer, fondé sur l'amitié qui était entre nous, dont il m'avait donné des marques essentielles, par le secours de quelques troupes au commencement de la guerre. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 138.)

partie de ces malheureux furent massacrés. Les autres se dispersèrent. Balogh, fait prisonnier, fut mis en jugement sur l'ordre de Palffy et décapité[1]. Neuhæusel, assiégé depuis plus d'un an, se rendit, le 24 septembre 1710[2]. La perte de cette place était le coup de grâce pour les confédérés. Quelques semaines plus tard, Erlau, leur quartier général, était investi par Viard. Chusani, maître de la Transylvanie, franchissait la Maros, et descendait dans la Basse Hongrie pour se réunir à Palffy.

Sous cette étreinte multiple et impitoyable, Rakoczy n'avait plus, pour soutenir la lutte, que des tronçons informes et quelques compagnies nobles qu'il appelait pompeusement « ma maison ». Tournant le dos à la guerre, pour se consacrer à de nouvelles négociations, il confia ces débris à Antoine Esterhazy, lui donnant pour instructions d'éviter toute action en plaine et de se replier sur Munkacs. Mais ce transfuge se laissa surprendre près de Liszka par Viard. Son ramassis composite de Suédois, Polonais, Français et de régnicoles fut anéanti, à l'exception du régiment Charrière[3], de 810 Polonais et de quelques transfuges allemands[4]. Après cette catastrophe, Saros-Patak et Tokay se rendirent sans coup férir aux Impériaux. Epériès et Bartfeld ouvrirent leurs portes à Viard. Erlau capitula le 1er décembre[5]. Dans les vallées de la Teiss, du

1. « Le brigadier Balog fut pris et eut la tête tranchée contre le Cartel que les Impériaux n'observaient plus depuis un an. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 144.)

2. « Cette place ne fut jamais bien investie. Trois officiers envoyés de la part de la garnison etaient venus me trouver à Szerentz, m'amenant le commandant soupçonné de trahison et de correspondance avec l'ennemi. Karolyi fit entrer le brigadier Nagysegy pour y commander, lequel capitula et se rendit, le 24 septembre. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 145.) Nagységy s'était défendu avec vigueur pendant tout un mois.

3. Composé de français faits prisonniers à Hochstaedt par l'électeur de Brandebourg, puis donnés par ce prince au roi de Suède, qui le céda à Rakoczy.

4. « Pendant qu'Esterhazy se sauva comme il put par le pont de

Danube et de la Haute-Hongrie, il ne restait plus aux confédérés que Kaschau. Viard l'investit dans les derniers jours de décembre 1710.

Au sein d'une débâcle aussi lamentable, Rakoczy conservait encore des illusions, se flattant de recouvrer par la diplomatie tout ce qu'il avait perdu par la guerre. Pour le moment, son espoir était dans le tsar qui, mécontent de l'Autriche, affectait de s'intéresser aux Hongrois et faisait miroiter à leurs yeux de vagues promesses de concours. Prenant ces démonstrations au sérieux, Rakoczy avait envoyé Bercsényi, son confident, puis Kœkenyesdy auprès de Dolgorouki, favori de Pierre Ier, qui, depuis Pultawa, gouvernait la Pologne au nom de son maître. Depuis plusieurs mois, Bercsényi négociait ou croyait négocier un traité d'alliance avec la Russie. Pour hâter la transaction, Rakoczy se mit lui-même en route vers la Pologne, comptant y trouver le tsar en personne et le séduire par son éloquence.

Il entreprit ce voyage au commencement de l'hiver, rencontrant partout sur sa route de longues files de familles éplorées qui fuyaient devant les troupes impériales : « Je ne fus jamais, dit-il dans ses *Mémoires*, « pénétré d'une compassion plus vive qu'en faisant ce « voyage de Patak à Ungar. C'était au mois de « novembre. La terre était déjà couverte de neige. Je « trouvai des files de chariots de femmes des nobles « et des officiers, en partie de la Basse-Hongrie, dessus « la Waag, qui fuyaient devant l'ennemi, me protestant, « les larmes aux yeux, la fidélité, l'attachement de « leurs maris, me demandant le logement, l'entretien ; « leurs petits enfants, transis de froid, pleuraient dans ces « chariots, cassés et embarrassés dans la boue et dans « la fange à demi gelée. Leur état me touchait ; je faisais

Bodrog, qui est au-dessous du château, en le faisant rompre derrière lui. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 146.)

« ce que je pouvais. Mais tout cela n'était pas capable « de soulager leur état actuel, ni de garantir leur « avenir[1]. » Auteur de toutes ces misères, il eût pu facilement y mettre fin, en retournant se soumettre au roi légitime. Au contraire, il partait pour les aggraver, en poursuivant, contre vents et marée, la continuation de la guerre civile.

En arrivant à Varsovie, grande fut sa déception. Les dispositions du versatile Pierre étaient changées et retournées contre lui. Dolgorouki lui dit que la cause de ce revirement était dans la politique de son protecteur, Louis XIV[2]. « Le bruit s'était répandu, dit-il, que le marquis Des Alleurs, depuis son installation à Constantinople, excitait le sultan à faire une diversion contre le tsar en faveur du roi de Suède, et que les Turcs, d'après ces exhortations, faisaient des préparatifs pour commencer la guerre sur les bords du Don, au printemps prochain. » La vérité c'était que Pierre n'avait jamais eu la moindre intention de secourir les Hongrois, et que, par ses coquetteries avec eux, il avait eu simplement pour but d'exercer une pression sur la cour de Vienne et d'obtenir de sa liturgie le titre de « Majesté Impériale ». Ainsi berné par les barbares du Nord, Rakoczy dut retourner à Munkacs, sans armée et sans alliance. Il ne lui restait plus qu'à faire sa soumission à l'Autriche.

1. Rakoczy, *Mémoires*, p. 145-146.

2. Dans ses negociations avec les Russes, Rakoczy avait invité le tsar à s'emparer de Munkacs, affirmant que l'Autriche ne pourrait pas s'offenser de cette occupation, Munkacs appartenant aux Rakoczy, comme fief de famille. Il lui suggérait également une mainmise sur Marmaros au même titre, ce comitat dependant « de sa principauté de Transylvanie » (Fiedler, I, 175). C'était une façon comme une autre de récupérer ce qu'il n'avait pas su defendre.

VI

Dans une pensée de conciliation, Joseph venait justement de remplacer Heister par Palffy, ban de Croatie, qui s'était comporté pendant la dernière campagne en grand capitaine et qui, Hongrois, membre, par sa naissance, de la noblesse la plus haute, pouvait exercer sur ses compatriotes un sérieux ascendant[1]. Palffy était à la hauteur d'un pareil mandat. En abordant ses fonctions, son premier soin fut de s'aboucher avec Karolyi, dont les procédés équivoques dénotaient depuis quelque temps un profond dégoût de l'insurrection. Ses rapports avec le Gouvernement royal avaient déjà sans doute quelque ancienneté; car son nom avait été omis dans l'édit excluant de l'amnistie générale Rakoczy et Bercsényi comme traîtres relaps. Les ouvertures de Palffy, accompagnées de miroitements métalliques, furent accueillies avec empressement, et Karolyi, profitant des pouvoirs à lui délégués par Rakoczy pendant son absence, posa de suite avec le nouveau gouverneur les bases d'une entente : amnistie générale pour tous les rebelles repentants avec restitution des biens confisqués et restauration des libertés constitutionnelles. Cette seconde clause pour les badauds et le gros public. Dans la bouche d'un roué comme Karolyi, le vocable libertés constitutionnelles signifiait de l'argent et de hautes charges pour lui-même, une rosée d'emplois

1. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, dit crûment que Palffy avait été nommé gouverneur de Hongrie, grâce à l'influence de sa fille, favorite de Joseph Ier (p. 116). Le mérite et les services de Palffy étaient assez éminents pour le dispenser de cette protection (Fessler-Klein, vol. V, p. 10).

lucratifs pour sa famille et sa nombreuse clientèle. Un armistice fut accordé par Palffy comme acheminement à la paix[1].

Ces stipulations étaient mutuellement arrêtées quand « le prince » revint de Varsovie, déçu dans sa dernière espérance. Il fut facile à Karolyi de lui démontrer la détresse, l'isolement irrémédiable de la Confédération et la nécessité de conclure au plus tôt une paix définitive avec l'empereur. Ebranlé par ces arguments, Rakoczy consentit à discuter verbalement, avec Palffy, les conditions préliminaires d'une entente. L'entrevue fut fixée pour le 29 janvier 1711, à Vaja. Mais, avant de franchir ce pas, il voulut passer une revue générale des forces militaires dont il avait encore la disposition. 12.000 cavaliers défilèrent à Kis-Varda, devant lui. D'un ton pathétique, avec des larmes dans la voix, il leur exposa son désarroi financier, son épuisement militaire et son intention de négocier avec les commissaires impériaux, tout en veillant à la préservation des libertés nationales. Les 12.000 fidèles l'acclamèrent, et Rakoczy, ayant ainsi maintenu son prestige d'apôtre libérateur, se crut en droit de procéder à l'œuvre de pacification, telle qu'il l'entendait[2].

L'entrevue avec Palffy eut lieu le même jour, et voici comment elle est racontée par Rakoczy : « Le « général Palffy et moi devions loger dans la même « maison. Il s'y rendit avant mon arrivée et me reçut « à la descente de cheval. Je fus d'abord dans mon

1. Katona, XXXVII. 617. Rakoczy, *Memoires*, p. 147. « Je me reposai quelques jours à Munkacs, d'où, étant parti le 5 décembre, je reçus le lendemain la fâcheuse nouvelle qu'un corps de cavalerie, etant venu sommer Agria (Erlau), le sous-gouverneur de la place avec des officiers de ce canton-là, *corrompus par des chanoines qui s'y étaient refugiés*, avaient forcé le brigadier, baron Prany, à capituler (*ibid.*, p. 147). Presque toutes ces places avaient été livrees aux insurges par la trahison. La trahison les leur enlevait.

2. Rakoczy, *Memoires*, p. 148.

« appartement, et Palffy me reçut et me conduisit chez « moi avec trois officiers généraux (la pensée de l'ex-dic- « tateur se complaisait évidemment dans l'évocation « rétrospective de tous ces détails). Tout s'y passa sans « gêne et sans contrainte[1]. » Palffy, fin négociateur, ayant ainsi ménagé la susceptibilité du vaincu, lui persuada d'écrire une lettre de soumission à l'empereur, en se chargeant de la faire parvenir à destination. La lettre fut écrite et envoyée le 3 février. Mais la teneur en était ambiguë, pleine de réticences et d'arrière-pensées. C'était l'apologie de la rébellion, sans trace de repentir. L'aventurier s'y posait en défenseur de la patrie hongroise, rappelant le monarque à l'accomplissement de ses promesses envers la nation. Son but manifeste était de recommencer la comédie de Tyrnau, c'est-à-dire de masquer sous des débats illusoires ses intrigues diplomatiques et la réorganisation de ses forces[2]. Heureusement, ces artifices n'étaient plus de mise. Le maître fourbe était joué lui-même par Karolyi, qui négociait en dehors de son chef, et l'avait virtuellement supplanté dans l'exercice du pouvoir.

Quelques jours après, « le prince » convoqua les « sénateurs et membres de son Conseil d'Etat à Salank près de Munkacs », et les informa de la démarche qu'il avait faite, en leur demandant leur assentiment. Ils lui

1. Rakoczy, dans ce récit, ajoute que, ne voulant rien stipuler pour lui-même, il promit de convoquer le Sénat et les Etats confédérés et qu'il accepterait et signerait tout ce qu'ils trouveraient convenable à leurs intérêts (Rakoczy, *Mémoires*, p. 148). Ce désintéressement tardif était bien peu sincère, car, en ce moment même, il faisait des efforts désespérés, auprès des Puissances, pour obtenir de leur médiation la principauté de Transylvanie.

2. Le contenu de cette lettre est donné tout au long par Fessler-Klein (vol. V, p. 111), d'après le recueil de Pray, que nous avons mentionné dans le tome I[er]. Rakoczy, dans ses *Mémoires*, se garde bien de l'exposer à ses lecteurs. Il se borne à dire : « Je dépêchai un colonel à Palffy avec la lettre pour l'empereur. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 143.)

répondirent, avec un sérieux admirable, que les propositions de Tyrnau devaient être prises pour bases de tout arrangement, comme si les confédérés, acculés à la frontière, étaient encore en mesure de faire des conditions. Rakoczy les ayant ensuite consultés sur les chances qu'offrirait un nouveau recours au tsar de Russie, tous l'engagèrent à se rendre lui-même en Pologne, pour y conférer avec ce monarque, et s'assurer sa protection.

Le mobile de cette suggestion était facile à comprendre. Rakoczy, comme chef d'insurrection, ayant échoué, sa présence n'était plus qu'un embarras pour ses partisans et pour le pays. Il comprit et se résolut enfin à partir, délia ses Transylvaniens de leur serment de fidélité, tout en les invitant à maintenir religieusement leur indépendance, et confia le Gouvernement de la Hongrie à Karolyi, « son feld-maréchal », en recommandant aux confédérés de lui rester fidèles et obéissants jusqu'à son retour[1]. Quelques heures après, il passait la frontière hongroise et se dirigeait sur Lemberg, comme un acteur qui disparaît dans la coulisse après avoir terminé son rôle.

Karolyi, maître absolu de la situation, se mit aussitôt à l'œuvre pour régler avec Palffy toutes les conditions de la paix, sans s'inquiéter du mandat limitatif à lui confié par son chef. Les Impériaux exigeaient le licenciement préalable des troupes insurgées. Il fit

1. « Ils me remercièrent de ma générosité et de l'affection vraiment « paternelle que je leur témoignais ; mais ils me déclarèrent que mon « élection ayant été faite par les états, eux, conseillers, n'avaient ni « autorité, ni penchant à me dégager de mon susdit serment de « fidélité : quant à eux, bien loin d'avoir une telle pensée, ils me « priaient très instamment de ne jamais penser à cette renonciation ; « qu'ils étaient prêts à me suivre sur terre et sur mer avec un atta- « chement inviolable, etc., etc. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 150.) On voit que la Transylvanie donnait la note émue et tendre dans l'oratorio élégiaque qui, pour hâter le départ de l'ex-dictateur, le reconduisait à la frontière... en musique.

effectuer partout le désarmement ; les derniers Kurucz disparurent ; les officiers rebelles se soumirent ; Suédois et Polonais furent dirigés les uns vers la Silésie, les autres vers la Galicie. En même temps une diète était convoquée à Szatmar, pour donner une consécration officielle au projet de traité.

La tâche de Karolyi fut facilitée par les nouveaux revirements qui venaient de s'opérer en Europe et qui rendaient plus épineuse pour l'Autriche la continuation de luttes intestines. La reine d'Angleterre venait de traiter secrètement avec Louis XIV et se retirait de la coalition. Les Pays-Bas laissaient percer des dispositions analogues. Bref! l'Empire allait se retrouver seul aux prises avec la France et, pour subvenir aux exigences de cette guerre, il lui fallait la libre disposition de ses forces. Il est vrai que l'Angleterre, pour pallier sa désertion, s'offrait entre l'empereur et les Hongrois comme médiatrice. Mais en quoi consistait cette médiation? Avec une touchante bonhomie, elle proposait le rétablissement de la principauté transylvanienne en faveur de Franz Rakoczy, sans tenir compte des victoires remportées, depuis les conférences de Tyrnau, par les Autrichiens. Lord Péterborough, ambassadeur de la reine, fut chargé de proposer cette étrange solution à la cour de Vienne, assisté dans cette mission par son fidèle acolyte, Hammel Bruyninx, ministre des Pays-Bas. Au moment où les cabinets de Londres et de la Haye retiraient à l'Autriche leur concours, une telle suggestion de leur part était ridicule et inconvenante. Le Conseil se réunit néanmoins en séance secrète pour la discuter. Wratislaw y prit la parole et démontra sans peine que l'insurrection, étant étouffée par la force des armes et la Hongrie à la merci du gouvernement, le monarque était souverain en fait comme en titre, et que toute ingérence

de l'étranger dans ses affaires intérieures était attentatoire à ses droits. Le Conseil fut unanime à ratifier cet avis. Eugène, « le plus doux des hommes », se prononça catégoriquement pour le rejet intransigeant de toute immixtion. Péterborough et Bruyninx, héros de ce risible intermède, furent poliment éconduits (14 mars 1711)[1].

Peu de jours après, Palffy, muni des pouvoirs les plus étendus, se mit sur tous les points d'accord avec son partner Karolyi. Le projet de traité fut formulé comme il suit :

« Au nom de Sa Majesté l'Empereur, notre seigneur et maître : 1° amnistie entière est accordée au prince Rakoczy pour sa personne et ses biens, avec permission de vivre en Hongrie avec sa famille ; 2° les forteresses de Kaschau, Munkacs, Ungvar, Huszt et Kövar seront remises entre les mains des officiers royaux, dans l'état où elles se trouvent actuellement, dans le délai d'un mois à partir de ce moment ; les garnisons seront entretenues par le roi ; 3° les magnats, nobles et officiers au service du prince, qui se trouvent encore dans le pays, recourront à la clémence souveraine pour eux et leurs biens. Les troupes auront de droit amnistie complète, y compris celles de Transylvanie et les étrangers ; 4° les veuves et les orphelins des insurgés condamnés pour leur rebellion pourront, après requête, obtenir restitution de leurs biens ; 5° en cas de contestations, les intéressés pourront s'adresser à la diète pour obtenir la satisfaction qu'ils réclament. Trois semaines étaient accordées à Rakoczy et à ses adhérents pour faire leur soumission aux autorités[2].

En souscrivant à ces conditions assez dures, Karolyi avait évidemment outrepassé ses pouvoirs ; car c'était une capitulation plutôt qu'un traité. Aussi, quand il

1. Fiedler, II, 146, 149, 162.
2. *Ibid.*, II, 159, 177.

se rendit en Pologne, à Stry, où Rakoczy s'était provisoirement établi, fut-il en butte à de violentes récriminations. Bercsényi, Forgacs (tiré de prison par Rakoczy, dans sa fuite), Antoine Esterhazy et tous les compagnons d'exil qui formaient autour de l'ex-dictateur une ombre de cour, accablèrent le négociateur d'invectives, l'appelant traître, apostat, déserteur. Plusieurs donnaient à Rakoczy l'absurde conseil de le retenir prisonnier. « Mais, dit ce dernier dans ses *Mémoires*, outre que je n'avais aucun sujet raisonnable, je ne voyais plus aucunes ressources pour continuer la guerre[1]. » Il se borna donc à soulever des objections contre la délivrance des places fortes et contre l'obligation imposée aux officiers, aux nobles et à ses partisans en général, de solliciter leur pardon. Il demandait de plus une addition de garanties pour la liberté des cultes réformés. Ayant ainsi réduit ses postulats à un minimum, il congédia Karolyi, en lui donnant mandat de convoquer à Huszt une nouvelle diète des confédérés.

Cette convocation n'eut pas l'assentiment de Palffy. Huszt était encore au pouvoir des rebelles ; il y voyait, non sans vraisemblance, un nouveau subterfuge de Rakoczy pour retarder la conclusion de la paix et gagner du temps. Résolu d'en finir, Palffy se mit d'accord avec Karolyi pour assigner à la réunion un autre théâtre, et tous deux convoquèrent les états confédérés à Szatmar, qui se trouvait depuis quelques semaines au pouvoir des Impériaux. Nobles et citadins, amenés par le désir de la paix, affluèrent à cette assemblée : mais une crainte dominait généralement les esprits : c'était que les clauses primitives étant maintenues, et les suppliques obligatoires aux ex-rebelles, le gouverne-

1. Rakoczy, *Mémoires*, p. 151.

ment se réservât la faculté d'amnistier ou de punir à son gré les pétitionnaires. Grande et joyeuse fut la surprise des assistants quand le lieutenant royal, juge de Debreesin, Komaromy, vint annoncer que l'amnistie était générale et sans condition (4 avril 1711[1]).

Par une inspiration lumineuse, Palffy donnait spontanément satisfaction aux demandes additionnelles de Rakoczy. Toute discussion devenait dès lors inutile, et d'unanimes applaudissements saluèrent la lecture du nouveau rescrit[2].

Aussitôt une délégation fut nommée pour annoncer l'acceptation des offres royales à l'ex-prince et réclamer son adhésion. S'il la refusait, les confédérés, à bout d'efforts, se déclaraient hors d'état d'attendre le concours problématique de l'Angleterre ou de la Russie, et le suppliaient de mettre un terme à leurs cruelles épreuves, en les déliant de leur serment de fidélité.

Cette notification, pour Rakoczy, était un vrai coup de foudre, et l'on se représente sans peine le dépit avec lequel il reçut les députés de Szatmar avec leur message. C'était son congé définitif, l'ostracisme que lui signifiait la nation hongroise, cette nation dont il s'était intitulé le rénovateur et qu'il avait tenue pendant sept ans dans sa main. Il se plaignit avec amertume, leur reprocha de se confier légèrement aux promesses fallacieuses de l'Autriche. Mais sa colère éclata surtout contre Karolyi, dépositaire de sa confiance et véritable instigateur de cette défection[3]. Il l'accusa d'avoir trahi

1. Collection Pray, citée par Fessler-Klein, vol. V, p. 118.

2. Le prince Eugène blâma hautement Palffy d'avoir proclamé la clemence inconditionnelle. Il considérait comme indigne de la Majesté royale une amnistie accordée en masse aux rebelles (Arneth, *Vie du prince Eugène*, t. II, p. 157). Mais le cours des événements justifia tous les calculs de Palffy et prouva qu'il avait agi, dans cette occasion, avec infiniment de tact, d'à-propos et de clairvoyance.

3. « Je renvoyai les députes de cette assemblée de Karolyi, avec des manifestes fulminatoires contre ce général qui, ayant abusé de son

l'amitié, le patriotisme, et le menaça du châtiment qui, naguère encore, avait frappé les Oskay, les Bézérédy[1], puis, dans un manifeste irrité, il protesta contre un accord qui livrait les droits et la Constitution du pays, au bon plaisir de l'absolutisme.

Ces colères, cette creuse rhétorique n'avaient plus d'autre effet que de mettre en relief son isolement et son impuissance. Indifférent aux reproches comme aux menaces de l'ex-dictateur, Karolyi poursuivit avec Palffy le cours de ses négociations, et l'acte définitif était à la veille d'être signé, quand on apprit la mort de Joseph, emporté par la petite vérole, le 17 avril 1711. Ce prince regrettable disparaissait à l'âge de trente-deux ans, à la veille de couronner par la conciliation les victoires de ses généraux.

On put craindre un instant que l'œuvre de paix ne fût compromise par cet événement. Joseph était mort sans postérité, laissant ses Etats héréditaires, la Bohême, la Hongrie, avec la couronne impériale, à son frère Charles, prétendant à la couronne espagnole, qui se trouvait encore dans la péninsule, disputant le trône au petit-fils de Louis XIV, Philippe V. La mère des deux princes, l'impératrice douairière, Eléonore, veuve de Léopold, ayant pris en main la régence, fut immédiatement circonvenue par un parti puissant à la cour, qui réclamait la cessation des pourparlers avec les rebelles et la reprise immédiate des hostilités, soutenue par une répression à outrance. « Pourquoi, disaient ces autoritaires, pourquoi se départir d'une politique pour-

autorité, fit rendre Cassovie, bientôt après. J'exagerai (?) surtout la hardiesse avec laquelle il osa transférer à Karol l'assemblée que j'avais convoquée à Huszt, ce qui était cause que je ne m'y étais pas rendu, Karol n'étant éloigné que de deux lieues de l'armée ennemie. Ce manifeste était vif et *visait à exciter un tumulte* contre Karolyi. Mais Dieu en disposa autrement. » (Rakoczy, *Mémoires*, p. 152.)

1. Officier transfuge, repris par les rebelles et condamné à mort, pendant la diète de Saros-Patak (1708).

suivie pendant sept ans avec persévérance, au moment d'en recueillir les fruits? Pourquoi contracter des engagements avec des vaincus qui ne sont même plus des belligérants, lorsqu'on touche au succès final[1] ». Un fait curieux, c'est que les plus véhéments, les plus acharnés dans cet ordre de suggestions étaient les magnats fidèles, qui, sous les auspices du Palatin Esterhazy, s'étaient tenus bien tranquilles dans leurs hôtels de Vienne ou de Presbourg, pendant toute la durée de la guerre, et qui comptaient sur une abondante distribution de biens confisqués pour refaire ou pour arrondir leurs fortunes, en récompense de leur loyalisme. Sous l'influence de ces conseillers, l'impératrice-mère expédia d'urgence à Palffy l'ordre de retourner à Vienne, en laissant au général Chusani le soin de continuer les négociations avec Karolyi.

Désolé d'un revirement qui menaçait de détruire toute son œuvre, Palffy fit partir de suite pour Vienne son secrétaire et confident, le conseiller Locher, le chargeant de représenter à la régente les dangers d'une susbtitution, qui, commentée par Rakoczy et ses partisans comme le prélude de sévérités inexorables, pouvait pousser les confédérés au désespoir et ranimer dans le pays presque pacifié toutes les fureurs de la guerre civile. Mais, sentant surtout la nécessité d'une action prompte, il cacha pendant quelques jours la mort de Joseph I[er], en poursuivant avec une ardeur fébrile sa transaction avec Karolyi. Ce dernier, inquiet pour le résultat de toutes ses manœuvres, était possédé du même zèle.

Pour presser le dénouement, tous deux, par l'envoi

1. Wagner, *Historia Josephi*, p. 416-418. Tous les principaux historiens du règne de Joseph I[er], à commencer par Fessler et le comte Mailath, ont suivi, pas à pas, le récit de ce savant jésuite (Arneth, *Vie du prince Eugène*, t. II, p. 480).

d'émissaires communs, déterminèrent le gouverneur confédéré de Kaschau, Daniel Esterhazy, à livrer cette place, dernier boulevard de la rébellion, le 27 avril, date fixée pour l'expiration de la trêve. Le même jour, les deux négociateurs, réunis à Nagy-Karol, résidence de Karolyi, signaient les clauses définitives de la paix. Le surlendemain, Karolyi, suivi de 10.000 cavaliers, se rendait à Szatmar, pour communiquer ce document à la diète. Il y fut rejoint par Palffy. Là, dans une cérémonie des plus singulières, l'accord fut proclamé solennellement, « en présence du peuple ». Après la revue des troupes, passée par les deux chefs, 149 porte-étendards se formèrent en cercle. Karolyi et tous les officiers prêtèrent serment à l'empereur entre les mains de Palffy, remerciant le souverain de l'amnistie accordée et le gouverneur général de son intercession auprès du monarque[1].

Après l'accomplissement de ces rites, les 149 enseignes furent posées à terre, et le camp fut dissous. L'armée rebelle avait cessé d'exister : deux plénipotentiaires sans mandat, en présence d'une assemblée illégale, avaient mis fin à la guerre civile. La cour de Vienne, surprise et déconcertée, ne put refuser sa sanction au succès conquis avec tant d'habileté et de promptitude. La paix fut ratifiée par l'impératrice douairière, le 26 mai, et promulguée, le 30 du même mois, dans la plaine de Szatmar.

Le traité reproduisait dans tous ses articles la déclaration lue à l'ouverture de la diète au nom de Palffy par Komaromy. Trois semaines étaient accordées à Rakoczy, pour faire sa soumission et livrer ses dernières places fortes ; s'il adhérait à la paix dans cet in-

1. Voir le récit de cette étrange cérémonie dans une lettre de Palffy au prince Eugène, du 2 mai 1711 (Arneth, *Vie du prince Eugène*, vol. II, p. 183).

tervalle, ses fils détenus à Vienne, lui seraient rendus. Sinon, déclaré coupable de haute trahison, il serait banni et séparé de sa famille pour la vie. Pareilles conditions étaient offertes à Bercsényi, Forgacs, Csaky, Antoine Esterhazy, bref, à tous les compagnons de l'ex-prince, enfin à tous les rebelles, réfugiés, au nombre de 20 ou 30.000, avec ou sans leurs familles, dans les pays étrangers. Les relaps eux-mêmes pouvaient bénéficier de la clémence royale et rentrer dans leur patrie avec récupération de leurs biens. A leur défaut, leurs veuves, leurs orphelins, seraient substitués à leurs droits. Les biens confisqués aux insurgés morts pendant la guerre seraient rendus à leurs familles légitimes. Les soldats non hongrois de la confédération recevraient des passeports et des secours pour regagner leurs pays. Enfin les prisonniers de guerre seraient délivrés et compris dans l'amnistie, sous tous les rapports. Quant aux fonctionnaires qui, violant leurs serments, avaient embrassé la cause de l'insurrection, ils pourraient attendre leur réintégration de la bonté souveraine; mais le traité ne prenait à leur égard nul engagement[1].

Toutes ces promesses, on le voit, étaient relatives aux intérêts individuels des confédérés ou de leurs familles. Aucune n'avait trait aux libertés nationales dont ils s'étaient prétendu les champions. Avec beaucoup de sagacité, Palffy, leur déniant toute compétence constitutionnelle, avait refusé d'aborder avec Karolyi ces questions brûlantes; néanmoins, pour lui permettre de se poser en patriote vis-à-vis des irréductibles, il avait consenti à l'insertion de quelques paragraphes, qui pouvaient, à la rigueur attester la sollicitude des parties contractantes pour le redressement des abus. Ainsi, par

1. Wagner, *Historia Josephi*, p. 420 et suiv. Katona, XXXVII, 644.

l'article 9, l'empereur affirmait son intention de rétablir incessamment tous les droits, privilèges et lois de Hongrie et de Transylvanie, défendant que personne fût inquiété, contrairement à l'amnistie accordée. Par l'article 10, tout régnicole acquérait le droit de porter ses réclamations devant le prochain parlement ; « nul néanmoins ne devant mettre en doute la bonne foi et la bienveillance de Sa Majesté, ni manquer à la fidélité promise au monarque. »

Ainsi finit cette terrible insurrection qui, prolongée pendant plus de sept ans avec une obstination incroyable, avait versé des flots de sang, et couvert le pays de ruines, sans autres fondements que l'orgueil d'une caste opiniâtre et l'ambition de quelques factieux[1].

A ce drame sinistre, le palatin Esterhazy et les magnats « loyalistes » se chargèrent d'ajouter un ridicule épilogue. Sous prétexte qu'ils étaient le Gouvernement légal et que les actes passés, sans leur assentiment, étaient inconstitutionnels, ils firent arrêter et poursuivre pour haute trahison un certain nombre d'amnistiés qui venaient de faire leur soumission et dont les biens étaient sans doute à leur convenance. Ces malheureux furent jetés dans les fers et soumis pendant plusieurs semaines aux traitements les plus durs, au mépris de la parole souveraine, pendant que leurs causes s'instruisaient suivant les procédures compliquées du Code hongrois. Palffy dut en toute hâte se rendre à Vienne et faire d'actives démarches pour arrêter ce scandale.

1. « Exclusivement suscitée par l'orgueil sans frein de quelques individus appartenant à de hautes familles, se refusant à tout ordre légal et à toute autorité supérieure, mais prétendant pour eux-mêmes le pouvoir sans limites, jadis exercé par leurs ancêtres, alimentée par la trahison et la félonie de ceux que l'empereur avait envoyés pour la combattre, un Karolyi, un Esterhazy, un Forgacs, cette insurrection eut une fin honteuse et misérable, comme toutes les aventures qui procèdent de cette origine. » (Arneth, vol. II, p. 176.)

Eugène, dont l'influence était prépondérante sur les ministres et l'impératrice douairière, l'assista de ses bons offices, et, grâce à leurs démarches combinées, les victimes du soi-disant Gouvernement « légal » furent rendues à la liberté[1]. Concurremment à ces réclamations, Palffy dut agir non moins énergiquement auprès du Trésor pour faire obtenir à Karolyi le paiement de ses services « exceptionnels » : 50.000 écus avaient été promis au double transfuge ; mais les finances impériales complètement à sec, ne pouvaient effectuer un tel versement ; une transaction intervint, et Karolyi reçut, en échange d'espèces sonnantes, des domaines considérables, évalués plus tard à plus d'un million de florins.

1. Fessler-Klein, vol. V, p. 122.

VII

En quitant Szatmar, Palffy avait chargé son secrétaire Locher de se rendre à Stry, pour porter à Rakoczy un exemplaire du traité. L'ex-prince laissa cette notification sans réponse. Les trois semaines ouvertes à son acceptation s'écoulèrent sans qu'il eût rompu le silence. A l'expiration de ce délai, les généraux autrichiens se présentèrent devant Ecsed, Huszt, Somlyo, Kövar et Munkacs, dernières places fortes de la confédération, et les sommèrent de se rendre. Les quatre premières ouvrirent leurs portes sans résistance. Munkacs se défendit pour la forme pendant quelques jours et capitula le 23 juin[1].

La reddition de cette forteresse, que Rakoczy affectait de considérer comme son domaine particulier, irrita particulièrement l'ex-dictateur. Ne commandant plus un soldat et ne possédant plus un pouce de territoire en Hongrie, il se cramponnait désespérément à ses grandeurs chimériques et continuait à se poser en chef princier du royaume, avec la prétention de se faire accepter par tous comme le vrai, l'unique représentant du droit national. Il écrivit à Palffy pour protester contre l'occupation de ses états « personnels ». Dans la même lettre, critiquant avec amertume le traité de Szatmar, il lui reprochait d'avoir livré les libertés hongroises au pouvoir royal, sans stipuler pour la nation aucune garantie[2]. Bientôt, sentant l'inanité pratique de cette argumentation, il reprit le cours de

1. Arneth, *ibid.*, p. 176.
2. Fiedler, I. 354.

ses menées auprès des cours étrangères, fondant encore de fantastiques espérances sur une médiation ou sur une combinaison diplomatique pour le relèvement de sa cause.

Par l'entremise de Fierville, qui remplaçait auprès de lui des Alleurs, il voulut encore une fois nouer entre Louis XIV et Pierre Ier une alliance antiautrichienne qui, mettant une armée russe à sa disposition, aurait replacé la Hongrie et la Transylvanie sous sa loi. Mais Pierre avait bien d'autres affaires sur les bras. Enfermé dans une presqu'île du Pruth avec 22.000 hommes, et menacé d'une destruction complète par 150.000 Turcs, il avait dû, sur les conseils de sa femme Catherine, humilier son orgueil devant le grand vizir Balthadji-Méhémet, et, par la paix de Falksen[1], rendre aux Ottomans Azof et son territoire, démolir le port de Taganrog, et se retirer, plein de confusion, vers le nord. Après ce revers, ses troupes évacuèrent la Pologne, qui fut soustraite, pour un certain temps, à l'influence moscovite[2]. Par ces changements de fortune, toute diversion russe en Hongrie était devenue impossible, et Rakoczy voyait s'évanouir pour lui toute chance de la reconquérir par les armes. Alors il s'établit à Dantzig, et de cette ville adressa deux mémoires à la reine d'Angleterre, afin d'obtenir par son patronage l'admission des Confédérés hongrois et de leur chef aux conférences qui venaient de s'ouvrir, en janvier 1712, à Utrecht, pour la conclusion d'une paix générale. A l'appui de sa requête, il fit offrir 50.000 thalers au comte de Strafford et à l'évêque de Bristol, plénipotentiaires britanniques, pour prix de leurs bons offices, payables quand ils

1. Village sur le Bas-Danube (Chopin, *Russie*, v. I, p. 217). On appelle aussi ce traité, traité du Pruth.
2. Fessler-Klein, vol. V, p. 125.

lui auraient fait restituer, à lui, Rakoczy, « sa principauté de Transylvanie ». Mais les Anglais se sentaient discrédités à Vienne, depuis leur défection de 1711, et se souciaient peu de recommencer la campagne infortunée de lord Péterborough. Aux pressantes requêtes de l'ex-prince, le cabinet de Londres répondit par d'évasifs déclinatoires ou de vagues promesses[1].

Des placets et de prolixes mémoires, rédigés par son envoyé Clément et remis en son nom au roi de Prusse, Frédéric I[er] n'eurent pas un meilleur succès.

Econduit partout, il fit adresser par Kœkényesdy un suprême appel à la France en se prévalant des services (très réels) qu'il avait rendus à la cause de Louis XIV, par sa lutte septennale contre les armées autrichiennes. Plus heureuse que les autres, cette invocation fut accueillie amicalement, mais avec quel mécompte pour son opiniâtre ambition! « Il n'est plus possible, dit Torcy à Kœkényesdy, d'introduire une clause pour les confédérés hongrois après le traité de Szatmar, qui les a replacés purement et simplement sous l'autorité de leur roi. Mais que Rakoczy et ses compagnons viennent en France. Ils y seront reçus honorablement, et nous prendrons à tâche d'atténuer leur malheur[2]. »

Un asile, une pension, tel était le *nec plus ultra* des avantages que la France pouvait offrir à son ancien allié! Mieux eût valu pour lui et pour ses fidèles, l'amnistie que le cabinet de Vienne n'avait cessé de

1. Fiedler, vol. II, 244, 251, 268.

2. Louis XIV jugeait sévèrement Rakoczy et s'exprimait sur son compte avec amertume : « Sa fortune, disait-il, a toujours été très « au-dessus de sa conduite (son mérite). S'il avait su tirer parti de ses « chances, la maison d'Autriche ne posséderait pas aujourd'hui un « pouce de terrain en Hongrie : mais sa bourse est toujours à vide. Il « dépense tout ce qu'on lui donne en vain étalage et lui donner de « l'argent, c'est le prodiguer en pure perte. » (Cité par Fessler-Klein, vol. V, p. 125.)

leur offrir pendant toute l'année précédente et qui les eût réintégrés dans leur patrie avec la jouissance de leurs biens! mais, toujours dominé par le démon de l'orgueil, la perspective de vivre en simple particulier au milieu de ceux que, pendant sept ans, il avait appelés *ses sujets*, lui paraissait le pire des malheurs, et l'exil avec ses amertumes, ses dépendances pécuniaires, lui semblait préférable à cette déchéance.

Un navire anglais vint le chercher à Dantzig et le transporta par la Baltique et la mer du Nord en France, où Bercsényi, Forgacs, Antoine Esterhazy, Adam Vay Papay, Csaky, Gerhard, ses principaux conseillers ou généraux vinrent, quelque temps après, le rejoindre. Il se fixa d'abord à Chaillot puis à Passy. De là, revendiquant *pour lui-même* l'arriéré des subsides promis par Louis XIV aux confédérés hongrois, il finit par obtenir du Gouvernement français une somme de 600.000 livres, en bons sur la ville de Paris, bientôt réduite aux deux tiers par la baisse générale des valeurs publiques. A ce présent fut adjointe une pension de 6.000 livres par mois, qui, plus tard, fut portée à 100.000 livres par an.

La munificence royale s'étendit aussi sur ses familiers. Bercsényi, Forgacs, Antoine Esterhazy et Csaky reçurent chacun 8.000 livres par an : Vay 5.000, Gerhardt 2.000, les autres 1.500. Grâce à ces ressources, Rakoczy put s'installer, près de Paris, avec un certain décorum et même un simulacre de cour. On le vit fréquemment dans les réceptions de Versailles, où sa belle prestance, son grand air, ses manières courtoises et surtout son auréole de proscrit illustre produisirent certaine sensation.

Après la mort de Louis XIV, il se retira, près de Corbeil, dans le château de Gros-Bois. Un couvent de Camaldules était dans son voisinage. Il s'y livra, pen-

dant plusieurs années, aux pratiques d'une piété fervente. Ce fut là sans doute qu'il composa ses *Mémoires*, assisté par Clément Méken, son principal secrétaire.

Mais ce repos, cette réclusion fatiguèrent bientôt son caractère ardent et son besoin d'aventures. En 1718, sur l'appel du grand vizir, il quitta la France pour se rendre à Constantinople, espérant rentrer en Transylvanie, à la tête d'une armée musulmane, redevenir le prince, le dictateur d'autrefois, et renouveler, aux dépens de l'Autriche, ses anciennes prouesses. Mais, sur les rives du Bosphore, s'évanouirent pour lui ces brillants mirages. La Porte, vaincue et découragée, était retombée dans son apathie et renonçait à lutter contre l'empereur. Les offres de Rakoczy, d'abord accueillies avec un semblant de chaleur, furent rejetées par le divan. Dans les Carpathes, comme sur le Danube, l'accès des camps lui fut interdit.

Après la paix de Passarowitz (1718), l'Autriche, ayant exigé son internement, il fut relégué sur les bords du lac de Zabach, à Rodosto (1720), et, toujours accompagné de quelques intimes[1], il passa dans ce triste exil les quinze dernières années de sa vie, doté d'une pension de 70 thalers par jour, et trompant par l'étude, le jardinage, le travail sur bois, la bâtisse et par de frivoles cabales contre l'Autriche, les mortels ennuis de cette résidence. Il y fut rejoint successivement par ses deux fils qui, longtemps détenus à Vienne, avaient réussi, comme jadis leur père, à tromper la surveillance de la police impériale. Tous deux succombèrent prématurément, l'un à Paris, l'autre à Venise. Lu-

1. Beresényi, Esterhazy et plusieurs autres restèrent en France, où leurs enfants mâles embrassèrent la profession militaire. Le fils de Beresenyi fit dans les armes une brillante carrière et devint maréchal de France sous Louis XV.

même s'éteignit dans la détention, à l'âge de cinquante-neuf ans, laissant à peine dans ses tiroirs quelques centaines de thalers pour subvenir à ses funérailles. Il était depuis longtemps oublié par ses contemporains, éclipse commune à tous les agitateurs qui survivent à leur importance.

Un siècle plus tard, le Magyarisme, ayant retrouvé sa voie et renoué la chaîne de ses traditions, a fait de lui son héros, son type par excellence, parce qu'il avait, pendant sept ans, réalisé l'idéal magyar d'une Hongrie indépendante de l'Autriche. Son nom est devenu le symbole des revendications nationales; ses statues, ses portraits, s'offrent partout à la vénération du public. Une marche guerrière qu'il affectionnait a servi pendant deux ans de Messénienne aux armées de Kossuth et, remaniée par Berlioz, est aujourd'hui, dans toutes les réunions, fêtes ou cérémonies hongroises, l'expression rituelle du patriotisme. La dynastie elle-même semble s'être associée à ce culte; car les cendres du grand rebelle doivent, dit-on, sur l'ordre de l'empereur François-Joseph, être transférées solennellement de Galatz à Buda-Pesth.

Nous n'avons pas à juger ici ces consécrations. La politique a ses droits comme ses exigences ; mais l'histoire garde toute sa liberté vis-à-vis des apothéoses. J'ai déroulé dans ses phases successives l'insurrection qui fut l'ouvrage de Franz Rakoczy, et je crois avoir démontré par des preuves irréfragables que jamais soulèvement ne fut plus futile dans ses griefs, plus destructif dans son cours et plus stérile dans ses résultats.

Pour justifier sa prise d'armes, Rakoczy, dans ses manifestes, dénonçait l'excès des charges publiques, et nous avons constaté les extorsions spoliatrices, aggravées de faux monnayages, dont vécut pendant sept ans son usur-

pation. Rénovateur des libertés constitutionnelles, nous l'avons vu présider à l'assassinat de députés en plein parlement ; défenseur des prérogatives nobiliaires, punir de confiscation et même de mort les nobles qui lui refusaient leur concours. Jamais verbiage de bon apôtre ne fut plus cruellement démenti par les actes. En fait, depuis son apparition jusqu'à son départ, il ne se proposa jamais qu'un seul but : se tailler une souveraineté dans la monarchie des Habsbourg : l'appareil princier dont il s'entoura, dès le premier jour en est la preuve éclatante. Médiocre et borné dans ses conceptions, dénué de talents militaires, tout son art fut d'exploiter au profit de son ambition les tenaces illusions des Magyars, leur haine de l'Autriche et leur soif de domination à l'égard des nationalités dissidentes

Un trait caractéristique et trop peu remarqué de cette guerre, c'est l'animosité témoignée par ces races déshéritées à leurs oppresseurs séculaires, et l'ardeur, le dévouement dont elles firent preuve pendant sept années consécutives, sous les bannières autrichiennes. Ce furent elles qui, dès le début, suppléèrent à l'insuffisance des effectifs réguliers, et qui, dans le bassin de la Teiss, soutinrent le principal effort des Rebelles. Des Rasciens, c'est-à-dire des Esclavons et des Serbes, défendirent à plusieurs reprises les abords d'Arad, de Szégédin, de Groswardein, contre les bandes insurgées. En Transylvanie, les Roumains, en l'absence des Impériaux, organisèrent des contre-guérillas contre Karolyi, coupèrent ses mouvements et le réduisirent à la défensive. Enfin à Trencsin, sous Palffy, Rasciens et Croates, par leur vaillante attaque, donnèrent le coup de grâce aux Confédérés. Si notre école libérale avait eu l'intuition divinatoire du vrai et du juste, au lieu de s'inféoder servilement aux ergotages constitutionnels, c'est dans ces obscurs militants qu'elle aurait reconnu les cham-

pions de la liberté, du progrès. Mais, béate thuriféraire des Hongrois, pouvait-elle voir dans ses adversaires autre chose que les suppôts de l'absolutisme ? C'est pourtant de cette crise que date l'éveil des populations slaves et roumaines à la conscience de leur force, à l'espérance de l'affranchissement. C'est à partir de cette lutte qu'elles répudient ouvertement la souveraineté hongroise et se groupent autour de l'autorité impériale pour échapper à leur ilotisme. En récompense de leurs services, l'Autriche autorisera leurs aspirations dans certaine mesure, tout en observant à leur égard une très grande réserve. Protection timide et intermittente! Mais, au travers de ces ménagements, la défiance hongroise saura démêler le péril. Elle sonnera le tocsin d'alarme, comme si toute restriction au pouvoir des dominateurs était une atteinte à leur liberté. De là, ces débats, ces nouvelles doléances et protestations qui s'élèveront dans la diète hongroise, sous Charles VI, Marie-Thérèse et leurs successeurs. Pendant plus d'un siècle et demi, le Magyarisme, inquiet, irrité, discutera, exhibera ses vieux parchemins, renforcera ses arguties de complots, d'intelligences avec l'étranger et de soulèvements révolutionnaires, jusqu'au jour où la royauté, vaincue et découragée, lui reconstituera le royaume d'Arpad, en lui livrant douze millions de sujets non Hongrois, par le Dualisme.

CHAPITRE VII ET DERNIER

PÉTERWARDEIN. — TEMESVAR. — BELGRADE

Avènement de l'archiduc Charles au trône de Hongrie. — Sessions parlementaires de 1712 à 1715. — Discussions byzantines ; contestations loyalistes. — Conquêtes d'Achmet III en Morée et dans l'archipel. — Intervention de l'empereur Charles VI. — Apprêts formidables de l'Autriche : Bataille de Péterwardein. — Prise de Temesvar. — Récupération du Banat. — Investissement, bataille et prise de Belgrade. — Invasion de Tartares en Transylvanie. — Récupération de la province par Viard — Campagne malheureuse en Serbie. — Négociations avec la Turquie. — Paix de Passarowitz (21 juillet 1718). — Conclusion.

I

L'archiduc Charles qui succédait à Joseph Ier, était âgé de vingt-cinq ans quand la mort de son frère réunit sur sa tête les multiples couronnes de la dynastie[1]. La bataille de la Villaviciosa, gagnée par le maréchal de Vendôme, lui avait enlevé celle d'Espagne, en 1710. Dans l'automne de l'année suivante, il avait quitté la péninsule pour se rendre en Allemagne et briguer à Francfort la dignité impériale. Elu malgré les efforts de Louis XIV, il avait été couronné, le 22 décembre 1711.

Le 25 janvier 1712, il faisait son entrée solennelle à Vienne, et deux mois après, le 30 mars, il ratifiait la paix de Szatmar, en confirmant l'amnistie pour tous les rebelles venus à résipiscence : « Nous tiendrons, disait-il, toutes les promesses faites par Sa Majesté, notre

1. En Hongrie, il porta le titre de Charles III, en Allemagne et en Autriche celui de Charles VI.

bien-aimée mère, en faisant restituer les biens confisqués aux orphelins légitimes des coupables et à tous ceux qui sont revenus à la fidélité par le repentir. » Pour compléter le pardon, il fit arrêter toutes les procédures encore subsistantes, annuler toutes les condamnations et mettre en liberté tous les prisonniers[1].

Le 18 mai, le nouveau roi se rendit à Presbourg pour ouvrir en personne le Parlement de la Hongrie pacifiée, après avoir prêté « devant les deux Tables », le serment rituel du « diplôme » avec toutes les clauses ajoutées à l'ancienne formule par les dernières diètes; il fut couronné en grande cérémonie, le 21 mai, sous le nom de Charles III.

Si les Habsbourg avaient jamais conçu les projets liberticides que leur imputait l'injustice magyare, l'avènement du jeune souverain eût offert à leurs instincts absolutistes une excellente occasion de se satisfaire. La rébellion était abattue; ses principaux chefs étaient en fuite ou mis hors la loi. Quant à la constitution, son impuissance avait été manifeste et honteuse pendant toute la durée de la guerre civile. Le Palatin, les magnats plus ou moins fidèles et tous les hauts dignitaires, après s'être tenus pendant sept ans à l'écart, n'étaient sortis de leur inaction qu'après la victoire définitive des armées royales, pour réclamer des confiscations et mettre à nu leurs basses convoitises. Dans un pareil effondrement du régime légal, il eût été assez facile d'instituer un ordre autoritaire, en invoquant la nécessité de calmer les esprits et d'ôter aux passions encore enflammées l'aliment de discussions irritantes. Charles III n'eut pas cette pensée. Quelques mois après la pacification, il rendit spontanément aux Hongrois, dans sa plénitude, l'exercice du système parlementaire, objet

1. Fessler-Klein, vol. V, p. 170.

de leur culte idolâtre. Trois sessions furent successivement convoquées par ses ordres, de 1712 à 1715, pour procéder au règlement constitutionnel des affaires et rétablir le cours normal de la vie publique.

Etrange effet des discordes civiles sur les esprits et sur le caractère national! Au lendemain de commotions si terribles, pas un souffle, pas une inspiration généreuse n'anima ces trois assemblées; aucune d'elles ne sembla comprendre la leçon qui se dégageait de ces poignantes catastrophes. Et les épigones de Verbœcsy reprirent sans sourciller les ergotages traditionnels du parlementarisme hongrois, comme pour attester une fois de plus l'impuissance des corps délibérants à réparer les maux dont ils sont la cause!

Le premier souci des loyalistes ou prétendus tels, fut de contester à la paix de Szatmar le titre et la valeur d'un acte constitutionnel en affectant d'y voir un simple contrat entre le Gouvernement et des insurgés[1]. Le but de cette thèse se comprend sans peine : Répudier au nom de la diète les engagements pris par le cabinet de Vienne, c'était, par voie indirecte, affirmer l'autonomie hongroise et réserver pour l'avenir les poursuites, les confiscations dont certains magnats espéraient encore le profit.

A cette nouvelle, l'alarme se répandit parmi les amnistiés, qui se voyaient de nouveau menacés dans leurs biens et dans leurs personnes[2]. Palffy, auteur et garant de la convention, intervint auprès des ministres : Eugène et le comte Sinzendorf, plénipotentiaires de l'empereur au congrès d'Utrecht, avertirent le cabinet du discrédit et des dangers que feraient courir à la

1. Corpus juris Hungarici, II, 95.
2. Ad fidem reversos tàm legitimè via juris quam illegitimè vià facti vexare cœperunt. *Mémoires* de Karolyi, cités par Katona, V, XXXVIII, p. 16 et suivantes.

diplomatie autrichienne le rejet du traité de Szatmar par le parlement de Presbourg, au moment même où Rakoczy, secondé par la France, remuait ciel et terre pour intéresser l'Angleterre et la Hollande à sa cause. Charles s'empressa de conjurer le péril, et donna les ordres les plus formels pour l'insertion de la paix et de l'amnistie dans les lois fondamentales du royaume. Telles étaient cependant l'obstination et la puissance du parti adverse, qu'il put empêcher l'adoption en bloc du traité et le remplacer par le vote individuel des articles. Grâce à ce procédé sériaire, il substitua plus d'une fois au texte primitif des dispositions restrictives de la clémence souveraine.

Des rigueurs rétrospectives furent édictées ainsi par voie subreptice et ne restèrent pas lettre morte ; car, quatre ans après la pacification, pendant la session de 1715, Palffy dut intercéder cinq fois directement auprès du monarque, et Karolyi trois fois, pour faire cesser des poursuites et des séquestrations de biens, décrétées par des magistrats trop zélés contre d'anciens rebelles[1]. Charles VI admit bien facilement ces requêtes ; mais, après examen des dossiers, on reconnut que toutes ces procédures étaient secrètement dirigées par des magnats loyalistes et qu'on ne pouvait arriver à rien, sans avoir, au préalable, obtenu leurs désistements. C'était toute une négociation à conduire. Eugène, qui venait de conclure la paix de Rastadt avec le maréchal de Villars, fut chargé de ces négociations par l'Empereur. Tâche extrêmement délicate ! car ces nobles sei-

1. Ainsi ce n'était pas la cour, ni l'administration autrichienne, c'étaient des Hongrois qui s'efforçaient, malgré l'amnistie impériale, de faire succéder un régime de proscription à la guerre civile (Corpus juris Hungarici, II, 95). Et sua majestas eos qui licet in fidem recepti fuerint custodiae tamen mancipabantur ac judiciorum molestiis à pronotariis vexabantur, liberos benigne pronuntiavit. Katona, XXXVIII, p. 18.

gneurs considéraient comme leur droit la politique des dépouilles et réclamaient impérieusement des confiscations en récompense de leur dévouement ou compensation de leurs pertes. Eugène conclut avec eux une transaction dont leurs créanciers et le trésor public firent les frais. Et la diète, docile à ces faméliques, vota pour eux et leurs descendants toute sorte d'exemptions et de décharges avec dispense d'intérêts pour les emprunts contractés par eux pendant la durée de la guerre. Quant aux biens des rebelles impénitents, dont ils avaient fait l'acquisition par des contrats passés avec le fisc, le roi leur en garantissait à perpétuité l'entière jouissance. De nombreuses prévarications (on le comprend sans peine) furent sanctionnées par cette loi. Ce résultat du moins fut acquis, qu'à partir de cette époque, les spoliateurs cessèrent de recourir à des poursuites judiciaires pour satisfaire leur rapacité.

Une affaire plus épineuse et plus compliquée était le règlement des doléances sans cesse élevées par les protestants, au sujet des persécutions dont ils se prétendaient les victimes. La dernière insurrection avait été pour eux un profond mécompte. Vainement ils avaient afflué sous ses drapeaux et formé les neuf dixièmes de ses effectifs, Rakoczy, fervent catholique, n'avait rien ou presque rien fait pour eux, tout en s'attribuant, avec ostentation, le patronage de leur cause. Après sa disparition, ils s'adressèrent (ainsi que lui-même) au congrès d'Utrecht et s'y firent représenter par un envoyé spécial, Kœrtvelyesy, qui, par des suppliques et de volumineux mémoires, s'efforça d'obtenir à ses corréligionnaires l'appui de l'Angleterre et de la Hollande. Sur ses pressantes sollicitations, lord Oxford et le grand pensionnaire Heinsius firent des démarches en faveur des réformés hongrois auprès des plénipotentiaires autrichiens[1].

1. Fiedler, *Actenstucke zur Geschichte Rakoczy*. 15, II, q. 355.

Mais Eugène et Sinzendorf opposèrent non sans raison à ces instances la souveraineté de leur maître, déniant au Congrès tout droit de contrôle sur l'administration intérieure de la monarchie. Puis, sous forme exclusivement bénévole, ils exposèrent que des traités, des rescrits solennels garantissaient depuis longtemps aux réformés hongrois la liberté religieuse, affirmant que ces édits, scrupuleusement observés dans le passé, continueraient à l'être dans l'avenir. Ces explications coupaient court à tout débat ultérieur. Les intempestifs médiateurs se le tinrent pour dit.

Econduit par la diplomatie, le protestantisme magyar reprit le cours de ses cabales dans le parlement de Presbourg. Les orateurs dénoncèrent les violences commises par les officiers impériaux sur leurs temples, sur leurs pasteurs et sur l'exercice de leurs cultes, les expropriations perpétrées sur leurs biens communautaires au profit des congrégations catholiques, enfin la profanation des cités saintes du protestantisme dans le nord, par la rentrée des Jésuites.

La diète de 1712 n'ayant pas donné satisfaction à leurs plaintes, ils la renouvelèrent avec virulence dans la session suivante en les fortifiant de nouveaux griefs. Leurs chefs Szirmay et Ladislas Okolycsanyi vinrent tour à tour invoquer la constitution, les traités de Vienne et de Nikolsbourg pour le redressement des injustices commises par les catholiques ou par les autorités royales à leur préjudice. Parmi ces griefs figuraient la fermeture de leurs écoles et de leurs prêches dans les districts non autorisés, les prélèvements des taxes paroissiales et diocésaines sur les familles protestantes, enfin l'assujettissement aux jeûnes des carêmes et différents actes déférentiels exigés des réfor-

més envers les cérémonies et pompes extérieures de l'Eglise romaine[1].

Parmi ces réclamations, on le voit, plusieurs étaient légitimes au point de vue de la liberté religieuse ; un plus grand nombre était inadmissible dans un Etat où le culte officiel était le catholicisme. Mais aucune n'était susceptible d'impressionner sérieusement l'opinion, au milieu des ruines fumantes qui jonchaient le sol et qui se chargeaient de répondre à ces doléances. Quand des luthériens ou calvinistes diserts venaient, à la diète de Presbourg, se poser en victimes du despotisme autrichien, pouvait-on oublier que le protestantisme avait été, depuis deux cents an , l'actif coopérateur de la conquête musulmane et le fauteur perpétuel de la guerre civile?

1. Sur les instances du cardinal Christian-Auguste de Saxe, archevêque de Gran, et de plusieurs autres prélats, Charles III avait rendu un edit pour retirer aux protestants un certain nombre de droits et de prerogatives qu'ils s'étaient attribués pendant le cours de la guerre civile, et pour limiter aux stipulations du traite de Szatmar les privilèges des sectes dissidentes (Fessler-Klein, vol. V, p. 182).

II

De mesquines revendications et des disputes byzantines, tel était le spectacle offert, vers 1715, par la rentrée en scène du parlementarisme en Hongrie. Par un contraste réconfortant, la cour de Vienne, sous la vigoureuse impulsion d'Eugène, revenait à la grande politique de Léopold Ier et complétait son œuvre libératrice vers le bas Danube.

Le traité de Rastadt avait rendu depuis un an, à l'Autriche, la libre disposition de ses forces. Par les soins d'Eugène, président du Conseil impérial de guerre, toutes les troupes revenues d'Allemagne furent acheminées vers la Hongrie et réparties dans les garnisons méridionales, entre la Save et la Drave. D'immenses quantités de munitions et de vivres furent accumulées dans les places fortes de cette région et spécialement à Péterwardein, base de toutes les opérations. Une flottille parfaitement équipée et montée assura les communications et le ravitaillement jusqu'à l'embouchure de la Teiss[1]. Enfin d'importants renforts furent envoyés en Transylvanie au comte de Steinville, gouverneur de cette province, pour protéger les passes des Carpathes contre les Turcs, les Tartares ou contre toute tentative des exilés hongrois, dont on annonçait des rassemblements dans les principautés moldave et valaque. Ces précautions prises, le cabinet de Vienne se crut en mesure d'affronter de nouveau contre son ennemi séculaire le sort des batailles. L'arrogance et la folle témé-

1. Arneth, t. II, p. 384.

rité de la Porte se chargèrent de précipiter le conflit.

Plus belliqueux et plus entreprenant que ses prédécesseurs, Achmet-Khan III[1] venait de guerroyer pendant quatre ans, non sans gloire, contre le tsar de Russie, et de signer avec ce prince la paix assez avantageuse d'Andrinople (mai 1714). Exalté par ce succès, il rêvait de rendre à l'Empire ottoman son ancienne puissance et surtout de reconquérir en Hongrie ses belles possessions d'autrefois. Son ambition était stimulée par son principal favori, Damad-Ali-Pacha, son gendre qu'il avait promu récemment au grand vizirat et qui, comme prélude à l'accomplissement de ses hautes visées, lui conseilla de reprendre le Péloponèse, cédé par le traité de Carlowitz à la République vénitienne[2]. Un prétexte d'attaque ne fut pas difficile à trouver. Le Monténégro venait de s'insurger contre la Turquie. On accusa les Vénitiens d'avoir excité sous main cette révolte, et le sultan, accompagné du grand vizir, envahit la Morée avec 100.000 hommes, pendant qu'une flotte, commandée par le capitan-pacha, Djanum-Kodja s'emparait de l'importante île de Tine ou Tenos dans l'archipel. Trois semaines après, le château de Corinthe se rendait aux troupes ottomanes. Egine, Napoli de Romanie, Coron, Navarin, Modon, Malvoisie, capitulaient également devant elles. Sur mer, les prises de la Sude et de Spinalonga mettaient à leur merci l'île de Crète. Vers la fin de 1715, la Morée entière et toutes les îles de l'archipel étaient perdues pour Venise[3].

Dans ces heures de consternation et d'angoisses,

1. Fils du sultan Mohamed-Khan IV.

2. « La faiblesse croissante de la République vieillie, l'impuissance, l'incapacité qu'elle avait montrées dans les derniers conflits des puissances européennes, pouvaient inspirer à la Porte l'espoir de s'approprier facilement une partie de son domaine maritime et de se dédommager de ses propres pertes en Hongrie, par la conquête du Péloponèse. » (Arneth, II, p. 380.)

3. Daru. *Histoire de Venise*. vol. IV, p. 688.

Venise tourna ses regards vers l'Autriche, et, se rappelant les beaux jours de la Sainte Alliance, elle chargea son ambassadeur à Vienne, Piétro Grimani, d'adresser à l'empereur Charles VI une pressante demande de secours, en invoquant la solidarité des engagements et des droits, constituée par le traité de Carlowitz entre les signataires chrétiens de cette paix. Agréant cette prière, Charles fit proposer au sultan sa médiation. Son offre ayant été rejetée avec hauteur par la Porte, un nouveau traité d'alliance fut conclu entre l'empereur et la Sérénissime République, le 13 avril 1716[1]. Dix-neuf jours après la signature de cette convention, Eugène, au nom de son maître, écrivait au grand vizir une lettre autographe, pour le rappeler à l'observation du traité de 1699 et l'inviter à la restitution immédiate des villes et villages enlevés à Venise par les armées ottomanes. En cas de refus ou de réponse dilatoire, l'internonce Fleischmann avait ordre de demander ses passeports en repoussant *a priori* toute demande d'armistice ou tout ajournement des hostilités[2].

Enivrés par leurs faciles succès du Péloponèse, le Sultan et son vizir ne virent dans cette sommation qu'une circonstance propice à l'accomplissement de leurs desseins sur la vallée du Danube. Sans honorer d'une réponse la lettre d'Eugène, Damad-Ali lança dans tout l'Empire ottoman un belliqueux manifeste, appelant tous les fidèles à la défense de l'Islam et rejetant sur l'empereur la violation du traité, c'est-à-dire la responsabilité de la guerre. On assure que le corps des

1. Arneth, *ibid.*, t. II, p. 382. Accessit incitamentum à summo antistite, Clemente IX, qui non cessabat hortari Carolum imperatorem. (Katona, XXXVIII, p. 256.)

2. Il n'est pas sans intérêt d'observer que, dès l'ouverture du conflit, l'Angleterre, sans aucun titre, se posa en médiatrice, sans prendre la peine de dissimuler sa partialité pour la Porte. La France, au contraire, observa pendant toute la guerre une neutralité loyale et plutôt bienveillante pour l'Autriche (Arneth, *ibid.*, p. 383).

ulémas, rigoureux observateur du Coran, s'opposait à la rupture des engagements pris à Carlowitz, et que trois conseils furent tenus, au sein du divan, sur cette question de droit religieux. Mais la volonté du grand vizir l'emporta sur tous les scrupules. Un astrologue, son principal conseiller, avait lu dans les constellations l'heureuse issue de cette guerre, et, confiant dans ses prédictions, il allait avec une superbe assurance se mesurer au plus grand capitaine de l'époque.

Trois mois après, une armée de 200.000 Turcs[1] était concentrée à Belgrade et passait la Save sur trois ponts, se dirigeant sur Péterwardein.

A la nouvelle de cette invasion, Eugène quitta Vienne pour se porter en personne vers le bas Danube. Toutes ses dispositions étaient prises. Il avait sous ses ordres 75.000 hommes de troupes excellentes, que le maréchal de Villars appelait « l'armée du monde la plus formidable ». Deux feld-maréchaux, Palffy et Heister, illustres par leurs exploits et par leurs victoires personnelles, secondaient le généralissime dans la direction des mouvements stratégiques. Les divisionnaires et les principaux brigadiers étaient le duc Alexandre de Würtemberg, le comte de Mercy, Nadasdy, Lœffelholz, Starhemberg, Viard, Ebergényi, tous déjà célèbres par leurs brillantes prouesses en Flandre, sur le Rhin, en Espagne ou dans les guerres de Hongrie. Avec de tels lieutenants, que ne pouvait-on attendre d'un chef tel que le prince Eugène? Mais toutes les prévisions furent dépassées par la profondeur de ses conceptions, la promptitude, la sûreté de ses coups et l'éclat des succès qu'il inscrivit dans l'histoire.

Comme début des opérations, Palffy, qui commandait en chef la cavalerie, partit en éclaireur avec 14.000 hus-

1. Cette évaluation approximative fut faite par le prince Eugène lui-même avant la bataille de Peterwardein (Arneth, *ibid.*, p. 391).

sards, 500 fantassins et des canons, pour reconnaître la direction, la force et les mouvements des envahisseurs, avec mission de surveiller leur marche sans engager d'action sérieuse avec eux. A quelque distance de Péterwardein, il se heurta contre d'énormes colonnes, qui l'attaquèrent aussitôt. Avec un admirable sang-froid, il se défendit pendant l'espace de cinq heures, puis se replia vers Péterwardein en disputant le terrain pied à pied. Deux chevaux furent tués sous lui; nombre d'officiers périrent ou furent blessés en combattant. Quelques-uns, les plus infortunés, furent faits prisonniers. La perte totale fut de 400 hommes[1].

Après cette rencontre, il devenait évident que toute l'armée ottomane était massée aux environs de la place, se préparant à l'investir et à l'assiéger. La dernière guerre avait révélé aux Turcs l'importance stratégique de Péterwardein, leur intention manifeste était de la conquérir de vive force et d'en faire leur place d'armes, leur base d'opérations, à la fois contre la Styrie et contre la Hongrie.

Dès le même soir, on put, avec de longues vues, distinguer le camp ennemi, déjà retranché, muni de canons et présentant l'aspect d'une circonférence infléchie vers le Danube. Au centre était la tente vizirielle; à l'activité fiévreuse qui s'y déployait, on devinait les apprêts et l'imminence d'une attaque.

Le lendemain matin, une pluie de boulets et d'obus fut dirigée par l'artillerie ottomane sur le corps de place et, faisant suite à ce préambule, un parlementaire vint sommer le gouverneur de rendre la forteresse au Sultan[2].

1. « Ce combat d'avant-postes fut considéré par le commandant en chef et par toute l'armée comme un présage de victoire. » (Fessler Klein, vol. V, p. 189. Katona, p. 272.

2. Ce général était le général Loffelholz, qui rejeta avec mépris l'in-

L'armée impériale, opérant sur la rive gauche, avait pu dissimuler ses mouvements et sa concentration à l'ennemi. Un Conseil de guerre fut tenu sur le plan à suivre. Plusieurs généraux timorés inclinaient pour la défensive. Mais Eugène, avec sa décision habituelle, se prononça pour une attaque immédiate[1]. Les troupes étaient pleines d'ardeur et de confiance dans leur chef. L'ordre de combat leur fut communiqué dans la soirée du 4 août et, le lendemain, à six heures du matin, toute l'armée, ayant passé le Danube dans la nuit, était rangée en bataille, en avant des retranchements élevés, vingt-deux ans auparavant, aux abords de Péterwardein, par le maréchal Caprara. Son front et ses ailes menaçaient le camp musulman.

Six régiments d'infanterie, commandés par le duc de Würtemberg[2], donnèrent le signal de l'attaque au centre, sous la protection de l'artillerie, pendant qu'à gauche la cavalerie sous Palffy, divisée en colonnes et protégée partiellement par des marécages, attendait le moment de charger. Avec un élan admirable, les

sultante sommation du vizir. Hominis ferociam contempsit. Katona, *ibid*, p. 271.

1. Cette initiative du prince Eugène a souvent été critiquée, au point de vue militaire, comme une témérité dont l'insuccès eût pu produire pour la monarchie des conséquences désastreuses (Arneth, *ibid.*, p. 395). Il est certain que la supériorité numérique des Turcs (plus de 200,000 hommes contre 75,000) était effrayante. Mais les Impériaux avaient pour base d'opérations une place forte bien bastionnée, défendue elle-même par des retranchements extérieurs, derrière lesquels les assaillants auraient pu, en cas d'échec, se replier et reformer leurs colonnes. En cas de retraite même, l'armée eût pu repasser le Danube par le pont de Peterwardein, protégée par la ville et par des batteries établies sur la rive droite du fleuve. Enfin les troupes étaient parfaitement organisées, disciplinées, instruites, impatientes de combattre et pleines de confiance dans leurs chefs. Dans de telles conditions, un général peut aller de l'avant en invoquant l'axiome que la victoire est presque toujours le prix de l'audace.

2. Elevé récemment par l'empereur au grade de feld-maréchal. Il avait habilement défendu Landau contre le maréchal de Villars, en 1713 ; mais, insuffisamment secouru par les Impériaux, il avait été forcé de se rendre.

bataillons chrétiens forcèrent les lignes des janissaires et leur enlevèrent dix canons. A cette vue, Palffy lança sur les Turcs une de ses colonnes qui, s'enfonçant dans leur centre, les mit complètement en déroute, et la bataille eût été gagnée dès ce moment, si l'aile droite avait appuyé le mouvement. Par malheur, les batteries ottomanes avaient produit quelque désordre dans ses rangs, pendant qu'elle sortait de ses palissades. Les Turcs en profitèrent pour l'attaquer impétueusement, forcer la première ligne de ses retranchements et refouler les Impériaux sur la seconde.

A la vue de ce danger, Eugène fit parvenir à Palffy l'ordre de lancer quatre régiments de cuirassiers sur les agresseurs. Ceux-ci, pris en flanc, lâchèrent pied et se dispersèrent dans la plaine. La droite chrétienne, reprenant alors l'offensive, les poursuivit, la baïonnette dans les reins, jusqu'au camp ottoman, dont les redans improvisés furent pris d'assaut, au pas de course. Vainement le grand vizir, à la tête de ses spahis, voulut déloger la masse assaillante. Ses escadrons ne purent se déployer au milieu des tentes; bientôt ils durent reculer et fuir devant le torrent de la cavalerie impériale. Damad-Ali lui-même fut renversé et blessé à mort. A midi, la bataille était complètement gagnée par l'armée chrétienne. Eugène entrait vainqueur dans la tente vizirielle : là ses yeux furent frappés par un horrible spectacle. Le général Breunern, fait prisonnier l'avant-veille dans la reconnaissance de Palffy, venait d'être lâchement égorgé par les Turcs avec ses compagnons de captivité. Leurs cadavres jonchaient le sol[1]. Tels étaient les adieux de l'islamisme à cette terre hongroise, d'où son exécrable domination était enfin chassée pour toujours (4 août 1716).

1. Fessler-Klein, vol. V, p. 190 (Arneth, t. II, p. 399). Katona, XXXIII p. 274.

Cette glorieuse victoire livrait aux Impériaux 160 canons, nombre de drapeaux ottomans, 5 queues de cheval avec un immense butin. Elle avait coûté 1.500 morts dont 3 généraux, 5 colonels, et 3.000 blessés. Les Turcs laissaient plus de 6.000 morts sur le champ de bataille. Mais cet affaiblissement numérique eût été peu de chose pour une armée de 200.000 hommes. Le grand résultat était la complète dispersion de leurs troupes, qui s'enfuyaient, terrifiées et débandées, vers le sud, et ne s'arrêtèrent, dans leur course haletante, que sous les murs de Belgrade.

Deux jours après la bataille de Péterwardein, le comte Khevenhüller, envoyé par le prince Eugène, arrivait au château de la Favorite, près de Vienne, pour apporter à l'empereur cette heureuse nouvelle. Le souverain, la cour, la capitale furent dans l'enthousiasme et saluèrent d'acclamations ce triomphe. Leur joie, leur admiration furent bientôt partagées par l'Autriche, l'Allemagne et l'Europe entière, sans aucune voix dissidente. Le pape Clément XI, dans un consistoire solennel, rendit grâce au service rendu par l'armée impériale à la cause chrétienne[1] et, comme signe de sa gratitude, fit don à Eugène d'une épée et d'un chapeau orné de perles. Un camérier de sa cour, le comte Rasponi, fut chargé de porter au héros les brevets pontificaux avec ces nobles insignes. La cérémonie de la collation eut lieu quelques mois plus tard à Raab (le 8 novembre), en présence de feld-maréchaux, de généraux, d'officiers, sur qui se reflétait cette gloire, et d'un concours immense de population, ivre d'allégresse, émue de reconnaissance[2].

1. Katona, XXXVIII, p. 295.

2. Arneth, vol. II, p. 409. La France elle-même, par l'organe du maréchal de Villars, envoya de chaleureuses félicitations au vainqueur. Voir les lettres écrites par le vainqueur de Denain au prince Eugène, les 17 et 30 août 1716 (Arneth, vol. II, p. 523).

Ces fêtes, ces ovations n'avaient pas arrêté l'activité imperturbable d'Eugène. Sans donner aux Turcs le temps de se reconnaître, il avait poursuivi l'exécution de son plan; dès le 14 août, son armée était en marche sur Témesvar, qu'elle investit le 26.

Cette place, bien fortifiée et défendue en partie par des eaux stagnantes, avait une garnison de 18.000 hommes. La sécheresse de la saison permit aux assiégeants de s'établir à portée de canon et de battre en brèche les bastions de la citadelle. Mais, pendant que les ingénieurs creusaient des tranchées et des mines, on apprit que 20.000 Turcs, ralliés et concentrés à Belgrade, se mettaient en marche sous les ordres de Kurd-Pacha, pour dégager Témesvar. Fort heureusement, Eugène avait été prévenu à temps par Palffy dont les escadrons, répandus sur la rive gauche de la Teiss, faisaient un excellent service d'éclaireurs. Il se mit aussitôt en marche avec douze bataillons pour arrêter les Musulmans dans leur retour offensif, battit complètement leur armée et les obligea de repasser en désordre sur la rive droite du Danube[1].

Quelques jours après (10 octobre), les ingénieurs avaient terminé leurs travaux, et le duc de Würtemberg, à la tête de trente bataillons, dirigeait sur la forteresse un premier assaut. Les Turcs se défendirent vigoureusement et forcèrent même les assiégeants à reculer avec une perte de 2.500 hommes, dont 500 morts. Mais les faubourgs restèrent au pouvoir des Impériaux, et les ouvrages extérieurs, ayant été retournés contre les Turcs, ouvrirent sur le corps de place un bombardement si furieux que le gouverneur, Méhémed-Pacha, jugeant sa position intenable, demanda, dès le 13 octobre, à capituler. Eugène, honorant le courage de la

1. Arneth, t. II, p. 405.

garnison, lui permit de se retirer avec les honneurs de la guerre, en emmenant avec elle la population musulmane, sous la sauvegarde de 500 hussards[1].

Après l'évacuation ottomane, l'armée chrétienne entra dans cette ville, conquise en 1552 par le beglerbeg Achmed et possédée par les Turcs, sans discontinuité, pendant l'espace de cent soixante-quatre ans. Orsova, Ujpalanka, Méhadia, se rendirent au comte de Mercy, vers le milieu de novembre. C'étaient les dernières places occupées dans le Banat par les Turcs. La Hongrie et ses dépendances étaient délivrées à jamais du joug musulman par la victorieuse épée des Habsbourg.

1. Méhémed-Pacha, dans l'article 8 de la capitulation, avait stipule pour les Kurucz hongrois enrôlés sous la bannière musulmane le droit de se retirer à Belgrade avec la garnison turque. Eugène écrivit en marge : *La Canaglia puo andare dove vuole* (*la canaille peut aller ou elle veut*). Le document, dit-on, se trouve encore à Vienne dans les Archives de la Guerre (Arneth, t. II, p. 524).

III

Pour compléter son œuvre, Eugène avait résolu de franchir le Danube dans l'été suivant et d'assiéger avec ses forces réunies la place de Belgrade. Il consacra l'hiver et le printemps suivant aux préparatifs nécessités par cette entreprise. Toutes ses précautions furent concertées avec un parfait ensemble. Ses ravitaillements et ses communications assurés par un notable accroissement de la flottille danubienne. Neuf de ses chaloupes étaient de véritables navires de guerre et portaient 46 canons; d'importants renforts furent dirigés vers la Croatie, la Transylvanie et les frontières de Pologne. Des abattis d'arbres accumulés en véritables murailles, dans toutes les passes des Carpathes, devaient arrêter au début toute irruption éventuelle des émigrés hongrois dont les intrigues en Turquie, causaient à Vienne une certaine inquiétude. Ces éternels perturbateurs, Antoine Esterhazy à leur tête, essayaient en effet d'organiser une nouvelle insurrection dans les pays magyars, sous le patronage musulman. Ils correspondaient avec Rakoczy, dont on annonçait la prochaine arrivée à Constantinople. Mais le contrecoup de Péterwardein dans les contrées danubiennes déjoua leurs machinations. En Valachie, un soulèvement éclata contre leur protecteur, Mauro Cordato, despote phanariote, dont la tyrannie avait exaspéré les populations[1]. Un major autrichien, nommé Dettin,

1. D'après un témoin oculaire, le Florentin del Chiaro, un dicton usuel parmi les malheureux habitants de la Valachie était que Dieu fit enfin apparaître les Allemands dans leur pays pour les délivrer de l'affreuse tyrannie qui les opprimait (Arneth, *ibid.*, t. II, p. 411).

à la tête de 1.200 soldats rasciens ou serbes, rassemblés dans les confins militaires, envahit la Valachie, et pénétrant presque sans coup férir jusqu'à Bucarest, surprit le tyran dans son château, le fit prisonnier et l'envoya sous bonne garde à Hermannstadt avec sa famille. Dettin, continuant sa course, poussa jusqu'à Jassy; mais là, des bandes tartares le refoulèrent et l'obligèrent à repasser en Transylvanie, après avoir détruit en grande partie son faible effectif. Sa diversion n'en fut pas moins utile à l'Autriche, en dispersant sur son passage les bandes turco-magyares qui s'étaient formées en Valachie et sur les contreforts des Carpathes.

Cette expédition et des tentatives analogues, dirigées par les frères Pétrasch [1], chefs rasciens, en pays bosniaque, causèrent un grand émoi à Constantinople. C'étaient les prodromes par trop manifestes d'un ouragan qui se formait en Hongrie et devait éclater infailliblement sur Belgrade.

Pour le détourner, la Porte essaya, pendant l'hiver, de renouer des négociations par l'entremise de l'internonce Fleischmann, détenu prisonnier depuis l'ouver-

1. Les frères Petrasch étaient deux officiers de fortune, Serbes d'origine, qui s'étaient élevés par leurs exploits jusqu'au grade l'un de colonel, l'autre de général. L'un d'eux, Maximilien, avait servi brillamment dans les troupes impériales contre les insurgés de Hongrie. Fait prisonnier par les rebelles, il avait subi dix-sept mois de *carcere duro* dans un souterrain, privé de lumière, au pain et à l'eau, résistant aux offres de libération les plus séduisantes pour rester fidèle à son serment de soldat. Plus tard, gouverneur de Brod, il s'était distingué contre les Turcs par son énergie, et par son sang-froid. On lui devait la prise de Gradiska, sur la rive droite du Danube. Quelque temps après, il s'empara de Derbent, qu'il livra aux flammes. A la tête de 1.200 hommes, il s'empara de Listehnitza près de Chabatz, en Bosnie (25 mai). Le second, Ernest, chargé par le comte de Mercy de diriger un convoi d'approvisionnements sur le bas Danube, fut surpris par une flottille turque en vue de Belgrade et transféré pour le reste de la guerre à Constantinople. Il fut rendu à la liberté par la paix de Passarowitz. Les deux frères furent élevés au rang de barons par l'empereur (Arneth, t. II, p. 413-420).

ture de la guerre, et transféré depuis quelque temps à Belgrade, par Khalil-Pacha, le successeur du malheureux Damad-Ali, tué à Péterwardein. Avant d'engager aucun pourparler, l'Autriche exigea fort justement la mise en liberté préalable de son envoyé. Mais alors se produisit une médiation singulière. Avec un sans-gêne qui, vis-à-vis de l'empereur, frisait l'impertinence, l'Angleterre et les Pays-Bas prêtèrent aux Turcs le concours de leurs bons offices. Lord Montagüe, nouvel ambassadeur de Georges Ier à Constantinople, s'arrêta même quelque temps à Vienne pour se faire l'avocat de la cause musulmane auprès de Charles VI et le déterminer à la paix sur la base de la restitution de Témesvar au sultan[1].

Eugène fut indigné d'une telle offre, qui semblait compter pour rien son admirable campagne et retirer à l'Autriche le fruit de ses glorieux exploits. « Cette entremise anglaise est inacceptable, écrivait-il de Pancsova à l'empereur : Dieu merci, notre situation n'est pas telle que nous ayons à discuter de telles conditions. » Lord Montagüe fut éconduit comme l'avait été, six ans auparavant, lord Peterborough, dans son inepte intervention en faveur des insurgés hongrois, et le vainqueur de Péterwardein put poursuivre en toute liberté l'exécution de ses plans.

Dans les premiers jours de juin 1717, 61 bataillons étaient concentrés à Pancsova sous Heister, et 176 escadrons sous Palffy. L'artillerie était nombreuse et bien équipée. Nombre de princes et de jeunes seigneurs, appartenant aux plus grandes familles de toutes les nations, Emmanuel de Portugal, deux princes de Bavière, le

1. L'Angleterre inaugurait alors cette politique, qui fut, pendant près de deux cents ans, sa règle immuable, soutenant avec obstination la barbarie asiatique en Europe, pour empêcher soit l'Autriche, soit la Russie, de s'établir à Constantinople.

prince de Pons, le chevalier de Lorraine, le comte de Charolais, petit-fils du grand Condé, le prince de Dombes, petit-fils de Louis XIV, par le duc du Maine, et d'autres encore étaient venus de toutes les parties d'Europe offrir leur concours aux armes chrétiennes et se former sous les auspices d'un grand homme à l'art de la guerre.

L'armée impériale passa le Danube, le 15 juin[1], et vint se masser autour de Belgrade, pendant que le vizir Khalil attendait encore à Nissa, dans les Balkans, la réunion de ses forces. La place était commandée par un chef intrépide, Mustapha-Pacha. La garnison, véritable armée, ne comptait pas moins de 30.000 hommes. Les murailles étaient défendues par 600 canons.

Sans perdre de temps, les Impériaux construisirent en hâte des redoutes et des retranchements, pour se protéger à la fois contre les sorties des assiégés et les attaques de Khalil. Grâce à ces travaux, le camp présenta bientôt l'aspect d'une vraie forteresse. Pour cerner complètement la place et l'isoler de ses alentours, Eugène porta huit bataillons et deux régiments de cavalerie sur Semlin, qui fut presque aussitôt évacué par les Turcs. Cette conquête donnait aux Impériaux une forte position sur la Save, livrant à leurs obusiers toute la ville basse et la partie occidentale de la forteresse. Mais, à ce moment, un véritable cyclone vint disperser la flottille et, coulant plusieurs navires, endommagea les redans avec les travaux d'approche. Les ponts de bateaux, qui joignaient les deux rives du Danube à celles de la Save furent brisés; rupture qui, pendant deux jours, isola l'une de l'autre les différentes sections de l'armée. Les assiégés profitèrent de ce désarroi pour

1. Ce passage fut une cruelle surprise pour les Turcs qui, pour défendre Belgrade, avaient accumulé des batteries de défense sur les bords de la Save (Arneth, t. II, p. 423).

sortir, au nombre de 10.000 hommes, et se jeter sur les ouvrages fortifiés des têtes de ponts, dans l'espoir d'en compléter la destruction. Heureusement, l'armée chrétienne était sur ses gardes. Les Turcs furent repoussés avec d'énormes pertes[1]. Une seconde sortie opérée par Mustapha, le 17 juillet, n'eut pas un meilleur succès. Quelques jours après, les ponts, les retranchements, la flottille étaient réparés, et la grosse artillerie, établie sur ses positions, ouvrait sur la forteresse un feu si terrible que les batteries turques furent en quelques jours réduites au silence. La ville entière était jonchée de ruines[2].

Grâce à cette activité prodigieuse, l'investissement était complet et la défense du camp presque inexpugnable quand l'armée du grand vizir fut signalée, le 30 juillet, par des éclaireurs. Elle se montait, assure-t-on, à 200.000 hommes[3]. Quand des murs de la forteresse, la garnison vit déboucher par les vallons de Rakowitza les premières colonnes de spahis, elle salua leur apparition de joyeuses clameurs[4]. Des engagements de cavalerie eurent lieu le jour même, entre l'avant-garde turque et des hussards serbes, organisés en régiment par Eugène; pendant ces escarmouches, l'armée ottomane s'étendait en demi-cercle autour des chrétiens, qui d'assiégeants devenaient assiégés, assiégés par des forces trois fois supérieures en nombre à leur effectif. Presque aussitôt de nombreuses batteries battirent en brèche leurs lignes de contrevallation, et les Impériaux,

1. Un capitaine hessois, dont le nom n'a pas été conservé par l'histoire, soutint, à la tête de 60 hommes, l'attaque furieuse des janissaires turcs, jusqu'à l'arrivée des secours amenés par le général O'Dwyer (Arneth, t. II, p. 429).

2. Arneth, *ibid.*, p. 431. Fessler-Klein, vol. V, p. 195.

3. L'armée ottomane était évaluée, comme celle de la campagne précédente, à 200.000 hommes (Arneth, *ibid.*, p. 431).

4. Katona, XXXVIII, p. 313.

déjà fatigués par un mois de travaux et de combats quotidiens, se trouvèrent cernés et durent lutter pied à pied et pendant douze jours, contre un étau de fer, qui se fermait autour d'eux. Attaqués en tête par 200.000 hommes de troupes fraîches, ils avaient derrière eux 25.000 ennemis, tout prêts à se combiner avec l'agresseur, à brûler leur camp, leurs ponts, et à leur couper la retraite [1].

Dans ce péril, Eugène conserva tout son sang-froid et la possession de ses puissantes facultés. « Ou je prendrai Belgrade, disait-il à ses familiers, ou je tomberai moi-même au pouvoir des Turcs. » Et, comprenant que le comble de la hardiesse était le parti le plus sage, il résolut de devancer les Turcs et de les attaquer avant qu'ils eussent complété leur installation. Ses généraux, convoqués en Conseil de guerre, applaudirent tous à cette inspiration de génie, et les ordres de combat furent immédiatement distribués aux chefs de corps, pour le lendemain, 17 août.

Ce fut au milieu de la nuit, vers une heure du matin, que les troupes furent mises en mouvement dans un grand silence, l'infanterie au centre sous le duc de Würtemberg, la cavalerie sur les deux ailes, commandée en chef par Pallfy, avec Ebergény, Mercy, à la

1. Un poète distingué, M. Richard de Kralich, dans un poème consacré au prince Eugène, « le noble chevalier », a très bien exprimé la gravité du péril dans les vers suivants :

Übel stand's um unsere Freunde :
Vorn und rückwärts nichts als Feinde,
Hier die Festung, dort das Heer :
Rechts die Donau, links die Save
Wahrlich, mancher Kühne, Brave
Fühlte da sein Herz schwer.

« Les choses allaient mal pour nos amis. Devant et derrière, rien que des ennemis. Ici la forteresse, là l'armée (turque). A droite le Danube, à gauche la Save. Vraiment, dans un tel moment, plus d'un brave sentit son cœur s'alourdir. »

droite, Montécuculi et Martigny, pour lieutenants, à la gauche ; le général Seckendorf, à la tête de 16 bataillons, avait pour mission de rester derrière les lignes de circonvallation, pour y surveiller tous les mouvements de la garnison et de l'intimider par une canonnade à outrance, dès qu'elle tenterait une sortie. Une cavalerie de réserve, sous Viard, devait, au besoin, refouler les assiégés vers la forteresse.

La nuit était claire et, malgré les nombreux replis du terrain, menaçait de dévoiler à l'ennemi les débuts mêmes de l'opération. Heureusement, un épais brouillard sortit de terre, comme par enchantement, aux approches de l'aube, et couvrit d'un voile protecteur la marche des chrétiens jusqu'au pied de l'enceinte qui protégeait le camp ottoman[1].

Moins surpris qu'on ne l'espérait, l'ennemi se mit promptement en défense. A l'audition des premières décharges, sa cavalerie fut sur pied, se réunit en assez bon ordre et fonça sur les agresseurs, qui, tâtonnant eux-mêmes à travers le brouillard, trouvaient avec peine leur orientation. Sur la gauche, les hussards hongrois tombaient en masse dans un fossé nouvellement creusé. Au centre, plusieurs bataillons, inclinant trop vers la droite, laissaient à découvert un espace où les Turcs auraient pu se frayer facilement un passage. Heureusement, cette lacune fut inaperçue des chefs musulmans.

Le soleil levant avait épaissi les vapeurs au lieu de les dissiper. Palffy, pour soutenir ses hussards, fit appel

1. Voir dans Arneth les instructions nettes et précises données par Eugène aux généraux, aux officiers, aux simples soldats pour cette attaque nocturne dont dépendait le salut de l'armée. « Aucun soldat ne devait agir pour son compte, ni se permettre le moindre mouvement. Chacun devait obéir aveuglément aux ordres donnés, confiant dans la direction supérieure qui seule pouvait assurer le succès. » (Arneth, *ibid.*, p. 434.)

à Mercy qui, volant au secours de son chef, rétablit promptement l'offensive. Pendant ces mouvements, l'infanterie, conduite par Würtemberg, abordait de front les positions ottomanes et, semblable à un mur mobile, les forçait avec une admirable vigueur. Attaqués en tête et en flanc, les Turcs abandonnèrent leurs retranchements et leurs batteries reculèrent à l'ouest, dans la direction de la Save.

Ces avantages avaient été conquis après la naissance du jour, mais n'étaient pas encore décisifs. Vers huit heures, le brouillard se dissipa subitement et découvrit un étrange spectacle. Toute la masse des Impériaux s'était portée vers la droite et laissait sur sa gauche un vide énorme, où l'ennemi pouvait facilement précipiter des forces écrasantes, couper en deux tronçons l'armée impériale et la séparer de son camp. Le grand vizir se hâta de donner des ordres pour profiter de cette ouverture. Des milliers de spahis s'y précipitèrent. Mais Eugène, avec sa lunette d'approche, avait déjà vu le péril, et, pour le conjurer, s'était jeté lui-même au-devant de la trombe avec les troupes qui composaient sa deuxième ligne. Tous les volontaires de son état-major le suivaient, l'épée à la main. Le choc fut terrible. A ses côtés furent tués ou blessés plusieurs rejetons d'illustres familles. Lui-même reçut une blessure au bras. Les Turcs en masses compactes, infiniment supérieurs en nombre, se maintenaient avec obstination et même gagnaient du terrain, quand Viard, appelé par le généralissime à la rescousse, sortit du camp avec la cavalerie de réserve et, prenant les Turcs en flanc, les repoussa, malgré le feu de leur artillerie, jusque dans leur dernier abri. Cette charge impétueuse décida la victoire. A neuf heures du matin, la retraite des Turcs se changeait en déroute, et l'on put voir leur multitude s'enfuir dans les bois de Topchideré, voisins de la ville,

puis sur les hauteurs du mont Avallah, et vers le couvent de Rakovitza[1].

Ils laissaient 22.000 morts ou blessés sur le champ de bataille. La perte des Impériaux s'élevait à 1.500 morts et à 3.500 blessés. Toute l'armée avait été magnifique d'élan, de vaillance et de discipline. Eugène s'était surpassé comme coup d'œil, présence d'esprit et géniale illumination. Après lui, les deux principaux héros de cette glorieuse journée étaient le duc de Würtemberg et Palffy. Ce dernier avait fait merveille, dirigeant tout le mouvement de sa cavalerie sur les deux ailes avec une précision admirable. Son fils aîné avait succombé dans l'action, sur le champ d'honneur[2].

Jusqu'à la fin du jour, Eugène tint ses troupes concentrées dans le camp conquis, craignant un retour offensif des vaincus. Le lendemain seulement, dans la matinée, il autorisa quelques bataillons à se répandre dans les tentes ottomanes pour rassembler le butin. 200 canons, 50 drapeaux, 9 queues de cheval, 3.000 voitures, enfin une énorme quantité de chevaux et de bêtes de somme furent capturés, comme dépouilles opimes[3]. Mais le principal trophée de cette belle victoire fut Belgrade qui, désespérant de résister plus longtemps, capitula le soir même, livrant aux Impériaux 600 canons, une nombreuse flottille et d'immenses approvisionnements de toute sorte. La garnison obtint de se retirer librement, emmenant avec elle, comme à Témesvar, la population musulmane (18 août 1717).

Au moment même où les Turcs se débandaient et prenaient la fuite dans les plaines voisines de Belgrade,

1. Arneth, *ibid.*, p. 436. Katona, XXXIII, p. 318-323.

2. Ne sont-ce pas là les gloires vraiment *nationales* qu'auraient dù célébrer les annalistes hongrois, au lieu de consacrer leurs dithyrambes aux fauteurs d'insurrections destructives, aux clients et aux stipendiaires de l'Islam?

3. Trois chameaux pouvaient être achetés pour 1 gulden.

Eugène, assuré du succès final, avait détaché de son état-major le général, comte Hamilton, le chargeant d'aller, à franc étrier, porter l'heureuse nouvelle à l'empereur. « Plus l'inquiétude avait été grande, quand « on avait connu à Vienne la situation critique de l'ar- « mée, plus débordante fut la joie, quand on apprit la « victoire. Quand le général Hamilton quitta le palais « de la Favorite après avoir porté son message à l'Em- « pereur, précédé, suivant la mode du temps, par six « postillons, sonnant de joyeuses fanfares, et quand il « passa sous la porte de Carinthie pour se rendre à la « Burg, y porter aux deux impératrices douairières la « joyeuse nouvelle, l'affluence du peuple ivre d'allé- « gresse fut si grande, par le Graben et le Kohlmarkt, « que ses chevaux ne pouvaient plus avancer. Partout « retentissaient les louanges d'Eugène ; ses envieux, ses « détracteurs n'osaient souffler mot. Et la joie publique « s'éleva jusqu'au délire lorsque, quelques jours après, « le colonel Rabutin vint annoncer la prise de Bel- « grade, confirmant et complétant les informations « précédentes[1]. »

La chute de Belgrade était arrivée à point pour les Impériaux, car, dans ce même mois d'août, 15.000 Tartares, renforcés par un corps d'émigrés hongrois, avaient fait irruption de Moldavie en Transylvanie. Karolyi, promu au grade de lieutenant général, commandait dans la principauté les forces autrichiennes[2]. Sa conduite, en face d'agresseurs peu nombreux et mal organisés, fut d'une insigne lâcheté. Craignant de tomber entre les mains de ses anciens complices et

1. Arneth, *Vie du prince Eugène*, t. II, p. 438.

2. Il avait sollicité de la cour l'autorisation de convoquer les milices des comitats de son ressort : mais le Conseil de guerre avait rejeté sa demande, dans la crainte trop justifiée de voir ces contingents se joindre aux envahisseurs (Fessler-Klein, vol. V, p. 197).

ne pouvant se faire illusion sur le sort qu'ils lui réservaient, il quitta précipitamment la province et se réfugia derrière la Teiss avec toutes ses troupes. Les hordes tartares, pénétrant dans le pays sans obstacle, y promenèrent leurs déprédations, mettant les campagnes, les villes ouvertes au pillage, et faisant, suivant l'usage musulman, des razzias de femmes et d'enfants pour les emmener en captivité. Devant ces saturnales, des voix indignées s'élevèrent contre le vieux transfuge, qui venait encore une fois d'introduire dans la monarchie les fléaux de la guerre, par sa désertion. Le général de Salzer, gouverneur de Grosswardein, le colonel Kükländer, commandant à Huszt, stigmatisèrent Karolyi dans des lettres accusatrices et demandèrent sa mise en jugement. Kückländer écrivait à Eugène : « Si Karolyi « m'avait seulement soutenu avec 100 hussards, je me « serais fait fort de sabrer cette misérable cohue de « barbares et de la pousser devant moi comme un vil « bétail[1]. » Mais Eugène connaissait les ménagements dus par la cour de Vienne au négociateur de Szatmar. Sans faire à Karolyi d'inutiles reproches, il envoya Viard avec deux régiments de cavalerie, qui suffirent à chasser les Tartares de Transylvanie. Avant leur départ, un chef intrépide, Bagosy, les ayant attirés dans une embuscade, massacra plusieurs centaines de ces mécréants et brisa les fers de 3.000 captifs. Pour châtier l'hospodar moldave de cette agression, Eugène donna l'ordre au gouverneur de Transylvanie, Steinville, d'envahir la Moldavie et de lui faire sentir toutes les charges de l'occupation militaire. Douze bataillons et huit régiments de cavalerie partirent sous le comte de Mercy, pour protéger le Banat contre tout retour offensif des Turcs. Le général Martigny fut détaché sur

1. Arneth, *ibid.*, p. 440. Katona, XXXIII, p. 333.

Arad pour surveiller la Hongrie et pour y comprimer, à sa naissance, tout mouvement insurrectionnel. Ainsi, dans le génie bien équilibré du prince Eugène, les vues d'ensemble étaient complétées par le souci des détails, et les grandes inspirations par une perpétuelle vigilance qu'aucune éventualité ne pouvait prendre en défaut.

Pour faire face à tant de complications, il avait dû fractionner ses forces au moment même où la prise de Belgrade lui livrait la Serbie et tous les pays balkaniques. Quelques semaines après, l'empereur Charles VI entrait en guerre, avec le roi Philippe V, pour la possession du royaume de Naples et des duchés italiens, revendiqués par l'entreprenant cardinal Albéroni, comme domaine inaliénable de l'Espagne. Pour soutenir ce nouveau conflit, plusieurs régiments furent enlevés à l'armée du Danube et dirigés sur les Alpes, malgré toutes les réclamations d'Eugène. Réduit à la défensive par ces diminutions d'effectifs, il concentra le gros de ses troupes dans les trois places de Belgrade, de Témesvar et de Péterwardein, pour préserver contre toute attaque de l'ennemi ses nouvelles conquêtes. Néanmoins, pour lui masquer la réduction de ses forces, il envoya deux corps expéditionnaires dans l'intérieur de la Serbie, le premier sous les ordres du général serbe, Pétrasch, brillant officier de fortune, le second commandé par Annibal Heister, frère du feld-maréchal de ce nom.

Ces deux entreprises échouèrent : Pétrasch, ayant pénétré jusqu'à Zwornick sur la Drina, entreprit le siège de cette place ; mais, grièvement blessé dès le début du siège et mal secondé par ses subalternes, il se vit forcé de battre en retraite. Annibal Heister s'était dirigé sur Novi-Bazar ; mais, dans la conduite de ces opérations, il fit preuve d'une complète incapacité. Ses deux briga-

diers, Kœnigsegg et Draskowitz, furent battus à plate couture par les Ottomans. Ce dernier dut chercher asile à Kostanitza. Cerné dans cette place, il eût été pris infailliblement avec les débris de ses troupes, si plusieurs commandants des confins militaires croates n'étaient accourus en toute hâte pour le dégager[1].

Le prince fut consterné de ces deux échecs, qui projetaient rétrospectivement sur sa glorieuse campagne une ombre importune. Heureusement, la Porte, abattue, découragée par ses revers antérieurs, était aux prises avec des complications intestines, qui lui faisaient souhaiter ardemment la paix. Pour l'obtenir, le nouveau vizir, Ibrahim-Pacha faisait d'instantes démarches auprès des ambassadeurs anglais et hollandais, à Constantinople, implorant leur médiation, et se déclarant prêt à l'abandon des territoires et places fortes perdues par les armées ottomanes, pendant le cours de la guerre. Concurremment à ces sollicitations, des ouvertures furent faites à Eugène, par l'ex-gouverneur de Belgrade, Mustapha-Pacha, pour la conclusion d'une paix entre le sultan et l'empereur, sur la base de l'*uti possidetis*. La proposition était évidemment avantageuse à l'Autriche, puisqu'il devait en résulter pour elle la conservation de Témesvar, de Belgrade, et d'un territoire assez considérable en Serbie, ainsi qu'en Bosnie, sur la rive droite du Danube.

Eugène transmit ce message à l'empereur, et la cour de Vienne en approuva la teneur, qui correspondait à ses vues. Tout entière à ses projets contre l'Espagne, dont on s'exagérait encore la puissance, elle venait de former avec la France, l'Angleterre et les Pays-Bas une ligue intitulée quadruple alliance, et s'appliquait exclusivement à déjouer en Italie les projets du cardinal

1. Arneth, *ibid.*, p. 441 (Fessler-Klein, liv. V, p. 197).

Albéroni, comme si l'ambition chimérique de cet aventurier constituait pour la puissance autrichienne un péril suprême.

Sous l'empire de ces étranges préoccupations, le Conseil aulique accepta les médiations britannique et hollandaise. L'entente s'établit sur les stipulations réciproques, pendant le cours de l'hiver, et la bourgade de Passarowitz, située à l'embouchure de la Morawa, près de Sémendria, fut fixée, d'un commun accord, pour la conclusion d'un nouveau traité. Eugène ayant décliné l'office de plénipotentiaire[1], Charles VI choisit à sa place le comte de Virmont, général diplomate, en l'assistant du conseiller Tallmann, et de Fleischmann, ancien internonce auprès du sultan. La Porte se fit représenter par le silikdar Ibrahim, par Mohamed-Effendi, directeur de l'artillerie ottomane, et par Mauro Cordato, frère de l'hospodar dépossédé deux ans auparavant par Dettin.

Venise, abandonnée à ses propres forces, ne pouvait continuer la guerre contre l'Empire ottoman[2]. Forcée

1. Eugène resta néanmoins à Belgrade pendant tout le cours des négociations, tant pour surveiller la place, les mouvements de troupes et prévenir tout retour offensif de l'ennemi que pour contre-balancer, par sa légitime influence, les intrigues turcophiles des médiateurs (Arneth, *ibid.*, p. 449).

2. Pendant le cours de cette guerre, les Vénitiens avaient obtenu des succès assez importants contre les armées et contre la flotte ottomanes Sous la direction d'un général allemand, le comte Schullembourg, ils avaient défendu Corfou contre 33.000 Turcs, qu'avait amenés et que soutenait une flotte de 22 vaisseaux de ligne. Après de nombreuses attaques et plusieurs assauts infructueux, les Musulmans durent lever le siége. Sous le même chef, les Vénitiens avaient pris Sainte-Maure et Butrinto (1716). L'année suivante, l'amiral Louis Flangini, avec 27 vaisseaux de ligne, avait attaqué 40 vaisseaux turcs à l'entrée des Dardanelles et les avait forcés à s'enfuir. Une autre bataille navale près de Cerigo, le 19 juillet, n'avait pas été moins glorieuse pour la marine vénitienne. Quelque temps après, Schullembourg et Pisani s'emparèrent de Prévesa, clef du golfe de Lépante, puis de Wonitza. Pendant ce temps une autre armée vénitienne reculait les frontières de la Dalmatie par la prise de l'important château d'Imoschi (Daru, *Histoire de Venise*, t. IV, p. 690-703).

d'accéder aux négociations, elle chargea de ses intérêts le chevalier Carlo Ruzzini, qui l'avait représentée avec tant d'habileté, vingt ans auparavant, à Carlowitz et, plus tard, au Congrès d'Utrecht. Sir Robert Sutton, ambassadeur d'Angleterre, et le comte Jacob Colliers, ministre des Pays-Bas à Constantinople, figurèrent comme médiateurs dans les discussions et dans les protocoles, malgré l'opposition très judicieuse d'Eugène, qui connaissait leur partialité pour les Turcs.

Après des pourpalers qui se prolongèrent deux mois et demi, la paix fut signée entre les plénipotentiaires, le 21 juillet, aux conditions suivantes : 1° d'après le principe adopté de l'*Uti possidetis*, l'Autriche conservait Témesvar avec le Banat, plus Belgrade avec les rives situées au sud du Danube, depuis la rivière Unna, frontière de Bosnie, jusqu'au Timok, limitrophe de la Bulgarie. Cinq districts valaques, situés au-delà d'Orsova, et militairement occupés, à ce moment, par le comte Steinville, étaient rattachés au Banat, avec Crajova pour chef-lieu, l'Aluta, affluent septentrional du Danube, servant de limite entre le territoire autrichien et la Valachie ; 2° la sécurité des frontières, la liberté du culte chrétien dans les pays musulmans, les franchises du commerce des résidents austro-hongrois dans la Turquie d'Europe et les Etats barbaresques furent garanties de nouveau par des clauses spéciales, empruntées au traité de Carlowitz, dont tous les articles relatifs à ces divers points furent remis en vigueur; 3° la Porte promettait d'interner les émigrés hongrois loin des frontières autrichiennes et de les maintenir sous une étroite surveillance. Nous avons vu plus haut comment cet engagement fut scrupuleusement tenu par rapport à Rakoczy, le plus redoutable d'entre eux. Ainsi, par une étrange transformation, le sultan se fit le geôlier de ses protégés. Ce fut la fin de leur carrière politique.

Venise dut renoncer au Péloponèse, qu'elle se croyait à la veille de reconquérir sur les Turcs. En échange de cette possession ou du moins comme témoignage de sollicitude, l'Autriche lui fit obtenir quelques places et quelques extensions de territoire en Dalmatie, en Albanie et sur les côtes de l'Adriatique[1].

Tel fut le traité de Passarowitz (21 juillet 1718), qui fut pour l'Autriche le couronnement de sa tâche émancipatrice et l'apogée de sa puissance dans la vallée du Danube. Par une série d'exploits prodigieux, un grand homme, secondé par des généraux et par des troupes admirables, avait, en moins de deux ans, anéanti deux armées turques, chacune, de 200.000 hommes, conquis Témesvar et Belgrade, « les clefs du Danube » et délivré pour toujours les contrées hongroises du joug ottoman. Quel contraste avec l'œuvre néfaste des Tœkœli et des Rakoczy, dont nous avons exposé plus haut les ténébreuses machinations et les maléfices ! Le traité de Passarowitz commentait éloquemment la paix de Szatmar. Jamais la civilisation chrétienne n'avait remporté sur la barbarie de plus beaux triomphes[2] !

Eugène n'était pas seulement un grand capitaine, mais encore un homme d'Etat, un organisateur de premier ordre dans le domaine administratif. Après avoir délivré le Banat, il lui donna pour gouverneur le comte de Mercy, général de cavalerie, dont il connaissait l'élévation d'esprit, le caractère conciliant, la philanthropie pratique et l'ardeur généreuse pour le bien. « Sous cet éminent promoteur », dit Arneth, l'historien

1. Arneth, *ibid.*, p. 452. Fessler-Klein, v. V, p. 201. Katona, XXXVIII, p. 371-392.

2. Aucun Hongrois ne fut chargé par l'empereur de participer aux négociations (Fessler Klein, p. 102). Dans un moment où la plupart des notabilités hongroises étaient encore de fait ou d'intention les alliés de la Porte, on ne pouvait faire un reproche à l'Autriche de cette exclusion.

d'Eugène, « ce pays, qui pendant des siècles, avait langui « sous l'oppression des pachas, s'éveilla promptement « au souffle de la protection chrétienne. L'agriculture, « l'industrie sortirent d'une torpeur séculaire. De « beaux villages, des villes s'élevèrent à la place de « huttes ou de misérables hameaux. Des districts entiers « furent assainis par le desséchement des marais. « L'exploitation des mines se développa rapidement. « La plupart de ces progrès furent réalisés par l'ini- « tiative et sous l'influence de Mercy. Aussi son nom « est-il, même aujourd'hui, particulièrement vénéré « dans une contrée qu'il a comblée de bienfaits[1]. »

Un semblable essor vivifia la Transylvanie et les Confins Militaires, maintenus, comme le Banat, sous la tutelle directe du Gouvernement impérial. Une fois délivrée des cabales hongroises, la Transylvanie se remit promptement des dévastations cosaques et tartares et, grâce à ses ressources naturelles, à l'entente des autorités avec les populations, devint rapidement une des provinces les plus prospères de l'empire. Toutes les richesses du sol furent mises en valeur. Les forêts furent sagement exploitées; l'instruction se popularisa; des manufactures furent fondées dans les villes saxonnes, dont les deux métropoles, Kronstadt et Hermannstadt, devinrent les centres d'un actif commerce avec la Moldavie et la Valachie. La transformation fut si bienfaisante, si généralement appréciée par les régnicoles, qu'on les vit décliner, sous Marie-Thérèse et sous Joseph II, toute offre de réunion avec la Hongrie. Cette répulsion chez de vrais Hongrois eût été sans doute inexplicable ; mais le régime autrichien

1. Arneth, *Vie du prince Eugène*, t. II, p. 446. Mercy fit venir aussi des colons d'Allemagne, de Serbie, d'Italie : il fit creuser un canal. Malheureusement, il dut interrompre son œuvre, en 1734, pour commander un corps autrichien en Italie. Il fut tué à la bataille de Parme.

avait mis en évidence une particularité curieuse, auparavant ignorée ou laissée dans l'ombre : c'est que la Transylvanie *n'était pas un pays magyar*, que les Hongrois y formaient une minorité paucissime, que la contrée y florissait admirablement en dehors de leur influence et que les trois quarts des habitants y souhaitaient ardemment leur disparition.

Ces dispositions étaient encore bien plus accentuées dans les confins militaires, peuplés de Serbes, d'Esclavons, de Croates et de Roumains, chez lesquels l'hostilité envers les Hongrois se confondait avec l'horreur du joug musulman. J'ai plus haut esquissé l'organisation toute patriarcale de ces territoires, exclusivement habités par des soldats laboureurs et divisés en régiments, bataillons, compagnies, à l'instar des colonies fondées dans la Germanie ou chez les Daces par les légions, sous l'empire romain. Institués comme une ceinture crénelée contre les invasions turques, ces municipes guerriers avaient, pendant les dernières insurrections, rendu d'immenses services à la royauté contre les rebelles.

Rien de plus légitime que ce lien direct des confins militaires avec la couronne, puisque ces districts avaient été constitués primitivement, pendant les guerres austro-turques, avec des paysans slaves, tirés par l'Autriche de leur ilotisme. Renforcées plus tard de fugitifs serbes et bosniaques, ces agglomérations formaient une véritable démocratie, exempte des servitudes féodales et présentant un riant contraste avec les vassaux, maintenus par l'oligarchie hongroise dans un véritable servage. A cette disparité organique venaient se joindre les différences de race, de langue et de religion. La plupart des Grenzers[1] étaient orthodoxes grecs et

1. C'était le nom donné aux habitants des confins militaires.

réfractaires à l'ingérence confessionnelle du gouvernement et de la diète de Presbourg. Le cabinet de Vienne, respectueux de leurs traditions, leur conféra le droit de se rassembler en synodes et d'y nommer leurs évêques. Fiers de ces prérogatives, ils se considéraient comme un peuple indépendant, et le plus précieux des biens à leurs yeux c'était leur autonomie. Aussi, quand Marie-Thérèse, pour obtenir le concours des Hongrois contre la Prusse et la France en 1741, supprima les confins militaires de Bacs, de Bodrog, Czondrad, Arad et Czanad, vit-on éclater parmi ces populations, d'impétueuses colères. Neuf ans après, en 1750, la rétrocession de Temès et de Torontal aux Magyars porta cette révolte à son paroxysme. Dans les districts ainsi dénationalisés, des insurrections éclatèrent et durent être réprimées par la force. 100.000 Serbes quittèrent les rives de la Teiss et de la Maros, pour émigrer en Russie, sous la conduite de leurs chefs Horwath et Tekeli[1]. Préférant à l'inféodation hongroise les amertumes de l'exil, ils se rendirent dans le gouvernement d'Ekaterinoslaw, où l'impératrice Elisabeth les reçut avec empressement et leur fit accorder des terres.

Cet exode fit perdre à l'Autriche plusieurs bataillons d'excellents soldats. Pendant près d'un demi-siècle, ces malheureux Grenzers avaient été les sujets les plus dévoués et les plus fidèles de la dynastie. Mais être incorporés au royaume magyar était pour eux la pire des humiliations. Et cette antipathie était chez eux la forme naïve du patriotisme. Ils ne connaissaient pas la Bulle d'or, ni les décrétales de Presbourg, ni la Pragmatique Sanction, et ne voyaient dans les Magyars que les artisans de guerres intestines, les protégés du sultan. Il leur répugnait d'être livrés, en paiement du *Moria-*

1. Leger, *Histoire d'Autriche-Hongrie*, p. 362.

mur pro rege nostro, aux épigones des insurgés si vaillamment combattus par leur loyalisme. Mais la perspective la plus intolérable pour eux c'était de subir le *Jus hungaricum*, dont ils n'ignoraient pas le mépris et les iniquités envers la race slave [1].

Sic vos non vobis : c'est par cette mélancolique réflexion que je terminerai cette étude, en constatant que l'ingratitude hongroise a frustré l'Autriche de la récompense noblement conquise par ses efforts de deux siècles. Jamais les Magyars n'ont reconnu la dette sacrée que constituait pour eux le bienfait de leur délivrance, ni cessé de traiter en intrus et en ennemis leurs libérateurs. En revanche, ils ont exhumé et remis en vigueur toutes les chartes issues de leur domination périmée, pour s'attribuer un droit inaliénable et indélébile sur la vallée du Danube, comme si les conquêtes d'Arpad (?) et d'Etienne Ier, mises à néant par les Turcs, pendant deux cents ans, avaient infirmé d'avance les résultats des victoires remportées par Charles de Lorraine, Louis de Bade et le prince Eugène [2].

C'est cette incroyable prétention de se retrouver conquérants et dominateurs après une servitude biséculaire et de reprendre contre vents et marées la tradition du problématique Arpad, qui constitue toute l'histoire des Hongrois, depuis Marie-Thérèse jusqu'à l'époque actuelle. La Pragmatique Sanction, acceptée par cette souveraine dans une heure de danger suprême, marque le début de leur retour offensif et de leurs impérieuses

1. Le Slave n'est pas un homme (axiome hongrois).

2. En admettant que la force puisse fonder un droit, ce droit doit être englouti, ce semble, dans la défaite et disparaître dans l'asservissement du dominateur. Peut-on comprendre qu'après avoir tremblé deux cents ans devant les pachas et les janissaires, le Magyar s'intitule souverain des Slaves et des Roumains, comme héritier des Koloman et des Ladislas, comme si les sabres hongrois avaient, à l'instar de Gédéon arrêtant le soleil, suspendu le cours de l'histoire !

sommations à la royauté. C'est depuis l'octroi de cette charte qu'ils ont formé de nouveau dans l'empire un Etat indépendant, s'inféodant plusieurs millions de sujets slaves et roumains, absolument réfractaires à cette sujétion, leur imposant leurs lois, leur langue turco-finnoise, et rêvant toujours, pour leur compte, une puissance inconciliable avec l'existence de la monarchie.

Disons-le franchement : une pareille usurpation n'eût jamais pu réussir, sans la connivence du libéralisme moderne. pieux continuateur des traditions protestantes et zélote impertubable du système et des rites constitutionnels. Les doctrinaires, comme les jacobins, sont simplistes. Ils traitent les dogmes et les croyances religieuses de superstitions; mais ils attribuent béatement des vertus cabalistiques au régime parlementaire pour le perfectionnement et le bonheur des sociétés. Le Parlement hongrois, dans ses apparentes similitudes avec le système britannique les a séduits, enchantés. Que ces assemblées aient été tour à tour les officines d'une lourde tyrannie et d'une anarchie dissolvante; que leur action sociale se soit résumée dans l'odieux code Verbœcsy, leur action politique dans les guerres civiles et dans le protectorat ottoman, ce sont-là, pour nos théoriciens, des faits secondaires. Elles ont discuté, dogmatisé sur le droit des peuples, malmené le principe de l'absolutisme. Ces mérites suffisent, paraît-il, pour leur constituer un titre impérissable à l'admiration et à la reconnaissance de l'esprit humain.

Les Hongrois connaissent ces dispositions et les ont appropriées très habilement à leurs fins, chaque fois que l'ascendant de la France pouvait les servir et que les fluctuations de notre politique avaient livré, chez nous, le pouvoir aux idéologues, notamment en 1848 puis en 1860, sous Napoléon III le rêveur. Aujourd'hui encore, sous

notre république doctrinale et catéchisante, ils cultivent avec soin parmi nos lettrés un groupe d'ardents prosélytes. C'est à ces amis qu'un écrivain hongrois, M. A. de Bertha, faisait récemment appel, dans son *Essai sur la Constitution hongroise*, en rattachant les insurrections magyares aux grandes luttes du protestantisme et de la liberté moderne contre « la réaction politique et religieuse ». « Si l'on glorifie, disait-il[1], « Guillaume d'Orange, la reine Elisabeth, Coligny, « *comme les héros de la liberté du monde*, on ne doit « pas omettre les noms d'Etienne Bocskay et de « Gabriel Bétlem, parmi les champions des idées libé« rales et émancipatrices les plus élevées. L'Etat hon« grois *n'est pas un parvenu* au milieu de l'Europe. « C'est au prix de son sang que la nation hongroise « s'est acheté sa place au conseil des peuples. Le « triomphe de ses droits a été le triomphe du consti« tutionalisme et de la liberté[1]. »

Le moment est-il bien choisi pour célébrer les précurseurs du régime parlementaire, en présence des scandales, des misères et de l'impuissance qui discréditent aujourd'hui ce mode de gouvernement dans les principaux Etats de l'Europe? Si nous abordions ce débat, que d'arguments ne trouverait-on pas dans les scandales, les violences, les gaspillages financiers, les stériles bavardages, l'inconsistance, l'irréflexion du parlementarisme actuel, contre ce décevant millénium, eldorado des politiciens, d'ores et déjà discrédité dans le monde entier! Mais le cadre de cette esquisse ne comporte pas ce genre de dissertation. Aussi bien, si passionné qu'ait été le goût des Hongrois pour l'élo-

1. *La Constitution hongroise*, precis historique d'après le Dr Samuel Rado, preface, p. 2. Plon, 1898. Ces memes vues ont éte développées par le même auteur dans un ouvrage encore plus récent : *Magyars et Roumains devant l'histoire*. Plon, 1899.

quence tribunitienne et les tournois oratoires, leur vraie conquête sur les souverains autrichiens n'a pas été la liberté de discussion, ni le droit de représentation par les diètes, car jamais les Habsbourg n'ont menacé en Hongrie ces prérogatives; le vrai résultat de leurs efforts, de leurs oppositions irréductibles, c'est le Dualisme, scission de la monarchie autrichienne en deux organismes profondément étrangers l'un à l'autre et de plus en plus récalcitrants à toute communauté de sentiments, d'aspirations et même d'intérêts; c'est ce morcellement qui paralyse le pouvoir central, et remplace son action par celle de coteries, envenimant les dissidences, creusant un gouffre entre les différentes nationalités et changeant l'empire le plus conservateur de l'Europe en un cratère dont les éruptions peuvent à tout moment se projeter sur les Etats voisins et causer un embrasement général. Telle est l'œuvre informe dont les Hongrois peuvent réclamer la paternité. Depuis cette création néfaste, la situation de l'Autriche est devenue de plus en plus précaire et troublée. Les crises ministérielles s'y succèdent, plus aiguës et plus débilitantes que partout ailleurs. Les conflits de races semblent sans issue; toute conciliation est devenue impossible entre les bénéficiaires du régime et ceux qui visent à le renverser. En présence de ces perturbations chroniques, des prophètes de mauvais augure proclament tous les jours l'impossibilité pour l'Autriche de résister à tant de secousses, prédisant pour un avenir prochain sa dislocation[1].

Je ne partage pas ces vues pessimistes, et des impressions toutes différentes doivent se dégager, suivant moi, de notre évocation historique. L'empire d'Autriche

1. Voir le remarquable ouvrage de M. André Chéradame : *l'Europe et la Question d'Autriche au seuil du XXe siècle*. Plon, Nourrit, éditeurs (1901).

s'est formé et maintenu glorieusement par le principe dynastique, appuyé sur la valeur militaire. Nous l'avons vu défendre la chrétienté contre les Turcs, pendant deux cents ans, tout en satisfaisant aux exigences de sa situation continentale, luttant contre Gustave-Adolphe, puis contre Louis XIV et réprimant de formidables insurrections en Hongrie, en Bohême et presque toujours servant la cause du droit, de l'ordre social contre les sophismes désorganisateurs de l'esprit moderne. Tel est le bilan de son histoire, non telle que l'ont défigurée les passions antireligieuses, mais telle que l'ont reconstituée pièces en main les érudits sérieux, les Hürter, les Huber, les Arneth, les Onno Klopp et tant d'autres, puisant leurs preuves dans les archives de Vienne, de Venise et du Vatican.

Eh bien! la vie des peuples est un éternel recommencement : rien ne prouve que l'Autriche actuelle ne soit pas en état de reprendre son rang et sa légitime importance en Europe, le jour où son souverain voudra mettre fin à des agitations chaotiques, en s'inspirant de ses illustres ancêtres. Les éléments principaux dans ce grave problème ne sont pas les vaporeuses discussions du politicien, mais le sentiment intime des populations et la consistance de l'armée. Or tous les peuples de l'Autriche actuelle (y compris ceux de la Hongrie) sont profondément attachés à la dynastie. Si des mouvements séparatistes essayaient de se prononcer, l'armée entière, généraux, officiers de tout grade et soldats marcheraient, comme un seul homme, sur un signe de son chef suprême, pour la défense de la monarchie.

L'empereur François-Joseph est aujourd'hui le souverain le plus populaire, le plus respecté du monde. Dans toutes les parties de son vaste empire, il est l'objet d'un attachement, d'une vénération unanimes. Mais ces sentiments ne sont pas pour cet éminent mo-

narque un apanage viager. Certes ses qualités personnelles, ajoutons aussi ses cruelles épreuves et l'auréole du malheur le rendent infiniment cher à tous ses sujets ; mais quiconque a voyagé en Autriche a pu se convaincre que l'amour des populations y sauvegarde pour longtemps encore la dynastie des Habsbourg, et que l'avènement d'un nouveau souverain n'y produira d'autre effet qu'un élan de loyalisme dans toutes les provinces cis et transleithaniennes de la monarchie.

Hoc signo vinces. Heureux les peuples qui, dans notre époque de scepticisme, ont conservé ce précieux talisman pour les jours d'épreuve! C'est dans un retour à ses traditions dynastiques que la monarchie autrichienne trouvera l'antidote au poison qui la mine et la désagrège depuis près d'un demi-siècle. L'anarchie du Reichsrath de Vienne, les cabinets extra-parlementaires qui se succèdent en Cisleithanie depuis trois ans, et deviennent de plus en plus une fonction normale, enfin le règlement autoritaire de la quote-part par l'empereur en sont la preuve évidente. Les Hongrois eux-mêmes semblent comprendre en ce moment le péril que représenterait pour eux le démembrement de l'Autriche et, fermant l'oreille aux adjurations kossuthistes, se groupent autour de M. de Szell, pour renforcer le pouvoir central, en inaugurant, sous les auspices du monarque, une politique de conciliation. C'est qu'en dépit de leurs illusions, ils sentent bien qu'entre deux colosses, comme la Russie et l'Allemagne, l'Etat hongrois, force artificielle, ne pourrait se soutenir par lui-même, que le prestige du souverain les protège contre les Slaves et les Roumains, leurs ennemis intérieurs et qu'en perdant ce patronage, ils seraient écrasés par les haines et les rivalités coalisées contre eux, comme ils le furent autrefois, par la puissance ottomane. Puissent-ils persévérer dans cette résipiscence et travailler à la

reconstitution du faisceau dont ils ont causé la rupture!

Viribus unitis (par l'union des forces), telle était la noble devise de l'Autriche, au milieu des nations composites qu'elle initiait à la vie européenne, après les avoir délivrées pied à pied du joug musulman. C'est par le concours des bonnes volontés qu'elle pourra, de nos jours, calmer ces tempêtes intérieures, dominer les antagonismes de races, maîtriser les tentatives révolutionnaires et combattre victorieusement ses adversaires dans la politique internationale.

C'est avec une sympathie sans mélange que la France suivra cette évolution. Car depuis longtemps l'Autriche n'est plus pour nous une ennemie; on ne saurait même prévoir, dans le plus lointain avenir, le conflit d'intérêts qui pourrait nous mettre en lutte avec cette puissance. Il est vrai que les artifices bismarckiens l'ont, il y a vingt-deux ans, fait entrer dans la Triple Alliance. Mais tout le monde sait que cette inféodation s'est opérée par l'entremise du comte Andrassy, c'est-à-dire par le Gouvernement hongrois, assisté de la faction allemande en Cisleithanie. Elle porte l'empreinte dualiste. Tout autre serait le caractère de la diplomatie autrichienne, inspirée par le sentiment dynastique. Sa tendance naturelle serait de susciter et de faire circuler, dans toutes les régions danubiennes, *un esprit nouveau*, dégagé des influences maçonniques et de faire contrepoids à la prédominance qui s'exerce, depuis trente-quatre ans, dans l'Europe centrale à notre préjudice. Tout la rapprocherait donc de l'alliance franco-russe. Mais ce n'est pas le lieu ni le moment d'aborder ces considérations que j'ai déjà fait ressortir dans d'autres études. Heureux si, dans ce récit exclusivement inspiré par l'amour de la vérité, j'ai pu redresser quelques erreurs, détruit quelques légendes sans fondement et remis en lumière les

immenses services rendus à la civilisation chrétienne par la noble maison d'Habsbourg!

Pour compléter cet hommage, il conviendrait d'en attribuer une large part au Saint-Siège; car, pendant ces deux siècles, les successeurs de saint Pierre ont été l'âme de la défense chrétienne en Hongrie, au milieu des attaques, des alarmes et des amertumes de toute nature que leur infligeait le protestantisme. Depuis la bataille Mohacs, jusqu'à la reprise de Belgrade, rien n'a pu les distraire, ni les détourner de cette tâche. Ils n'ont cessé de diriger vers ce but les ferventes prières des diocèses, des paroisses, des communautés religieuses, de rassembler des collectes, de fournir d'abondants subsides, de recruter des soldats dans toutes les contrées, de susciter des héros pour cette noble cause. *Sic vos non vobis.* Par quels prodiges d'artifices l'esprit philosophique a-t-il pu frustrer le Vatican de la gratitude que lui méritait devant l'histoire un pareil service? C'est un mystère qui s'explique par l'acharnement et le machiavélisme des puissances conjurées depuis cent cinquante ans contre le Christianisme. Et cependant il faut nier le bienfait, en d'autres termes soutenir qu'il était indifférent à l'Europe de devenir musulmane, de voir le Croissant installé victorieusement dans nos capitales avec ses mosquées, ses harems, ses eunuques et ses hideux trophées de têtes coupées sur les places publiques (et la haine maçonnique elle-même reculerait devant un pareil blasphème); ou convenir qu'en disputant la Hongrie au joug ottoman, l'Église a sauvé notre civilisation d'effroyables calamités, peut-être de la ruine. Telle une mère qui, malgré les cris et les révoltes d'un enfant, le soustrait à la dent cruelle des bêtes fauves!

Sois donc à jamais bénie, ô sainte Mère! Tu triompheras de tes ennemis et de tes détracteurs actuels, comme

tu triomphas jadis des hordes musulmanes sous les murs de Vienne, à Szalankémen, à Peterwardein, et dans les plaines de Belgrade. C'est dans ce ferme espoir que je place sous ton patronage cette loyale tentative de restitution historique.

(29 janvier 1900.)

FIN DU TOME DEUXIÈME ET DERNIER

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS PROPRES PERSONNAGES ET LOCALITÉS

Mentionnés dans ce deuxième volume

A

B

L

M

N

O

P

T

U

V

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IV

Saint-Gothard. — Vasvar

CHAPITRE V

Les Kurucz : Tœkœli

CHAPITRE VI

Siège de Vienne

LIVRE III

LA DÉLIVRANCE

CHAPITRE I

Recouvrance de Bude

CHAPITRE II

Procès d'Épériès et diète de Presbourg

CHAPITRE III

Mainmise impériale en Transylvanie

CHAPITRE IV

Szalamkemen. — Zenta. — Carlowitz

CHAPITRE V

Franz II Rakoczy

CHAPITRE VI

Joseph I[er]

CHAPITRE VII ET DERNIER

Péterwardein. — Temesvar. — Belgrade

TOURS
Imprimerie Deslis Frères
6, rue Gambetta

Paris. — Imp. E. Capiomont et Cie, rue de Seine 57.



